

550 من الأصل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12547 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 2-LUNDI 3 JUIN 1985

## M. Fabius contre l'apartheid

### Sancionner Pretoria dans dix-huit mois et ragaillardir la gauche tout de suite

A l'occasion du colloque international sur les droits de l'homme, le premier ministre, M. Fabius, a déclaré, vendredi 31 mai, que si l'Afrique du Sud ne prend pas « dans un délai de dix-huit mois à deux ans », des « mesures précises » pour en finir avec les « pratiques » de l'apartheid, la France devra donner un « coup d'arrêt » à ses investissements dans ce pays.

Déjà ragaillardis par le grand colloque qui vient de leur permettre d'exprimer leur solidarité à l'égard de Desmond Tutu, symbole des valeurs morales bafouées par l'apartheid, les militants socialistes vont-ils trouver enfin un boycottage qui leur semble, au début du septennat, aller de soi sous la présidence de M. Mitterrand ?

Il est permis d'en douter, ne serait-ce que pour des raisons triviales de calendrier. L'Humanité de ce samedi 1<sup>er</sup> juin titre cruellement : « Fabius menace l'Afrique du Sud... pour 1987 » et ajoute « bien sûr, d'ici là on peut toujours travailler... ».

Sous cette réserve, la position du premier ministre constitue un inflexionnement de la doctrine française en la matière. Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, a certes toujours préconisé des sanctions économiques contre Pretoria. En revanche, les responsables de l'Etat se sont toujours montrés plus prudents. M. Claude Cheysson s'était naguère prononcé contre le boycottage total de l'Afrique du Sud, affirmant que « la France, respectant tous ses engagements politiques et commerciaux », cette position « est définitivement par l'adoption de relations économiques ». M. Roland Dumas qui, le 22 mai, à l'Assemblée nationale, déclarait : « En ce qui concerne d'éventuelles sanctions, si le gouvernement français n'a pas cru devoir s'associer aux résolutions de l'Assemblée générale (des Nations unies) demandant l'application d'un embargo économique à l'encontre de l'Afrique du Sud, c'est d'abord qu'une telle disposition ne serait pas adaptée au cas précis de l'Afrique du Sud, qu'elle n'aurait guère d'efficacité et qu'elle pourrait même être contraire au but recherché ».

L'inefficacité : telle est la raison majeure avancée par le gouvernement français (depuis 1981, comme avant, pour justifier son refus de sanctionner le régime de l'apartheid). L'arrivée de la gauche au pouvoir a incontestablement distendu les rapports diplomatiques entre les deux pays, mais les relations économiques n'en ont pas souffert. Au moment de la visite de M. Pieter Botha en France, en mai dernier, les dirigeants sud-africains avaient manifesté une certaine mauvaise humeur devant l'accueil plutôt froid réservé à leur président par les autorités françaises, tout en soulignant que 90 % de leurs relations avec la France sont d'ordre économique. De fait, si Paris a interdit à ses joueurs de rugby d'effectuer une tournée en Afrique du Sud, et si les ventes d'armes n'ont pas repris depuis 1976, les relations économiques se portent plutôt bien. En février dernier, M. Dumas avait reçu le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, première visite depuis novembre 1980.

Ainsi, en 1984, les importations françaises de produits sud-africains se sont élevées à 5,95 milliards de francs, en augmentation de 34,5 % sur 1983, et les exportations ont atteint 4,37 milliards, en progression de 15 %. Le déficit des échanges était de 1,57 milliard de francs, contre 615 millions de francs en 1983. Ce déficit est dû, pour l'essentiel, à une augmentation des achats de charbon, rendu moins coûteux par la faiblesse du rand (la monnaie sud-africaine) et qui reste de loin le premier poste devant l'uranium. Les exportations sont constituées par des biens d'équipement et notamment du matériel technique et électrique. Enfin, il faut noter que nos échanges avec Pretoria représentent 0,7 % du total de nos importations et 0,5 % du total de nos exportations. Toutefois, les exportations françaises en direction de l'Afrique du Sud ont baissé de 12 % durant le premier trimestre de 1985, en raison de la faiblesse du rand.

Jusqu'à présent, les Sud-Africains avaient beau jeu de souligner que si la plupart des pays occidentaux ont « boycotté », voire « menacé » de prendre des sanctions économiques contre leur pays, aucun n'est passé à

l'acte. Ni la France, ni l'Allemagne fédérale, ni la Grande-Bretagne, ni les Etats-Unis. Il est vrai que le président Reagan est soumis à d'incessantes pressions en ce sens du Congrès. Jusque-là, seules les banques américaines ont pris des mesures, en refusant d'accorder des crédits à Pretoria. Les récents développements de la situation en Afrique australe et les initiatives malheureuses de Pretoria pourraient cependant contraindre le président américain à adopter une position plus dure envers le régime de l'apartheid (le Monde du 31 mai).

Quant à la France... Si la droite arrive aux « affaires », se sentira-t-elle le moins du monde liée par les menaces à l'égard de M. Fabius ? Le président de la République « cohabitant », qui aura bien d'autres chats à fouetter, tranchera-t-il celui-là ? Le premier ministre risque d'avoir donné à ses amis — et à tous ceux qui ont toutes les raisons d'exécuter l'apartheid, fût-ce chez un bon partenaire commercial — une brève satisfaction quant aux grands principes.

L. Z.  
(Lire nos informations page 7.)

## Dix propositions du RPR

### Le « reaganisme » de M. Chirac risque de se heurter aux contraintes de 1986

M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, a présenté, samedi 1<sup>er</sup> juin, les dix mesures économiques que préconise le parti de M. Chirac, si l'opposition revenait au pouvoir en 1986. Outre la dénationalisation la plus large, le RPR se propose de réduire très fortement les dépenses publiques et d'alléger parallèlement les charges fiscales.

Tout le monde en est maintenant convaincu : quelle que soit la majorité en place à partir de 1986, la marge de manœuvre restera fort étroite pour tout ce qui concerne la politique économique. Le rétablissement des grands équilibres (commerce extérieur, prix, déficits publics) demeurera l'objectif principal, et c'est dans les limites de cette contrainte que le gouvernement pourra prendre ses décisions. Cet objectif de rétablissement des équilibres ayant été hautement proclamé, à partir de 1983, par le gouvernement socialiste, il ne reste à l'opposition qu'un chemin escarpé pour se démarquer de l'actuelle majorité.

Les propositions du RPR présentées par M. Alain Juppé n'ont pas de quoi bouleverser fondamentalement le paysage économique, hormis l'idée de revenir complètement sur les nationalisations de 1982... voire de 1945 si l'on veut bien admettre que Renault fait partie des entreprises du secteur concurrentiel. Peut-être faut-il considérer qu'il vient un temps

où maintenir artificiellement certaines nationalisations ne correspond plus à la situation économique. Il y a là de quoi, en tout cas, ranimer fortement l'agitation dans les usines.

En revanche, M. Juppé ne renoncera guère d'opposition formelle sur le volet social de ses propositions. Le secrétaire national du RPR reste dans l'air du temps en annonçant des mesures destinées à favoriser la flexibilité de l'emploi. On en discute beaucoup en ce moment, et même si les syndicats veillent et ne pas laisser partir en quennelle la législation sociale, l'humour n'est pas à la lutte sans merci. Qui n'a déjà tiré les leçons de la crise et compris que la défense de l'emploi passe par une adaptation des conditions de travail ? Le RPR, par ailleurs, reste fidèle à lui-même en relançant ses initiatives de participation et de développement de l'actionnariat.

FRANÇOIS SIMON.  
(Lire la suite page 21.)

Avec ce numéro

LE MONDE  
AUJOURD'HUI

Le temps, l'homme  
et les climats

Ouverture de l'Année de l'Inde  
à Paris

BANGLADESH

Le pays du pire  
(Pages 4 et 5)

SÉNÉGAL

La tentation islamiste  
(Page 6)

ACADÉMIE FRANÇAISE

Les discours  
de M. Fernand Braudel  
et de M. Maurice Druon  
(Pages 11 à 14)

## Liverpool : le ballon, les Beatles et le chômage

Après la tragédie du stade du Heysel à Bruxelles, le premier ministre britannique a demandé aux six clubs anglais qualifiés de se retirer des Coupes européennes de football pour la saison prochaine. A Liverpool, l'un des clubs en cause, on cherche à comprendre encore ce qui s'est passé, et la ville, frappée par le chômage, vit comme sous électrochoc.

De notre envoyée spéciale

Liverpool. — Je n'aime pas les mariages mixtes. Le curé qui a béni l'union de Mary McGivern, il y a quinze ans, avait le sens de l'humour. Mary était supporter du Liverpool Football

Club, son fiancé avait choisi le club rival Everton.

A Vauxhall, le faubourg pourri de Liverpool où habite Mary, tout le monde est né un ballon rond au bout du pied. Sous le soleil, le pavé gris défoncé sert de plage. On s'entend d'huile solaire en famille et en suçant des glaces à l'eau. Mary s'amuse : « Regardez ces deux petits, Wesley a six ans et Steven neuf. L'un est pour Everton, l'autre pour Liverpool. » Les deux petits blonds aux cheveux raides acquiescent le plus sérieusement du monde. De plus jeunes encore acquiescent déjà des passes, des feintes, envoient rouler leur balle dans la cour voisine et prennent des mines de champion.

A Liverpool, tout le monde a un fanion accroché quelque part

dans la maison, rouge pour Liverpool ou bleu pour Everton. Dans ces rues, on voit parfois des hommes qui se cassent, se plient, et s'écroulent aux portes des betting houses, les échoppes de paris. Ils sont ivres et fatigués de l'être depuis des années. On voit des

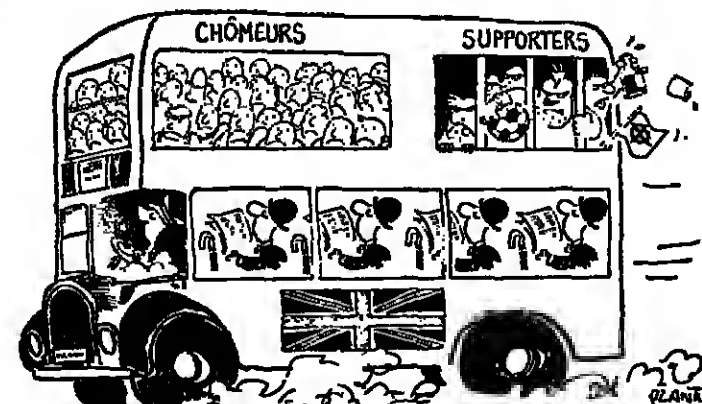
filles, chemise roulée sur le ventre, jupe en corolle, qui font bronzer le bas de leur dos en chuchotant des secrets. Certaines maisons murées attendent la destruction.

« Ici les jeunes sont au chômage à 80, 90 %. Ils savent qu'il

n'y aura jamais d'emploi pour eux », dit Mary, chargée par un organisme social de trouver à ces jeunes des formations qui débouchent sur rien, ou bien sur l'équivalent des TUC, à 27 livres par semaine (324 F) pendant un an. « Il n'y a rien ici. Mais il y a le foot... »

Robert a vingt-quatre ans. Depuis quatre ans, il attend du travail. Aujourd'hui, avec des copains, il retape une voiture. Le hard rock hurle par la porte ouverte. Emassées sur la banquette arrière, des filles attendent une très hypothétique virée. Robert et ses copains assistent à des matches chaque fois qu'ils le peuvent : il leur faut alors trouver quelques livres, et ce n'est pas si facile.

AGATHE LOGEART.  
(Lire la suite page 9.)



LES ÉLECTIONS GRECQUES

## Le PASOK à la sauce piquante

Les Grecs votent dimanche, et l'enjeu — dans un climat tendu — est de l'avis général de très grande importance. Mauvais esprits et méchantes langues font, à cette occasion, la procès du Parti socialiste qui les envoie aux urnes.

De notre correspondant

Athènes. — Une ironie hyperbolique veut ici qu'un Grec « se coupe une main » quand il estime avoir mal voté. Or bon nombre de « déçus du socialisme » se demanderaient aujourd'hui comment ils ont pu confondre le rouge et le vert, car, du parti au pouvoir depuis 1981, ils disent volontiers : « Le PASOK est une pastèque : verte à l'extérieur, rouge à l'intérieur et pleine de pépins. » Ainsi, aujourd'hui, la Grèce rit vert comme elle rit « jaune » sous la dictature et « bleu » lorsque la Nouvelle Démocratie gouverne ce pays de 1974 à 1981.

Les Grecs ont-ils la sans de l'humour ? La question nous des

controverse depuis fort longtemps. Certains estiment que le sel de l'Attique n'est qu'une métaphore et que les Grecs confondent l'humour avec le sarcasme et l'ironie. D'autres soutiennent qu'ils ont trop le sens du tragique pour ne pas avoir celui de l'humour. Tous se rejoignent pour reconnaître que, si les Grecs aiment se gausser de leurs travers, ils n'aiment pas que les étrangers se moquent d'eux. Ce qui, finalement, est commun à bien des peuples.

Cependant, ce n'est pas sous les lambris des salons athéniens qu'il est possible d'apprécier l'humour des Grecs. Les promotions sociales accablées, la mégalomanie qu'engendrent les fortunes trop vite acquises ne s'y prêtent guère. Pourtant, du côté de la place Kolonaki, quelques faits font la roue. Mais leurs mots d'esprit, le plus souvent importés relèvent du sarcasme, de la moquerie et non d'une lucide observation des gens et des choses.

Il en va de même dans les milieux politiques, où cactus et ronces fleurissent plus que les roses de l'esprit. Certes, les journaux se font l'écho des saillies de quelques hommes

politiques qui se sont spécialisés dans l'ironie comme d'autres le sont en économie ou en politique étrangère, mais la moisson est maigre.

En revanche, la presse grecque fait preuve d'un humour parfois grinçant, car politique, mais souvent de qualité. Certaines chroniques sont pétillantes, certains « billets » brillants. Les caricaturistes lancent les plus éclatantes fusées depuis qu'avec le regrettable Dimitriades la Grèce a eu son Daumier.

MARC MARCEAU.  
(Lire la suite page 5.)

Le Monde

RÉGIONS

Un tour de France  
avec nos correspondants

(Page 19)

- DIFFUSION VALLIS CLAUSA (91) 62-41-40



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 2 juin.** — Grèce : Elections législatives. Grande-Bretagne : Visite du premier ministre chinois (jusqu'au 8).

**Lundi 3 juin.** — Pologne : Reprise du procès Michnik.

**Jeudi 6 juin.** — France : Visite de M. Gandhi (jusqu'au 10).

**Samedi 8 juin.** — Hongrie : Elections législatives et municipales.

**Dimanche 9 juin.** — Italie : Référendum sur l'échelle des salaires. Chypre-Nord : Election présidentielle.

### SPORTS

**Dimanche 2 juin.** — Automobile : Grand Prix de Belgique de formule 1 à Spa-Francorchamps.

**Mardi 4 juin.** — Football : Demi-finale retour de la Coupe de France, Paris S-G-Toulouse, Lille-Monaco.

**Jeudi 6 juin.** — Athlétisme : Paris-Colmar à la marche (jusqu'au 8). Canoë-kayak : Championnat du monde de descente de rivière à Garmisch-Partenkirchen (jusqu'au 9).

**Samedi 8 juin.** — Athlétisme : Grand Prix de Moscou ; Football : Finale de la Coupe de France.

**Dimanche 9 juin.** — Tennis : Finales des Internationaux de France à Roland-Garros.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal

(trois virements) voudront bien joindre ce

chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur de-

mande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi

à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie,

500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,

20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$ ;

Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ;

G.-B., 55 p. ; Grèce, 30 dr. ; Hongrie, 30 p. ;

Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye,

0,350 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège,

11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal,

120 esc. ; Suède, 450 F CFA ; Suisse,

11 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 ad.

## IL Y A TRENTES ANS, LE RETOUR DE BOURGUIBA EN TUNISIE

# Le jour de gloire du Combattant suprême

**1<sup>er</sup> juin 1955.** Le soleil se lève sur la baie de Tunis. Le paquebot *Ville d'Alger* s'apprête à accoster venant de Marseille. De la dunette, Habib Bourguiba voit évoluer la plus bétéroclite des armadas pacifiques : remorqueurs ventrus, felouques élancées, chalutiers trapus, frêles esquifs, simples barques, canots à moteur. Chacune de ces embarcations menace à chaque instant de sombrer sous le poids des manifestants dont certains s'agrippent à grand-peine au sommet des mâts. Et cette foule électrisée n'est rien d'autre que celle qui est massée sur les quais et tout le long du parcours qui s'écroule au cœur de Tunis.

Le Combattant suprême revient après deux ans et demi d'exil. Arrêté le 18 janvier 1952 sur l'ordre du nouveau résident général Xavier de Hauteclocque, il a été envoyé tour à tour à Tadjik, près de la frontière algérienne, à Remada, poste saharien désolé, dans l'ilot désertique de la Galite, au large de Bizerte, à l'île de Groix en Bretagne, au château de la Ferté, près de Montargis, et, enfin, à Chantilly le 5 octobre 1954. Dans l'intervalle, le 31 juillet, Pierre Mendès France, président du conseil, s'est spectaculairement redressé au palais de Carthage où il a promis à Lamia Bey que la France tiendrait ses promesses d'émancipation, accordant, dans une première étape, l'autonomie interne à la Tunisie. C'est cet engagement qui a permis le retour de Bourguiba.

not, il est le premier. Il fait la distinction entre les valeurs universelles proclamées par la France — « Liberté, égalité, fraternité » — et les abus du protectorat. « J'étais le premier parce que nos professeurs étaient justes, mais dans la rue nous étions des bécots, et certains cafés nous étaient interdits », explique-t-il. Il va à Paris et en revient en 1927 avec une licence de droit, le diplôme de Sciences-Po et une femme, Mathilde, veuve de guerre, qui lui donnera un fils, Bourguiba junior. Militant de la cause nationale, il choisit, pour se battre, de devenir journaliste et définit une stratégie fondée sur l'action. Il écrit dans *la Voix du Tunisien* puis, en 1932, fonde *l'Action tunisienne*. « Le peuple tunisien est-il dégénéré, réduit à n'être qu'un ramassis de peuples ? Ou s'agit-il au contraire d'un peuple sain, vigoureux, qu'une crise momentanée a forcé à accepter la tutelle d'un Etat fort, le contact d'une civilisation plus avancée déterminant en lui une réaction salutaire ? » interroge-t-il. Et de répondre : « Grâce à une judicieuse assimilation des principes et des méthodes de cette civilisation, il arrivera fatalement à réaliser, par étapes, son émancipation définitive. »

### Pas de « copropriété »

Il rompt avec le vieux Destour où il milita depuis dix ans pour fonder le Néo-Destour le 2 mars 1934 à Kasr-Hellal, près de Monastir, sa ville natale. « Entre nous et les vieux, explique-t-il, il y a toute la différence qui existe entre une voiture à moteur et une charrette. » Bourguiba a du charisme, mais il se veut cartésien. Contre l'émancipation, il choisit le raisonnement. Il drape des foules de plus ou plus nombreuses. Homme à poigne, Peyroun, résident général surnommé « le sa-trappe », le fait déporter à Borj-le-Bœuf, en plein désert, le 3 septembre 1934. Libéré le 23 mai 1936, il ne tarde pas à aller à Paris plaider la cause de son pays auprès de Léon Blum. Malgré ses idées généreuses, le Front populaire passe à côté du problème.

Bourguiba défend néanmoins l'autonomie interne devant le deuxième congrès du Néo-Destour. « C'est comme si on acceptait la copropriété d'une maison qui vous appartient pour éviter la dépossession totale ! » L'agitation reprend. Le 9 avril 1938, l'armée intervient. L'état de siège est proclamé et Bourguiba est arrêté pour la deuxième fois. Il écrit : « C'est de nouveau la rupture entre le peuple tunisien et le protectorat. » Il dit bien le « protectorat » car il continue à fonder des espoirs sur une France qui, pourtant, refuse de comprendre la situation et la volonté d'émancipation des peuples colonisés.

Quand éclate la guerre de 1939, il est transféré au fort Saint-Nicolas à Marseille. Allemands et Italiens lui font des avances. Il esquive et met en garde les dirigeants du Néo-Destour contre toute collaboration avec l'Axe. Le 8 avril 1942, il écrit au docteur Habib Thameur, un des responsables du parti : « En tant que chef, je donne l'ordre d'entrer en relation avec les Français gaullistes de Tunisie — il doit bien y en avoir quelques-uns — en vue de conjuguer si possible notre action clandestine avec la leur, en laissant de côté, pour après la guerre, le problème de notre indépendance. »

Libéré par Klaus Barbie en 1943, peu avant l'entrée des Alliés à Tunis où s'achève la campagne d'Afrique du Nord, il place ses espoirs de Gaulle qui, à son tour, l'ignore. Après l'occupation perdue avec le Front populaire, c'est le rendez-vous manqué avec la France libre. Désillusion. Bourguiba se tourne pour la première fois vers l'Orient. Le 26 mars 1945, il part clandestinement et traverse à pied le désert libyen. Il

gagne Le Caire pour obtenir le soutien de la Ligue arabe et fait la tournée du Proche-Orient. Il revient le 8 septembre 1949. Déçu. Déçu de l'islamisme des dirigeants arabes. Déçu du décalage entre la parole et l'action.

A son retour, il découvre que rien n'a changé à la cour du bey, chez le résident général, chez les « prépondérants », et que les Tunisiens sont toujours aussi pauvres. Il reprend la lutte. « C'est la France, dit-il, qui a enseigné au monde les principes sur lesquels

femme. Dès le 13 août 1956, il avait promulgué le code de la famille, qui était en avance, sur bien des points, sur la législation en vigueur en France. Au cours d'une cérémonie publique restée célèbre, il avait retiré le voile aux femmes. A l'époque, il a été le premier et le seul chef d'Etat arabe et musulman — avec Mohamed V — à avoir osé ce geste libérateur.

Il a été le premier et le seul à avoir interdit la répudiation et la polygamie, à avoir donné à l'égalité, aux deux époux, le droit de divorce, à

inégalités sociales et les disparités régionales. Pourtant, malgré ses paradoxes, ses contradictions, ses incertitudes, la Tunisie est redevenue une nation et n'est plus une « poussière d'individus ». Elle est aussi pratiquement le seul pays arabe à n'être dirigé ni par un colonel, ni par un monarque absolu, ni par un chef théocratique.

### Trop vite et trop loin

Bourguiba est-il allé trop vite, trop loin, dans les réformes concernant la femme, la religion, la société civile, comme le lui reprochent certains musulmans et, a fortiori, les islamistes ? C'est possible, mais toute mutation importante comporte des tensions.

On constate, en tout cas, que le bourguibisme a fini par déteindre sur les islamistes eux-mêmes, comme le montre un texte écrit en 1980 par Rached Ghannouchi, principal chef du Mouvement de la tendance islamique. Il insiste sur « la nécessité d'encadrer les attentes politiques et sociales des masses dans la liberté et l'égalité parce que l'une et l'autre ont vu le jour en Europe dans le cadre d'une culture et de représentations particulières de l'homme, de la vie, de l'existence ».

Et d'ajouter : « Comment, alors, parler de liberté et d'égalité dans le monde musulman en l'absence d'un examen minutieux de notre formation culturelle, dans l'islam représente l'axe principal ? Notre discours sur la liberté et l'égalité ne serait plus alors une affaire de slogans mais la quête d'un modèle de civilisation nouveau qui procède tant de notre islamité que de notre siècle. J'entends par là non l'islam de la décadence mais l'islam en tant que révolution globale contre le despotisme, l'exploitation et la dépendance sous toutes ses formes, en tant qu'imitation pressante au progrès moral et matériel... (1) ». Le paradoxe ne réside-t-il pas dans le fait que Bourguiba aurait pu signer un tel texte et que l'islamisme tunisien n'a pas la même tonalité qu'aill-

PAUL BALTA.

(1) Cité par Mohamed Elbaki Hermaoui in *Maghréb-Machrek*, n° 103, Paris.

NDLR. — De nombreuses biographies de Habib Bourguiba ont été publiées en France et en Tunisie. La dernière en date est celle de Jean Rous aux éditions Martisart, Paris, 1984.



DAULLE

nous nous appuyons et que nous sommes réduits à invoquer contre elle. » A la fin de 1951, une note du Quai d'Orsay coupe court aux promesses d'autonomie, et Xavier de Hauteclocque arrive, intentionnellement, à bord d'un navire de guerre. Puis il donne « carte blanche » au général Garbay, qui a « pacifié » Madagascar au prix de 80 000 morts et qui va s'illustrer dans les « ratissages » du cap Bon. La résistance s'intensifie avec l'entrée en lice des fellagas.

### Dix ans sans liberté

C'est dans ce contexte que Bourguiba a été arrêté pour la troisième et dernière fois. D'assignation à résidence ou de déportation et en prison, il aura été, au total, privé de liberté pendant près de dix ans quand il regagne la Tunisie le 1<sup>er</sup> juin 1955. A Paris, certains sénateurs n'hésiteront pas à le qualifier de « nouvel Hitler » et à considérer Meoëdes France comme un « bradeur ».

En se rendant à Tunis, Mendès France a pourtant modifié le cours de l'histoire quatre mois avant que n'éclate la guerre d'Algérie, le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Lors d'une rencontre secrète, il avait sollicité Bourguiba, qui avait répondu : « Si on fait des conditions acceptables aux fellagas qui se battent dans les montagnes, j'en fais mon affaire. » Fin décembre 1954, à Bizerte, 2 713 fellagas rendent leurs armes contre la garantie qu'ils ne seront pas poursuivis. Bourguiba démontre ainsi qu'il est bien le chef et affirme déjà la prééminence du pouvoir civil sur la force armée.

Par la suite, Boumedienne lui reprochera de n'être pas entré en guerre aux côtés de l'Algérie, comme l'avait promis son adjoint, Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, partisan d'un nationalisme arabe intransigeant, qu'il fera écarter en 1956 et qui mourra assassiné en 1961.

### Libérateur des femmes

Après le retour de Bourguiba, tout va très vite, et le 25 mars 1956, cinq jours après l'accession à l'indépendance, les Tunisiens élisent, pour la première fois de leur histoire, une Assemblée constituante au suffrage universel. L'année suivante, il paracheve sa victoire : le 25 juillet 1957, il devient le premier président de la Tunisie.

Mais, avant même la proclamation de la République, il avait proclamé... l'indépendance de la

### « Le Prophète lui-même »

Comme toujours, il s'appuie sur le Coran et explique : « Le Prophète lui-même a rompu le carême... Lors de la marche sur La Mecque, il a bien vu que le jeûne épuisait ses guerriers. Il n'a pas hésité alors à leur recommander de rompre le jeûne et il a prêché d'exemple... Aujourd'hui, le jihad, la guerre sainte, n'est plus contre l'infidèle, elle est contre le sous-développement. Notre politique est d'édifier une nation forte, prospère, respectée. Nous souhaitons que notre expérience entraîne l'Afrique tout entière vers le progrès et la dignité... Croyez-moi, mon interprétation de la loi musulmane est l'interprétation la plus valable ! »

Trente ans sont passés depuis ce 1<sup>er</sup> juin 1955. Quel est le bilan ? Malade, vieilli, Bourguiba n'a plus accordé d'interviews depuis plus de dix ans. Il n'a plus prononcé de grands discours, expliquant qu'il avait dit tout ce qu'il avait à dire. Chaque soir, avant le journal de 20 heures, la télévision diffuse ses directives à travers des textes qui datent de dix, vingt ou trente ans. Un fossé s'est creusé entre le vieux combattant et les jeunes, qui forment 60 % de la population. Lui reprocheront-ils d'avoir manqué sa sortie, contrairement à Senghor ou à de Gaulle ? Et pourtant, sa pensée demeure d'une modernité dont devraient s'inspirer d'autres chefs d'Etat arabes.

Les problèmes ? On le connaît. Depuis 1978, la Tunisie a connu plusieurs secousses, dont les émeutes du pain, en janvier 1984, qui ont mis en évidence les

### Un document INA-«le Monde» sur Bourguiba

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et le Monde viennent de coproduire avec la télévision tunisienne un film de soixante-quinze minutes intitulé *Habib Bourguiba, portrait d'une indépendance*. Réalisé par Charles Chaboud avec la collaboration, pour le Monde, de Paul Balta, ce film retrace, à l'aide de remarquables documents d'archives cinématographiques et télévisuelles, la vie de celui qui devait devenir le Combattant suprême.

La reprise d'un long entretien télévisé de Bourguiba datant d'une dizaine d'années, au cours duquel il racontait sa vie, sert de fil conducteur au film et lui donne indéniablement un aspect hagiographique. Mais, derrière l'autoportrait du militant qui s'est toujours voulu un éducateur pour son peuple, défilent les grandes étapes de l'évolution de la Tunisie depuis le début du siècle.

Cette réalisation est la première d'une série intitulée « Un homme, un pays », que le Monde et l'INA ont décidé de coproduire en mariant leurs richesses documentaires et leurs compétences journalistiques. Gamma TV, société avec laquelle le Monde a récemment passé un accord, est appelée à entrer dans cette coproduction.

150 دن الاصل



# Etranger

FIN DU VOYAGE DU ROI HUSSEIN A WASHINGTON

- Le souverain jordanien insiste pour que l'OLP participe aux négociations de paix
- M. Shultz écarte l'idée d'une conférence internationale avec l'URSS

Washington (AFP). — Le roi Hussein de Jordanie a réaffirmé, vendredi 31 mai, que l'Organisation de libération de la Palestine devait participer pleinement aux négociations de paix au Proche-Orient, sous l'égide d'une conférence internationale qui pourrait inclure l'URSS.

Il a, d'autre part, estimé que sa visite à Washington — qu'il devait quitter dans la soirée — avait permis de faire progresser l'idée de discussions entre les Etats-Unis et une délégation jordanienne-palestinienne pour relancer le processus de paix.

« Les parties au conflit doivent être incluses dans toute négociation », et si l'OLP « n'en est pas une, qui l'est ? », a déclaré le souverain jordanien lors d'une conférence organisée par le centre privé d'études politiques American Enterprise Institute (AEI). L'OLP, face à la souffrance et à la destruction, a décidé de négocier avec Israël. Il s'agit d'une « percée historique », et il est vital de « saisir cette occasion » pour relancer les négociations avant qu'il ne soit trop tard, a-t-il ajouté.

Le roi Hussein a répété qu'il fallait absolument profiter de l'évolution de la situation et du changement d'attitude de l'OLP pour relancer le processus de paix. Un nouvel échec, a-t-il dit, sera exploité par les extrémistes qui veulent

transformer le Proche-Orient en zone sinistrée.

Selon lui, la Syrie serait disposée à participer à une conférence internationale, « paraplaine » avec les autres parties au conflit et les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a estimé, vendredi, que des progrès avaient été faits, lors de la visite du roi Hussein de Jordanie, vers l'ouverture d'un dialogue entre Washington et une délégation jordanienne-palestinienne. Il a toutefois écarté l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient avec l'URSS.

M. Shultz a ajouté que les Etats-Unis comprennent le « désir du roi Hussein de bénéficier d'un large soutien international » avant que ne soit amorcé un dialogue entre Israël et une délégation jordanienne-palestinienne.

Le secrétaire d'Etat a admis que les « divergences » avec la Jordanie sur cette question d'une conférence internationale souhaitée par Amman n'avaient pas été résolues durant la visite du roi. « Nous essayons de réfléchir » au cadre qui pourrait fournir le « soutien international » recherché par Amman, a-t-il ajouté, déclarant encore : « La forme que cela pourra prendre, je ne le sais pas, nous cherchons ».

LA « GUERRE DES CAMPS PALESTINIENS » AU LIBAN

« Nous sommes sur la voie d'une solution », déclare le président Gemayel à son retour de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — La guerre des camps s'est poursuivie vendredi 31 mai malgré un théorique cessez-le-feu unilatéral proclamé par la milice chiite Amal. Les canons palestiniens sont en effet entrés en action de nouveau en fin d'après-midi contre les positions chiites à Beyrouth-Ouest — ainsi qu'accessoirement contre le quartier chrétien d'Al-Rammaneh, y faisant quatre morts et douze blessés. Il n'en reste pas moins que la grande pause des armes — plus qu'une trêve et moins qu'une paix — pourrait peut-être s'instaurer à l'ombre ténébreuse de la Syrie.

De mercredi soir à vendredi midi, les présidents syrien, M. Hafez El-Assad, et libanais, M. Amin Gemayel, se sont concertés sans désemparer : cinq séances de travail totalisant dix-huit heures, sans compter des entretiens de M. Gemayel avec les principaux autres dirigeants syriens.

Les résultats sont qualifiés de positifs et sont censés se traduire par un « règlement global et définitif » de la crise libanaise, la Syrie s'étant engagée à « se tenir aux côtés du Liban et à éliminer les foyers de troubles qui compliquent la situation ». Dans ce cadre, la Syrie s'est engagée à « former le dossier libanais », ce qui implique, au moins, d'arrêter les batailles en cours. « Je crois », a déclaré le président Gemayel, que nous sommes sur la voie d'une solution.

Dix années de troubles et d'hostilités sans cesse recommencées com-

mandent, néanmoins, la plus grande bataille continue aussi à Borj Bradjeh, le troisième camp de Beyrouth, assiégé mais dont les défenses sont à peine entamées.

Plus que l'autorité du président Gemayel déjà bafouée de toutes parts, c'est celle du président Assad qui est directement en jeu. Etant finalement intervenu, après un indéfinissable dérapage provoqué par ses « Palestiniens », qu'il s'emploie à contrôler et à exploiter, le chef de l'Etat syrien ne peut se permettre de perdre la face.

Mille morts

Dans la « guerre des camps », la milice chiite Amal a proclamé une trêve unilatérale, vendredi, au treizième jour d'une bataille sans merci ayant fait de très nombreux morts parmi les combattants — près de 400 chez Amal et la 6<sup>e</sup> brigade de l'armée, et 150 à 200 chez les Palestiniens — sans compter les blessés. Le bilan total atteindrait avec les civils 1 000 morts et 1 900 blessés, chiffres considérables, même au Liban. Trêve proclamée, il est vrai, après que les miliciens et les soldats chiites eurent finalement réussi à s'emparer du camp de Sabra. Plusieurs fois annoncée, la chute de ce camp paraît être devenue effective. La suspension des hostilités par Amal englobe, en principe, les deux autres camps, Chbaila et Borj Bradjeh.

Si les armes se sont tues à Sabra, il n'en est pas de même à Chbaila, camp continu. Bien qu'il soit devenu pratiquement indéfendable, des

poches de résistance y subsistent. La bataille continue aussi à Borj Bradjeh, le troisième camp de Beyrouth, assiégé mais dont les défenses sont à peine entamées.

La journée de « pseudo trêve » a fait au moins vingt-huit morts. En début de soirée, l'artillerie palestinienne est entrée une fois de plus en action à partir de la montagne. Mais l'on relève de plus en plus à ce propos que les canons du prosyrien Abou Moussa, loin de changer le cours de la bataille, n'allègent même pas la pression s'exerçant sur les camps palestiniens, que leur action relève plutôt de la « canonnade politique ». Après que le président Assad eut jeté son poids dans la balance, les camps pourraient être de facto confiés à Abou Moussa, qui en évincerait l'influence de M. Arafat. Au-delà des péripéties, un tel résultat est l'essentiel aux yeux de Damas.

Il se confirme que le président Assad n'est pas enclin à renvoyer ses troupes, et qu'il aurait demandé au président Gemayel — et, bien entendu, obtenu — une nouvelle base juridique assurant la « rétrocession » de la présence militaire syrienne au Liban. Cela le laisserait libre d'intervenir ou non au moment et au lieu de son choix. On évoque ici la possibilité de l'insallation d'une mission d'officiers syriens auprès du commandement de l'armée libanaise à Yarz, éventuel-

lement aussi d'un corps de commandos d'élite qui serait basé là pour donner du poids à l'engagement syrien.

Enfin, l'accord entre les deux chefs d'Etat prévoit la constitution et l'envoi d'une unité mixte islamochrétienne de l'armée libanaise à Jezzine, localité chrétienne du Sud « défendue » par l'Armée du Liban-Sud (ALS) aux ordres d'Israël et menacée par les milices musulmanes de Saïda. Mais la véritable décision est entre les mains d'Israël, qui doit accepter que l'ALS s'en retire.

Enfin, le gouvernement libanais est totalement paralysé depuis trois mois et n'a, en réalité, jamais fonctionné, bien que constitué sous l'égide de la Syrie. Damas serait prêt à le réactiver, à condition que le président et les ministres chrétiens cessent leurs atermoiements sur la refonte du système politique.

Même si, sur un plan général, une « pause des armes » s'installe, on peut craindre que la « guerre des camps » ne rebondisse. « Il faudrait une force d'interposition là aussi », a fait observer, à ce propos, le ministre musulman sunnite, M. Hoss. En effet, entre chiites et Palestiniens, l'intensité des haines et le nombre des morts peuvent fort bien laisser subsister un conflit « localisé » au sein d'un Liban retrouvant quelque calme.

LUCIEN GEORGE.

Le Conseil de sécurité vote à l'unanimité un appel demandant l'arrêt des violences contre la population civile

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté vendredi soir à l'unanimité un appel demandant « l'arrêt des actes de violence contre les populations civiles du Liban, en particulier dans et autour des camps palestiniens ».

Le texte de résolution exprime « la plus profonde préoccupation du Conseil devant les lourdes pertes en vies humaines et les graves dégâts matériels qui touchent la population civile du Liban ».

Il demande aussi à toutes les parties « de prendre les mesures nécessaires pour soulager les souffrances causées par les actes de violence ». Le texte insiste en particulier sur la nécessité de faciliter la tâche des organisations humanitaires, tels que l'UNRWA (Office de secours de l'ONU aux réfugiés palestiniens) et la Croix-Rouge internationale.

L'ambassadeur du Liban à l'ONU, M. Rachid Fakoury, a pris la parole pour manifester le désaccord de son pays à propos de cette réunion du Conseil, qui avait été demandée par l'Egypte. Il a souligné qu'il s'agissait là d'une « intervention grossière dans les affaires intérieures du Liban » et que son gouvernement ne pouvait donc que refuser toute décision prise dans ce contexte.

Les travaux du Conseil ont mis en évidence la volonté de l'Egypte de défendre l'OLP et la cause palestinienne. Le représentant de la Syrie, M. Dial El Falal, est intervenu dans le débat pour qualifier la requête égyptienne de « manœuvre pour semer la discorde dans le camp arabe au nom d'Israël, et pour faire échouer les efforts du Liban et de la Syrie pour restaurer la paix ».

L'URSS, cette fois, n'a pas soutenu totalement la position de Damas au Conseil. L'ambassadeur soviétique, M. Troianovsky, a justifié son appui à la résolution par « des raisons humanitaires ». Il a

néanmoins exprimé des réserves, justifiées selon lui par les objections du principal intéressé, le Liban.

Le représentant de la France, M. Claude de Kemmoulière, a, pour sa part, défendu l'intervention du Conseil en soulignant que les Nations unies avaient, sur le plan humanitaire, des « responsabilités évidentes » qui ne peuvent porter atteinte « à la souveraineté et à l'autorité du Liban ».

Il a, par ailleurs, suggéré que le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, se rende au Liban et fasse sans tarder un rapport sur le rôle des forces de l'ONU au Liban (FINUL).

Amnesty International

demande

l'ouverture d'une enquête

Amnesty International a demandé, pour sa part, vendredi, aux autorités libanaises d'ouvrir une enquête sérieuse des informations en sa possession faisant état « d'exécutions sommaires et de tortures » de prisonniers palestiniens par les milices chiites d'Amal.

Dans un message envoyé au président libanais Amin Gemayel et au ministre de la justice, M. Nabih Berri, qui est également le chef d'Amal, l'organisation de défense des droits de l'homme souligne que « de nombreux Palestiniens ont disparu après avoir été capturés par les forces d'Amal ».

Amnesty, ajoute le texte, possède « des informations indiquant que ces prisonniers ont été vus en train d'être battus et en possession de quarante cadavres ont été retirés du centre d'interrogatoire d'Amal, à Beyrouth, et que des détenus palestiniens, dont certains hospitalisés, ont été exécutés sommairement ».

Ethiopie

L'« ardeur révolutionnaire » pâtit de la persistance de la guerre et de la famine

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — De la grogne dans les popotes. La récente « affaire des quatre-vingt-dix officiers », a prouvé que l'armée reste la seule force capable de tenir tête au pouvoir et de s'en faire respecter. A l'encontre d'une pétition, qui reflétait le mécontentement de certains milieux militaires, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'Etat, aurait répondu, fin mars, par l'arrestation de quatre-vingt-dix gradés, parmi lesquels beaucoup de commandants et de capitaines. D'aucuns ont même avancé l'hypothèse assez peu vraisemblable d'une tentative de putsch.

Toujours est-il que certains chefs de l'armée auraient rapidement obtenu du pouvoir l'annulation de ces mesures disciplinaires. Un seul militaire aurait été exécuté. Autre signe d'apaisement : fin avril, quarante-huit officiers supérieurs prenaient du galon à la faveur de la plus importante promotion qui ait jamais eu lieu depuis la révolution de 1974. Le lieutenant-colonel Mengistu jugeait cependant utile de rappeler devant le comité central du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE) la nécessité, pour toutes les forces qui concourent à la défense du pays, d'approfondir leur éducation politique et, notamment, leur connaissance du marxisme-léninisme, afin qu'elles puissent mieux remplir leurs obligations.

La guerre engagée — sans espoir de la gagner — contre les « bandits » Erythréens et Tigréens n'est pas étrangère au malaise de l'armée. Beaucoup de jeunes cherchent, par divers subterfuges, à échapper à la conscription. Certains n'hésitent pas à fuir au Kenya ou au Soudan. Sur le terrain, en tout cas, aucun camp n'a encore marqué de points décisifs.

En Erythrée, le pouvoir central n'a lancé aucune offensive majeure depuis environ un an et demi. Il semble plutôt préoccupé de renforcer ses positions autour de certains centres urbains et de quelques axes routiers d'où le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), qui contrôle la campagne, aura du mal à le déloger. Les deux adversaires n'ont continué pas moins d'entretenir secrètement un dialogue de sourds : des contacts auraient eu lieu récemment à Aden, au Yémen du Sud.

En revanche, le gouvernement éthiopien a engagé, depuis plusieurs semaines, avec le concours de quelques dizaines d'experts militaires soviétiques et une certaine aide logistique de leur part, une épreuve de force contre les rebelles tigres, en dégarant même le front érythréen. Cette bulle offensive paraît avoir contenu l'avance du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et lui avoir causé de lourdes pertes en hommes et en équipements, bien que, dans un communiqué publié à Londres, celui-ci affirme avoir repoussé les troupes d'Addis-Abeba et tué deux mille deux cents soldats. Cette insécurité compromet le retour dans leurs villages de milliers de paysans qui, avertis de l'arrivée des pluies, ont commencé à quitter le Soudan où ils avaient trouvé refuge.

Un empereur et ses courtisans

Dans le Wollo, les troupes gouvernementales sont sur la défensive. La « ville sainte » de Lalibela reste interdite au tourisme depuis octobre dernier. En avril, les rebelles tigres ont investi, de nuit, le camp de Kobo, où sont rassemblés des victimes de la famine et ont emporté, à des de chameaux, nourriture et médicaments. A la même époque, la route Kobo-Dessie a été coupée pendant trois semaines.

Les effets conjugués de cette guerre interminable et du drame de

la famine tempèrent quelque peu l'« ardeur révolutionnaire » de la population, lassée de la propagande officielle. Celle-ci, notamment dans les villes, consacre son énergie à faire face aux difficultés croissantes de la vie quotidienne : augmentation du prix du téff (la nourriture de base), acquisition d'un impitoyable chômage, équivalent à un mois de salaire, rationnement de l'essence.

Cette situation de crise n'a, pourtant, entamé ni les convictions idéologiques du lieutenant-colonel Mengistu, ni son appétit pour un pouvoir sans partage. Un certain nombre d'observateurs constatent que cet « empereur sans couronne » semble bien calé sur son trône, entouré de courtisans qui se battront pour mériter ses faveurs. La manœuvre dont a été magnifié, à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire des alliés, le rôle de l'Union soviétique, confirme, s'il en était besoin, que l'alignement sur Moscou demeure, en dépit d'indivisibles chamailleries, la pierre angulaire de la politique éthiopienne.

Peut-être parce qu'il craint que les difficultés du moment obscurcissent les objectifs de la révolution de 1974, le chef de l'Etat s'est employé à les remettre en lumière à plusieurs reprises, depuis le début de l'année. Après la formation, en septembre dernier, du PTE qui compterait, aujourd'hui, environ 35 000 membres, la prochaine étape, a-t-il récemment annoncé devant le comité central du parti, sera la création d'une « Repu-

blique populaire » — et, partant, la promulgation d'une nouvelle Constitution — qui permettra, selon lui, d'établir la « pleine démocratie ».

Le lieutenant-colonel Mengistu a, d'autre part, appelé à la mise sur pied immédiate d'une milice populaire régionale afin de contrer les « noirs desseins des ennemis » de la nation. « Les complots des impérialistes et des réactionnaires qui tiennent la révolution et le socialisme pour responsables de la famine, ne doivent pas être pris à la légère », a-t-il averti.

Le chef de l'Etat a souligné que l'on recrute davantage de membres du PTE dans les institutions publiques et gouvernementales et que ceux-ci soient des propagandistes zélés du marxisme-léninisme. Innovation vestimentaire adaptée aux rigueurs du temps et de l'idéologie : les cadres supérieurs du parti et de l'Etat sont, désormais, astreints au port de l'uniforme, un ensemble « Mao » d'un bleu criard.

A l'évidence, le drame de la famine complique la tâche des dirigeants éthiopiens qui se voient contraints par les circonstances d'ouvrir leur pays à des influences occidentales qu'ils jugent pernicieuses. De leur côté, certains donateurs conviennent que, si elle est « moralement justifiée », leur aide à un régime irrespectueux des droits de l'homme est « politiquement absurde ».

JACQUES DE BARRIN.

« GRAND JURY » RTL - Le Monde

FRANÇOIS  
LEOTARD

dimanche 18h15

animé par  
Alexandre BALOUD

en direct sur

RTL

André PASSERON  
et Michel BOYER (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Gilles LECLERC (RTL)



## Etranger

APRÈS LEURS ENTRETIENS A NEW-DELHI

### MM. Gandhi et Jayewardene se rendront au Bangladesh en signe de «solidarité»

Le président sri-lankais, M. Julius Jayewardene et le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, se rendront ensemble au Bangladesh dimanche 2 juin, à l'issue de leur rencontre à New-Delhi (le Monde du 1<sup>er</sup> juin), afin de manifester leur sympathie et leur solidarité au président Ershad après la catastrophe naturelle qui a frappé ce pays, a annoncé vendredi 31 mai un porte-parole du ministère indien des affaires étrangères. Les trois hommes d'Etat survoleront les régions sinistrées, a-t-il précisé.

La rencontre entre M. Jayewardene et M. Gandhi sera principalement consacrée à d'éventuels bons

offices indiens pour tenter de régler la question tamoule.

Après une brève trêve, neuf personnes ont été tuées, jeudi, au cours de nouveaux affrontements entre Cinghalais et Tamouls, près de Trincomalee, à l'est de Sri-Lanka. Une quarantaine de maisons tamoules ont été incendiées. Auparavant, une centaine de Tamouls avaient attaqué le village de Minhindupura, à majorité cinghalaise, où cinq personnes ont été tuées. Dans la même région, des rebelles tamouls ont attaqué un poste de police; les forces de l'ordre ont ouvert le feu, tuant quatre personnes. (AFP.)

### Afghanistan

#### Un raid aérien sur un village pakistanais proche de la frontière aurait fait dix morts

Islamabad (AFP, AP, Reuters). — Une dizaine d'avions venus d'Afghanistan ont bombardé, vendredi 31 mai, des villages pakistanais frontaliers de la région du Kunar (est de l'Afghanistan), où se déroulent actuellement d'importantes opérations contre la résistance (le Monde du 1<sup>er</sup> juin). Ce bombardement a fait une dizaine de morts et plusieurs blessés, a affirmé un haut responsable pakistanais.

Les villages bombardés se situent près de Daroush, dans la région de Chitral, face à la vallée de Kunar, où des troupes soviéto-afghanes tentent de couper les voies de ravitaillement de la résistance à partir du Pakistan. C'est dans la même région que les forces de Kaboul essaient de rompre le siège, mené depuis le

début de l'année par les maquisards, de la citadelle stratégique de Barikot, à quelques kilomètres de la frontière pakistanaise. La garnison de Barikot comprend de trois cents à cinq cents soldats afghans. Jeudi, des sources proches de la résistance avaient indiqué que les maquisards avaient perdu du terrain et des hommes au cours de sévères affrontements.

L'incursion aérienne de vendredi serait, selon Islamabad, la soixantième depuis le début de l'année dans la région frontalière. Selon les officiels pakistanais et des diplomates occidentaux à Islamabad, les avions sont, généralement, des appareils pilotés par des Soviétiques mais portant des marques d'identification afghanes.

#### Un exilé témoigne à Paris sur la condition des invalides en URSS

«En Union soviétique, on cache les invalides». Tel est le constat qu'a fait Valeri Fefelov, le mardi 29 mai à Paris, au cours d'une conférence organisée par le Comité international contre la répression, sur la situation des invalides soviétiques. Privé de l'usage de ses membres inférieurs à la suite d'un accident du travail, à l'âge de dix-huit ans, M. Fefelov avait fondé, en mai 1978, avec deux autres handicapés, MM. Kisselev et Khousainov, le Groupe d'initiative pour la défense des invalides en URSS. Traqué par le KGB, passé à tabac par des «inconnus», il a été finalement contraint à l'exil vers la RFA.

Le tableau que Valeri Fefelov a dressé de la situation des invalides en URSS est affligeant et donne l'impression d'une société à la fois sous-développée et dure pour les faibles: vivant de pensions très faibles

(30 roubles à 70 roubles par mois pour un salaire minimum de 180 roubles), exclus des lieux publics faute d'infrastructures adaptées, privés régulièrement de fantômes roulaient (ils sont vêtus et on ne trouve pas de pièces de rechange), les invalides soviétiques sont ou confinés chez eux, à la charge de leur famille, ou contraints de rejoindre des asiles où les conditions de vie sont des plus précaires.

M. Fefelov a aussi confirmé le témoignage de Nikita Pavlov, toujours interné dans un «camp spécial pour invalides» à Makorty, près de Dniepropetrovsk (Ukraine). Comme toujours, ce qui se passe dans ces camps reste mystérieux et sujet à caution, tout comme les critères choisis par les autorités pour y interner leurs occupants.

R. D.

## CONTRE LA CENSURE

### POUR MANIFESTER NOTRE RESPECT DE LA MÉMOIRE DES RÉSISTANTS JUIFS IMMIGRÉS

JUDÉOSCOPE PRÉSENTE  
«DES TERRORISTES A LA RETRAITE»  
de Mosco

Au Festival «Israël à Paris»  
Parc des expositions, Porte de Versailles

DIMANCHE 2 JUIN 1985 A 20 H

Israël à Paris - Tél. : 347-23-22

## L'IMPACT DES CYCLONES

### Plus l'on est pauvre...

Le Bangladesh concentre sur lui tous les facteurs concourant à la fréquence des catastrophes naturelles: des catastrophes géologiques.

Certaines de ces catastrophes sont naturelles: le Bangladesh est situé dans une zone soumise aux cyclones tropicaux et aussi aux pluies diluviennes de la mousson. Or les catastrophes dans les zones de sous-développement. Un seul exemple: le «note» du cyclone «Fifi», qui a ravagé le Honduras en 1974, représentait 55 % du PNB de ce pays pour l'année suivante.

Dans les pays développés, les installations et équipements détruits par les cyclones tropicaux ont, certes, une valeur élevée qui croît au fil des années mais, parallèlement, le nombre des victimes est de plus en plus réduit. Ainsi, aux Etats-Unis, le montant des dégâts dus aux hurricanes (les cyclones tropicaux de la zone des Caraïbes) était estimé à 600 millions de dollars pour la période 1915-1919 et à plus de 2 400 millions de dollars pour la période 1965-1969. Alors que le nombre des victimes était supérieur à 8 000 pendant la période 1900-1904 et avoisinait 1 000 pour la période 1915-1919, il était tombé à 460 pendant la période 1965-1969 (1).

Avec les satellites, on repère les cyclones tropicaux dès leur formation et on suit leur course. Certes, les trajectoires des cyclones sont, en partie, aléatoires. On ne peut pas prévoir les événements méandres ou boucles de leur course. Mais, dans les pays développés, on prévient les populations des régions côtières menacées, on répète des avis aussi souvent qu'il le faut par les radios et télévisions locales et par volants distribués de haut-parleurs, puis, éventuellement, les autorités donnent l'ordre d'évacuation: il y a les moyens nécessaires pour transporter plusieurs dizaines de milliers de personnes dans l'intérieur des terres; hors d'attente de l'onde de tempête, puis pour mettre à l'abri et nourrir les fuyards. C'est ainsi qu'en 1969 le hurricane «Camille», probablement le plus violent à avoir jamais frappé les Etats-Unis, n'a tué que 300 personnes alors que les dégâts ont été estimés à 1 milliard de dollars.

Même prévenues de la prochaine arrivée d'un cyclone, les autorités du Bangladesh sont bien incapables d'alerter toutes les populations menacées (tous les villages ont-ils au moins une radio?) et encore plus de transporter hors de ces foyers gorgés d'eau, puis de nourrir plusieurs centaines de milliers de personnes. Et comment empêcher les paysans, qui manquent terriblement de terre, d'aller s'installer sur les îles où le prochain cyclone les fera disparaître?

YVONNE REBEYROL

(1) Ces chiffres sont extraits d'un rapport établi par Earthscan (10, Percy Street, Londres W1P 0DR) en 1984.

Des spécialistes ont calculé que le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna charrient chaque année 1,7 milliard de tonnes de sable et en rejettent la majeure partie à la mer. Ils estiment que le Bangladesh étend ainsi peu à peu son territoire au détriment de la mer et constatent que sa configuration varie même d'une année à l'autre. Le gouvernement n'a que depuis peu établi, dans le cadre d'une réforme foncière, une réglementation pour tenter d'enrayer les abus et les conflits auxquels donnent lieu la possession et la mise en valeur de ces terres émergées. Il a proclamé son intention d'en faire profiter les paysans sans terre. Mais est-ce possible?

### Que faire ?

Il étudie aussi la possibilité de retenir une partie des limons en amont des côtes afin de consolider et de mieux protéger celles-ci, selon la technique des polders et avec, d'ailleurs, le concours de techniciens néerlandais. Mais ce projet ambitieux n'a guère pour le moment dépassé le stade des études, et sa mise en œuvre représenterait des investissements gigantesques. Il diminuerait sans doute les risques en cas de cyclone et de raz de marée. A vrai dire, rien (ou si peu) n'est fait non plus en amont pour enrayer l'érosion — décapant le sol d'éléments fertiles — due, certes, aux pluies fortes pluies du monde mais aussi à l'action irresponsable des hommes.

Les dégâts causés par les catastrophes naturelles viennent aggraver une situation économique précaire. Le Bangladesh, l'un des trente-six pays les moins avancés, selon les normes des Nations unies, cumule les plus lourds handicaps. PNB par habitant: 130 dollars (1983) par an; espérance de vie, quarante-neuf ans; mortalité infantile: 142 pour 1 000; taux d'alphabétisation: 26 % (1980). Sa population, qui augmente au rythme de 2,6 % par an, devrait dépasser cent mil-

lions d'habitants cette année, se pressant sur un territoire de 143 000 kilomètres carrés. La malnutrition est chronique et a même tendance à s'aggraver au point que trente mille enfants seraient frappés chaque année de cécité, en raison de carence en vitamine A. Le choléra a fait neuf cents victimes au cours de l'hiver dernier. Le nombre des pauvres augmente. La moitié des habitants ont moins de quinze ans.

Bien que l'agriculture de subsistance soit l'activité de la majorité de la population, plus de 50 % des paysans ne possèdent pas de terre. Aussi bien la lutte contre la faim constitue-t-elle généralement la préoccupation dominante des Bangladeshis. Le risque de disette se fait menaçant lorsque, comme l'année dernière où l'on compte environ mille cinq cents morts, des pertes importantes de récoltes, dues à de graves inondations ayant détruit les stocks et les récoltes, viennent s'ajouter à un déficit chronique (le Monde du 27 septembre 1984). Dhaka a dû alors importer près de 3 millions de tonnes de céréales qui peseront lourd, pendant plusieurs années, sur sa balance des comptes bien qu'une partie de ces importations aient été redevables à l'aide internationale. Le Bangladesh devra à nouveau importer, pour l'année fiscale — de juillet 1985 à juin 1986 — 2,2 millions de tonnes de céréales (dont environ 1,7 million au titre de l'aide alimentaire).

Mais le général Ershad a su ainsi garder le contrôle d'une situation qui a «forcement des effets prolongés sur l'économie et souligne la vulnérabilité de l'agriculture. Pourtant, étant donnée la fertilité en général de son sol, le Bangladesh bénéficie de grandes potentialités, ce qui pourrait lui permettre de nourrir et de mettre au travail sa population, fût-elle très nombreuse.

### Au jour le jour

Mais il faut bien reconnaître que les gouvernements successifs n'ont pas toujours porté l'attention prioritaire à l'agriculture et ont plutôt été occupés par la gestion au jour le jour des affaires du pays. Le régime du général H. M. Ershad, au pouvoir depuis mars 1982, n'y échappe pas. Il a publié une réforme foncière visant à limiter la propriété et à protéger les droits des métayers, mais il n'a guère eu les moyens de la faire entrer en application. Il a cherché aussi à créer des emplois, en développant l'industrie privée — pour l'importante masse des sans-travail. Il est vain de vouloir estimer celle-ci avec précision: elle représente, bon an mal an, près de la moitié de la population active. Les matières premières, en dehors des textiles (jute, coton), sur lesquelles s'assoient une industrialisation sont rares.

Dhaka cherche cependant à augmenter la production de gaz naturel dont le Bangladesh possède de substantielles réserves. Il a mis en place une réforme — notamment une décentralisation — de l'administration, mais l'efficacité de celle-ci laisse encore à désirer.

Moins encore que ses prédécesseurs, le chef de l'Etat actuel n'a mis fin à la dépendance du pays à l'égard de l'aide étrangère (occidentale et des pays musulmans «amis», pour l'essentiel). Celle-ci représentait, pour l'année fiscale 1983-1984, 40 % des ressources gouvernementales et 50 % de l'ensemble des investissements. La Banque mondiale estime que cette dépendance — vitale — est appelée à durer dans l'avenir.



Dans l'imagerie populaire, l'évocation du Bengale fait sans doute rêver.

Mais le Bangladesh est un pays maudit, que des catastrophes naturelles replongent régulièrement dans une misère dont les hommes ont déjà, par eux-mêmes, tant de mal à sortir. Cet Etat d'une centaine de millions de malheureux s'est enfoncé dans la douleur voici moins de quinze ans. Les régimes, civils hier, militaires aujourd'hui, y semblent condamnés à vivre au jour le jour, comme si l'expédition des affaires courantes était déjà une tâche bien ardue au pays de cyclones, dont la seule ancre véritable demeure peut-être la manne étrangère.

## étrangère

prévisible, d'autant que les transferts des travailleurs bengalis émigrés dans les pays du Golfe ont tendance à diminuer. S'ils ont, le 10 mai, à Paris, renouvelé leur assistance à Dhaka, en s'engageant à lui fournir une aide de 1,68 milliard de dollars en 1985-1986, les pays occidentaux, le Japon et les institutions multilatérales de développement, ont exprimé leur souhait qu'il en soit fait un meilleur usage.

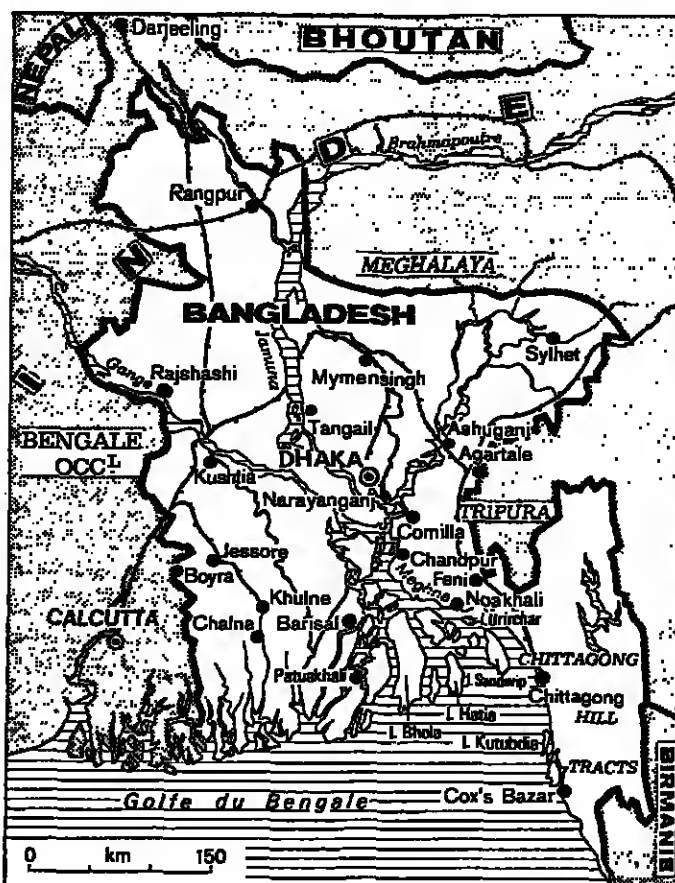
A l'heure où certaines nations riches limitent leur aide, ces donateurs ont demandé au Bangladesh d'appliquer une politique financière plus rigoureuse, peut-être pour qu'il ne donne pas l'impression d'être, selon la formule qu'employa naguère M. Kissinger, « un cas désespéré ». Dans un livre récent, l'agronome René Dumont n'a-t-il pas affirmé que cette aide allait « contre le développement » du pays et bénéficiait peu aux pauvres mais plutôt à certains privilégiés ? (Le Monde du 21 mars). Quoi qu'il en soit, quinze ans après son indépendance, cette aide étrangère, qui

provient principalement des Etats-Unis par les canaux multilatéraux et bilatéraux, maintient l'économie du Bangladesh hors de l'eau. Le représentant de la Banque mondiale à Dhaka, M. Roger Rowe, ne déclarait-il pas, il y a quelques mois, qu'« il n'y a aucun signe que la situation s'améliore à court terme » ?

Il est vrai, enfin, que, depuis qu'il a pris le pouvoir par la force, en chassant le président élu, M. Abdus Sattar — c'était le sixième coup d'Etat important en dix ans — le général Ershad a surtout eu beaucoup à faire pour consolider ce pouvoir.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) Le directeur de l'Agence américaine pour le développement international, pour le Bangladesh, vient de déclarer qu'il faudrait de dix à quinze ans pour construire des abris adéquats pour les populations les plus menacées et qu'il en coûterait « 10 millions de dollars ».



## Le général la « veuve » et l'« orpheline »

De notre correspondant

New-Delhi. — « La nature ne fait jamais rien sans objet », dit un proverbe grec. Ce fut du cyclone des « bouches du Gange » était-il de renvoyer le gouvernement militaire du Bangladesh dans ses casernes ? En se penchant sur l'enseignement des précédents catastrophes, on devrait être fixé sur ce sujet d'ici à quelques mois.

Par deux fois déjà, en effet, les calamités naturelles, qui sont fréquentes dans le pays, ont contribué à changer radicalement le cours de son histoire politique.

Aujourd'hui, les militaires tentent le haut du pavé, nul coup d'Etat ne menace le régime en place. On peut, certes, en changer le chef, mais le général Ershad a pris soin, ces trois dernières années, d'éloigner de la capitale les officiers supérieurs susceptibles de lui faire de l'ombre. « On leur a distribué des ambassades et divers logements », disent les journalistes de Dhaka.

Non, le danger pour la pérennité du régime en place vient cette fois des civils. Plus exactement, des deux grandes coalitions politiques, celle de sept partis de droite dirigée par le Parti national du Bangladesh (BNP), et celle de quinze partis (centre et gauche) menée par la Ligue Awami (du peuple).

Fractionnées, rongées par d'incessantes luttes intestines, des défections et des trahisons, les deux organisations sont dirigées par deux femmes : M<sup>me</sup> Khalida Zia, veuve du président Zia Ur Rahman, lui-même assassiné en mai 1980, et M<sup>me</sup> Hasina Wajed, fille du « père de la nation », Mujibur Rahman, abattu cinq ans plus tôt.

« La veuve et l'orpheline », comme on dit à Dhaka, se détestent cordialement et sont opposées à peu près sur tout, sauf sur un point : renvoyer le général Ershad et sa junte dans les casernes au plus tôt.

Jusqu'ici, la « dictature molle » imposée par le poète-président — Mohammed Ershad écrit et publie des poèmes à la gloire de son pays et de son peuple qui, sans être d'un style renversant, témoignent d'une certaine sensibilité — s'en est plutôt bien tiré. L'homme a su, en tout cas, ne pas tomber dans tous les travers des dictateurs militaires.

Il n'y a dans le Bangladesh d'aujourd'hui pas plus de prisonniers politiques, d'injustices sociales, d'abus de pouvoirs et de corruption qu'il y en avait sous les régimes civils précédents, ni moins sans doute.

### Un divorce

Le bilan de la junte en matière de droit d'expression politique est moins brillant encore. Les deux seules consultations populaires organisées par le général-président depuis son coup d'Etat, en mars 1982, se sont ainsi déroulées dans des conditions tout à fait discutables et sans la participation des deux coalitions d'opposition, dont les dirigeants, qui appelaient au boycottage, avaient été placés en ré-

sidence surveillée, et nombre de leurs militants en détention « préventive ».

Le général Ershad a donc obtenu, à l'issue du référendum du 23 mars, ce qu'il cherchait : une sorte de mandat électoral l'autorisant, selon sa propre interprétation, « à diriger le pays jusqu'à la tenue d'élections législatives ».

Cette consultation, qui lui permettrait d'asseoir enfin la légitimité de son régime, le chef de la junte a tenté par trois fois, ces deux dernières années, de l'organiser. Au risque de paraître faible aux yeux de ses associés militaires, le général avait multiplié les concessions, rétabli l'essentiel des libertés civiles, supprimé les tribunaux militaires, libéré des centaines d'opposants et romani son gouvernement dans le sens souhaité par l'opposition.

Cependant, rien n'y fit. Un moment ébranlé, les deux grandes coalitions ont finalement posé une condition préalable à leur participation électorale, totalement inacceptable pour les militaires : la levée complète de la loi martiale et le rétablissement de la Constitution, deux mesures que le général promettait pour le lendemain des législatives. Depuis,

la loi martiale a été rétablie dans toute sa rigueur, et des élections cantonales (sous-district), les premières du genre depuis l'indépendance, ont eu lieu il y a une dizaine de jours, contre l'avis et en dépit du boycottage des partis d'opposition.

Officiellement, le général Ershad n'a pas renoncé à son projet de « ramener le pays dans l'ordre, sur la voie démocratique, par le biais d'élections générales ». Mais la catastrophe des « bouches du Gange » risque de bouleverser une fois de plus la situation.

Déjà, l'opposition critique l'absence de mesures préventives et accuse le pouvoir militaire de n'avoir pas procédé à une évacuation massive des populations menacées. Même si chacun sait, au Bangladesh, que ce genre de mesures est presque impossible à prendre dans un pays si misérable et surpeuplé, l'accusation a des chances de porter.

En définitive, l'avenir du régime en place va dépendre, une fois de plus, des réponses de la communauté internationale aux appels à l'aide, et surtout de la célérité et de l'honnêteté avec lesquelles les secours seront éventuellement distribués aux survivants.

PATRICE CLAUDE.

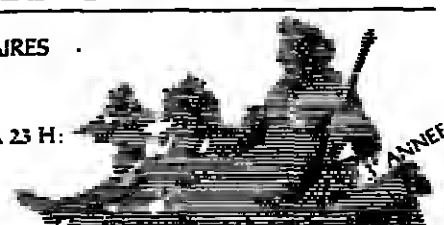
LES ANTIQUAIRES AU CHÂTEAU DE VERSAILLES

A L'ORANGERIE. VENDREDI 31 MAI - DIMANCHE 9 JUIN  
ROUTE DE SAINT-CYR. VASTE PARKING

QUATRE-VINGT-QUINZE DES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES  
VENUS DE TOUTE LA FRANCE. EXPOSIT SUR 5000 M<sup>2</sup>  
DES CENTAINES DE CHEFS D'OEUVRE DE L'ART.

TOUTS LES JOURS DE 11 H A 22 H. NOCTURNES JUSQU'A 23 H.  
VENDREDI 31 MAI VENDREDI 7 JUIN.

UN RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL  
AVEC L'EXCEPTIONNEL



Grèce

## L'ultime mise en garde de M. Caramanlis aux électeurs

De notre envoyée spéciale

Athènes. — Tandis que la fête préfectorale battait encore son plein vendredi soir 31 mai, à Athènes, avec le dernier grand meeting de M. Papandréou sur la place de la Constitution, une rumeur courait dans les milieux de presse, insistante : « Caramanlis va parler ».

L'opinion couramment répandue jusqu'à là était que l'ancien chef de la Nouvelle Démocratie — qui a démissionné le 10 mars de la présidence de la République et n'a fait aucune déclaration publique depuis — n'interviendrait pas avant le scrutin du 2 juin, pour plusieurs raisons. La première c'est que, depuis son accession à la présidence, M. Caramanlis s'est constamment voulu au-dessus des partis ; on pensait donc qu'il se garderait la possibilité d'apparaître comme un recours national au cas où ces élections déboucheraient sur une situation politique troublée. D'autre part, l'animosité que l'ancien président de la République nourrissait pour le chef de l'opposition, M. Mitsotakis, n'est un secret pour personne, et on l'imaginait mal volant au secours d'un homme qui n'est pas, loin de là, assuré de la victoire.

A l'heure où s'achevait officiellement la campagne électorale, M. Caramanlis a cependant diffusé un message à la presse. « Nous avons, dit-il dans ce texte, connu dans le passé des expériences riches mais amères en raison des aventures continuelles et douloureuses que nous avons vécues en tant que nation. Nous n'aurions par conséquent aucune circonstance atténuante si dans l'élection d'après-demain nous ne tirions pas les leçons de cette expérience et que

nous conduisions le pays vers de nouvelles aventures ».

Cette intervention, que l'on doit sans doute aux pressions de certains secteurs de la Nouvelle Démocratie sur M. Caramanlis, a été faite dans des conditions artistiques (un message écrit diffusé à 23 heures), et son contenu est suffisamment sibyllin pour n'avoir pas d'effet déterminant sur l'électorat. Pour une partie des Grecs, M. Papandréou incarne certes un gouvernement exécrable, mais rares sont ceux qui pensent encore sérieusement qu'il représente l'avenir. L'appel à la mobilisation générale contre la gauche n'a pas eu lieu.

Pendant ce temps, le chef du gouvernement donnait sa dernière prestation sur la place de la Constitution devant une foule en délire, à peu près comparable en nombre à celle qui, le veille, acclamait M. Mitsotakis. Légèrement moins nombreuse peut-être, mais il est vrai que, dès vendredi, une large partie des Athéniens avaient pris la route ou assailli les lignes intérieures d'Olympic Airways (des avions supplémentaires et des cars ont été affectés aux partis) pour gagner leurs circonscriptions de province.

Au moment de se séparer de la foule, M. Papandréou, dans la tribune, prenait dans ses bras une petite fille frêle, celle qui figure, souriante, tendant un bouquet de fleurs, sur toutes les affiches du PASOK qui couvrent les murs d'Athènes. Dernière image d'innocence et d'espoir, dernière mise en scène d'un homme qui s'y entend avant le verdict de dimanche.

CLAIRE TRÉAN.

## Le PASOK à la sauce piquante

(Suite de la première page.)

Le pays n'a pas de tradition du cirque, ici, le cinéma comique ne l'est pas tellement et le théâtre dit de boulevard piétine des plates-bandes mille fois labourées. Si Athènes n'a ni chansonniers ni cabarets satiriques, les spectacles de variétés sont truffés de saynètes nettes qui collent à l'actualité, de façon percutante. Enfin, quelques imitateurs sont pétris de talent et leurs disques se vendent comme des petits pains. Nous sommes cependant loin d'Aristophane et de Ménandre, ou, plus près de nous, d'un Souris ou d'un Laskaratos.

L'humour grec n'épargne rien ni personne et est propre à un pays où tout devait arriver et où tout peut survenir encore. C'est ainsi que les proverbes populaires offrent des vannes parfois acides mais souvent dignes des plus sérieux philosophes. D'un fillet rapidement lancé dans le vif du débat, il est possible de ramener quelques anecdotes politiques parfois amères.

Dans une école primaire.

« Qui a gagné la bataille de Marathon ? »

— André Papandréou.

— Bravo ! Qui a battu les Perses à Salamine ?

— André Papandréou.

— Fort bien ! Qui a battu les Italiens en 1940 ?

— L'armée grecque.

— Petit fasciste !

Sous les « colonels », le même plaisanterie circule déjà, mais s'achève par « petit communiste ».

Dans un autobus athénien, un voyageur ne cesse de soupirer. Furieux, le conducteur se retourne : « Vous avez fini de critiquer le PASOK ? »

Rue du Stade, un commerçant sort en criant de sa boutique :

— A bas le PASOK !

La foule l'entoure, interroge :

— Pourquoi, à bas le PASOK ?

— Si j'étais cri... au voleur... personne ne se serait arrêté.

Un ministre, aux journalistes qui l'interrogent :

« André Papandréou épousera ses quatre ans de mandat. »

— Et les Grecs avec ! »

Propos d'ombres illustres dans les champs Elysées :

Alexandre le Grand — Avec les « gardes verts » du PASOK, je serais resté en Inde.

Jules César — Avec les « gardes verts », je n'aurais pas été poignardé par Brutus.

Napoléon — Moi, avec Meroudas, personne n'aurait jamais entendu parler de Waterloo.

(M. Maroudas est le ministre de la presse et de l'information.)

Un journaliste athénien complète machinalement la « carte de visite du PASOK » :

« Socialisme occidental  
socialisme marxiste  
socialisme du tiers-monde  
socialisme du demi-monde. »

Un journaliste de la télévision interroge un paysan.

« Tout va bien ? »

— Et comment !

— Pas de problème ?

— Aucun.

— Vous regardez la télévision ?

— Evidemment. Sans quoi, comment saurais-je que tout va bien ? »

Un Grec meurt et se retrouve devant saint Pierre. Dialogue :

c Toi, je te connais... En enfer est vite ! Mais j'aime ton pays. Alors tu

peux choisir la section de droite, la section du centre ou la section du PASOK.

— Quelle est la différence ?

— Aucune. Dans les trois sections, il y a une chaudière alimentée par une pompe à eau et surveillée par des chauffeurs des trois partis.

— Alors, la section du PASOK.

— Et pourquoi ?

— Parce que la pompe tombera en panne, la chaudière aura des fissures et les chauffeurs feront grève.

Pour notre part, nous donnerons la préférence à Karaghioz, ce cousin de Guignol. Héros entre tous, vedette des vedettes, malicieux meneur de jeu du théâtre d'ombres, il incarne l'esprit d'indépendance, la ruse du faible, l'audace de ceux qui refusent la servilité : il ne sera jamais le dindon de la farce. Que dit-il, un matin d'élection ?

« Ce soir, nous allons bien nous amuser. Nous allons boire, nous allons manger. Et... nous dormirons le ventre vide ! »

MARC MARCEAU.



SERGUEI.



## SÉNÉGAL

## La tentation islamiste

Auprès d'un islam ouvert aux valeurs d'autrui, il existe une lecture du Coran restrictive, et parfois agressive. Au Sénégal, elle est en train de malmenager la négritude chantée avec lyrisme par l'ancien président Senghor.

De notre envoyé spécial

Dakar. — L'image d'un Sénégal culturellement en paix avec lui-même, ayant réussi sans brimer personne à mêler les sources africaines aux valeurs acquises de la francité et de l'islamité, appartient à l'héritage senghorien, tel que, de France, on l'imagine s'épanouissant encore. Vu sur place, ce rêve humaniste, qui s'est incarné dans la négritude durant quelques lustres, faisant souvent figure d'exemple dans le tiers-monde et ailleurs, apparaît aujourd'hui soumis à bien des interrogations.

C'est ce qu'il faut constater les plus fureteurs des intellectuels d'une vingtaine de pays des quatre continents venus participer à Dakar, fin mai, à la quatrième Conférence internationale pour l'identité culturelle, organisée par l'Institut Francophone-monde, centre de réflexion d'inspiration gaulliste, créé à Paris en 1980, dirigé par Dominique Gallet, et dont les objectifs de contacts avec les pays du Sud, par le biais de la francophonie, sont aussi encouragés par le pouvoir socialiste.

Il est très vite apparu, à travers les interventions des participants sénégalais — ministres, universitaires ou journalistes, — que l'esprit Senghor n'était plus, pour la majorité d'entre eux, une référence, même purement culturelle. D'anciens propos de l'auteur d'*Notre Afrique* sur « la civilisation de l'universel », retransmis en circuit télévisé fermé dans l'hôtel dakarais où se tenait la conférence, ont même fait rire un

groupe d'étudiants sénégalais et maliens.

La négritude, déjà brocardée par des intellectuels noirs avant même l'abandon par Léopold Senghor, fin 1981, de sa fonction présidentielle, est décrite comme une « idole hantiseuse aujourd'hui tombée dans l'oubli » par « un militant de l'islam », dont Wal Fadjri, « premier hebdomadaire islamique africain d'information », édité à Dakar, publie la lettre en bonne place. Ce lecteur prêche à la laïcité, sur laquelle est officiellement fondé l'Etat sénégalais depuis sa création en 1958-1960, le même sort qu'à la négritude. Le très pondéré quotidien gouvernemental *le Soleil* reproduit lui-même, de temps en temps, des missives enflammées de simples citoyens appelant à la « proclamation d'une république islamique au Sénégal ».

## Les « écoles arabes »

Le ministre de la culture, Abdelkader Fall, ancien professeur de latin-grec et musulman modéré s'il en est, ne nie pas qu'une certaine effervescence s'est fait jour, ces dernières années, dans son pays, tendant à dissocier plus qu'à rapprocher les valeurs véhiculées par l'islam (religion de 85 % des Sénégalais, dont 10 % sont chrétiens et 5 % animistes) et celles apportées par la langue française (idiome administratif et scolaire, parlé couramment par 15 % des six millions de Sénégalais). Mais il estime que « l'intégrisme, totalement étranger aux traditions de notre islam, n'est le fait que d'une poignée d'individus, la plupart des autres musulmans sénégalais se référant aux grandes confréries islamiques des mauritides et des tidjanes, qui sont éloignées de tout extrémisme religieux ».

Selon le ministre de la culture, le débat ne sera pas, à l'avenir, entre l'arabe, « langue de la foi », et le français, « langue

du développement », mais entre ce dernier idiome et les parlers nationaux, notamment le wolof, qui serait utilisé en 1985 par 75 % des Sénégalais, le reste se partageant entre seize autres langues également transcrits, si nécessaire, en caractères latins.

L'arabe n'est actuellement choisi, pour les écoliers sénégalais, que par 10 % des parents comme langue facultative, après le français qui reste obligatoire. Mais l'enseignement de l'idiome coranique dans les établissements publics étant jugé de médiocre qualité par nombre de familles, elles envoient de plus en plus leurs enfants apprendre dans des « écoles arabes » privées dont la presse dakaroise annonce régulièrement l'ouverture à travers le pays.

Généralement, le préfet ou le sous-préfet viennent exalter devant le bâtiment fraîchement construit « le sens des vertus édictées par le Coran et la nécessité d'en instruire les enfants afin qu'ils jouent pleinement leur rôle futur dans la nation ». Mais les milieux européens ou libanais de Dakar (environ 18 000 Français et 20 000 Libanais en partie chrétiens vivent dans le pays) croient savoir que plusieurs de ces écoles ainsi que des mosquées et des publications sont « secrètement financées » par des fonds venus d'Arabie saoudite, de Libye, d'Iran et d'autres pays dont la pratique politico-religieuse a pour trait commun de n'être guère conforme à l'idéal démocratique et laïque du Sénégal.

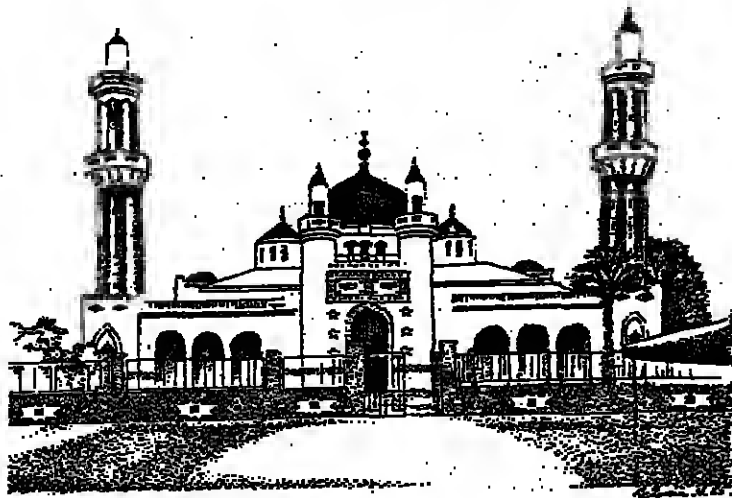
Ces concours paraissent néanmoins « normaux », car « tous les musulmans sont frères », à l'arabisme (dix-sept ans), ancien élève d'une de ces écoles arabes, rencontré dans la médina de Dakar, devant le siège clos de l'hebdomadaire *Wal Fadjri*. Aux yeux de ce jeune homme qui maîtrise aussi le français, « cette langue européenne ne nous est plus utile car l'arabe peut jouer pour nous le même rôle international ». Mus-

tapba (vingt-cinq ans), étudiant en médecine, musulman, non arabophone, se livre au même pronostic, accepte volontiers l'aide arabe à l'islam sénégalais, mais s'inquiète, en revanche, de « l'importation en Afrique noire de slogans confessionnels inquiétants, inconnus jusque-là au sud du Sahara ».

Sur un mur du port de Dakar, une main a écrit en bon français : « Moltre aux enfants de Jésus en Afrique ! ». Plus loin, quelqu'un d'autre a inscrit : « Attention ! Allah est invulnérable ! ». Outre *Wal Fadjri*, deux autres revues sénégalaises, *Djannat* et *Etudes islamiques* — les deux premières ayant déjà dépassé les vingt-cinq numéros — transmettent en français des messages encore plus nettement imprégnés de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler, dans les pays arabes, la « doctrine islamiste », mais qui ne s'était guère encore manifestée à travers l'islam noir.

## Contre la modernité

Le cheval de bataille de Wol Fadjri, hebdomadaire que dirige Lamine Niassé, frère du prédicateur Ahmed Niassé, surnommé « l'ayatollah de Kaolack » (cité araboislamique de 125 000 habitants), est le livre contre « la laïcité qui vise pour contraindre l'islam » et contre « la modernité, le plus grand leurre du siècle ». Ce sont aussi les thèmes d'un tract de quatre pages du Mouvement islamique sénégalais, plusieurs fois distribué à Dakar, Thiès et autres villes depuis 1981. La revue *Wal Fadjri* s'en prend également aux livres penseurs, aux francs-maçons et à la « société sans Dieu » des marxistes. « Mais la vérité triomphe toujours », proclame-t-elle dans son 27 sous un portrait de Khominey. Couples illégitimes ou mixtes, homosexuels, rotariens, rose-croix et, encore, les franc-maçons, sont menacés des pires châtiments par la revue *Djannat*.



VIOLETTE LE QUÈRE.

La mosquée de Diourbel.

Ce qui frappe chez nombre d'intellectuels africains, c'est leur indifférence et parfois leur indulgence devant de tels phénomènes. Il y a toutefois beaucoup d'exceptions parmi l'intelligentsia, tel le jeune écrivain malien vivant au Sénégal, Modibo Soukalo Keita, musulman des plus modernistes, qui, dans son roman *l'Archer basari* (Grand Prix d'Afrique noire 1983) nu dans son magazine *Vie meilleure*, apporte indirectement la contradiction aux intégristes, en exaltant des traditions purement négro-africaines comme, par exemple, la palynandrie des Sorkos, pêcheurs du fleuve Niger, ou la résistance des Bassaris du Sénégal à l'islamisation forcée de leurs mœurs. Cela hérisse le journaliste Lamine Niassé qui, dans un pays où les belles musulmanes n'hésitent pas à découvrir leurs épaules et à montrer de savantes coiffures aux mille petites tresses, n'est satisfait que « lorsque les femmes s'habillent correctement comme le prescrit l'islam ».

A entendre — ou parfois lire dans les journaux dakarois — les plaintes des métis eurafricains qui se sentent « de plus en plus mal dans leur peau » à l'heure où la société sénégalaise s'interroge sur la valeur de ses caractéristiques multiculturelles ; à constater les craintes des chrétiens autochtones de se sentir de plus en plus marginalisés au plan socio-politique (les trois ministres chrétiens, sur

vingt-sept, du gouvernement actuel, n'occupent que des postes techniques) ; à voir un confrère sénégalais regretter son « métissage culturel » ; à découvrir « l'université des mutants », fondée naguère par Léopold Senghor dans l'île de Gorée, en demi-désobéissance, on ne peut que rester perplexe devant les injonctions à l'adresse de notre pays du très modéré mensuel sénégalais *Africa* : « La France est-elle prête, oui ou non, à suivre la voie, multiraciale, des grandes nations modernes ? ».

A ceux des Sénégalais, et plus généralement à ceux des musulmans d'Afrique noire, qui paraissent vouloir atténuer sinon abolir les apports à leur continent de la négritude et de la francophonie. Régis Debray a rappelé, dans son discours éloquent à la réunion de l'Institut France tiers-monde à Dakar, que « jamais les musulmans n'avaient été aussi grands et novateurs, du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, que lorsqu'ils avaient multiplié les contacts avec les Indes, la Chine et l'Occident ». L'ancien conseiller du président Mitterrand aurait pu ajouter l'Afrique noire à cette liste puisque, notamment, c'est des rives du fleuve Sénégal que partit l'épopée médiévale des Almoravides (1061-1147) qui illumina durant un siècle le Maghreb et l'Andalousie.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

## CHYPRE

## Vingt et un ans sous le « béret bleu »

Leurs camarades du Liban du Sud sont plus connus de l'opinion et courent plus de risques. Mais les « bérets bleus » de Chypre poursuivent discrètement une mission utile. Au bout de vingt et un ans de présence dans l'île déchirée, ils font partie du décor.

De notre envoyé spécial

Nicosie. — Dans le paysage chypriote, ils sont plus familiers que les popes et à plus forte raison, que les mufles. Déambulant en groupes sages dans la capitale, se répandant en bandes filées sur les plages, ou se « tapant le derrière » dans leurs jeeps blanches sur les routes les plus défoncées, ce sont les « esquas bleus » de la Force des Nations unies dans l'île méditerranéenne. A vrai dire, on les voit le plus souvent en bérets bleus comme il se doit, car, depuis que l'invasion turque de l'été 1974 a imposé ici son étrange « paix », le risque de récolter une balle perdue est en effet devenu presque inexistant. S'il est vrai que 133 membres de la force sont morts ici en service commandé depuis 1964, les accidents, de la circulation ou autres, constituent de loin la première cause de décès dans les rangs.

Ils sont environ 2 300 en ce mois de mai à l'approche du rituel débat de New-York sur le renouvellement de leur mandat : niveau d'étatisme pousse l'UNFICYP — c'est son nom officiel — à compter jusqu'à 6 500 hommes aux heures les plus ébantes. Les « gros contingents » (toutes proportions gardées) sont fournis, dans l'ordre, par la Grande-Bretagne (750), le Canada (500), la Suède (400), le Danemark (350) et l'Autriche (300). Des Royal Marines et des Life Guards de Sa Gracieuse Majesté voisinent avec, entre autres, des hiffins scandinaves et un bataillon du Royal Canadien. Sur le terrain, chacun

a sa zone : d'ouest en est se succèdent ainsi le Dancon (contingent danois), le Britcon (anglais), le Cancon (canadien), le Swedcon (Suède) et l'Auscon (autrichien).

Le secteur le plus « sensible » est évidemment celui de Nicosie. Ce sont aujourd'hui des soldats envoyés par Ottawa qui ont le difficile honneur de le tenir ; et c'est pourquoi l'on peut souvent entendre par les rues de la capitale d'immenses gailards parlant le français avec l'accent savoureux des Québécois. Ils ont leur QG au Ledra Palace, qui fut jadis l'un des plus beaux hôtels de l'Est méditerranéen et qui se dresse aujourd'hui en plein milieu de la « zone tampon » créée par les Nations unies, au cœur de Nicosie. Les visiteurs — diplomates, journalistes, touristes de toutes les nationalités... barmis les Chypriotes — qui se rendent du Sud au Nord, avec obligation faite par les autorités grecques de rentrer le même jour, passent nécessairement devant cette immense bâtisse aux murs ocre jaune sur laquelle flitte la bannière bleue à palmes blanches de l'ONU : il n'est pas d'autre point de franchissement régulier.

## 200 kilomètres « chauds »

Le quartier général des « bérets bleus » se trouve, lui, installé à 8 kilomètres plus à l'ouest, dans les dépendances de ce qui fut l'aéroport international de Chypre jusqu'en 1974. Un Autrichien, le général Gunter Greindl, commande la Force, et un Chilien, M. James Holguera, est le représentant spécial à Chypre du secrétaire général des Nations unies.

C'est d'ici que partent pour le siège, à New-York, toutes les informations qui permettent à M. Perez de Cuellar de « missionner » inlassablement des formules visant à rapprocher Chypriotes du Nord et Chypriotes du Sud, Turcs

et Grecs, par-delà trois décennies d'incompréhension, de haine et parfois de sang. Une nouvelle moulture d'accord est d'ailleurs en ce moment même à nouveau sur le métier, après l'échec à New-York, le 20 janvier, de la troisième rencontre au sommet entre le Grec Kyprianou et le Turc Rauf Denkash, leaders respectifs des deux communautés. C'est ce que, dans le jargon onusien, on appelle la « recherche de la paix » (*peace making*). Mais, au jour le jour, les « bérets bleus » assurent une tâche d'apparence plus bumble et pourtant peu banale si l'on y songe : « la maintenance de la paix » (*peace keeping*). Leur mission est de surveiller la fameuse « ligne verte », qui, de Kokkina à l'ouest Famagouste, coupe l'île en deux moitiés à peine inégales.

Il y a là quelque 200 kilomètres « chauds » au long desquels le moindre incident pourrait dégénérer. On l'a vu encore l'an dernier. A son poste de guet, un soldat égyptien turc venait de se faire « remonter les bretelles » de façon assez véhémente par un de ses officiers. Une fois celui-ci parti, le jeune Grec qui montait la garde à quelques mètres de là lui a adressé un geste obscène à signification universelle. L'offense a été (très bien) : son vis-à-vis s'est écroulé, mortellement blessé.

C'est pourquoi l'une des tâches récentes de la Force a été de formuler des propositions à la Garde nationale grecque et aux forces turques, afin d'éliminer ou d'aménager les postes de guet « provocateurs » ou excessivement vulnérables. En rase campagne, ce n'est en général pas trop difficile puisque les lignes des frères ennemis sont parfois étagées de plusieurs kilomètres. A Nicosie, il en va évidemment autrement : ici, seul l'espace d'une rue sépare parfois les adversaires qui s'observent alors par de meurtrières aménagées entre des sacs de sable.

De jour comme de nuit, les jeeps blanches patrouillent sur le chemin qui s'étend sur toute la longueur de la zone tampon. Leurs occupants veillent, par exemple, à ce que nul ne renforce indûment ses fortifications ; à ce que ni l'une ni l'autre des armées face à face ne pousse en avant ses barbelés. C'est que la zone occupe au moins 3 % des maigres 9 250 kilomètres carrés de Chypre, dont certaines des meilleures terres cultivables.

Autorisés par leur mandat à aller partout dans l'île, hormis sur certaines installations sensibles, les « bérets bleus » doivent, avec tact, garder leurs yeux grands ouverts : en permanence, les adversaires s'accusent mutuellement de renforcer leurs effectifs ou leurs installations militaires ; il faut sur ce point capital être en mesure de faire rapport à tout moment à New-York. Hormis de rares incidents, la liberté d'aller et de venir des soldats de l'ONU a presque toujours été strictement respectée.

## La « Tourist Force »

Les dix premières années qui ont suivi l'arrivée de la force, ce sont naturellement les Chypriotes grecs, alors détenteurs de tous les moyens de coercition de l'Etat, qui, sur le terrain, voyaient avec le moins de faveur ces étrangers. Depuis l'invasion de 1974, qui a bouleversé le rapport des forces, ce sont plutôt ceux du Nord qui ont parfois été tentés de remettre en cause la présence des « bérets bleus » et leur créent, ici ou là, des difficultés. « Ah ! voici la Tourist Force », persifflait Halli, notre guide chypriote turc, comme nous croisons un peloton de soldats suédois en train de visiter la forteresse byzantine de Saint-Hilarion, qui domine superbement la cité côtière de Kyrenia, tout au nord. Mais il admet sans réticence que ses compatriotes

séparés du Sud puissent être aujourd'hui d'un avis tout à fait différent ! Par-delà ces tâches strictement militaires, la force remplit aussi une mission humanitaire. Sur les quelque 180 000 Grecs qui vivaient dans le Nord jusqu'à 1974-1975, il n'en reste plus à présent que 788 ; et au Sud vivent, environ 300 Turcs, sur les 50 000 d'avant l'opération Attila (1). Les autres ont rejoint, de gré ou de force, celui des deux camps qu'une histoire pleine de bruit et de fureur leur avait assigné.

Les « Onusiens » veillent sur ces derniers irrédutibles, ici, contre toutes les « suggestions » plus ou moins vives, ont décidé de s'accrocher à leur maison, à leur champ, à leur église, à leur mosquée, à leur cimetière. Lorsqu'une raison médicale, ou plus simplement familiale, l'impose, les représentants des Nations unies s'efforcent d'organiser le déplacement vers le Sud de tel babilon, de Rizokarpaso ou d'Ayia-Trias, ou des recontres des Turcs de Pyla ou Potamia avec leurs parents du Nord. De part et d'autre de la ligne, on achemine le courrier, on distribue les pensions, on transporte vers le Sud, mieux équipés, les grands malades ou blessés du Nord, on vient en aide à des personnes déplacées. On visite aussi, parfois, les quelque trois cents maronites — une autre minorité chrétienne — établis à l'extrême nord-ouest de l'île.

En l'absence, depuis onze ans, d'une administration à même d'agir dans toute l'île, les Nations unies s'efforcent, par-delà la partition de fait, d'aider au règlement de certains problèmes biocommunautaires. Ainsi, récemment, des représentants de l'ONU ont-ils dû analyser des échantillons d'eau prélevée au Nord dans la nappe phréatique : les Chypriotes turcs se plaignaient d'une contamination due en apparence à certaines activités industrielles de leurs compatriotes grecs.



FRANCHINI.

Tout cela coûte cher. La règle est que les Etats qui fournissent les contingents prennent en charge les frais ordinaires — ceux qu'ils auraient, de toute façon, dû assumer si leurs soldats étaient restés « à la maison ». Tout le reste, soit environ 10 millions de francs par mois, est à la charge de la communauté internationale.

## « Une ardoise » de 125 millions de dollars

Le financement de l'opération est attendu, pour l'essentiel, de contributions publiques volontaires. Mais, souvent, celles-ci se font attendre ; ainsi, une « ardoise » de 125 millions de dollars demeure, à ce jour, à la charge des différents pays qui ont fourni des contingents. Ceux-ci commencent à se plaindre amèrement auprès du secrétaire général de l'ONU. A cette relative insouciance de trop d'Etats, les Chypriotes, les Grecs, n'hésitent pas à suggérer une explication : ils seraient en peu « lâchés » par le monde entier — en dépit des résolutions régulièrement votées en leur faveur par les plus prestigieux forums internationaux, à commencer par les Nations unies elles-mêmes. Vingt et un ans sur place : il est vrai que cela commence à « faire un bail ».

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Nom donné par les Grecs à l'opération militaire turque de juillet puis août 1974.



# France

## LE COLLOQUE DE PARIS SUR LES LIBERTÉS

### M. Laurent Fabius menace l'Afrique du Sud de sanctions économiques

Menaces de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, « facilités » accordées en France à l'ANC (African National Congress) et à la SWAPO (South African People's Organisation), telles sont les principales mesures annoncées par le premier ministre dans le discours qui a clôturé, vendredi 31 mai à Paris, le Carrefour international des libertés et des droits de l'homme.

« Nous sommes désireux d'investir dans cette région du monde, a affirmé M. Fabius. Mais si, dans un délai raisonnable, entre dix-huit mois et deux ans, des mesures précises ne sont pas prises par le régime sud-africain pour en terminer avec ses pratiques (discriminatoires), alors je pense que, non seulement la France ne pourra pas continuer ses investissements, mais qu'elle devra marquer un coup d'arrêt. »

« Je souhaite, a déclaré, d'autre part le premier ministre, que l'ANC et la SWAPO disposent à Paris des facilités conformes aux espoirs qu'ils représentent. »

#### Initiative scolaire

Cependant, a ajouté M. Fabius, « nous souhaitons développer, avec le peuple sud-africain, des relations d'amitié. C'est dans cet esprit que, après m'en être entretenu avec Mgr Tutu, la France décide dès maintenant de doubler le nombre des bourses pour les étudiants sud-africains en France et d'augmenter son aide financière aux organisations humanitaires qui viennent en

aide aux inculpés, prisonniers, aux victimes et à leurs familles ».

Les autres mesures concrètes annoncées par M. Fabius en faveur des droits de l'homme en France et dans le monde sont les suivantes :

- 1) Introduction « dès la rentrée prochaine (...) dans le cadre de l'instruction civique, d'une initiation aux droits de l'homme » ;
- 2) Création en faveur des jeunes de « dix bourses des droits de l'homme récompensant chaque année une personne, un groupe, une action dans le monde, qui aura particulièrement marqué ce domaine. Ces dix premières bourses internationales des droits de l'homme seront décernées à Paris à la fin de la présente année » ;
- 3) La France appuiera le projet de création d'un haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Elle prendra contact, a dit le premier ministre, avec ses partenaires de la Communauté européenne « pour que nous puissions, tous ensemble, peser de notre poids » afin que ce projet aboutisse ;
- 4) Le ministre des relations extérieures, a annoncé M. Fabius, va prendre « immédiatement les contacts voulus pour que le Comité international de la Croix-Rouge puisse être présent dans les camps de réfugiés et porteur de la sera nécessaire au Liban. Les mêmes contacts seront pris afin que la Croix-Rouge puisse avoir accès aux localités d'Afrique du Sud où cela est tragiquement nécessaire ».

En plan de ces mesures, M. Fabius a invité la commission consultative des droits de l'homme, placée auprès du ministre des relations extérieures et que préside M<sup>me</sup> Nicole Questiaux, à saisir « sans délai » le gouvernement des suggestions émises au cours de ce colloque. Parmi ces suggestions, le premier ministre a cité l'institution « d'un habeas corpus international et d'une juridiction internationale ». Il a aussi retenu l'idée de renforcer les liens « entre les droits de la personne et le développement économique et culturel » et a évoqué « la

commémoration, autour des droits de l'homme, du bicentenaire de la Déclaration de 1789 ».

M. Fabius a également expliqué les raisons de ce colloque en répondant à deux questions : « Pourquoi les droits de l'homme et pourquoi la France ? » Parce que « le combat pour les droits de l'homme n'est jamais gagné », a-t-il affirmé, et parce que, « si des progrès peuvent toujours être faits, notre histoire et notre cœur sont d'être une terre de libertés ».

### Les parlementaires européens seront saisis d'un rapport sévère pour le Maroc

Le Comité d'action pour la libération des prisonniers d'opinion au Maroc (Calpam) a fait état, jeudi 30 mai, dans un communiqué d'un télégramme qui lui a été adressé par la sous-commission des droits de l'homme au Parlement européen, après une démarche consécutive à la demande d'adhésion de Rabat à la CEE (le Monde daté 25-26 novembre 1984).

Ce télégramme, qui reprend des extraits du rapport de la sous-commission, présenté à la commission politique réunie à Rome, les 23 et 24 mai, sera présenté aux par-

lementaires européens au cours du mois de juin. Il évoque notamment « la poursuite d'actions répressives au Maroc, y compris les assassinats, les arrestations arbitraires à grande échelle, la détention sans inculpation, la torture et les mauvais traitements infligés aux détenus qui ont entraîné de fréquentes grèves de la faim, à la suite desquelles trop nombreuses personnes sont mortes par manque de soins », ainsi que « l'absence générale de garanties juridiques ou de représentation juridique appropriée et la persécution des minorités religieuses ».

## NOUVELLE-CALÉDONIE

### L'Assemblée territoriale est hostile au nouveau statut

#### De notre correspondant

Noaméa. — L'Assemblée territoriale a rendu, vendredi 30 juin en début de soirée, un avis défavorable au projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. Sur les trente et un conseillers présents, seul M. Gabriel Patta, du Parti fédéral kanak (indépendantiste modéré), s'est montré favorable au texte. Les trente autres conseillers territoriaux — vingt-neuf RPCR et un Front national — l'ont rejeté en manifestant, parfois de façon virulente, leur opposition à la politique gouvernementale, dont l'actuel ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, M. Edgard Pisani, est désigné comme l'unique responsable.

Le projet de loi a été jugé « de parti pris et inacceptable » par la commission spéciale, qui estime dans son rapport que « pour satisfaire les revendications des séparatistes minoritaires dans le pays, le gouvernement bafoue la démocratie, viole la Constitution, établit la partition en Nouvelle-Calédonie, met en marche le processus d'indépendance et compromet gravement l'unité du territoire ». Le texte a été qualifié par les membres de la com-

mission de « loi d'exception (...) conçue en faveur des séparatistes et contre les legalistes, qui aboutira plus à diviser qu'à rassembler ».

Si les conseillers territoriaux ne sont pas, en fait, opposés au principe de la régionalisation, ils contestent surtout l'absence d'exécutoire et en réclament le rétablissement. Le champ des compétences régionales a également soulevé de vives protestations. « Le gouvernement central pourra pratiquement tout faire, tout réformer, tout décider », a souligné la commission. La procédure des ordonnances, par l'ampleur et la multitude des domaines concernés, est abusive et contraire à la démocratie et à la Constitution (...); c'est un véritable coup de force contre les institutions et un défi au peuple calédonien. »

L'Assemblée ayant fait part de son mécontentement, pas moins de dix-huit orateurs se sont succédés pour exprimer les sentiments que leur inspirait le projet de loi. On a parlé de « libanisation », de « costume taillé sur mesures pour les séparatistes », on « d'insulte à la majorité territoriale ». Le vice-président de l'Assemblée territoriale M. Henri Wetta — l'un des élus les plus modérés du RPCR — a préféré évoquer la Grande Terre comme une pirogue dont les îles Loyauté seraient le balancier. « Si la pirogue est séparée de son balancier, a dit M. Wetta, puis coupez en petits morceaux, comment voulez-vous qu'elle flotte et navigue ? » Le conseiller territorial mélanésien n'a néanmoins pas caché qu'il est favorable à la régionalisation.

FRÉDÉRIC FILLOUX

#### Selon la SOFRES

LA COTE DE CONFIANCE DE M. MITTERRAND EST EN HAUSSE, CELLE DE M. FABIUS EN BAISSÉ

Le baromètre mensuel SOFRES Figaro Magazine enregistre ce mois-ci une hausse sensible (3 points) de la cote de confiance du président de la République et une légère baisse (1 point) de celle du premier ministre.

D'après ce sondage réalisé du 20 au 22 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, 41 % des Français (au lieu de 38 % le mois dernier) accordent leur confiance à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes de la France ; 54 % (58 % lors de la précédente enquête) la lui refusent.

La cote de confiance de M. Fabius, en revanche, et pour la deuxième fois consécutive depuis le début de l'année, enregistre une baisse : 56 % des personnes interrogées (57 % précédemment) déclarent faire confiance au premier ministre et 36 % d'entre elles (au lieu de 34 % en mai) émettent l'avis contraire.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Rocard, avec 57 % d'opinions favorables, gagne 1 point et devance toujours M. Fabius (54 %) qui perd 1 point. Dans l'opposition, c'est toujours M. Raymond Barre (47 %) qui, tout en enregistrant lui aussi une baisse d'1 point, occupe la première place. Il est suivi par M<sup>me</sup> Simone Veil (41 %), qui perd 4 points, et par M. François Léotard (40 %), qui en gagne 6.

### LE SÉNAT REJETTE LES DEUX PROJETS ÉLECTORAUX CONCERNANT LES DÉPUTÉS.

Le Sénat a repoussé, vendredi matin 31 mai, les deux projets de réforme électorale relatifs aux députés. Il a adopté la question préalable (équivalant à un rejet du texte) sur le projet de réforme du code électoral par 199 voix (68 Un. cent., 59 RPR, 49 RI, 17 gauche démocratique et 6 non-inscrits) contre 93 (69 PS et 24 PC).

Outre MM. Dailly, président de la séance, Alain Pober, président du Sénat, et Cautort, non inscrit, qui n'ont pas participé au vote, 22 sénateurs se sont abstenus. Il s'agit des 12 radicaux de gauche, de 9 membres de la gauche démocratique (MM. Berchet, Besse, Bonnefous, Edgar Faure, Jeambrun, Laiffite, Merli, Moine, Pelletier, président du groupe) et de M. Diligent (Un. cent.).

Puis le Sénat a adopté une seconde question préalable sur le projet de loi organique augmentant le nombre de sièges à l'Assemblée nationale, par 209 voix contre 93. La majorité sénatoriale s'est retrouvée sur ce scrutin. Les radicaux de gauche se sont abstenus.

## L'auberge des droits de l'homme

La gauche revendique le parrainage des droits de l'homme. L'auberge est accueillante, point de passage obligé, sorte de « Sisème, ouvre-toi » de la vie politique. La France en fut (1789), la France en est (son action depuis 1981), la France montre l'exemple. Tel fut, sans aucun doute, le message sous-jacent du colloque international « Libertés et droits de l'homme » organisé à Paris les 30 et 31 mai, sur l'initiative du gouvernement français.

Retour à 1789 donc. A l'énoncé politique de la République, à sa dimension universelle et toujours subversive. « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », les premiers mots de la déclaration de 1789 ne sont-ils pas toujours d'actualité, sans cesse remis en cause, démentis et péjorés en cette fin de siècle ? Et s'il est des mises en scène qui font un septennat, il faudra retenir l'image de jeudi soir, ces six silhouettes, trépas au milieu de cette large esplanade du Trocadéro, s'avancant sur l'océan de tour Eiffel, de ciel balayé d'infinis traits lumineux, et ces huit enfants d'origines différentes, défilant à leurs pieds, sous un drape blanc, ces mêmes premiers mots de la déclaration de 1789.

#### Mélange des genres

Accompagnés de deux couples symboliques — Mgr Desmond Tutu, l'évêque sud-africain, prix Nobel de la paix 1984 et M<sup>me</sup> Allende, veuve du président chilien assassiné en 1973 ; Dom Helder Camara, ancien évêque de Recife (Brésil), et Sean Mac Bride, l'Irlandais fondateur d'Amnesty international — M. Mitterrand et son épouse venaient de baptiser l'esplanade du Trocadéro « Parvis des libertés et des droits de l'homme ». « Coup de pub » politique ? Indéniablement, et l'opposition comme le PCF peuvent aisément en tirer argument. Mais un coup « sur fond d'idées généreuses, et c'est pourquoi le procès ne saurait être radical ; sur fond de pédagogie humaniste à l'image du spectacle qui suivit, jeudi, place du Trocadéro, mêlant la voix cristalline d'une adolescente « centrodjennaise au chant d'un groupe africain en hommage à Fela, le grand musicien nigérian, actuellement emprisonné, les paroles de Charité Couvreur — « Faut-il toujours s'enfuir quand on veut être libre ? » — à d'autres, québécoises, chantées par Julien Clerc — « Quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misères, les soldats seront troubadours » —, ou encore la voix enregistrée, encombrée de parasites, d'un absent — Lech Walesa — à la voix

conquérante de Jacques Higelin, emportant une chorale enfantine, comme un souvenir des envolées révolutionnaires.

Si publicité il y eut, à l'évidence, elle fut aussi celle des droits de l'homme, les deux jours de colloque s'accompagnant d'initiatives diverses, dans les écoles comme dans les casernes. L'ambiguïté est autre : cette promotion de la France sur un piédestal, de l'action gouvernementale comme modèle, malgré les ventes d'armes toujours fructueuses, les immigrés victimes d'une xénophobie croissante, ou les compromis diplomatiques. Ambiguïté confirmée, vendredi, lors de la séance de clôture du colloque international, sous les lambris de l'Hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale, devant un parterre tenant plus de l'establishment gouvernemental que de l'assemblée militante, où l'actualité de la défense des droits de l'homme en France fut passée sous silence.

C'est pourtant à ce mélange des genres, cette imbrication de l'initiative généreuse et de la promotion gouvernementale, que voulurent échapper les invités étrangers au colloque. Le ton avait été donné, à l'ouverture, par Breyten Breytenbach, le poète sud-africain libéré de prison sous la pression de la France : « Nous ne sommes pas là pour cautionner une politique quelconque. Nous allons reconnaître, j'en suis persuadé, les acquis et la bonne volonté de ce gouvernement dans le domaine des droits de l'homme. (...) Mais il reste des points sombres. (...) Mon cœur se serre quand j'apprends ce qui se passe encore dans les prisons en France ; j'aurais voulu que le combat contre le fléau du racisme soit beaucoup plus vigoureux (...) ; j'aurais voulu voir une politique extérieure vis-à-vis de l'Afrique du Sud (...) beaucoup plus ferme... »

Il y eut aussi le rappel des crimes racistes imputés par Farida Belghoul, de Convergences 84, et par une délégation de jeunes immigrés, pléniers le trocadéro, à l'entrée du centre de conférences internationales, avenue Kléber. Du encore cette « soirée » de M<sup>me</sup> Yves Joffe, présidente de la Ligue française des droits de l'homme, contre l'armée czone de non-droit. Autant de nuances dont il ne fut plus fait état en fin de parcours et qui illustraient la contradiction même de ce colloque : un gouvernement peut-il prétendre rassembler autour de lui une action par essence non gouvernementale, fait d'initiatives diverses, multiformes militantes ? Le peut-il puisque, de

l'aveu même de M. Fabius, « on ne peut pas compter seulement sur les gouvernements, souvent violents de droit, pour veiller à l'application du droit ? »

Inhérents au genre, la contradiction fut aussi géopolitique. En privé, Elie Wiesel, le poète juif témoin du génocide, s'étonnait de critiques moins insistantes, plus rares, à l'encontre des pays de l'Est, d'une trop faible représentation des « dissidents ». En commission, la tension proche-orientale donna lieu à la seule rupture de l'unité, une journaliste péloponnésienne, Raymonde Tavali, estimant que les actuels massacres de Beyrouth n'ont pas pour responsables « le peuple arabe, les Libanais » mais « le peuple juif », tandis que M<sup>me</sup> Merdes France, veuve de l'ancien président du conseil, regrettait cet « amalgame ».

#### Une image de la France

Contradiction aussi dans la définition de l'objet lui-même : à écouter les abondants discours de ce colloque, tout semblait peu ou prou, dans les maîtres du monde, ressortir des droits de l'homme. L'oppression d'une femme américaine — avec la féministe Kate Millet —, le fait dans le monde — selon MM. Roland Dumas ou Louis Mermoz —, cette information qui « menace l'intégrité de la personne humaine » — M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) —, les poursuites contre Solidarité en Pologne, l'ordre économique mondial, etc.

Comme si les droits de l'homme étaient désormais devenus le degré zéro de la pensée politique, le fourre-tout des attentes les plus diverses et les plus essentielles, économiques, sociales, culturelles tout autant que politiques. Aussi ce colloque œcuménique en forme de célébration d'une conquête laïque fut-il sans cesse imprégné de culture chrétienne — « Aimez-vous les uns les autres », devait-on parfois entendre, — Dom Helder Camara et Mgr Tutu célébraient, place du Trocadéro, jeudi « le vrai auteur des droits de l'homme, notre Dieu », ce dieu « qui est du côté de la liberté, de la justice ».

Pourtant, malgré ces contradictions, aucun invité étranger ne semblait juger inutiles ces rencontres. Pour ceux qui, tels Lino Brocka, cinéaste philippin, venu, bien qu'en liberté provisoire, sont en butte à la répression, c'est l'assurance d'une solidarité, de contacts et de soutiens, un façon de briser l'isolement, de briser le silence imposé aux opinions publiques nationales par les

dictatures. Ce fut aussi l'occasion de faire progresser l'idée d'un renforcement du rôle des organisations non gouvernementales (ONG), reconnues par l'ONU, notamment par la proposition de création d'un tribunal international pour les faits de torture ou de génocide.

Où d'exiger une augmentation des budgets de l'ONU et du Conseil de l'Europe consacrés aux droits de l'homme : actuellement 1 % du budget total de l'une, 4 % du budget total de l'autre. Ou encore d'entendre quelques franchises réflexions, dont celles de M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations étrangères français qui dévoila les dessous de la Realpolitik des droits de l'homme, ces marchandages inévitables d'Etat à Etat, où les démocraties tentent d'arracher un à un des prisonniers à leur sort. Durant son séjour au gouvernement, huit cent personnes auraient ainsi été libérées discrètement.

En ce sens, l'opération de politesse intérieure française n'a guère dérangé les participants. Comme si un fil relierait leurs combats réels et risqués aux visions gouvernementales : une certaine image de la France, au passé et au présent, cette « tradition qui ne s'identifie à aucun gouvernement en particulier » selon M. Fabius, ce message des philosophes « des Lumières selon M<sup>me</sup> Nicole Questiaux, présidente de la commission consultative des droits de l'homme. « Les droits de l'homme sont trop importants pour être laissés à leur spécificité », devait-elle ajouter, donnant rendez-vous à tous les participants en 1989, pour le bicentenaire : « Nous verrons alors si nous pouvons nous regarder dans les yeux. »

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL

● M. Léotard : démarche naturelle de Raymond Barre. — Interrogé sur la candidature de M. Raymond Barre à l'élection présidentielle, M. François Léotard, secrétaire général de PR, a affirmé qu'il « n'a qu'une mission : gagner en 1986 ». M. Léotard, qui était à Auxerre (Yonne), dont le maire, M. Jean-Pierre Soisson (PR), est un sympathisant de M. Barre, a estimé que la candidature de l'ancien premier ministre « n'est pas à proprement parler une candidature officielle ». « C'est l'illustration d'une démarche tout à fait naturelle, dans l'esprit de la IV<sup>e</sup> République : quand on veut solliciter un mandat national, on ne le fait pas devant un cénacle partisan », a-t-il observé.

(Publicité)

## LES FORCES VIVES de la POLOGNE

Exposition  
édition - peinture - sculpture - graphisme

Le club Avenir et Démocratie  
et le  
Comité d'Information et d'Action pour la Pologne  
ont l'honneur de vous inviter à l'exposition qui  
aura lieu du 3 au 8 juin 1985 de 9 h 00 à 18 h 00  
à la Marie du XVI<sup>e</sup> arrdt de Paris, 71, av. Henri-Martin 75016 Paris

Sous le haut patronage de  
**de Monsieur Maurice Schumann**  
de l'Académie française, ancien ministre, sénateur  
**de Monsieur Georges Mesmin**  
Député-maire du XVI<sup>e</sup> arrdt de Paris, maire adjoint de Paris



# France

## CRÉE IL Y A CINQUANTE ANS

### Le secrétariat général du gouvernement n'est pas lié au sort politique du pouvoir nous déclare M. Jacques Fournier

L'Institut français des sciences administratives, que préside M. Bernard Chenot, ancien ministre, membre de l'Institut, a réuni à Paris les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin un colloque sur l'organisation du travail gouvernemental. A l'occasion du cinquantième anniversaire de la création du secrétariat général du gouvernement, M. Jacques Fournier, conseiller d'Etat, secrétaire général du gouvernement depuis 1982, explique dans l'entretien qu'il nous a accordé l'importance du rôle de cette institution mal connue.

« Le secrétariat général du gouvernement est une institution mal connue et qui célèbre pourtant son cinquantième. Quelle est son origine et quelle est sa justification ? »

Il s'agit de fournir au président du conseil des moyens autonomes pour accomplir sa mission de chef du gouvernement. Jusqu'en 1935 en effet, les présidents du conseil étant en même temps ministres d'un département particulier, c'étaient les services de ce ministère qui s'occupaient de la direction du gouvernement. D'ailleurs, ce n'est qu'en 1935 également que le président du conseil s'est installé à l'Hôtel Matignon. Celui-ci, précédemment occupé par l'ambassade d'Autriche, avait été placé sous séquestre après la guerre de 1914-1918. Le budget de 1935 a aussi pour la première fois affecté des crédits et du personnel au secrétariat général du gouvernement. Le premier secrétaire général a été M. Léon Noël, qui devait devenir en 1939 Président du Conseil constitutionnel.

« Combien y a-t-il eu de titulaires de ce poste ? »

Après des changements assez fréquents à la fin de la 1<sup>re</sup> République, le secrétariat général n'a été occupé que par six personnes depuis la Libération. Ce furent M. Louis Joxe auprès du général de Gaulle à Alger en 1943, puis MM. André Ségat de 1946 au début de 1958, Roger Belin jusqu'en 1964, Jean Delvolvé de 1964 jusqu'en 1974, Marcel Long jusqu'en 1982 et moi-même depuis cette date.

Tous ont appartenu au Conseil d'Etat. Cela s'explique par la nature essentiellement juridique de leur tâche. Le Conseil d'Etat est, en outre, un interlocuteur constant du gouvernement pour la préparation des lois et décrets.

On constate ainsi que M. Belin et M. Long ont effectué la transition au moment des changements importants de majorités gouvernementales.

Le secrétariat général incarne en effet la continuité des pouvoirs publics. L'élément de continuité que la nouvelle majorité a trouvé en mai 1981 était représenté par le secrétaire général du gouvernement, qui a été immédiatement à la disposition du président de la République et du premier ministre pour l'organisation du travail gouvernemental. Il a rempli en quelque sorte une fonction pédagogique pour ceux des nouveaux responsables politiques du pays qui n'avaient pas encore la pratique du travail gouvernemental.

« Cela signifie-t-il que, en cas d'alternance politique, vous pourriez demeurer à votre poste ? »

On ne peut préjuger de rien. Cela dépend des circonstances. Je suis ici avec la confiance du président de la République et du premier ministre. Si les conditions sont remplies pour que je continue, je le ferai. Le destin des membres du secrétariat général du gouvernement n'est pas lié au sort politique du gouvernement. Ils se renouvellent en fonction de l'intérêt du service et du déroulement de leur carrière. Il y a encore autour de moi la moitié des fonctionnaires qui étaient en place avant 1981.

« Le secrétariat général du gouvernement a-t-il des compétences administratives, gouvernementales et politiques ? »

C'est une institution charnière entre ces trois domaines. Il est à la frontière de l'administratif et du politique. C'est un outil administratif au service de ceux qui ont la responsabilité de la décision politique.

« Est-ce lui qui met en muste les décisions gouvernementales ? »

Il ne s'occupe pas du fond des affaires, des choix politiques, qui sont préparés par les collaborateurs politiques du président et du premier ministre. Nous nous occupons de la régulation du système. Nous veillons à la bonne préparation des projets de texte et des arbitrages du premier ministre, au respect des procédures, aux liaisons avec le Parlement. Nous assurons également les rapports avec le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel. Ces derniers se sont développés au cours des deux dernières années. La publication des textes au Journal officiel nous incombe aussi.

#### Présent au conseil des ministres

« En somme, vous êtes un état-major auprès du commandant en chef ? »

Nous sommes pour cela un organisme léger. Il compte cent personnes au total, dont moins d'une trentaine de fonctionnaires dits de conception.

« Vous êtes le seul non-ministre à assister au conseil des ministres. »

Pas tout à fait puisque y assistent également le secrétaire général de l'Elysée et le conseiller spécial du président. Mais surtout c'est le secrétaire général du gouvernement qui prépare l'ordre du jour du conseil des ministres et qui veille à la bonne préparation des dossiers qui lui sont soumis. Chaque vendredi, une réunion préparatoire a lieu avec mes collaborateurs puis avec les membres du cabinet du premier ministre. Je rencontre ensuite celui-ci en présence de son directeur de cabinet. Le lundi, je rencontre le président de la République en présence du secrétaire général de l'Elysée. Enfin le mercredi matin, avant le conseil, je le vois de nouveau en compagnie du premier ministre.

Pendant le conseil des ministres, j'établis un compte rendu analytique des discussions et un relevé des décisions et des directives. Le compte rendu constitue le document de référence conservé par le secrétariat général. C'est la mémoire du gouvernement. Jusqu'en 1975, ces comptes rendus demeuraient manuscrits et un seul exemplaire. Depuis il y en a deux, tapés à la machine, dont un est envoyé à l'Elysée.

« Quelle influence politique pouvez-vous avoir sur les décisions du gouvernement ? »

Le secrétaire général joue un rôle d'autant plus important que les questions qu'il se posent ont un caractère juridique et administratif.

« Après un demi-siècle, l'institution ne doit-elle pas s'adapter ? »

En fait, depuis cinquante ans, elle a cessé de s'adapter à des Constitutions différentes d'abord, mais aussi à des gouvernements différents, donc à des pratiques et à des méthodes de travail qui ont changé au fil du temps. Par ailleurs, nous confrontons notre pratique avec celles des autres pays où une cellule comparable existe. C'est l'un des projets du colloque organisé par l'Institut français des sciences administratives.

« Comment le secrétariat général s'est-il modernisé ? »

Pour son travail, le gouvernement utilise maintenant les technologies modernes. Nous avons créé il y a un an le comité interministériel pour le développement de l'informatique et de la bureautique dans l'administration. Parmi les actions menées sous l'égide de ce comité figure un projet de réseau télématique interministériel, qui sera mis en œuvre avec la collaboration de la direction générale des télécommunications. Il s'agit notamment d'éviter que le même texte soit successivement reproduit en de multiples endroits.

Une coordination des banques de données juridiques publiques et privées est en cours. Le secrétariat général du gouvernement a établi un fichier législatif informatisé appelé « Lex », qui donne l'analyse de tous les textes applicables en France. Cette documentation sur ordinateur va s'intégrer dans un organisme plus large, créé il y a quelques mois, le Centre national d'information juridique, dépendant du Journal officiel, et qui est à la disposition du public comme à celle du gouvernement.

Un effort est également fait pour mieux assurer le suivi de l'exécution des lois. Depuis l'automne dernier, les ministères doivent communiquer au secrétariat général le calendrier prévisionnel de sortie des décrets d'application de chaque loi qui doit être promulguée. Nous veillons au respect de ce calendrier et à l'application des décisions prises en conseil des ministres. Par ailleurs, nous venons de publier un petit livret qui est une sorte de vademecum pour les rédacteurs des projets de texte. Il donne aux fonctionnaires toutes les indications utiles pour préparer sans fautes les projets de loi, les décrets et autres décisions administratives. L'administration centrale, à son niveau le plus élevé, participe ainsi à l'effort de modernisation du pays.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSEIRON.



## Les Internationaux de France

Dure journée de tennis, vendredi 31 mai à Roland-Garros. Dure pour les trois dernières françaises — Tauziat, Calmette et Calleja — éliminées au troisième tour. Dure pour les joueurs latino-ibériques — Hovover, Arrese, Sanchez et Gomez — en panne de lift. Dure pour l'Argentin Clerc, mal jugé par un arbitre de ligne. Et dures huitièmes de finale en perspective dimanche 2 juin entre Noah et Leconte.

## Clerc, le seigneur foudroyé

José-Luis Clerc est né « seigneur ». Chacun le pense. Noah le dit. Et voilà que, ce vendredi soir, les Internationaux de France 1985, bémols des dieux et de la météorologie unifiés, ont connu leurs premiers accros. Des faux billes, un faux jugement, un faux pas du public.

Les faux billes; la police s'en occupe dans la chasse à cette détestable rançon du succès. Le faux jugement, aucune brigade des jeux n'y pourra rien. On peut réparer une erreur, pas une faute de cette ampleur.

Le faux pas du public, enfin. Ils furent quelques-uns, brailleurs, sifflants, chauvins, dans ces tribunes surchauffées, à ne rien comprendre à ce qui se jouait. Ni l'injustice faite à un joueur. Ni le respect dû à deux magnifiques combattants. Ni même la beauté cruelle de l'instinct. Quelques-uns ne font pas un public, certes, mais ils le polluent, ils l'entraînent, ils tuent l'instinct et l'esprit.

C'est curieux, un match et les impressions qu'on en retire à certains moments. Avant l'incident, à l'entrée du cinquième set, presque de la cinquante heure de ce match torride, on avait griffonné une idée sur un coin de feuille, comme une bouée de mémoire : que le battu sortirait brisé de cette affaire-là.

Le seigneur fut inutile. José-Luis Clerc a été battu, seigneur foudroyé par une faute : une faute d'arbitrage énarque, inexplicable, inexorable. Une balle de Noah fut jugée bonne, non pas au bénéfice de

## Leconte ou le jeu domestiqué

Il faut bien l'avouer. Jusqu'à ces derniers temps, Henri Leconte n'était pas vraiment pris au sérieux. Gentil garçon, le numéro deux français. Des coups époustouflants. Mais des contre-performances étonnantes. Chien fou, donc, trop peureux. Il cédait à la facilité. Il se laissait aller physiquement. Il mitraillait les baches après des volées géniales. Il accumulait les doubles fautes derrière des aces. C'était tout ou rien. C'était aussi beaucoup de talent volatilisé.

On le regrette. On incriminait son entourage, son mode de vie, son manque de maturité. Il barrait jour Lendil en Coupe Davis à Prague et, le lendemain, il se faisait sortir au premier tour d'un tournoi de plage. Il n'arrivait pas à guérir une entorse. Il ne s'entendait plus avec son entraîneur-homme d'affaires Ion Tiriac. Il perdait ses contrats d'équipement vestimentaire. Bref, « Riton » (c'est son surnom) se retrouvait dans la zone dangereuse du classement professionnel autour de la cinquantième place mondiale.

« Henri pas Riton », a-t-il précisé à un journaliste qui l'interrogeait après sa victoire au premier tour. « Riton c'est fini, cela ne fait pas sérieux ». Et il faut bien le prendre pour tel désormais ce Leconte qui a perdu tous ses kilos superflus et qui n'a pas balancé le plus petit point depuis le début du tournoi. De cette nouvelle assurance, il a d'ailleurs donné une belle preuve vendredi sur le Central. Son match contre le numéro cinq mondial, Andrés Gomez, était un test difficile. Qui on nomme Leconte s'était décidé à le domestiquer son jeu et à préparer ses points ? L'Equatorien Gomez, qui est également gaucher, est aussi un des grands cyclothymiques du circuit, alternant le pire et le meilleur. Mais son expérience pouvait lui permettre de soumettre Leconte à la tentation de frapper de plus en plus fort, ce qui a été son péché mignon. Le Français y a parfaitement résisté dans le troisième set décisif.

« Mon entraîneur Patrice Dominguez, qui travaille avec moi depuis

un mois, m'avait prévenu. Gomez est capable de sortir des coups incroyables en rafales et de prendre le large à la marque. Mais il baisse aussitôt de régime et peut être rattrapé. Quand le jeu se retourne, même si dans le troisième set je ne me suis pas inquiété, il n'avait qu'un break d'avance. Je me suis accroché en attendant l'occasion ». Cela a fort bien réussi. C'est que Gomez n'a plus appuyé aussi fermement ses coups. Leconte a pu aligner cinq jeux et enlever la partie.

L'Equatorien, qui avait dû batailler ferme contre le jeune Suédois Carlsson au tour précédent, a peut-être ressenti la douleur à l'épaule qui le handicape régulièrement. L'évidence, il ne tapait pas avec autant de conviction qu'à l'accoutumée. Toutefois, en jouant des balles basses sur le coup droit de Gomez, son arme favorite, que ses adversaires cherchent normalement à éviter, Leconte a réussi à perturber l'Equatorien, qui a le plus souvent été amené à la faute. Ce choix tactique constituait à lui seul l'indication d'une modification importante de la psychologie du jeu du Français. Cette assurance s'est aussi retrouvée dans la façon dont il a conduit la deuxième manche. Servant à 5-4, il a réussi à effacer trois balles de break dangereuses. Sinon, le match aurait pu basculer en faveur de Gomez.

En clair, il n'est plus question de considérer Henri Leconte comme un joyeux drille, un farfou sur lequel on ne peut pas compter. Il ne faudra surtout pas le traiter à la légère. A commencer par Yannick Noah. Avant leur rencontre en huitièmes de finale, programmée dimanche, Leconte a déclaré : « Yannick a été pour moi un modèle, comme un grand frère. L'an passé, nous avons gagné le double ensemble. Aujourd'hui, nous sommes les meilleurs amis du monde dans la vie. Mais, sur le court, je jouerai, comme contre Wilander et Lendl, avec l'intention de gagner ».

ALAIN GIRAUD.

## LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PS

### M. Rocard pousse les enchères

L'attitude de M. Michel Rocard et de ses amis pour le congrès de Toulouse est toujours un sujet d'interrogation. Les rocardiens ont fait savoir que le débat ou non d'une motion dépendait essentiellement de trois facteurs : le contenu d'une motion à laquelle ils seraient conviés à se rallier lors du comité directeur de « synthèse » du mois d'août, mais aussi la place qui leur sera faite dans les organes dirigeants du parti et sur les listes pour les élections législatives.

En réalité, M. Rocard et les rocardiens semblent se diriger vers le dépôt d'une motion, tout en sachant que la forte probabilité d'une synthèse Mauroy-Jospin devrait écarter, à Toulouse, le cas de figure du congrès de Metz de 1979 : mitterrandistes et CERES d'un côté, Rocard-Mauroy de l'autre.

Les rocardiens s'affirment, certes, prêts à rechercher un compromis, mais ils reconnaissent qu'ils ne pourront pas faire beaucoup de concessions. Ils attendent les réponses du courant A (mitterrandiste).

En fait, le « cas » Rocard semble susciter peu d'intérêt ou de trouble

dans le courant A (contrairement à la contribution « transneurants » (1). On estime, dans le courant A, que le discours de M. Rocard, notamment dans son interview à Libération (Le Monde du 23 mai), n'est guère « nucléaire » dans le parti. Si M. Jean Papren, numéro 2 du PS, préfère le débat à un « unanimisme de façade », un autre dirigeant mitterrandiste jugerait « dérangeant » et, en tout cas, domageable pour le PS et le gouvernement que le PS s'engage, à cinq mois des élections, dans un débat du type : le socialisme reste-t-il une perspective historique ou est-il d'abord une méthode ?

Les rocardiens estiment au contraire qu'un « bon débat » n'affaiblirait pas la gauche. C'est pourquoi ce congrès constitue une échéance très importante à leurs yeux, comme l'a réaffirmé M. Gérard Fuchs, membre rocardien du bureau exécutif du PS, devant des militants parisiens de son courant. Certains ont considéré que la contribution signée par M. Rocard manquait quelque peu de « souffle ». M. Fuchs leur a

rappelé qu'une contribution pose des questions, auxquelles il est répondu dans une motion.

L'attitude des rocardiens et de leur chef de file, l'insistance mise sur l'importance cruciale du congrès de Toulouse, peuvent avoir une autre justification. M. Rocard peut avoir décidé de jouer en terme d'image son va-tout à ce congrès. Soit apparaître comme celui qui aura amené, pratiquement, le parti sur ses bases, soit, en cas d'échec, prendre l'opinion publique à témoin de sa tentative de « modernisation » du PS et privilégier désormais une démarche autonome. Ainsi s'expliquerait le fait que M. Rocard semble, pour le moment, placer très haut la barre pour un accord avec le courant A.

J.-L. A.

(1) Cette contribution, qui couvre l'ensemble du champ politique, est due à des socialistes, membres de différents courants, dont l'un est un proche de la Fabia. Cette contribution vise à « bouclier » le jeu traditionnel des courants dans le PS.

## Les résultats du vendredi 31 mai

### SIMPLES MESSIEURS (Troisième tour)

Premier quart. — Gildemeister (Chi. 92) b. Arrese (Esp. 150), 7-5, 6-1, 6-2; 1. McEnroe (E-U, 1) b. Hovover (Bré. 31), 6-2, 6-1, 6-2; 2. Nyström (Sué. 9) b. Youl (Aus. 198), 6-2, 6-0, 6-0; 12. Sundström (Sué. 12) b. Tarczy (Hon. 46), 6-3, 6-4, 6-7, 6-3.

Deuxième quart. — 9. Nank (Fr. 11) b. Clerc (Arg. 22), 6-1, 6-7, 6-4, 4-6, 8-6; 4. Wilander (Sué. 4) b. Sanchez (Esp. 137), 3-6, 6-4, 6-3, 6-3; 13. Smid (Tch. 16) b. Cabili (Aus. 268), 6-2, 6-1, 6-1; Leconte (Fr. 43) b. Gomez (Equ. 5), 6-3, 6-4, 6-4.

### SIMPLES DAMES (Troisième tour)

Troisième quart. — R. Fairbank (Afr.-S. 36) b. I. Cusio (RFA), 4-6, 7-6, 6-3; 4. M. Maleva (Bulg. 4) b. M.-C. Calleja (Fr. 153), 6-0, 6-1; 14. G. Sabatini (Arg. 17) b. A. White (E-U, 63), 6-1, 7-5, 6-3; 10. B. Biednot (E-U, 13) b. C. Calmette (Fr.), 6-2, 6-0.

Quatrième quart. — 2. C. Evert (E-U, 2) b. A. Kanellopoulou (Gr. 90), 6-3, 7-5; 7. T. Phelps (E-U, 40) b. N. Tange (Fr. 221), 6-3, 7-6, 6-2; 8. C. Bassett (Can. 10) b. G. Dim (RFA), 7-5, 6-4; 11. S. Graf (RFA, 14) b. B. Bunge (RFA, 21), 6-1, 7-6.

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 FT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Personne téléphonique/permanence téléphonique

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE EDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande



Le ballon, les Beatles et le chômage

(Suite de la première page.)

« On n'est pas allés à Bruxelles. Pas assez d'argent. Il fallait au moins 100 livres par personne » (environ 1 200 francs). De la graine de hooligans, Robert et ses amis ? Ils prennent des airs de chaisiers. « Bruxelles est une honte », disent-ils. A cause des morts, bien sûr, mais surtout parce que pour eux des supporters anglais ne devraient pas être tenus pour responsables de la tragédie, ni les clubs payer les pots cassés en étant interdits d'Europe.

Keva Coombs est le très jeune (trente-cinq ans) Chairman of the County Council, le puissant président travailliste du conseil du comté, la plus haute instance régionale. « Le football est la plus importante » « success story » à Liverpool. Nous avions deux grands clubs qui sont la fierté de la ville. Des familles entières sont concernées ; c'est un phénomène unificateur qui touche aujourd'hui toutes les classes sociales, des plus pauvres aux plus riches. Toutes les races, tous les âges. Jusqu'au match de Bruxelles, le foot, ici, était un phénomène positif. »

Société pourrie

Et du positif, Liverpool en a bien besoin ! La ville détient l'un des taux de chômage record en Angleterre : 21,9 % (13,8 % en moyenne nationale). « Les gens savent qu'ils ne trouveront jamais d'emploi. Il n'y en a pas ; il n'y en a plus. Et, pourtant, les gens survivent. Le foot les y aide. Mais la société, ici, est pourrie, et l'état d'esprit des matches en est le reflet parfait. Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de la violence dans les stades. Il ne s'agit pas de bandes organisées, simplement de gens normaux, ordinairement gentils, et qui, un jour, tournent mal. » Ancien avocat, Keva Coombs a défendu des hooli-

gans, « des gens qui n'étaient pas des déshérités, des gens qui ont un emploi ; j'ai même défendu l'assistant d'un avocat », sourit-il.

Dans la décadence générale, le foot est presque devenu une religion, avec ses rites et ses fanatismes. Si les faubourgs de Liverpool sont terriblement pauvres, le centre de la ville est encore imprégné de l'énorme puissance économique du siècle dernier. Les immeubles sont maintenant, comme trop lourds à supporter. L'ancienne mairie, aux faux airs de British Museum, trône, déserte et inutilisée ; elle est vide, devenue trop chère à entretenir. Le long de la rivière Mersey des docks de briques rouges s'étirent sur des kilomètres. Leurs vitres sont cassées, les portes rouillées.

Il y a cent ans, ces docks assuraient la moitié du commerce maritime de l'Angleterre. Le tiers en 1940. Un dixième seulement aujourd'hui. En trente-cinq ans, le nombre de docks a diminué de moitié ; presque toutes les entreprises liées aux docks et aux chantiers navals ont fermé boutique, et si l'on rénove aujourd'hui Albert Dock à la manière des docks de Londres, c'est pour en faire des logements de qualité, un musée et un complexe touristique. Les autres industries, textiles notamment, se sont effondrées.

« Les firmes implantées ici étaient surtout des succursales, explique Keva Coombs. Lorsque la crise a commencé à les frapper, il y a une dizaine d'années, les maisons mères se sont d'abord débarrassées d'elles. Alors, nous avons misé sur la seule chose qui marchait ici : le football. Nous avons développé une forme très particulière de tourisme, le ballon et les Beatles. En plus, le foot représente ici quelques centaines d'emplois, ce qui n'est pas négligeable. »

Déjà, on chiffre les conséquences économiques du retrait des équipes anglaises des tournois européens. Six équipes sont touchées : Liverpool FC devait disputer la Coupe de l'UEFA, et perdrait ainsi 500 000 livres de recettes diverses (places, publicité, contrats personnels des joueurs, recettes des passages télévisés), soit environ 6 millions de francs. Everton, lui, perd sa première chance depuis quinze ans de disputer la coupe des champions. Les clubs vont devoir faire des économies : ils paient leurs joueurs titulaires jusqu'à 1 000 livres par semaine (12 000 francs), il faudra peut-être baisser les salaires, voire licencier. On rognera sans doute aussi sur les dons exceptionnels aux organisations de charité, comme l'Anfield Foundation à qui Liverpool FC a versé 30 000 livres l'an dernier pour financer les projets éducatifs et de loisirs touchant un millier de jeunes.

Electro-choc

Mais le poids de la tragédie de Bruxelles est aussi psychologique. Certains n'acceptent pas le retrait de coupe d'Europe tant que l'enquête n'est pas terminée. La présence d'un National Front, l'image d'un supporter italien qui tient sur le stade un pistolet d'alarme, les rumeurs affirmant que les Italiens auraient pu déclencher les hosti-

lités et, surtout, la très lourde responsabilité des autorités belges sont sans cesse ressassés. On y puise ici argument pour réfuter l'énormité de la faute. « Le foot était le seul moyen pour les gens d'ici de se sentir respectés. Ces mêmes des faubourgs, drapés dans leur fanion, pouvaient s'identifier à leurs champions. Quand ils hurlaient leur joie, ils se sentaient les maîtres du pays, et même, eux, les chômeurs, les très pauvres, les paumés, les maîtres de l'Europe », dit Craban Becroft, l'un des commentateurs sportifs de la BBC à Liverpool. Est-ce fini à jamais ? Bruxelles, au contraire, servira-t-il d'électro-choc ? La honte, si lourde, entraînera-t-elle un changement de mentalité sur les stades ? Certains l'espèrent aujourd'hui, sans trop y croire.

Le stade de Liverpool FC est silencieux, installé à Anfield (autrefois Hanging Field), là où l'on pendait les condamnés à mort. Paisiblement, un tourment arrose la pelouse et accroche un arc-en-ciel. Chacun parle à voix basse comme au chevet d'un malade. Dans la salle des trophées, les coupes luisent dans l'ombre. Un télégramme de la reine Elizabeth est accroché au mur. Elle félicite Liverpool d'avoir été si brillant cette année. Mais c'était il y a bien longtemps. En 1977, l'année du jubilé...

AGATHE LOGEART.

Représailles

Jeudi 30 mai, un gardien de square parisien rentre de son travail. Il est soucieux. La veille, on lui a volé son portefeuille avec 250 F dans le métro, et aujourd'hui la machine à laver est tombée en panne. Il vient de passer un mois de congé de maladie pour une dépression nerveuse. Dans une vitrine, un poste de télévision diffuse une fois encore le drame filmé le 29 mai au stade du Heysel à Bruxelles. La foule hurlante et les corps étendus sont des images que l'employé communal ne peut supporter. Il rentre chez lui pour prendre un couteau et s'en va dans le quartier de l'Opéra pour crever rageusement les pneus de toutes les voitures immatriculées en Grande-Bretagne qu'il rencontre. Vers 2 heures du matin, après la neuvième voiture, la police l'interpelle et le parquet décide de le faire juger selon la procédure de « compulsion immé-

diante » pour dégradations volontaires et même pour port d'arme de sûreté catégorie.

Devant la quinzième chambre correctionnelle, le gardien de square a tout expliqué patiemment : son portefeuille volé, la machine à laver, ses médicaments et sa colère contre les hooligans en déclarant qu'il était prêt à payer « jusqu'au dernier centime ». A son défenseur, il avait même confié qu'il souhaitait être sanctionné. Mais le président Malgouyres a brisé le cercle des représailles en prononçant une peine de deux mois de prison avec sursis, par mention spéciale du tribunal, ne sera pas inscrite au casier judiciaire. Les magistrats n'ont pas voulu que l'employé communal perde son emploi. Il y a assez de chômeurs aux nerts fragiles, à Paris comme à Liverpool.

MARC PORTEY.

UNE DÉCISION DE M<sup>me</sup> THATCHER

Six équipes anglaises se retirent de la Coupe d'Europe

A la demande de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, le président de la Fédération anglaise de football a annoncé, vendredi 31 mai, le retrait des six équipes (Everton, Manchester United, Liverpool, Tottenham, Southampton et Norwich) qui s'étaient qualifiées pour les coupes d'Europe de la saison prochaine. L'Union européenne des associations de football (UEFA), qui se réjouit de cette décision, a décidé d'avancer au dimanche 2 juin, la réunion de son comité exécutif pour examiner les responsabilités dans la tragédie du Heysel.

A Bruxelles, notre correspondant Jean Wetz nous indique que la télévision belge a affirmé sur la foi de « sources très sérieuses » qu'un « petit comité » de responsables sportifs et politiques avait décidé que le club de Turin devait impérativement gagner le match. Cela expliquerait le penalty accordé à la Juventus, pour une faute commise hors de la surface de réparation, et le penalty refusé aux Anglais un peu

plus tard. Le président de la Fédération belge de football, les dirigeants de Liverpool et l'arbitre suisse de la rencontre ont aussitôt démenti cette information.

Plusieurs ministres européens chargés des sports se réuniront le 11 juin à l'aéroport d'Amsterdam pour discuter les problèmes du vandalisme dans le football. A Paris, M. Jacques Chirac a annoncé, vendredi 31 mai, que la Ville, propriétaire du Parc des princes, n'acceptera plus d'accueillir des équipes anglaises si elles viennent accompagnées de leurs supporters. La rencontre entre les équipes nationales d'Angleterre et d'Italie, prévue le 6 juin, à Mexico, dans le cadre d'un tournoi destiné à rodor les installations qui abriteront la Coupe du monde l'été prochain, a été maintenue. Les joueurs de la Juventus de Turin proposent, de leur côté, de disputer un match contre une grande équipe européenne, au profit des familles des victimes de la tragédie du Heysel.

M. Mitterrand : le projet Euréka est en bonne voie

Le projet Euréka de recherches technologiques, proposé par la France à ses partenaires européens, est « en bonne voie », a estimé M. François Mitterrand, qui inaugurerait, vendredi 31 mai le Salon aéronautique du Bourget (nos dernières éditions datées 1<sup>er</sup> juin), « et ce que nous en espérons est beaucoup plus proche de se réaliser aujourd'hui que nous ne le pensions il y a deux mois ». Certains des pays européens « qui, au début, semblaient diriger leurs regards uniquement outre-Atlantique », vers l'initiative de défense stratégique (IDS) des Etats-Unis, « reviennent vers Euréka ».

« L'IDS est une stratégie militaire offensive et les propositions américaines à l'Europe ont été faites à la va-vite. Le projet américain reste obscur, a ajouté le chef de l'Etat. On nous demande de participer en sous-traitant sans nous consulter sur les objectifs. En revanche, Euréka est une idée franco-allemande. Pour l'Allemagne fédérale, c'est une nécessité vitale. Certes, l'Allemagne fédérale est sollicitée comme la France par le

projet américain de stratégie spatiale et par Euréka. Sur le plan des objectifs, ces projets ne sont pas concurrents, mais Euréka a des objectifs civils pour maîtriser l'espace. L'Allemagne fédérale est pour Euréka, même la Grande-Bretagne est intéressée. On pourrait se situer la concurrence entre les deux projets ? Sur le plan budgétaire, sur le plan des cerveaux, qui pourraient être exportés sur le projet américain, mais qui avec Euréka devraient rester sur notre continent. A mon avis, l'Allemagne fédérale fera l'un et l'autre. »

Interrogé sur la défense, par la France, des droits de l'homme dans le monde et sur sa politique de ventes d'armes à l'étranger, le président de la République a répliqué : « Je ne crois pas que les droits de l'homme soient bafoués lorsqu'un pays cherche à protéger son indépendance. C'est même peut-être le contraire. Défendre honnêtement et sans idées agressives ce que l'on est, c'est aussi une façon de défendre les droits de l'homme. »

A REIMS

« Mic-Mac » pénitentiaire

« La culture en milieu carcéral » : sur ce thème, le ministère de la culture et le ministère de la justice ont organisé, du 31 mai au 2 juin, les premières Rencontres internationales. Espagnols, Italiens, Québécois, Allemands, Norvégiens, Néerlandais et Français... Deux cents participants ont fait le point de leurs expériences. Des experts bénévoles aux fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, tous ont en commun de fréquenter le milieu carcéral.

L'action sur ce terrain menée en France depuis trois ans, à la suite du rapport de Gérard Soulier, tend à « la reconnaissance effective, pour les détenus, à la culture indissociable du respect des droits de l'homme ». Qu'en pensent, derrière leurs hauts murs, les détenus eux-mêmes ?

Dans la maison d'arrêt, de Reims, le 31 mai, une dizaine de pensionnaires parlent à bâtons rompus de leur magazine Mic-Mac. Une première...

De notre envoyée spéciale

Reims. — De grille en grille, par des couloirs vides, dans un silence troublé par le cliquetement des clés, la maison d'arrêt entr'ouvre ses multiples portes. Sombre dédale. Et enfin, l'éclaircie : la salle de rédaction de « Mic-Mac », mensuel insolite d'une prison. Imaginé, écrit, et réalisé par une dizaine de détenus, ce magazine mérite bien son nom. Littéraire et graphique, il publie, chaque mois, poèmes, textes et dessins originaux de détenus, ainsi que des entretiens avec des écrivains et artistes, réalisés grâce à un va-et-vient de cas-

settes.

« Mic-Mac » tire à 400 exemplaires, affiche 150 abonnés, « pour l'extérieur d'abord. Notre seul moyen de nous exprimer ». Dans la salle ensoleillée, ce 31 mai, toute l'équipe est présente. Qui songerait à ce moment aux murs tout proches qui barrent la liberté ?

En un an, le bulletin ronéotypé s'est rapproché de la formule magazine, « à pauvre budget », souligne l'un des rédacteurs. Lui, a passé déjà vingt ans derrière les barreaux. Il a enfin un hobby. Assis derrière un bureau couvert de papiers, un autre rédacteur siège avec une assurance tranquille. Pull gris et yeux bleus. « En prison, on écrit beaucoup de lettres, mais on écrit pour exister et dialoguer avec l'extérieur. Sans cela, la détention serait insupportable ». A califourchon sur le coin du bureau, au autre parle dessin. C'est un des illustrateurs de Mic-Mac. « Je commence à dessiner ici. Près d'eux, d'autres hommes jeunes, crâne rasé, barbu nu

tatoué... Il faut tuer le temps », dit l'un. « Non, il faut faire quelque chose de ce temps », lui répond-on.

Ni promenade ni TV

« Nous ne voyons guère les autres détenus. Nous n'allons pas en promenade, ni à la télévision pour sortir Mic-Mac ». Tous travaillent au projet à longueur de journée et gratuitement. Ce dernier point fait la différence. D'autres détenus sont obligés de faire du rendement, des pibicos de mécanique, pour « cantiner » — acheter du dentifrice ou des cigarettes. L'équipe de Mic-Mac peut, pour le moment, se payer le luxe de ne pas être payée. Mais il nous faudra des subventions pour tenir. En prison, c'est comme partout : ceux qui doivent nourrir leur famille et ceux qui peuvent compter sur elle, ceux qui savent lire et d'autres qui sont analphabètes. L'un des rédacteurs s'enflamme. Il voudrait animer des cours d'instruction.

Mais chacun son rôle. Dans la salle de rédaction du 31 mai, l'enseignant est présent. Il veille sur Mic-Mac. Le directeur de la maison d'arrêt est lui aussi présent.

Dix-sept heures : dernier adieu à l'équipe de Mic-Mac. La porte est verrouillée. Puis le pénitencier reprend de grille en grille vers la sortie : « Madame, vous avez oublié votre sac !... ». Un des rédacteurs a été autorisé à quitter la salle fermée à clé. « Vous voyez, en prison, il n'y a pas que des voleurs... »

DANIELE RDUARD.

**AFFAIRE MANOUCHIAN : LISEZ DANS ACTUEL CE QU'ANTENNE 2 N'A PAS LE DROIT DE DIFFUSER.**



Après une violente campagne du PCF, le programme d'Antenne 2 sera censuré : l'émission « des terroristes à la retraite » qui relate l'histoire de la terrible affaire Manouchian, prévue à 21 h 35 dimanche 2 juin, ne sera pas diffusée. L'affaire Manouchian c'est celle des 22 résistants étrangers tués par les Allemands au mont Valérien le 21 février 1944. Dans sa dernière lettre, Manouchian écrivait alors : « ceux qui nous ont trahis et ceux qui nous ont vendus ». Qu'il l'énigme court depuis 40 ans et la vérité a de quoi déclencher de nombreux remous. Pour répondre à cette question lourde de conséquences, les journalistes d'Actuel ont enquêté pendant plusieurs mois et ont réussi à retrouver le responsable. Dimanche soir, l'émission d'Antenne 2 ne sera pas diffusée. Mais toute la lumière est enfin faite sur l'affaire Manouchian. La vérité, les noms et les visages des responsables sont imprimés dans le dernier numéro d'Actuel disponible en ce moment dans tous les kiosques.

**CE MOIS-CI, ACTUEL ENQUÊTE SEC.**

**ACTUEL**



## Société

### LA COUR DES COMPTES JUGE L'ADMINISTRATION UNIVERSITAIRE

## Trop de vacances et pas assez de travail

UNIVERSITAIRES et responsables d'établissement d'enseignement supérieur aiment à se plaindre de la faiblesse des effectifs de personnels non enseignants. A les entendre, l'absence d'entretien, voire la dégradation des locaux, comme la déficience des secrétariats d'UER ou de laboratoire, seraient dus à un sous-encadrement des personnels : agents administratifs, techniques, ouvriers et de service (ATOS).

Le ministère de l'éducation nationale conteste cette analyse et, depuis environ deux ans, accorde des postes nouveaux au compte-gouttes, estimant que les effectifs sont suffisants pour permettre le fonctionnement normal des établissements. Selon les données statistiques, le personnel non enseignant des universités se compose de 20 146 titulaires et 18 354 contractuels de type CNRS.

Dans cette querelle constante entre le ministère et des universités autonomes, il est peu aisé de déterminer lequel des deux partenaires est le plus sincère. La Cour des comptes, qui vient d'examiner la gestion d'un certain nombre d'universités, apporte une réponse à ce débat. Une réponse en forme de révélation : les horaires de travail des ATOS sont très inférieurs aux normes en vigueur dans la fonction publique et, de plus, ces personnels bénéficient de nombreux jours de congés.

Les conseillers de la Cour des comptes ont constaté que les 39 heures (et les 41 h 30 pour les agents de service et les ouvriers) étaient rarement la règle dans les universités françaises. Ainsi, à Paris-VIII (Saint-Denis), la durée théorique de travail hebdomadaire est fixée à 30 heures pour le cas général et à 26 h 30 pour les personnels de service. Dans les universités de Paris-I, Paris-XIII, Paris-X, Rouen et Corta, la durée hebdomadaire de travail est de 35 heures. Elle atteint 36 h 15 à Nantes et à Bordeaux-III, et 37 h 30 à Paris-VII et à Grenoble-III.

Si les semaines sont courtes pour ces personnels, les jours de vacances, eux, sont nombreux. Dans aucune des universités contrôlées par les conseillers, la durée des vacances n'est inférieure à 8 semaines. Encore une

fois, Paris-VIII se place en tête pour les avantages accordés aux ATOS : ils bénéficient de 12 semaines de congés. Paris-I et Bordeaux-III accordent 11 semaines ; Paris-VII et Paris-X, 10 semaines ; l'université de Savoie, 9 semaines et demie ; Besançon, Grenoble-III et Rouen, 9 semaines. Les 40 jours de la

les établissements contrôlés par la Cour des comptes. La durée annuelle du travail se situe entre 1 000 et 1 200 heures par an, suivant les catégories. A Paris-I, Paris-X et Bordeaux-III, l'horaire annuel varie de 1 400 heures. Il est de 1 400 heures à Rouen et de 1 500 heures à Paris-VII et l'UER médicale de Paris-XIII.



fonction publique sont largement dépassés, ainsi que la règle limitant les absences à 31 jours consécutifs.

### 2 h 30 par jour

La loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur prévoit de fixer les obligations de service des personnels ATOS sous la forme d'un nombre d'heures annuelles déterminé par rapport aux normes de la fonction publique. Sans doute pour éviter de bousculer trop d'habitudes et de situations acquises, le directeur général des enseignements supérieurs avait proposé un seul plancher à 1 540 heures (soit très inférieur aux 1 736 heures, résultat de l'application stricte des paramètres de base). Or, dans de nombreux établissements, la durée annuelle du travail est inférieure à ce plancher.

C'est évidemment Paris-VIII qui réalise le meilleur score parmi

Au-delà des obligations de service — souvent avantageuses pour les personnels — définies par les établissements, la Cour a constaté un écart important des ATOS, qui compromettent gravement le fonctionnement des établissements. Ainsi, à Paris-VIII où la durée du travail hebdomadaire paraît se situer en moyenne entre 20 et 25 heures, des agents chargés du nettoyage peuvent même exercer à l'extérieur de l'université des activités à temps plein, puisque leurs obligations sont limitées à 2 h 30 de travail par jour.

Pour les conseillers de la Cour des comptes, la surabondance d'agents non enseignants se situe entre 10 et 20 % selon les universités. Les pratiques actuellement en vigueur dans les établissements correspondent, à l'échelle nationale, à un surcoût de près de 5 000 postes.

SERGE BOLLOCH.

### LE FUNICULAIRE DE VILLEPINTE

## Un engin très câblé

LES visiteurs du parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis) ne seront bientôt plus contraints de franchir à pied les quelque 300 mètres qui séparent les aires de stationnement de l'entrée du parc. Dès l'année prochaine, un funiculaire original sera mis à leur disposition. Le constructeur de ce nouveau mode de transport, la Société Soulé de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), vient de signer avec le secrétaire d'Etat chargé des transports, M. Jean Auroux, un accord pour le financement de cette opération qui coûtera 12 millions de francs. Il s'agit là d'une première démonstration du funiculaire, bientôt suivie, on l'espère, de contrats à l'exportation.

Le prototype, baptisé « SK », mis au point par M. Yann de Kermadec et la société Soulé, fonctionne selon un principe très simple. Des cabines transportant une dizaine de passagers roulent sur des rails, entraînés à la vitesse de 20 kilomètres à l'heure par un câble sans fin. Une fois en station, la pince qui agrippe le câble débraye et les cabines sont freinées, puis tractées par de petits tapis roulant à la vitesse d'un kilomètre à l'heure. Elles défilent lentement devant les quais où embarquent et débarquent les usagers. A la sortie de la station, la porte se referme et la pince saisit progressivement le câble, accélérant la course jusqu'à 20 kilomètres à l'heure.

Le SK appartient à la catégorie des systèmes de transport dits « hectométriques », ces modes de locomotion intermédiaires entre la marche à pied et le transport en commun qui assurent l'acheminement de passagers sur de courtes distances. Il a l'avantage de supprimer toute attente pour les usagers qui voient les cabines se succéder toutes les douze secondes. Totalement automatique, le SK peut emprunter des courbes de quinze mètres de rayon et des pentes de 10 % et il fonctionne sans problème à l'air libre, quelles que soient les conditions climatiques. Sa robustesse a d'ailleurs été testée avec succès pendant deux ans et demi à Bagnères-de-Bigorre. Il est en outre économique, tant par son coût de construction, deux à trois fois



moins élevé que celui d'un tapis roulant, que par ses frais d'exploitation qui ne dépassent pas 1 franc par passager-kilomètre. Rapide, fiable, peu cher : le SK se révèle, selon les observateurs, le plus performant des systèmes de transport hectométriques.

L'installation d'un tel funiculaire se justifie sur tout trajet supérieur à 300 mètres. Au-delà de cette distance en effet, les usagers refusent généralement de marcher. Le SK pourrait ainsi servir à relier un parking à un transport en commun qu'il contribuerait à rentabiliser. Il permettrait aussi de préserver le caractère piétonnier d'un site en desservant un centre commercial ou un parc d'exposition. Il serait encore un moyen de persuader l'automobiliste d'abandonner son véhicule. C'est dire, comme on le remarque chez Soulé, que toute ville de 30 000 habitants pourrait trouver à l'utiliser.

Le SK, qui n'est que pour l'heure qu'un prototype, sera testé « sur le terrain » à Villepinte dès 1986. Selon les termes du contrat signé entre le secrétariat d'Etat et le fabricant, les voitures automatiques circuleront soixante jours par an environ entre les parkings et le parc des expositions sur une voie longue de 310 mètres. Elles pourront transporter, à l'aller comme au retour, 2 300 personnes à l'heure. Le coût de l'opération est estimé à 12 millions de francs, dont 2,5 millions pour l'infrastructure. L'Etat apporte 3,7 millions de francs de subventions, la ré-

gion Ile-de-France 5 millions, le reste devant être fourni par l'Etat et le parc des expositions.

Une autre vitrine sera offerte au SK à partir du 2 mai 1986 : l'exposition de Vancouver (Canada), qui accueillera, pendant six mois, 16 millions de visiteurs intéressés par les transports et les communications. Soulé y construira une voie aérienne de 150 mètres de long dans les deux sens, qui partira de l'arrière principale pour aboutir à l'intérieur du pavillon français. Le budget de 15 millions de francs — subventionné pour 2,8 millions de francs par les organisateurs — permettra la construction des infrastructures et six mois d'exploitation à raison de douze heures de fonctionnement par jour. Il s'agit pour l'entreprise de persuader les innombrables exploitants nord-américains de parcs d'attractions, conçus sur le modèle de Disneyland, que le SK valoriserait à bon compte leurs installations en aidant les visiteurs à se faire commodément le tour.

Le SK n'a pas de concurrent direct. C'est à la fois un avantage et un inconvénient, car il lui faut faire la preuve de ses qualités auprès des acheteurs éventuels qui pensent plutôt au tapis roulant plus sophistiqué et plus cher. Son avenir se jouera en 1985 et en 1986, à Villepinte, à Vancouver et peut-être à Crétail (Val-de-Marne) si la RATP réalise le projet de l'installer aux abords du terminus Crétail-Préfecture de la ligne 8 du métro.

ALAIN FAUJAS.

### UN SYSTÈME FRANÇAIS POUR L'EXPLOITATION OFFSHORE DES HYDROCARBURES

## Skuld dans le fjord

La société nationale ELF-Aquitaine et sa filiale ELF-Aquitaine Norge viennent de terminer à Bergen, les essais de Skuld. Ce système sous-marin prépare l'exploitation des hydrocarbures des mers profondes et celles des petits champs offshore (marginiaux). Il met la technologie pétrolière française à la pointe du progrès.

### De notre envoyée spéciale

Bergen (Norvège). — L'exploitation du pétrole offshore se fera dans des mers de plus en plus profondes où les plongeurs ne pourront plus intervenir. Elle s'intéressera aussi à de petits gisements, dits « marginaux », situés dans le voisinage de champs déjà exploités ou assez proches des côtes. L'un et l'autre type de ces gisements supposent que les têtes de puits soient entièrement sous-marines au lieu d'être installées, comme on le fait aujourd'hui, sur des plates-formes posées solidement sur le fond de la mer.

Au-delà de 300 ou 400 mètres de profondeur d'eau, et surtout dans des mers difficiles comme l'est la mer du Nord, les plates-formes seraient de véritables monstres par leur taille et leur prix. Quant aux champs marginaux, la quantité d'hydrocarbures récupérables qu'ils contiennent est trop petite pour justifier — même dans des eaux relative-

ment peu profondes — l'installation d'une plate-forme coûteuse.

Certes, les hydrocarbures, liquides ou gazeux, sortant par des têtes de puits sous-marines auront toujours besoin de passer par des stations de traitement (1), installées au-dessus de la surface de la mer. Dans le cas de champs marginaux, la production sera envoyée par pipeline sous-marin, soit à la station équipant le champ principal voisin, soit à une station installée sur le rivage proche. Dans le cas d'un gisement important isolé en pleine mer et situé sous une grande profondeur d'eau, il faudra seulement une plate-forme (flottante, oscillante, etc.) de taille et de prix raisonnables.

### Au carrefour du futur et de la nécessité

Les têtes de puits sous-marines doivent être parfaitement fiables. Et, surtout dans les mers profondes, leur entretien et leurs réparations éventuelles doivent être le plus faciles possible. Ces principes essentiels ont été rappelés à Bergen par M. Rutman, vice-président-directeur général d'ELF-Aquitaine, en préliminaire à la présentation des essais et des futures utilisations du système Skuld.

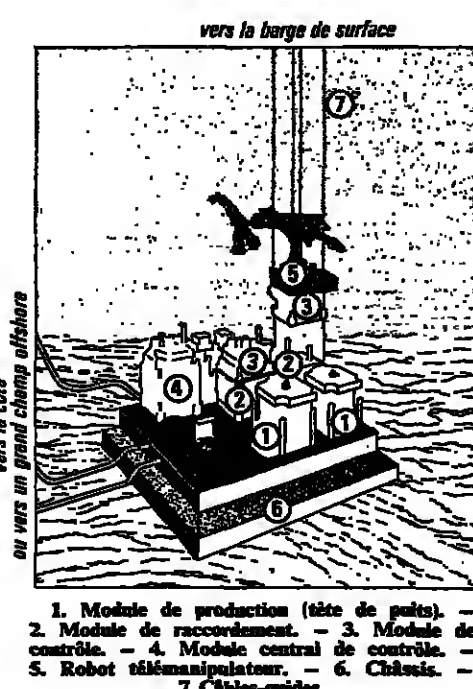
Le système Skuld, baptisé du nom de la déesse du panthéon scandinave régnant sur la destinée des hommes au carrefour du futur et de la nécessité, a été conçu et étudié par ELF-

Aquitaine Norge. Le coût total du projet Skuld (essais compris) est de 180 millions de francs, répartis entre ELF-Aquitaine Norge (80 %), Total Marine Norsk (10 %), et deux sociétés norvégiennes, Statoil (5 %) et Norsk Hydro (5 %) (le Monde Aujourd'hui daté 4-5 mars 1984).

L'originalité de Skuld est d'être un système modulaire. Sur le prototype en cours d'essais, Skuld comporte deux têtes de puits (modules de production), flanqués chacune d'un module de raccordement surmonté d'un module de contrôle. Si un incident quelconque se produit dans un des modules, ou si l'un de ceux-ci doit subir des travaux d'entretien, on descend, depuis un bateau de surface (à Bergen, c'était une simple barge dotée d'un puits central et de moyens de levage), un robot télémanipulateur qui déconnecte le module en question des modules voisins et se fixe à lui pour le remonter, sans l'intervention de plongeurs. Ainsi tous les travaux de réparation et d'entretien se font à l'air libre et non pas au fond.

Skuld a été pensé par 96 mètres d'eau sur le fond du fjord de Bergen le 12 mai 1984. Les essais sur ce site, où il n'y a pas de pétrole, sont achevés le 25 mai et équivalent à vingt ans de fonctionnement réel. Ils sont si satisfaisants que le système Skuld a déjà été choisi pour exploiter Frigg Est, un petit

gisement de gaz (8 à 10 milliards de mètres cubes récupérables) situé à 18 kilomètres du grand Frigg (220 milliards de mètres cubes récupérables). En octobre 1985, la production de Frigg Est devrait commencer avec trois unités du système Skuld. Chaque unité comprendra deux têtes de puits et pourra en recevoir une troisième. La réalisation devrait coûter 2,5 milliards de francs, partagés entre ELF-Aquitaine Norge (opérateur, 41 %), Total Marine Norsk (22 %), Statoil (5 %) et Norsk



1. Module de production (tête de puits). — 2. Module de raccordement. — 3. Module de contrôle. — 4. Module central de contrôle. — 5. Robot télémanipulateur. — 6. Câbles. — 7. Câbles-guides.

Hydro (32 %) qui exploitent déjà en commun les champs de Frigg et de Frigg-Nord-Est. Par comparaison, rappelons que les

cinq plates-formes et autres installations qui équipent le champ principal de Frigg coûteraient actuellement quelque 25 milliards de francs.

La station d'essais de Skuld va être réutilisée pour accomplir un pas supplémentaire vers l'exploitation des champs offshore des mers profondes. Un an après avoir été remontée du fjord de Bergen, elle sera posée en pleine mer du Nord sous 300 mètres d'eau. Le bateau de surface sera maintenu sur place à la verticale de Skuld, pendant les opérations sur les modules ou pendant les changements de modules, non plus par des ancres, comme l'était la barge dans le fjord, mais par un système de positionnement dynamique. Cette opération, baptisée Soper-Skuld, sera donc menée dans les conditions réelles des mers difficiles.

YVONNE REBEYROL.

1) Il faut, avant un transport sur de longues distances, ôter le gaz et l'eau présents dans le pétrole ou les condensats et l'eau présente dans le gaz.

**LES ATELIERS**  
École nationale supérieure  
de Création Industrielle  
48, rue Saint-Sabin, 75001 Paris  
Tél. : (1) 338-09-09  
22 - Cours de la République, 75001 Paris  
6 JUIN 1985

2<sup>e</sup> à terminale / étudiants  
**Une année scolaire aux U.S.A.**  
avec Eurolangues  
documentation sur demande  
35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 261.53.35

سكول من الأصل



«N'ÉCOUTEZ PAS, MESDAMES !», de Sacha Guitry  
Sans circonstances atténuantes

La pièce de Sacha Guitry, *N'écoutez pas, Mesdames !*, fait office de nos oreilles des pages et des pages de banalités et de maffioses sur l'inconscience des femmes, leur penchant au mensonge, leur futilité, leur goût des dépenses inutiles, ainsi de suite. Tous les refrains du système y passent.

Sacha Guitry ne s'en tient pas à faire prononcer ces inepties, sur un ton satirique, par son protagoniste principal ; il a employé du même coup à inventer un personnage d'épouse, de jeune femme, qui bat tous les records de débilité mentale, de manque de caractère et de violence.

*N'écoutez pas, Mesdames !*, ce monument de méchanceté obtuse masculine, a été joué sous l'occupation allemande, à Paris, par l'auteur lui-même, pendant vingt-quatre mois d'affilée, de mai 1942 à mai 1944, devant des publics enchanterés.

Ces publics avaient une (petite) excuse : la présence déconcertante, le magnétisme sur scène de Sacha Guitry, qui trouvaient les ondes de perception. Le spectateur ne savait plus, sous ce déferlement de charmes, s'il s'agissait d'une

simple plaisanterie, ou d'un paradoxe déclaré, ou d'une guignolade délectable dont les attaques se retournaient exprès contre leur auteur. Guitry n'agissait comme un hypnotiseur. Le public avait droit aux circonstances atténuantes.

L'auteur n'étant plus là pour brouiller les cartes, la reprise de *N'écoutez pas, Mesdames !* ne s'imposait pas. L'infortuné Pierre Dux, à qui échoit le rôle de l'homme aux foucades sexuelles de Guitry, n'a aucunement l'air d'un magicien des Mille et Une Nuits transformant le plomb en vermeil ou la malveillance en drôlerie. Pierre Dux pourrait être, à vue de nez, ingénieur agronome, professeur de géographie, percepteur, et son aspect d'un citoyen simple a l'empêchement de donner une envolée à la médiocrité du dialogue.

Pierre Dux est un grand acteur. Rappelons-nous, ces années récentes, ses interprétations d'Arnolphe, ce qu'il a fait dans la *Villegiature*, dans *Fin de partie*.

MICHEL COURNOT.  
\* Théâtre des Variétés, 20 h 45.

« CEDIPE ROI » A L'ODEON

Un météore s'écrase

Un chef d'Etat, par son courage et sa présence d'esprit, sauve sa nation d'un désastre. Mais la suite des faits va montrer qu'il l'a plongé dans la ruine.

La Reine et le Roi, effrayés par une prédiction, ont pris la décision de tuer leur nouveau-né. Les tuteurs emportent l'enfant, les parents respirent. Mais l'enfant, qui a survécu, assassine son père, puis entre dans le lit de sa mère et lui fait deux filles.

La mère ne semble pas prendre l'inceste au drame : « *N'ai pas peur, dit-elle à son fils, beaucoup d'hommes déjà, dans leurs songes aussi, ont couché avec leur mère.* »

Quatre siècles et demi avant la naissance de Jésus-Christ, Sophocle, dans sa pièce assez courte d'*Oedipe Roi*, et par des paroles directes, sans ornements, met le doigt sur des « plaies » premières, cruciales, de l'humanité : les revers de la liberté, l'indéterminisme du pouvoir, la possession ou le meurtre de ceux qui ont donné la vie, le vrai et l'erreur, l'accomplissement et l'échec, la réussite ou le droit de mourir, entre autres.

Cette œuvre, *Oedipe Roi*, ne s'apparente pas aux autres créations

dramatiques de l'histoire. Elle est comme un météore qui surplombe et illumine les paysages de l'esprit. Bien sûr, rien de ce qui est imprimé n'est tabou, et de nouveaux Oedipe peuvent vouloir tuer Sophocle aussi, pour quoi pas, mais disons tout de même qu'*Oedipe Roi* intimide.

La mode des traductions

Il semble que les responsables de la nouvelle présentation d'*Oedipe Roi* par le Théâtre de la Salamandre n'aient pas été intimidés du tout. Ils ont ramené le météore à ras de terre. Le décor pompier naturaliste de Gildas Bourdet fait penser à la vitrine d'une agence de voyages proposant des séjours par avion dans le Sud marocain. La mise en scène d'Alain Miliani manipule la tragédie de Sophocle comme un fait divers suivi d'enquête de police. On dirait que les costumes ont été empruntés au vestiaire des opérettes pseudo-asiatiques de l'ancien Châtelet. Les acteurs, eux, penchent du côté du mélodrame du Boulevard du Crime. L'ensemble est assez épa-

tant, picaresque, parfois comique, c'est un choix parmi d'autres.

Il y a par ailleurs, ces temps-ci, une mode qui fait fureur : celle des traductions. Le traducteur tient la vedette, les versions françaises désormais proposées nous sont annoncées comme des exploits. Cette fois, elle est l'œuvre de deux remarquables érudits, Jean et Myriette Bollack, qui ont consacré des années à l'étude d'*Oedipe Roi*. Ils ont publié déjà trois gros volumes aux Presses universitaires de Lille, ils vont en publier un aux éditions de Minuit. Et la somme de leurs informations, découvertes, réflexions, est passionnante. Quant à leur traduction, elle n'est ni pire ni meilleure que d'autres. Par moments plus exacte, par moments moins.

Au message qui vient annoncer le suicide de Jocraste, le chœur demande ce qui a tué la Reine. Et le Messager répond : « *Elle-même par elle-même.* » Il ne pourrait parler plus simplement, c'est bien. Les nouveaux traducteurs lui font dire : « *Elle est elle-même la cause de sa mort.* » Ils remplacent des mots simples, vivants, entiers, tragiques, grands, par une explication plus plate, plus écrite.

De même, aux dernières secondes d'*Oedipe Roi*, à Cédipe qui voudrait partir en emmenant ses deux filles, Créon répond par ces paroles, simples aussi, et très belles dans leur pénombre : « *Cesse de vouloir obtenir toutes choses. Car celles que tu as obtenues n'ont pas accompagné ta vie.* » Les traducteurs écrivent : « *Cesse de vouloir faire le conquérant ! Tes conquêtes n'ont pas accompagné ta vie jusqu'au bout.* » La notion de « conquête » est un peu forcée, le « jusqu'au bout » est un peu inexact, et surtout c'est là substituer à des paroles nues et riches d'horizons une phrase plus prosaïque.

Dans l'ensemble, pourtant, cette traduction nouvelle est pertinente et forte. Nous voulons dire seulement que cette mode nouvelle de faire un battage énorme à propos des traductions, presque chaque fois qu'une troupe monte une pièce étrangère, est un peu abusive.

MICHEL COURNOT.  
\* Odeon, 20 h 30.

La Guinée au New Morning  
Bal Bembeya

Cuivres à la cubaine, guitares hawaïennes, voix de grima. De la hauce à la basse Guinée, de la forêt au Foutah, des rythmes malinkés de l'ancien grand empire au sabar de Dakar retravaillé par les saxos, le Bembeya Jazz National n'a pas peur. Ce big-band conséquent (dix-huit musiciens et danseurs) fait danser Conakry depuis plus de vingt ans. Très populaire dans l'Ouest du continent, il appartient à cette première génération de grands orchestres qui ont rompu avec la musique latino-américaine dont l'Afrique des années 60 était entichée (on chantait même en espagnol à cette époque).

Ahoubacar Demba Camara, voix légendaire, mort accidentellement en 1973, a été remplacé par trois jeunes chanteurs. Le groupe s'est presque entièrement renouvelé depuis dix ans. Il vient pour la première fois en France.

CATHERINE HUMBLLOT.  
\* Le 1<sup>er</sup> juin, à 21 h 30, au New Morning à Paris.

Bâle au théâtre de la ville  
Un ballet éteint

Voici certainement le programme le plus ennuuyé que le Théâtre de la Ville nous ait donné à voir au cours de cette saison. On était curieux, pourtant, de découvrir le ballet de Bâle, troupe jeune, bien entraînée, et le travail d'Heinz Spoerli.

Ses chorégraphies abstraites, malheureusement totalement dépourvues d'invention. Bon maître d'œuvre, il applique des recettes. Igor, sur le Concerto pour piano et instruments à vent de Stravinski, a un goût de Balanchine ; mais ce n'est pas du Balanchine. Constant, sur une partition tumultueuse d'Ernest Bloch, évoquerait plutôt un show hollywoodien des années 50. Et comme elle paraît longue la *Nuit transfigurée* de Schönberg !

Hans van Manen, chorégraphe invité, sauve la mise avec une fantaisie *In and Out*, un jeu entre des filles et des garçons qui sortent de leurs boîtes comme des diables et viennent narguer le public sur des musiques de Laurie Anderson et de Nina Hagen.

MARCELLE MICHEL.  
\* Théâtre de la Ville, à 20 h 45, le 1<sup>er</sup> juin et le 2 juin à 14 h 30. Deuxième programme les 4, 5, 6 et 7 juin à 20 h 45.

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Les cent treize clefs d'Amado

Amado coule des blocs de ciment teintés, les ajuste, les encastre les uns dans les autres, met quelquefois des plaques de bois, ou bien d'acier. Mais Amado se tait pour le reste. Aussi le catalogue, qui reprend le titre lachique d'une de ses œuvres, *Le Douce et la Pierre*, est-il tout plein de poésie. Même Georges Duby, honorable préfacier, s'y est mis pour ne pas fâcher l'artiste. L'évocation des boulangers de la région d'Aix-en-Provence, le pays et le territoire d'Amado, de leurs cent treize manières de mouler le pain, en est la preuve éculante. Cela n'empêche pas l'historien (on ne se sent jamais assez de l'histoire) de se livrer ensuite à des digressions de zoologie architecturale.

Aujourd'hui, Amado, c'est vrai, colle à merveille avec bon nombre des goûts en circulation : la BD fantaisique, les paysages sauvages

qu'explorent avec une intrépidité croissante des flottilles de charters ; le romantisme déclin des aventures nautiques ; et - voyages encore - les univers inhabituels de l'architecture spontanée, dite « sans architecte ». Amado colle aussi avec bien des refus : refus des discours théoriques sur l'art et sa gestation, refus des formes sans signification.

Il y a quelques années, moins il y avait d'œuvres (une toile blanche, un morceau de fer sur un sol de galerie), plus il y avait d'explications, de gloses, de commentaires. Amado, c'est tout le contraire. Plus il y en a à voir, plus l'imagination court (ou risque évidemment calculé de se perdre), et moins il y a d'explications. L'architecture, comme Duby le note, donne beaucoup des « clefs » de l'œuvre d'Amado - encore faut-il dire que, pour une

œuvre aussi pleine de portes et de fenêtres ouvertes, sans serrure, pour une œuvre aussi hospitalière aux fautes et fractures, l'idée de clef est assez saugrenue. On perçoit cette importance de l'architecture, de l'espace construit dans les œuvres monumentales que le sculpteur a semées d'Alger à Aix et jusque dans quelques villes nouvelles bien inspirées. Mais, surtout, on voit ici à quel point le talent d'Amado réside dans sa compréhension des échelles, des volumes.

Jean Amado est un des plus forts, un des plus grands sculpteurs vivants. Certains le savent depuis belle lurette, quelques-uns, plus jeunes, le découvrent, à l'occasion de sa première rétrospective, au Musée des arts décoratifs. Il lui aura fallu en effet attendre sa soixante-troisième année pour obtenir cette reconnaissance publique. Les plus

sceptiques mettront cela au compte d'une passagère adhésion de l'œuvre d'Amado avec les modes et les inquiétudes d'un moment, laissant à la postérité - comme si celle-ci était elle aussi sujette à défaillances - le soin de trancher sur la pérennité de cette inspiration.

Les plus attentifs, ou les plus enthousiastes, verront dans ces honneurs (un peu tardifs, la marque de la logique de l'histoire, la conséquence d'une lente et puissante maturation qui enrichit tant l'œuvre d'artiste que ses gestes nouveaux. Il est en ce sens amusant de voir ce sculpteur inexorablement rattrapé par l'histoire, lui qui s'est toujours moqué du temps.

FREDERIC EDELMANN.  
\* Musée des arts décoratifs, jusqu'au 13 juillet.

sculptiques mettront cela au compte d'une passagère adhésion de l'œuvre d'Amado avec les modes et les inquiétudes d'un moment, laissant à la postérité - comme si celle-ci était elle aussi sujette à défaillances - le soin de trancher sur la pérennité de cette inspiration.

Les plus attentifs, ou les plus enthousiastes, verront dans ces honneurs (un peu tardifs, la marque de la logique de l'histoire, la conséquence d'une lente et puissante maturation qui enrichit tant l'œuvre d'artiste que ses gestes nouveaux. Il est en ce sens amusant de voir ce sculpteur inexorablement rattrapé par l'histoire, lui qui s'est toujours moqué du temps.

FREDERIC EDELMANN.  
\* Musée des arts décoratifs, jusqu'au 13 juillet.

Communication

L'ANNULATION DE L'ÉMISSION SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

Le jury d'honneur constitué par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle s'explique et dessine sur les raisons qui l'ont conduit à émettre un avis défavorable à la diffusion par Antenne 2 du film de Moscou, *Des terroristes à la retraite*. Les membres du jury en particulier sur le fait qu'ils ont été unanimement d'accord, sans le moindre débat, en dépit de divergences politiques qui ont bien couru. En revanche, les protestations continuent contre ce qui est souvent appelé un « acte de censure » de la deuxième chaîne. Le Conseil national pour la liberté de la presse, le Syndicat des réalisateurs et créateurs de télévision, la fédération Forces ouvrières du spectacle, de la presse et de l'audiovisuel, notamment, ont exprimé leur réprobation.

Les critiques portent principalement sur trois points. D'une part, estime-t-on, le public est majeur et doit avoir droit à l'information, même si elle est contestée. D'autre part, la pression d'une organisation, en l'occurrence le PCF, ne doit pas être déterminante dans la programmation des chaînes. Sur le fond de l'attitude de ce parti, M. Philippe Robieux, historien du mouvement communiste, estime que la PCF possède les réponses aux mystères de l'affaire Manouchian et qu'il devrait « publier ces documents ». Enfin, le rôle de la Haute Autorité, même si elle s'est bornée à donner un avis à M. Jean-Claude Hébert, PDG d'Antenne 2 et seul responsable des programmes de sa chaîne, est souvent jugé excessif,

comme le pense le gouvernement lui-même (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin).

Ce n'est pas la première fois que le Parti communiste saisis la Haute Autorité : il le fait régulièrement et les « neuf sièges » lui ont donné souvent tort. D'autre part, la Haute Autorité a déjà utilisé le procédé du jury d'honneur pour un film de Claude Bâ sur la résistance gaulliste ; l'affaire n'avait pas fait autant de bruit. Il est vrai que la position particulière du PCF pendant la période 1939-1945 empêche que le sujet puisse être traité sans déclencher les passions et les controverses.

(Lire dans « Le Monde Aujourd'hui », page XI : Le « groupe Manouchian » sacrifié ou trahi ?)

Le jury d'honneur : « Une opération de désinformation... »

Les cinq personnes qui ont été amenées, à la demande de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, à donner leur avis sur l'opportunité de la diffusion par une chaîne de télévision du service public, du film intitulé « *Terroristes à la retraite* », estimant, compte tenu des commentaires suscités par ce problème, devoir apporter les précisions suivantes :

1) Le terme « jury d'honneur » qui a été très largement utilisé en l'occurrence, est impropre. Il n'y a eu ni compromis entraînant la constitution d'un jury d'honneur, ni mission de cette nature très particulière accomplie par les signataires de l'avis remis à la Haute Autorité.

2) Nous tenons à rappeler que dans le système actuel de l'audiovisuel en France, les décisions à prendre en ce qui concerne le passage d'œuvres télévisuelles sur les antennes des sociétés nationales ne relèvent que de la seule responsabilité de chaque président de société à qui sont dévolues des attributions comparables à celles d'un directeur de la publication. Cette responsabilité ne nous semble pas pouvoir être déléguée. Mais, bien évidemment, ceux qui l'ont revendus et obtenus peuvent toujours, s'ils le jugent bon, recueillir, avant de prendre une décision, des avis et des conseils pris à l'intérieur ou à l'extérieur de leur société.

3) C'est dans cet esprit, exclusif de toute notion de censure, que nous avons compris la demande d'avis qui nous a été présentée par la Haute Autorité, elle-même interrogée par le président directeur général d'Antenne 2.

Le film en cause se rapportant à un aspect, à nos yeux très important et trop longtemps minimisé de la Résistance française - la participation des étrangers à la lutte armée dans le cadre des FTP-MOI - nous avons excepté dans la moindre réserve de faire connaître notre avis sur ce film. Non parce que nous nous considérons comme les détenteurs ou les arbitres de la vérité historique, mais, simplement, parce que nous sommes trop attachés à l'esprit de la Résistance pour opposer à la demande qui nous était faite une fin de non-recevoir qui eût pu être interprétée comme une manifestation d'indifférence.

Nous regrettons d'autant moins d'avoir réagi ainsi que nous avons été unanimement d'accord, dans le moindre débat, en dépit de divergences politiques qui sont bien connues.

4) Les termes mêmes dans lesquels nous avons rédigé l'avis, remis par nous à la Haute Autorité, précisent bien le sens que nous avions entendu donner à cet avis : nous

avons dit que si chacun de nous avait à nuancer le responsabilité qui incombe à un président de chaîne de télévision, chacun de nous, sans hésitation, refuserait d'accueillir ce film sur l'antenne.

5) Nous n'avons pas estimé devoir motiver explicitement cet avis. S'il nous avait été demandé de le faire, voici quelle aurait été notre réponse :

« Nous avons écarté toute considération de caractère esthétique. »

« Nous avons considéré que ce film présente comme données acquises des hypothèses controversées et constitue, de ce fait, une opération de désinformation dont la finalité politique nous est apparue évidente et choquante. »

« Outre les allégations non prouvées et donc diffamatoires sur l'abandon et la livraison par leurs chefs des combattants immigrés, allégations qui semblent constituer l'objet principal d'un film auquel on cherche à faire jouer son rôle dans la politique française d'aujourd'hui, une autre thèse en ressort à la fois explicitement et implicitement et qui n'est pas non plus conforme à la réalité. D'après ce film il n'existait (au moins dans la région parisienne, seule évoquée) aucune autre résistance armée d'origine communiste, voire aucune autre résistance armée en général,

que celle d'un petit groupe d'apétrides, principalement juifs. »

« Ajoutons que l'ensemble du combat des FTP-MOI n'est mentionné qu'en passant et que l'on a privilégié, pour les reconstituer dans le film, des meurtres de militaires allemands quelconques, dont peu de télé spectateurs aujourd'hui peuvent comprendre le rôle et la responsabilité. Cette thèse rejoint celle de la propagande nazie, illustrée par l'« Affiche rouge ». »

6) Pour toutes ces raisons nous avons exprimé le souhait que soit mis sous les yeux des télé spectateurs le film historiquement indiscutable que mérita, dans sa totalité, l'épopée des combattants FTP-MOI. Nous pensons, à ce propos, que diverses séquences du film intitulé « *Terroristes à la retraite* », à commencer par celles qui apportent les témoignages de combattants tous courageux et respectables, auraient parfaitement leur place dans un tel film.

7) Nous tenons à formuler un avis complémentaire - qui ne nous a pas été demandé - nous considérons que la solution de facilité consistant à diffuser un film gravement critiquable du point de vue de l'objectivité historique et à le faire suivre par un débat est une mauvaise formule.

En effet, d'une part, chacun sait bien que lorsqu'un débat doit suivre

la diffusion d'un film, un très grand nombre de télé spectateurs, après avoir vu le film, tournent le bouton de leur récepteur.

D'autre part, l'équilibre que l'on prétend rétablir par un débat n'est qu'un faux équilibre : les télé spectateurs s'ils ont vu un film de soixante minutes minutieusement construit en vue de développer une thèse, puis un débat de vingt minutes dans lequel les deux points de vue opposés ont été confrontés ont, finalement, vu et entendu développer l'une de ces thèses pendant soixante-dix minutes, et l'autre pendant dix...

LUCIE AUBRAC, RAYMOND AUBRAC, CLAUDE BOURDET, HENRI NOGUÈRES, PIERRE SUDREAU.

« Démonts de M. Lucibello. - Nous avons fait état, dans le *Monde* du 30 mai, des accusations avancées dans le numéro de juin du mensuel *Actuel*, contre un responsable de la résistance communiste de la région de Toulouse qui, averti de l'imminence d'une rafle de travailleurs immigrés FTP, n'aurait pas alerté ceux-ci. Ce responsable, M. Casimir Lucibello, actuellement président national de l'Association républicaine des anciens combattants, nous a écrit pour « opposer le démenti le plus formel à ces allégations qui sont contraires à la vérité ». »

La mort de Jean Babouline  
ancien directeur  
de « Témoinage chrétien »

Jean Babouline, qui vient de disparaître à soixante-sept ans (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin), fut un des hommes les plus généreux qui ont marqué le catholicisme de gauche au lendemain de la guerre, s'engageant dans l'action politique et participant au renouveau du Parti socialiste.

(Né à Cahors, élève de l'École polytechnique, il fit partie en 1938 de l'équipe dirigeante de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Prisonnier en 1940, il devint, peu après son retour de captivité, en 1946, directeur de l'hebdomadaire *Témoinage chrétien* jusqu'en 1949. Il entretenait des rapports étroits avec les membres du groupe d'Esprit d'Emmanuel Mounier. Chargé de mission au Commissariat au Plan, membre de l'organisation, il est, en 1955, associé puis, en 1971, président-directeur général de la Compagnie française d'organisation, en même temps que délégué général du GETAM (Groupement travail manuel et entreprise).)

Jean Babouline est l'un des assistants de M. François Mitterrand lorsque celui-ci préside l'équipe formatrice du « contre-gouvernement », en 1966. Il entre avec lui au Parti socialiste et se présente sans succès en 1972 aux élections législatives dans la Loire.

S'il estimait son engagement nécessaire, il était aussi de ceux qui le christianisme n'a pas d'apport spécifique dans le combat politique, mais peut conduire à une interrogation positive, le socialisme étant, à ses yeux, un réponse à cette interrogation.]

J. P.

« Une télévision régionale en Poitou-Charente. - M. René Monory (UDF-CDS), président du conseil général et sénateur de la Vienne, a annoncé, vendredi 31 mai, que le conseil régional de Poitou-Charentes, dont il est le président, étudie le projet d'une télévision régionale. L'intention de M. Monory est d'obtenir la collaboration de la presse écrite et de travailler avec les milieux économiques et politiques. » (Corresp.)



## Paris / programmes

## SHOAH

Une grande œuvre. Un pur chef-d'œuvre.  
Simone de Beauvoir/LE MONDE

Une œuvre admirable!  
Claude Roy/LE NOUVEL OBSERVATEUR

Une immense orchestration de la ramémoration... Un monument évocatoire.  
Colette Audry/L'UNITÉ

"SHOAH"... une interrogation pour l'humanité.  
Aline Finkielkraut/LE QUOTIDIEN DE PARIS

Un événement cinématographique et historique...  
Annette Levy-Willard et Laurent Joffrin/LIBÉRATION

9 heures haletantes, 9 heures de suspense (en 2 époques).  
Maurice Szafran/LE POINT

Un film immense!  
L'EXPRESS

Jamais images n'ont été filmées avec autant de rage et d'amour pour atteindre une si définitive perfection. C'est là le génie de LANZMANN.  
Edgar Reichmann/L'ARCHE

"SHOAH" ce film qu'il faut voir et supporter de voir sous peine de se déshonorer.  
Pierre Murat/TÉLÉRAMA

Ce film, le plus tragique et le plus bouleversant qui ait été réalisé sur l'holocauste est un événement essentiel: ne le manquez pas!  
Michel Schiffrin/LE JOURNAL DU DIMANCHE

Courez voir "SHOAH". Emmenez vos enfants. Vos élèves... C'est une œuvre d'art.  
Bernard Frederick/L'HUMANITÉ

Un événement contemporain.  
Jean-François Held/L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

Un tremplin pour l'union. LANZMANN filme jusqu'à l'hallucination.  
Jeanine Baron/LA CROIX

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXPOSITION, Essai (278-46-42), sam. 20 h 30.  
L'ANIMAL DE L'AUBE, Présent (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h.  
FEYDEAU, COMÉDIES EN UN ACTE, Comédie-Française (296-10-20), sam. 20 h 30, dim. 14 h.

## Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 19 h 30 : Un bal masqué.  
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim. 20 h 30 : L'Impresario de Smyrne; sam. 20 h 30 : dim. 14 h : Feydeau, comédies en un acte (Hortense a dit: « Je m'en fous »; Léonie est en avance; Fox le maître de Madame).  
CHAILLOT (727-81-15) : Grand Théâtre sam. 20 h 30; dim. 15 h : Ubu roi, Théâtre Gémier sam. 20 h 30; dimanche 15 h : Mille francs de récompense.  
ODÉON (325-70-32), sam. 20 h 30 : dim. 15 h : Édipe Roi, de Sophocle.  
BOULEVARD (727-12-33) : Clémentine Vidéo : Nouveaux films BPI, sam. dim. : Maria Callas de G. Ségismund, P. Collin : à 13 h (1<sup>re</sup> partie); à 16 h (2<sup>e</sup> partie); 19 h : Les Canadiennes, d'A. Kish, sam. dim. 15 h, Le premier essai d'Archives : « Ceux de chez nous », de S. Guétry; Dames : sam. à 20 h 30 : Compagnie de danse l'Esquisse (Tête chère, Verbe).  
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 : Buster Keaton; sam. à 18 h 30 : Nimmur Zabulata, Narciso Yepes.  
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-14), sam. dim. à 20 h 30 : 50 ans de claquettes.

## Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club.

Samedi 1<sup>er</sup> juin

## Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Past et Food au théâtre.  
ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (208-77-11), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Le Sablier.  
ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-10), sam. 20 h 30, dim. 16 h 30 : Les Amoureux.  
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 21 h, dim. à 15 h : Doit-on le dire?  
ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : En attendant Godot.  
ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch. Béraud, sam. 16 h 30 : Attentat meurtrier à Paris (dern.). Salle Louis-Jouvet : sam. 16 h : Les Violents.  
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Tailleuse pour dames.  
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Place de Brodard, Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Le Paradis sur terre.  
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Grand Théâtre sam. 20 h 30 : La Machine infernale; Renssance, sam. 20 h 30 : Macbeth (dern.); La Galerie, sam. 20 h 30 : Délicate balance.  
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 : 21 h : dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Élysée.  
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : L'Occident.  
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Le Baïre d'amour.  
COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), sam. 20 h 30 : Chant pour une planète.  
DUNOIS (261-69-14), sam. 17 h 45 : 21 h : dim. 15 h 30 : Si vous voulez meurtres; sam. 20 h 30, dim. 18 h : La Marée mise à par ses cillibataires même.  
ESPACE-GAÏTÉ (321-56-05), sam. 20 h 30 : Shenné (la Honte).  
ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30 : Dm. 17 h : Adam et Eve.  
ESPACE MARAIS (584-09-31), sam. 22 h 15 : Azimut info.  
ESSAON (278-46-42) IL sam. 19 h 15 : La chemise est folle ou le ballet pour seule part; 20 h 30 : Exposition.  
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTRE (254-99-18), sam. 20 h 45 : Un hiver indien.  
FONTAINE (874-82-34), sam. 17 h et 21 h : Triple mixte.  
GRAND-MONTARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Love.  
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam. 21 h : La Petite Marchande d'allume-tubes (dern.).  
HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : La Cantatrice chauve; 20 h 30 : La Leçon; 21 h 30 : Offenbach, tu connais?  
LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : C'est rigolo, tu connais?  
LUCERNAIRE (544-57-34), sam. 18 h : Et les passants des meurtres aux fleurs; 20 h : C'est rigolo; 22 h 30 : Les Contes de Chech. IL Sam. 18 h : Journal d'un feu; 20 h : Organe sociale échappé du son; 21 h 45 : K. Valentin.  
LYS-MONTARNASSE (327-88-61), sam. 21 h : Créancier.  
MADELINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Les Enfants de l'autruche.  
MARIE-STUART (508-17-80), sam. 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort »; sam. 20 h 30 : Savage Love.  
MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon, Salle Gabriel (225-20-74), sam. 21 h : Tous aux abris.  
MATHURINS (265-90-00), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Hôpital 1927.  
MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînait au lit.  
MICRODÈRE (742-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Le Bûcher.  
MONTARNASSE (320-89-90) Petite salle sam. 18 h : Tchekov Tchekov (dern.).  
NOUVEAU TH. DE COLETTE (354-53-79), sam. 20 h 30 : Hop là! Hop là!  
NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Mangeront-ils.  
NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.  
ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

GYMNASÉ (246-79-79), sam. 17 h 30 et 21 h : Thierry Le Luxe.  
MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), sam. 21 h, dim. 18 h : Sami Nuri.  
OLYMPIA (742-25-49), sam. 20 h 30 : dim. 17 h : O. Guichard, sam. 15 h, dim. 14 h : J. Lander, dim. 21 h : N. Leno.  
PALAIS DES SPORTS (607-40-90), sam. 17 h et 21 h : Brésil en Ruz.  
PALAIS DES GLACES (607-49-93), dim. 15 h : Fête musicale de la mer Mère.  
STUDIO BERTRAND (783-64-66), sam. 20 h 30 : L'œuvre d'un homme parfait.  
LA TANIÈRE (337-74-39), f. : sam. 20 h 45 : B. Bred; à 22 h 30 : Nelt Nemes; f. : sam. 21 h : G. Galt; à 22 h 30 : A. Delle.  
TROIS TOITS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam. 21 h et 23 h : Los Pucis (dern.).  
TROU NOIR (578-94-29), sam. dim. 21 h : M. Fernandez, R. Lerich Tré.

## Les concerts

SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN

Théâtre 18, 16 h 30 : E. Rogier, P. Damsis, D. My (Chabrier, Faure, Liszt...)  
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : L. Wjaniak (Bach).  
Eglise Saint-Martin, 21 h : Ensemble : Camera Nop (Mozart, Schubert, Brahms).  
Lacourrière, 20 h 30 : CMC (Cape, Feldman, Reich...)  
Centre Beethoven, 19 h : L. Bielcowski (Albeniz, Granados, de Falla).  
Théâtre de Paris (874-10-75), petite salle, 21 h : l'Amfiprisme.  
Eglise Saint-Martin, 16 h : Cl. Delerue, M. Mc Cormick (Bach, Scarlatti, de Falla).  
Eglise américaine, 11 h : Albion College Choir.  
Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : voir samedi.  
Oratoire de Bagatelle, 15 h : D. Abramowitz (Chopin).  
Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : J. Galway, Ph. Moll (Poulenc, Prokofiev, Bornc).  
Confluences, 18 h 30 : Name (Calkins, Jaggard, Jolas...)  
Salle Cortot, 21 h : M.-H. Finlay.

## Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam. dim. 21 h 30 : Jazz Band.  
CENTRE WALLON-BRUXELLES (271-26-16), sam. 20 h 45 : M. Kivris.  
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam. 22 h 30 : Exotistik.  
DUNOIS (584-72-00), sam. 20 h 30, S. Lacy, S. Potts; A. Janne, J. McPhee, M. Rodolf.  
MEMPHIS-MELODY (329-60-73), 21 h : sam. : R. Elk, dim. : H. Galt; 0 h 30 : Worthy Fank.  
MERIDIEN (758-12-30), sam. 22 h : D. Gillespie (dern.).  
MONTANA (548-93-08), sam. 22 h : R. Urvegar, R. Gakazzi.  
MUSIC HALLS (261-96-20), sam. 22 h 30 : J. Diorio.  
NEW MORNING (523-51-41), sam. 21 h 30 : Bambaya Jazz.  
PETIT ORFÈVRE (236-01-36), 23 h : W. R. D. Davis, S. Guenais, F. Landet.  
QUOTIDIEN (271-44-54), sam. 21 h 30 : J.-P. Fouquet Trio.  
SLOW CLUB (333-84-30), sam. 21 h 30 : P. Solin, B. Vasseur (dern.).  
SUNSET (261-46-60), sam. 23 h : Azur (dern.).  
ZENITH (240-60-00), sam. 20 h 30 : X. Lann, N. El Gharraoui, F. Lalamme.

## Festival de l'Île-de-France

COURSON-MONTELOUP, château et église de Vaugrigneuse, dim. à partir de 15 h 30 : Ensemble instrumental A. Stojic (Dvorak, Correll, Vivaldi...).

## CENT JOURS DU CINEMA ESPAGNOL

en collaboration avec la Cinémathèque Française.  
Panorama de 104 films. 1926-1985

1<sup>er</sup> Avril - 30 Juin 1985

Tous les films sous titres en français. Voir programme détaillé dans la presse nationale.  
MINISTÈRE DE LA CULTURE D'ESPAGNE - Direction Générale de la Cinématographie-Cinémathèque Espagnole.

MERCREDI

## ESCALIER C

un film de JEAN-CHARLES TACHELLA





# cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinémathèque

### CHAILLOT (784-24-24)

**SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN**  
Cinéma 85 (Quinze des réalisateurs) : 17 h, L'Adolescente (série d'amour, de J. Saut) ; Treizième Festival international des droits de l'homme (films primés) : 19 h, Une société pour l'éternité, de R. Gumbel ; 21 h, Le Défilant, de M. Khan.

### DIMANCHE 2<sup>e</sup> JUIN

Cinéma 85 (Quinze des réalisateurs) : 15 h, D'un Sam, de W. Wang ; 17 h, Les Anges, de R. Bels ; Treizième Festival des droits de l'homme (films primés) : 19 h, Je ne suis pas un héros, de M. Khan ; 21 h, Le Livre service, de M. Maschner ; Le Maître, de B. Giger.

### BEAUBOURG (778-25-57)

**SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN**  
17 h, Cinéma 85 (Un certain regard) : La Maladie de la mort ; 19 h, Mi querida senorita, de J. Aron ; 21 h, La Cousine Angélique, de C. Saut.

### DIMANCHE 2<sup>e</sup> JUIN

Cinéma 85 (Un certain regard) : 15 h, Mon amour, mon chéri, mon aimé, mon aimé, de D. Aissawa ; 17 h, Une nuit de glace, de Q. Wen ; 19 h, L'Esprit de la Roche, de V. Vercel ; 21 h, Dernière, dernière, mon amour, de F. Regnier.

## Les exclusivités

**ADIEU BONAPARTE** (Franco-Egyptien) : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (297-47-70) ; Champs Elysées, 1<sup>er</sup> (234-07-76) ; Olympia St-Germain, 6 (222-87-23) ; Colisée, 6 (359-29-46) ; Reflet Balzac, 6 (561-10-60) ; Olympia Europe, 1<sup>er</sup> (544-43-14) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Berlin, 2 (742-60-53).

**A. K. (Fr.)** : 14 Juillet Paris, 1<sup>er</sup> (380-42-05).

**AMADEUS** (A. v.a.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Lucernaise, 6 (544-57-34) ; George V, 6 (562-41-46) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37).

**ANTARCTICA** (Jap.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paris Loin, 6 (606-64-66).

**L'ARRE SOUS LE MER** (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 1<sup>er</sup> (554-46-85).

**AU-DELA DES MURS** (Fr. v.a.) : UGC Marbœuf, 6 (561-94-95) ; Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94) ; Galilé boulevard, 2 (235-67-06).

**L'AVENTURE DES EWOKS** (A. v.a.) : Saint-Ambroise, 1<sup>er</sup> (700-89-16) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; Grand Pavois, 1<sup>er</sup> (554-46-85).

**BABY** (A. v.a.) : Rex, 2 (236-43-93) ; Olympia, 6 (561-10-60) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95) ; Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94) ; Galilé boulevard, 2 (235-67-06).

**LE BEBE SCHTROUMPF** (Belge) : Temples, 2 (772-94-56) ; Grand Pavois, 1<sup>er</sup> (554-46-85) ; Bata, 1<sup>er</sup> (622-44-21).

**BIRDY** (A. v.a.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74) ; Hautes-Seines, 6 (633-79-38) ; Marignane, 6 (359-29-43) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95) ; Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94) ; Galilé boulevard, 2 (235-67-06).

**BOY MEETS GIRL** (Fr.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

**BRAZIL** (Bré. v.a.) : Quinze, 6 (633-79-38) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95) ; Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94) ; Galilé boulevard, 2 (235-67-06).

**BROTHER** (A. v.a.) : Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94).

**LA CAGE AUX CANARDS** (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (544-28-80).

**CARMEN** (Esp. v.a.) : Calypso, 1<sup>er</sup> (380-30-11).

**COTTON CLUB** (A. v.a.) : Studio Galérie, 5 (354-72-71) ; Publicis Marignane, 6 (359-29-43).

**LA DÉCHÉANCE** (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (359-19-08) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-96-31).

**LE DÉCLIC** (Fr.) : George V, 6 (562-41-46).

**DETECTIVE** (Fr.) : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (297-47-70) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Marignane, 6 (359-29-43) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; 14 Juillet Basille, 1<sup>er</sup> (338-80-11) ; Gaumont-Stad, 1<sup>er</sup> (527-84-50) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; Olympia Europe, 1<sup>er</sup> (544-43-14) ; Pathé Cléty, 1<sup>er</sup> (522-46-01).

**DIVORCE HOLLYWOOD** (A. v.a.) : Paramount City Triomphe, 6 (562-45-76).

**ELIANA** (Jap. v.a.) : Olympia, 1<sup>er</sup> (544-43-14).

**ELECTRIC DRUMS** (A. v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

**ENMANUELLE IV** (Fr.) : George V, 6 (562-41-46).

**FAILING LOVE** (A. v.a.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 6 (359-36-14).

**LE FIL DU RASOIR** (A. v.a.) : UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

**LE FILC DE BEVERLY HILLS** (A. v.a.) : Marignane, 6 (359-29-43) ; Biarritz, 6 (562-20-40) ; V.F. : Rex, 2 (236-43-93) ; Gaité Rochecouart, 9 (878-81-77) ; Paramount Opéra, 9 (742-96-31) ; Paramount Montparnasse, 1<sup>er</sup> (335-20-40) ; Pathé Cléty, 1<sup>er</sup> (522-46-01).

**LE FOU DE GUERRE** (Franco-Italien) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-36) ; Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Quinze, 6 (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Marignane, 6 (359-29-43) ; Publicis Champs Elysées, 6 (720-76-23) ; St-Lazare Parisien, 9 (387-35-43) ; Basille, 1<sup>er</sup> (307-54-40) ; Nation, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; Fausette, 1<sup>er</sup> (331-02-04) ; Montparnasse Pathé, 1<sup>er</sup> (320-12-06) ; Mistral, 1<sup>er</sup> (539-52-43) ; Gaumont Convention, 1<sup>er</sup> (828-42-27) ; Pathé Wepler, 1<sup>er</sup> (522-46-01) ; Gambetta, 2<sup>e</sup> (636-10-96).

**GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES** (A. v.a.) : Capri, 2 (508-11-69).

**L'HISTOIRE SANS FIN** (Ail. v.a.) : Boite à Films, 1<sup>er</sup> (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 1<sup>er</sup> (700-89-16).

**JE VOUS SAUVE MARIE** (Fr.) : Studio de la Harpe, 9 (634-25-52).

**JUSQU'A UN CERTAIN POINT** (Cub.) : v.a. : Desfer, 1<sup>er</sup> (321-41-01).

**KACOS, CONTES SICILIENS** (It. v.a.) : 14 Juillet Paris, 6 (336-58-00).

**LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT** (A. v.a.) : Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94).

**LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CROUCHOUTE** (Fr.) : UGC Racine, 6 (574-94-94) ; UGC Convention, 1<sup>er</sup> (335-20-40).

**LA MAISON ET LE MONDE** (Ind. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

## LES FILMS NOUVEAUX

**BORN TO BE BAD** (1950, inédit), film américain de Nicolas Ray (v.a.) : Mac-Mahon (380-24-81).

**LES ENFANTS**, film français de Marguerite Duras : Ciné-Boulevard, 9 (325-61-18) ; André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; 14 Juillet Paris, 6 (336-58-00) ; Elysées Lincoln, 6 (359-36-14) ; 14 Juillet Basille, 1<sup>er</sup> (337-90-81).

**CECILE**, film RFA-USA, de David Hemmings (v.a.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74) ; Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Grand Rex, 2 (236-43-93) ; UGC Gare de Lyon, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; UGC Odéon, 1<sup>er</sup> (336-23-44) ; Miroir, 1<sup>er</sup> (328-89-52) ; Secrétan, 1<sup>er</sup> (241-77-99).

**MASK**, film américain de Peter Bogdanovich (v.a.) : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (297-47-70) ; St-Germain Studio, 6 (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 6 (359-36-14) ; Gaumont Ambassade, 6 (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 1<sup>er</sup> (544-25-02) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; R. de la Harpe, 1<sup>er</sup> (328-42-27) ; Miroir, 1<sup>er</sup> (328-89-52) ; Images, 1<sup>er</sup> (522-47-94).

**NOSTALGIA**, film italien de Andrei Tarkovski (v.a.) : Ciné-Boulevard, 9 (325-61-18) ; Bata, 1<sup>er</sup> (622-44-21) ; UGC Racine, 6 (574-94-94) ; UGC Convention, 1<sup>er</sup> (335-20-40).

**PARKING**, film français de Jacques Demy : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-36) ; Rex, 2 (236-43-93) ; Hautes-Seines, 6 (633-79-38) ; George V, 6 (562-41-46) ; Marignane, 6 (359-29-43) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95) ; Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94) ; Galilé boulevard, 2 (235-67-06).

**MARCHE A L'OMBRE** (Fr.) : Capri, 2 (508-11-69) ; George V, 6 (562-41-46).

**MARIA'S LOVERS** (A. v.a.) : Temples, 2 (772-94-56) ; Studio Bertrand, 7 (783-64-66) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95).

**LE MEILLEUR DE LA VIE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-36) ; George V, 6 (562-41-46) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Lumière, 9 (346-49-77) ; Paramount Galaxie, 1<sup>er</sup> (580-18-03) ; Olympia, 1<sup>er</sup> (344-43-14) ; Paramount Odéon, 1<sup>er</sup> (340-45-91) ; Convention Saint-Charles, 1<sup>er</sup> (579-33-00).

**MICHI ET MAUDE** (A. v.a.) : UGC Marbœuf, 6 (561-94-95).

**MISHIMA** (A. v.a.) : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (297-47-70) ; Saint-Germain Studio, 6 (633-79-38) ; 14 Juillet Racine, 6 (326-19-68) ; Paris, 6 (359-53-99) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Bienvenue Montparnasse, 1<sup>er</sup> (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (575-79-79) ; V.F. : Gaumont Racine, 2 (742-60-53).

**MOJADO POWER** (Mex. v.a.) : Lumière, 9 (346-49-77) ; Utopia, 6 (326-84-65).

**NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS** (Fr.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

**LES NUITS DE LA PLEINE LUNE** (Fr.) : Cinépolis (633-10-42).

**LA NUIT PORTE JARRETTES** (Fr.) : 6 : Saint-André-des-Arts, 6 (361-94-95).

**PARIS, TEXAS** (A. v.a.) : Pantheon, 5 (354-50-54) ; UGC Marbœuf, 6 (561-94-95).

**PARTIR, REVENIR** (Fr.) : UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40).

**PETER LE CHAT** (Suédois, v.f.) : Temples, 2 (772-94-56) ; Studio 43, 9 (770-63-40).

**LES PLAISIRS INTERDITS** (It. v.a.) : v.a. : Paramount City, 8 (562-45-76) ; V.F. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (335-20-40).

**PÉRIL EN LA MAISON** (Fr.) : Cinépolis, 6 (633-10-42).

**POULET AU VINAIGRE** (Fr.) : Studio Cinéma, 5 (354-89-22) ; UGC Champs

Elysées, 6 (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40).

**RENDEZ-VOUS** (Fr.) : Rex, 2 (236-43-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Racine, 6 (574-94-94) ; George V, 6 (562-41-46) ; Saint-Lazare Parisien, 9 (387-35-43) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; UGC Odéon, 1<sup>er</sup> (336-23-44) ; Paramount Odéon, 1<sup>er</sup> (340-45-91) ; UGC Convention, 1<sup>er</sup> (335-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (575-79-79) ; Miroir, 1<sup>er</sup> (328-89-52) ; Calypso, 1<sup>er</sup> (380-30-11) ; Pathé Cléty, 1<sup>er</sup> (522-46-01) ; Secrétan, 1<sup>er</sup> (241-77-99).

**LE RETOUR DES MORTS VIVANTS** (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-36) ; Paramount City, 8 (562-45-76) ; George V, 6 (562-41-46) ; V.F. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9 (742-96-31) ; Basille, 1<sup>er</sup> (307-54-40) ; Paramount Montparnasse, 1<sup>er</sup> (335-20-40) ; Convention Saint-Charles, 1<sup>er</sup> (579-33-00) ; Images, 1<sup>er</sup> (522-47-94).

**LES RIPOUX** (Fr.) : UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Fausette, 1<sup>er</sup> (331-02-04) ; Paramount Montparnasse, 1<sup>er</sup> (335-20-40) ; Convention Saint-Charles, 1<sup>er</sup> (579-33-00) ; Pavy, 1<sup>er</sup> (282-62-34).

**LA ROUTE DES INDES** (A. v.a.) : Hautes-Seines, 6 (633-79-38) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Escorial, 1<sup>er</sup> (701-28-04) ; Kinopanorama, 1<sup>er</sup> (306-50-50) ; V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (335-20-40).

**SAUVAGE ET BEAU** (Fr.) : Saint-Ambroise, 1<sup>er</sup> (700-89-16).

**SERIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE** (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Basille, 1<sup>er</sup> (307-54-40) ; Ermitage, 6 (563-16-16) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; V.F. : Rex, 2 (236-43-93) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; UGC Gobelins, 1<sup>er</sup> (336-23-44) ; UGC Convention, 1<sup>er</sup> (335-20-40).

**SHOAH** (Fr.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Mont Carlo, 6 (225-10-30) ; 14 Juillet Paris, 6 (336-58-00).

**SOS FANTOMES** (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-82-56).

**LES SPÉCIALISTES** (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Montparnasse (H. sp.), 1<sup>er</sup> (327-95-94).

**STAR WAR, LA SAGA** (A. v.a.) : LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Espace Galilé, 1<sup>er</sup> (327-95-94).

**STEAMING** (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 9 (633-63-20) ; Reflet Balzac, 6 (561-10-60) ; Parisiens, 1<sup>er</sup> (335-21-21) ; Boite à Films, 1<sup>er</sup> (622-44-21).

**STRANGER THAN PARADISE** (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (361-94-95).

**SUBWAY** (Fr.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-36) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Quinze, 6 (633-79-38) ; Calais, 6 (359-29-43) ; Miroir, 1<sup>er</sup> (328-89-52) ; Gaumont Convention, 1<sup>er</sup> (828-42-27).

**TERMINATOR** (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Marignane, 6 (359-29-43) ; V.F. : Rex, 2 (236-43-93) ; Paramount Opéra, 9 (742-96-31) ; Paramount Galaxie, 1<sup>er</sup> (580-18-03) ; Paramount Pathé, 1<sup>er</sup> (320-12-06) ; Pathé Cléty, 1<sup>er</sup> (522-46-01).

**THAT'S DANCING** (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (575-79-79) ; V.F. : UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (742-96-31).

**LE THE AU HAREM D'ARCHIMEDE** (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Lumière, 9 (346-49-77) ; Athènes, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; UGC Gobelins, 1<sup>er</sup> (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Miroir, 1<sup>er</sup> (328-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (575-79-79).

**THE BOSTONIANS** (A. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

**UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE** (Fr.) : Lucernaise, 6 (544-57-34).

**VOLEUR DE DESIRS** (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-36) ; George V, 6 (562-41-46) ; V.F. : Maxville, 9 (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 1<sup>er</sup> (335-20-40).

**WITNESS** (A. v.a.) : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (297-47-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Hautes-Seines, 6 (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80) ; Publicis Champs Elysées, 6 (720-76-23) ; Marignane, 6 (359-29-43) ; 14 Juillet Basille, 1<sup>er</sup> (337-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 1<sup>er</sup> (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nation, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 1<sup>er</sup> (343-01-59) ; Fausette, 1<sup>er</sup> (331-02-04) ; Montparnasse Pathé, 1<sup>er</sup> (320-12-06) ; Mistral, 1<sup>er</sup> (539-52-43) ; Gaumont Convention, 1<sup>er</sup> (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (575-79-79) ; 1758-24-24) ; Pathé Wepler, 1<sup>er</sup> (522-46-01) ; Gambetta, 2<sup>e</sup> (636-10-96).

**Les grandes reprises**

**ADIEU PHILIPPINE** (Fr.) : République Cinéma, 1<sup>er</sup> (805-51-33).

**ALIEN** (A. v.a.) : Galté Boulevard, 9 (233-67-06).

**L'ARGENT** (Fr.) : Desfer, 1<sup>er</sup> (321-41-01).

**AUTANT EN EMPORTE LE VENT** (A. v.a.) : Reflet Logos II, 5e (354-94-14) ; Saint-Lambert, 1<sup>er</sup> (533-91-68) ; BARRY LYNDON (Angl. v.a.) : Grand Pavois, 1<sup>er</sup> (554-46-85) ; Calypso, 1<sup>er</sup> (380-30-11).



# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 1<sup>er</sup> juin

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Les grands succès de la scène : J'ai deux mots à vous dire. De J.-P. Delage, réal. P. Cavallini, mise en scène P. Mondy, musique de M. Eimer. Carrière en chansons d'une star du cinéma renouée chez elle après une cure dans une maison de repos. Le seul partenaire de ce personnage interprété par Jacqueline Maillan est le public.

22 h 15 Informations de Roland-Garros.

22 h 35 Droits de réponse : des para-chose en or. Le monopole de distribution et de fabrication des pièces détachées d'automobiles sera mis en question par de nombreux invités, comme toujours directement concernés par le sujet.

0 h Journal.

0 h 20 Ouvert la nuit. Après le feuilleton « Au nom de la loi », TF1 diffuse à 0 h 45 une émission spéciale : « Nuit musicale du 44 » proposée par P. Barbès et la télévision tunisienne. On y entendra quelques-uns des voix de la musique arabe traditionnelle et moderne.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. Autour de Johnny Hallyday, Michel Berger, Coluche... 22 h 5 Magazine : Les enfants du rock. Jesse Garon : « Je suis belge » ; Kid Creole and the Coconuts en concert à Cannes.

23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 4 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.

21 h 50 Journal.

22 h 15 Feuilleton : Dymastie.

23 h 15 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle et artistique.

23 h 30 Musiclub.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 52, Atout pic ; 18 h 58, Court métrage ; 19 h 15, Informations ; 19 h 30, La science amusante ; 19 h 55, Dessin animé ; il était une fois l'homme.

### CANAL PLUS

20 h 35, Téléfilm : Le duel des héros ; 21 h 20, Le radeau d'Oliver ; 23 h 10, L'Homme bien, film de P. Chéreau ; 0 h 45, Notre histoire, film de B. Blier ; 2 h 35, Appellez-moi Bruce, film de F. Hong ; 4 h, Mamebo, film de M. Dugan ; 5 h 30, Erendira, film de R. Guerra.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 La Mort de S. G. Avec C. Rich, R. Weingarten, D. Patruel.

22 h 10 Dénarques : Jacques Tournier présente le livre de Scott Fitzgerald, « Tendresse et la nuit ».

23 h 30 Musique : Festival d'Évian.

0 h Clair de nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à l'Auditorium de Radio-France le 7 mars) : Sonate en trio en mi mineur, de Bach ; Trio à cordes, de Darius ; Diaphane pour trois cordes, de Tair ; Quintette à cordes en sol mineur, de Mozart, par le Trio à cordes de Paris.

23 h Les soirées de France-Musique.

Dimanche 2 juin

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Journal.

9 h Émission islamique.

9 h 15 A Bible ouverte.

9 h 30 Sources de vie.

10 h Présence protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe.

Célébrée avec la paroisse de Villejust (Essonne).

12 h 2 Midi Presse.

Avec M. Bouchard, ministre de l'Environnement.

13 h 30 La séquence du sporteur.

13 h Journal.

13 h 25 Séries : Starkey et Hutch.

14 h 20 Sports dimanche.

International de tennis à Roland-Garros : Grand Prix de formule 1 de Belgique.

17 h 30 Les animaux du monde.

18 h 5 Séries : Guerre et paix.

19 h Sept sur sept.

Avec Philippe Chatrier, président de la Fédération française de tennis.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Vasey's man. Film français de M. de Burel (1978), avec A. Girardot, P. Mondy, H. Garcia, N. Callan, C. Piepi (rediff.). Une femme, soumise à la fois aux exigences de sa famille et à des nécessités professionnelles, pique une colère et se révolte. La condition féminine à travers une comédie de boulevard ultra-traditionnelle. Mais Girardot est bien.

22 h 20 Sports dimanche soir.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 Journal et météo.

10 h 40 Les chevaux du terroir.

10 h 5 Récit A 2.

11 h 15 Villages vacances familiales.

11 h 16 Dimanche Martin.

Entrez les artistes.

12 h 45 Journal.

13 h 15 Dimanche Martin (suite).

17 h Séries : Secret diplomatique.

18 h Stade 2 (et à 20 h 20).

19 h Feuilleton : Et la vie continue.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : Le grand raid.

Salta - Buenos Aires.

21 h 35 Documentaire : L'opéra sauvage. De F. Rosoff. Commentaire P. Vasek. Documentaire sur le Rajasthan en Inde remplacé Des terroristes à la retraite, film de M. de Burel sur la résistance communiste à Paris, dont la Haute Autorité a recommandé la déprogrammation suite aux vives protestations du PCF (le Monde des 30 et 31 mai).

23 h Ballet : Carnaval. Ballet postmodernisme en un acte de Robert Schumann. Avec les Ballets et le ballet de l'Opéra de Paris ; direction musicale : A. Presser ; chorégraphie : M. Fokine.

23 h 30 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9 h Debout les enfants. Musique.

10 h La vie en tête.

12 h 15 Villages vacances familiales.

13 h Magazine 88.

15 h Musique pour un dimanche (et à 17 h 25).

15 h 15 Théâtre : Les Chemins de fer. Comédie d'Eugène Labiche, enregistrée au Théâtre de la Ville. Mise en scène Serge Feytaud, avec M. Chevit. Dans le hall de la Société des chemins de fer se croisent la famille Gignier, M. et M<sup>me</sup> Jenny, Taniou, employé subalterne, Bernardon, employé supérieur... et un capitaine à la gilette nerveuse. Tout le petit monde de Labiche se retrouve dans le Paris-Strasbourg. Humour piquant d'un des grands maîtres du théâtre burlesque.

18 h Émission pour les jeunes.

19 h Au nom de l'amour.

20 h 35 Variétés. Macadam. En suivant son rêve. Avec Dominique, Pascal Danel, Nathalie Drom.

21 h 30 Aspects du court métrage français. La Première Journée de Nicolas, de Manuel Poirier ; le Dernier Héros, de Gérard Cuy.

22 h Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit (cycle King Vidor et l'Amérique) : Le Rebelle. Film américain de K. Vidor (1949), avec G. Cooper, P. Neal, R. Massey, K. Smith (v.o. sous-titrée N.). Un architecte défend son indépendance et ses conceptions artistiques contre la routine et les compromis. Il s'oppose à une femme aussi individualiste et indomptable que lui. Exaltation de la volonté humaine, de la force de caractère, de l'insubordination, de la passion et de l'extremisme. Un couple stupéfiant ; Gary Cooper-Patricia Neal.

0 h 20 Prétendu à la nuit.

### CANAL PLUS

7 h 15, Nana Moukouri en concert ; 8 h 5, Cabos Cadiz (et à 14 h 25) ; 9 h 20, Gym ; 9 h 30, Qu'est-ce qu'un

attend pour être heureux, film de C. Scrymgeour ; 11 h 5, Pinot, simple flic, film de G. Jugnot ; 12 h 30, La romance de Betty Boop ; 13 h 5, Reilly, l'as des espions ; 13 h 55, Série : L'Hôtel en folie ; 15 h 10, Top 20 ; 16 h 5, Hill Street Blues ; 17 h, Show devant ; Joanne Balaszo ; 18 h, Le Juge, film de P. Lefebvre ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, Carmen, film de C. Saura ; 22 h 45, Boxe ; 1 h 15, Légende violence, film de S. Levy.

### FRANCE-CULTURE

1 h Les maîtres de France-Culture ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizons, magazine religieux ; 7 h 25, La fédération ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous ; 7 h 45, Dits et récits ; 8 h, Orthographe ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine ; le Grand Orient de France ; 10 h, Messe à Saint-Gilles d'Empeux ; 11 h, Les prisonniers de guerre (mémoires de captivité) ; 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : Christo à la fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, « Le Miroir d'acier » ; de Lise et Arthur London ; Avec J. Bruni, C. Codery ; 16 h 5, La tresse de thé, rencontre avec Daniel Coccadi ; à 17 h 45, Histoire-actualité : Auguste Renoir, le succès hier et aujourd'hui ; 19 h 10, Le cinéma des châteaux ; 20 h, Musique : La conférence des rockers.

20 h 30 Atelier de création radiophonique : les Marolles, vieux quartier de Bruxelles.

22 h 30 Musique : les musiques d'Irak.

0 h Clair de nuit : chasse au snark.

### FRANCE-MUSIQUE

2 h Les maîtres de France-Musique : femmes fidèles, femmes folles ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantate : Bach ; 10 h, Les voyages musicaux du docteur Boney ; Où le docteur devient de plus en plus exaspéré par le goût français : œuvres de Couperin, Dauvergne ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Diverses concertos : œuvres de Rimski-Korsakov, Albeniz, Cage ; 17 h, Comment l'écrit-on ? « Popera », un message pour l'avenir, par Gérard Morlier, directeur du Théâtre royal de la Monnaie ; œuvres de Mozart, Wagner, Gluck, Rossini, Mendelssohn, Verdi ; 19 h 5, Jazz vivant : jazz en France ; 20 h 4, Avant-concert ; 20 h 30 Concert : Symphonie en ut, de Stravinski ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. A. Brendel, piano.

23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris : Beethoven/Wagner ; à 1 h, Les notes.

### LES SOIRÉES DU LUNDI 3 JUIN

TF 1 20 h 35, Cinéma : Une belle fille comme moi, de F. Truffaut ; 22 h 15, Informations de tennis à Roland-Garros ; 23 h 30, Étoiles et toiles ; 23 h 35, C'est à lire.

A2 20 h 35, L'heure de vérité, avec M. Jack Lang ; 22 h 55, Théâtre : le Téléphone vert, de G. Vassal ; 22 h 20, Document : La Traversée des apparences ; 23 h 10, Histoires courtes d'animation ; 23 h 50, Bonsoir les clips.

FR 3 20 h 35, Cinéma : la Chomode, d'A. Caillier ; 22 h 50, Thalassie ; 23 h 35, Série : De la fumée sans feu ; 23 h 40, Prétendu à la nuit.

CANAL 20 h 35, Cinéma : le Cadeau, de PLUS M. Lang ; 22 h 25, Sports : boxe et hockey ; 1 h 5, Cinéma : l'Homme blessé, de P. Chéreau.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 2 JUIN

— M<sup>me</sup> Huguette Bouchard, ministre de l'environnement, répond aux questions des journalistes, au cours de l'émission « Midi Presse », de TF 1, à 12 heures.

— M<sup>me</sup> Marie-France Garaud est interrogée par les journalistes de l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.

— M. François Liotard, secrétaire général du Parti républicain, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », sur RTL, à 18 h 15.

— M. Shimon Peres, premier ministre israélien, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 h 15, retransmis sur Canal Plus à 19 h 45.

LUNDI 3 JUIN

— Mgr Lefebvre, chef de file des catholiques intégristes, est reçu à l'émission « Cinq minutes, cinq questions », de Canal Plus, à 8 h 5.

— M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, est l'invité de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

— M. Jack Lang, ministre de la culture, participe à « L'heure de vérité », d'Antenne 2, à 20 h 35.

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 3 JUIN

— Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France, 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

— Le village de Charonne, 14 h 30, sortie métro A-Dumas (Hauts lieux et découvertes).

— Décors et restaurations des hôtels et des jardins du Marais ; le palais Soufflot, l'hôtel de Lamignon et son jardin, jardins et hôtel de Godeau, futur musée Picasso et son jardin XVII<sup>e</sup>, 15 h, stade Louis-XIII, centre place des Voies (C.-A. Masser).

— La franc-maçonnerie, 15 h, 16, rue Cadet (Marion Ragueneau).

— L'hôtel de Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou.

— Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise, 14 h 30, entrée principale bd de Ménilmontant.

— Hôtels et jardins du Marais, place des Voies (sortie métro Saint-Paul).

— Ile de la Cité, Notre-Dame et Saint-Julien-le-Pauvre, 14 h 30, métro Cité.

— Le Marais sous Louis XIII, 14 h 30, devant l'église Saint-Paul (Arcus).

— Le Palais de justice et la vie sous Saint Louis. La Conciergerie et la Sainte-Chapelle, 15 h, métro Cité (L. Haullier).

— Le Musée de la femme et la collection d'automates de Jacques Damot, 14 h (autobus n° 43, arrêt du Centre (Neuilly)).

— Passy, le cimetière le plus « chic » de Paris, 15 h, 2, avenue Paul-Doumer.

— Hôtels du Marais (nord), place des Voies, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau.

— La grande et petite église de château de Versailles, collections de monnaies antiques grecs et romains, 14 h 30, grille petite église.

— La crypte archéologique, 15 h, devant entrée crypte, parvis Notre-Dame (Paris autruches).

### MARDI 4 JUIN

— Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France, 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

— L'œuvre d'Ossip Zadkine, 14 h 30, 100 bis, rue d'Assas (Hauts lieux et découvertes).

— Le vieux Belleville, 15 h, métro Belleville (M<sup>me</sup> Leblanc).

— Conciergerie et Sainte-Chapelle, 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (M<sup>me</sup> Rojot).

— Les hôtels de la rue du Bac, la fontaine des Quatre-Saisons, le jardin des Médicis, le cimetière du Père-Lachaise, 15 h, place Saint-Thomas-d'Aquin (Anne Ferrand).

— Le quartier de l'Horloge, 15 h, 2, rue du Remard (Paris autruches).

— La colline russe de la rue de Crimée, 15 h, 93, rue de Crimée.

— L'église Saint-Étienne-du-Mont, 15 h, entrée de l'église.

— Cités d'artistes de la Glacière et de la Butte aux cailles. J'emploierai tout les moyens pour qu'il rentre en cellule ; je ne veux plus voir cet homme-là dehors », a-t-il déclaré à notre confrère. M. Berneron a, de toute évidence, fait sienne les conclusions des policiers chargés de l'enquête (le Monde du 23 mai).

— Trente-quatre morts dans des tornades aux États-Unis. — Trente-quatre personnes au moins ont trouvé la mort, vendredi 31 mai, dans les tornades qui ont balayé une partie des États de Pennsylvanie et d'Ohio. La dépression responsable de ces tornades provenait de la région nord de Toronto (Canada) où elle a tué au moins douze personnes. Plus de deux cents blessés ont été hospitalisés aux États-Unis, où les villes d'Albion, Cooperstown et Cranes Ville ont été les plus touchées. — (AFP).

— Faux dollars saisis à Calais : trois arrestations. — Une somme de 1 125 000 faux dollars US en coupures de 50, d'un type de contrefaçon loquace en France, représentant une contre-valeur de plus de 11 millions de francs, ont été saisis, mercredi 29 mai, à Calais.

Trois trafiquants, un Canadien, Clément Rhodius, trente-neuf ans, un Allemand de RFA, Ralf Krieg, quarante et un ans, et un Turc possédant également la nationalité canadienne, Frank Tuckson, trente-huit ans, ont été appréhendés et écroués.

L'enquête avait commencé sur mission rogatoire de M. Pierre Petrait, juge d'instruction à Nantes. Selon les premiers éléments recueillis, ces coupures apocryphes pourraient provenir d'Allemagne de l'Ouest.

## EN BREF

### M. Berneron accusé le docteur Diallo

Dans un entretien publié samedi 1<sup>er</sup> juin par le quotidien régional la Nouvelle République du Centre-Ouest, M. Claude Berneron, le mari de la jeune femme morte le 30 octobre dernier à l'hôpital de Poitiers, accusé le docteur Bakari Diallo d'être à l'origine du décès de son épouse Nicole.

« Il faut que Diallo et ses complices soient punis. J'emploierai tous les moyens pour qu'il rentre en cellule ; je ne veux plus voir cet homme-là dehors », a-t-il déclaré à notre confrère. M. Berneron a, de toute évidence, fait sienne les conclusions des policiers chargés de l'enquête (le Monde du 23 mai).

— Trente-quatre morts dans des tornades aux États-Unis. — Trente-quatre personnes au moins ont trouvé la mort, vendredi 31 mai, dans les tornades qui ont balayé une partie des États de Pennsylvanie et d'Ohio. La dépression responsable de ces tornades provenait de la région nord de Toronto (Canada) où elle a tué au moins douze personnes. Plus de deux cents blessés ont été hospitalisés aux États-Unis, où les villes d'Albion, Cooperstown et Cranes Ville ont été les plus touchées. — (AFP).

— Faux dollars saisis à Calais : trois arrestations. — Une somme de 1 125 000 faux dollars US en coupures de 50, d'un type de contrefaçon loquace en France, représentant une contre-valeur de plus de 11 millions de francs, ont été saisis, mercredi 29 mai, à Calais.

Trois trafiquants, un Canadien, Clément Rhodius, trente-neuf ans, un Allemand de RFA, Ralf Krieg, quarante et un ans, et un Turc possédant également la nationalité canadienne, Frank Tuckson, trente-huit ans, ont été appréhendés et écroués.

L'enquête avait commencé sur mission rogatoire de M. Pierre Petrait, juge d'instruction à Nantes. Selon les premiers éléments recueillis, ces coupures apocryphes pourraient provenir d'Allemagne de l'Ouest.

— Un nouvel archevêque de Monaco. — Jean-Paul II a nommé le père Joseph-Marie Sardon, qui était supérieur de l'école Notre-Dame de la Visitation à Marseille, archevêque de Monaco en remplacement de Mgr Brand, nommé évêque de Strasbourg en 1984.

(Né le 25 octobre 1922 à Marseille, le père Joseph-Marie Sardon a une notoriété de la congrégation du Sacré-Cœur de Jésus, où il fait sa profession religieuse en 1942. Ordonné prêtre en 1949, il est successivement vicaire de la maison Timon-David à Marseille ; assistant économique de l'école métropolitaine d'Aix-en-Provence ; procureur général de la congrégation ; curé de la paroisse Saint-Cyrille, à Rome ; supérieur général de la congrégation et supérieur de l'école Notre-Dame de la Visitation à Marseille. Il est assistant ecclésiastique de la FIMCAP (Fédération internationale des mouvements catholiques d'actions paroissiales-communales de jeunes) et assistant du BICE (Bureau international catholique de l'enfance).)

— Manifestation à Ajaccio : un blessé. — Des incidents ont eu lieu vendredi 31 mai en fin d'après-midi à Ajaccio à l'annonce de la condamnation à sept ans de prison de M. Noël Luciani, l'archiviste du FLNC. Deux cents à trois cents nationalistes ont harcelé sur le cours Napoléon les gendarmes mobiles, qui ont dû faire usage de grenades lacrymogènes. Un manifestant a été blessé, deux autres interpellés.

M. Noël Luciani, trente-quatre ans, comparait devant le tribunal de grande instance pour complicité d'attentats, détention illégale d'armes, recatégorisation de ligue dissoute et recel de documents volés. Au cours d'une perquisition à son domicile, les policiers avaient découvert une charge explosive, des bombes et des cagoules, ainsi qu'une liste de noms de personnes visées dans les plottings.

— Faux dollars saisis à Calais : trois arrestations. — Une somme de 1 125 000 faux dollars US en coupures de 50, d'un type de contrefaçon loquace en France, représentant une contre-valeur de plus de 11 millions de francs, ont été saisis, mercredi 29 mai, à Calais.

Trois trafiquants, un Canadien, Clément Rhodius, trente-neuf ans, un Allemand de RFA, Ralf Krieg, quarante et un ans, et un Turc possédant également la nationalité canadienne, Frank Tuckson, trente-huit ans, ont été appréhendés et écroués.

L'enquête avait commencé sur mission rogatoire de M. Pierre Petrait, juge d'instruction à Nantes. Selon les premiers éléments recueillis, ces coupures apocryphes pourraient provenir d'Allemagne de l'Ouest.

Lisez  
**Le Monde**  
doctes et documents

## CARNET

### Naissances

— M. et M<sup>me</sup> Guy SÉGUIN ont la joie de faire part de la naissance de leur fils.

François.

70, rue du Javelot, 75013 Paris.

### Décès

— L'association Enseignement public et informatique (EPI) à la douleur de faire part de décès accidentel de

M. Jean CORBIN, membre du conseil d'administration, survenu le 25 mai 1985.

Les obsèques ont eu lieu à Vincennes le mardi 28 mai.

— M<sup>me</sup> Henri Duplantier, ses enfants et ses petits-enfants, font part du décès de

M. Henri DUPLANTIER, notaire, survenu le 30 mai 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 juin 1985, à 11 heures, en l'église Saint-Jacques à Paris.

— M<sup>me</sup> Marc Giustiniani, son épouse, l'ingénieur en chef de l'armement et M<sup>me</sup> Jean-W. Marcel, le docteur et M<sup>me</sup> Gabriel Fatome, M. et M<sup>me</sup> Daniel Hubert, Maître et M<sup>me</sup> Philippe Douchet, ses enfants,

Valérie, Laurent et Julien Marcel, Mathieu, Thomas et Emilie Fatome, Romain, Antoine et Constance Hubert,

Camille et Sophie Douchet, ses petits-enfants.

Les familles Bland, Bodet, Billon, Chamoux, Hamel, Lux, Masson, Simon, Villars,

Le personnel de « la Presse de la Manche » ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc GIUSTINIANI, président-directeur général de « la Presse de la Manche », chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile le 24 mai 1985, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 28 mai à Urville-Mantouey.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de l'Alme, 93010 Châteaubourg.

— M<sup>me</sup> André Maunoury, ses enfants et petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André MAUNOURY, ingénieur des Mines de Paris,

survenu le 30 mai 1985 à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées en la collégiale Saint-Martin de Montmorency, le mardi 4 juin, à 10 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmorency.

7, rue Turin, 95160 Montmorency.

— Alain et Florence Parreins font part du décès de leur mère,

M<sup>me</sup> Josette PARREINS, née Festalot.

Les obsèques seront célébrées le mardi 4 juin à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales.

6, rue Brémontier, 75017 Paris.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Béatrice Wangue, son épouse, Cécile et Thierry Béatricecourt, ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> André Wangue, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Zéna Wangue, ses beaux-parents,

Ses frères, sœur, belles-sœurs et beaux-frères, Ses neveux et nièces, Et toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Claude BÉTRANCOURT, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet, commissaire de la République de la région Alsace et du Bas-Rhin,

expriment leurs sincères remerciements.

### Anniversaires

— Le 2 juin 1977, notre cher Roger KUKAWKA

nous a quittés. Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

les Albanais des Dou

Paris ne vit



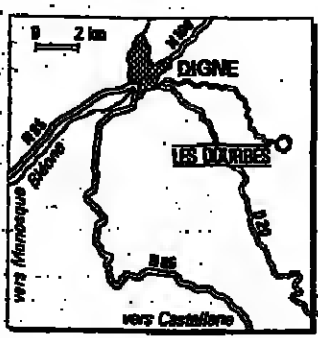
150 من المال

CARNET

# EN HAUTE-PROVENCE

## Les Albanais des Dourbes

Au mur un aigle bicéphale sur fond de drapeau rouge : l'emblème national albanais, mais sans l'étoile à cinq branches. Au sol des paquets de mouton sur quoi le père s'avance pieds déchaussés comme à la mosquée. Le grand fils de vingt-quatre ans ne fume pas. « Par respect pour mon père », l'épouse et mère n'a fait qu'appareiller, furtive, pour servir un café évidemment turc. Au bout de la tortueuse route de montagne, à moins de 10 kilomètres de Digne, on est en Albanie musulmane, paysage compris.



Au pied d'une falaise encore ardue, un petit troupeau laineux, que dans le langage de la région, on appelle « moutons », tout Dourbes est albanais : une cinquantaine d'habitants, les trois familles de trois frères arrivés ici en 1981, après un (trop) long passage, par la Yougoslavie, fuyant le régime de Titine mais emportant à la semelle de leurs souliers traditions, légendes, culture, religion.

Vingt-quatre ans après, le père ne se sent pas « de passage », prêt à repartir. Le fils aussi. Né en Yougoslavie, il n'a jamais vu son pays mais rêve tout autant de la princesse jointaine. Statut : réfugiés politiques, citoyens albanais.

Sont-ils pour autant repartis sur eux-mêmes, fermés à leurs voisins de la ville toute proche ? Nullement. Ils travaillent à Digne (pas les femmes). Le père avait trouvé de l'emploi à la scierie. Les enfants sont devenus techniciens radio, journaliste stagiaire, élève ou professeur (l'anglais) au lycée. Et ils sont cinq dans le Quinte local ! La racine n'est pas passée par là, et voilà belle lettre que dans la claire petite dinde thermale on ne se demande même pas s'ils sont plus ou moins dignes que « les premiers occupants ».

Il a fallu la mort d'Enver Hodja pour que la presse locale se souvienne de « ses » Albanais. Qu'est-ce qu'ils pensaient ? Était-ce, l'espoir, d'un changement de régime ? Le père dit : « J'ai reçu plus de coups de téléphone de Marseille, de Paris (900 Albanais), de Bruxelles (2.500). Tous étaient heureux de cette bonne nouvelle. Hides / En-

d'autres pays la dictature meurt quand le dictateur disparaît. Voyez en Espagne, au Portugal, en Amérique latine. Mais pas chez nous ! Pas sous ces régimes ! Eux, ils continuent ! Et ça, en France, nous ne le dirons pas assez. » Tous ceux qui ont téléphoné ce jour-là, Bruxelles ou Manqueux - il y a d'ailleurs un mariage, entre soi, de Bruxelles à Manqueux - ont redit leur espoir, quand même, de pouvoir rentrer un jour dans une Albanie « débarrassée de la répression ». (Au mur, face au drapeau, il y a aussi deux portraits de famille : un fusillé, un mort en détentation après dix-huit ans de prison.) « Et, pour avoir fui, nous sommes tous condamnés. »

ici se place une exclamation « dérangeante », pathétique pour ce qu'elle veut ignorer la diplomatie des Grands (qui ne veulent pas jouer le jeu des petits), la géopolitique, la Realpolitik et « toutes ces sortes de choses ». « Pourquoi les pays libres ne font-ils rien pour nous aider à défaire notre petite légende ? Après tout, l'Albanie n'est pas dans le pacte de Varsovie. » Cet argument leur paraît en béton. En tout cas, eux, ils se donnent pour prêts à partir des Dourbes en famille. « Vers une Albanie devenue républicaine et démocratique. » Ou, alors, si non, nous nous en allons, père et fils, sac au dos.

C'est vrai, dans ce coin de haute Provence où se rencontrent, comme en Albanie, montagne et Méditerranée, ils se sentent un peu, comme chez eux. Mais quoi, ce n'est pas « chez nous ».

JEAN RAMBAUD.

### ALSACE

#### COLMAR : le premier lycée japonais en Europe

La coopération amicale entre les départements du Rhin et le Japon sous l'impulsion du Tokyo Office for Alsace aboutira au printemps 1986 à l'ouverture près de Colmar de la première école secondaire japonaise en Europe.

Cet établissement accueillera quelque cent quatre-vingts enfants, garçons et filles, de ressortissants japonais vivant en Europe. Le pensionnat du Sacré-Cœur à Kientzheim, créé en 1839 et fermé il y a trois ans, a été retenu pour cette implantation. L'investissement prévu est de 20 millions de francs.

La coopération entre l'Alsace et le Japon ne s'arrête pas là, actuellement, par le montage d'une série télévisée de trois épisodes d'une heure par la Fuji Television Network, dans le vil-

lage de Niedermorschwihr. Cent millions de Japonais seront appelés à voir ce feuilleton fin 1985-début 1986.

### AQUITAINE

#### BORDEAUX : esturgeons en Gironde

Les chercheurs du CEMAGREF (Centre d'études du machinisme agricole et du génie rural des eaux et forêts) viennent d'effectuer une cinquième tentative en vue de permettre la reproduction artificielle des esturgeons de l'estuaire de la Gironde. Les pêcheurs expérimentaux munis avec des pêcheurs professionnels associés au projet ont permis cette année la capture de deux mâles aptes à la reproduction. On cherche toujours une femelle.

L'opération est d'autant plus délicate que les expériences précédentes ont montré que les femelles ne sup-

# Le Monde REGIONS

portent pas la captivité plus de quelques jours. Si l'esturgeon est maintenant protégé, sa survie reste très aléatoire, essentiellement parce que ce migrateur n'est apte à la reproduction qu'à partir de quinze à dix-sept ans pour les mâles, de vingt à vingt-deux ans pour les femelles.

ARCACHON. - L'ouverture d'un centre aquatique de loisirs, le plus grand d'Europe, est prévue pour le 15 juin à Gujan-Mestras, en bordure de la voie rapide Bordeaux-Arcachon et à quelques kilomètres de l'autoroute A 10. Installé sur 10 hectares dans la forêt de pin, en bordure du bassin, ce centre aura pour principales attractions une rivière rapide et une piscine de 2.500 mètres carrés.

Les principaux actionnaires sont l'UAP, la Banque Worms, la Caisse des dépôts et consignations, la MACIF et un promoteur américain M. Leeman déjà à l'origine de l'Aqualand de Cap d'Adge dans l'Hérault.

### BOURGOGNE

#### DIJON : l'« autre assemblée régionale »

Le président du comité économique et social de Bourgogne, Jacques Favier, tape sur la table ! A six mois de l'échéance de son mandat, il pose sèchement la question du devenir et du rôle précis de l'« autre assemblée régionale ».

Fonctionnaire à la retraite, syndicaliste de la première heure, cofondateur, le 18 décembre 1947, de la CGT-FO, dont il est toujours secrétaire adjoint de l'union départementale de Yonne, Jacques Favier voudrait réhabiliter au niveau régional le pouvoir « socio-professionnel ». « En France, constate-t-il, nous sommes ainsi faits que nous n'avons pas d'autre réflexe, quand quelque chose ne va pas, que de nous tourner vers les décideurs politiques exclusivement qui n'ont pas toujours une connaissance suffisante du terrain. » D'où, pour Jacques Favier, l'usage qu'il aimerait faire, s'il disposait du personnel nécessaire, du droit d'« auto-saisine » que détiennent les CES et qui lui permettrait de mettre en lumière des dossiers pas toujours étudiés par les politiques.

### BRETAGNE

#### BREST : un port pour Ouessant

Les travaux d'implantation d'une digue de 90 mètres ont commencé à Ouessant, au large de Brest, point final du continent européen et seule île bretonne habitée à ne pas disposer d'un port utilisable par tous temps.

Jusqu'ici, le bateau qui assure les liaisons régulières avec cette île, distante de 55 kilomètres de Brest et peuplée de mille deux cent cinquante-cinq habitants, devait accoster à un môle rudimentaire dans la baie du Stiff et l'accès par gros temps était périlleux.

Après de nombreuses demandes, le conseil général du Finistère et le conseil régional de Bretagne ont décidé de construire avant deux ans un véritable port dans la baie du Stiff, l'endroit de l'île le mieux abrité des vents dominants d'ouest. Les bateaux pourront y rester

accostés durant la nuit, permettant ainsi aux Ouessantins de faire l'aller et retour sur le continent dans une même journée, ce qui n'est pas le cas actuellement, à moins d'emprunter l'avion, plus onéreux.

RENNES. - L'Institut culturel de Bretagne, créée en décembre 1981 par le conseil régional afin d'appliquer la charte culturelle bretonne, va entreprendre l'édition d'une encyclopédie de la Bretagne. Ce sera la deuxième encyclopédie régionale en France, puisque le dictionnaire et dernier volume de celle d'Alsace doit paraître à la fin de cette année.

Le projet de l'Institut culturel de Bretagne porte sur une encyclopédie en 12 volumes de 600 à 700 pages chacun, auxquels s'ajouteront un volume bibliographique comportant de 30 000 à 40 000 références et un atlas de Bretagne.

Plusieurs centaines d'auteurs participeront à cette réalisation qui coûtera entre 12 et 15 millions de francs. La parution du premier volume est prévue pour l'automne 1986, celle du douzième et dernier à la fin de 1989.

### CENTRE

#### Le cinéma tient la route

Il court, il court le cinémobile sur les routes de Sologne et en Beauce. Chaque matin, il fait son entrée sur la place du village et, sous l'œil des badauds, cet énorme camion s'ouvre comme un éventail et déploie une petite salle confortable de cent places. Lancée par le Centre d'animation culturelle (CAC) d'Orléans, la première salle ambulante de cinéma en France fête aujourd'hui ses deux ans.

Les responsables s'étaient donné pour objectif de présenter des films art et essai, sortis depuis moins de six mois dans les salles parisiennes, dans une vingtaine de communes rurales de moins de cinq mille habitants, dans les départements de la Loiret, l'Eure-et-Loir et le Loir-et-Cher. Leur double pari, culturel et financier, est en passe d'être gagné : une moyenne de cent à cent vingt spectateurs par commune visitée, un fonctionnement en quasi-autofinancement. « Ça fait de la place pour les intellectuels, nous a-t-on dit au départ. Les Cassandras en ont pour leurs frais », explique Gérard Poitou, responsable du cinémobile, animateur du CAC d'Orléans.

C'est en feuilletant par hasard une revue de cinéma que Pierre Maillet, le président de Gérard Poitou a appris l'existence de l'outil dont il rêvait, conçu par un carrossier, Philippe Massiah. L'opération a coûté 800 000 F, somme prise en charge en grande partie par le ministère de la culture avec l'aide de la région et de Crédit agricole. Une seule personne, à la fois chauffeur, giletier et projectionniste assure la tournée.

### CHAMPAGNE-ARDENNE

#### TROYES : Clairvaux en liberté

L'abbaye de Clairvaux dans l'Aube, fondée au début du XII<sup>e</sup> siècle par Bernard de Fontaine, le futur saint Bernard, et transformée sous Napoléon I<sup>er</sup> en « maison centrale », sera ouverte aux touristes, annonce la direction régionale des affaires culturelles.

### LIMOUSIN

#### LIMOGES : « le Platini des races à viande »

« Le bovin limousin, c'est le Platini des races à viande » : cette appréciation colorée vient du ministère soviétique de l'agriculture, après la présentation de quelques champions reproducteurs au salon AGROPROM de Moscou. Les reproducteurs bovins limousins sont aujourd'hui présents dans une trentaine de pays : généralement vendus à l'élevage extensif (Etats-Unis, URSS, Brésil, Argentine, Chine, Hongrie, Nouvelle-Zélande, etc.), qui apprécient sa rusticité et sa capacité à vivre dans un état quasi sauvage. Ces pays ont créé le Conseil international bovin limousin pour suivre les progrès de la race à travers le monde.

Le Herd-Book limousin, qui est l'artisan principal de cette expansion internationale, fêtera l'an prochain son centième anniversaire.

### CORSE

#### BASTIA : machinés corses pour vendanges françaises

Vendanges françaises, c'est le nom de la nouvelle société de machines à vendanger née de l'alliance entre les sociétés Femina de Bastia et Vecture de Bordeaux. Les deux entreprises, qui fabriquent une gamme de sept modèles, en particulier pour les vignobles de Bourgogne et du Midi, espèrent produire trois cent cinquante machines en 1986 et devenir ainsi le n° 2 du marché français de la machine à vendanger, après la société Prau.

Vendanges françaises négocie actuellement un accord de commercialisation avec Renault-Agriculture pour faire distribuer ses machines dans les principales régions viticoles françaises.

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

#### MENDE : la révolution des parcmètres

Tout finit par arriver en Lozère, même les parcmètres et les horodateurs ! Mende a douze mille habitants, un seul feu rouge, et, depuis peu, cinq cents places de stationnement payant dans le centre-ville.

La municipalité a décidé d'introduire cette révolution en douceur. Des contractuels ont d'abord glissé sous les essuie-glaces des papillons jaunes afin d'informer les automobilistes de la nouvelle réglementation. On vient de passer aux avertissements de couleur orange, avant d'en arriver aux contraventions. Les opposants sont malgré tout passés à l'offensive. L'Union régionale des consommateurs de la Lozère appelle au boycottage : le Parti communiste parle d'« impôt déguisé » et les élus de la gauche qui siègent au conseil municipal estiment qu'« une telle décision va à l'encontre de l'intérêt général ».

MONTPELLIER. - Un stage d'initiation et de formation à l'informatic - le premier en France du genre - a été ouvert aux délégués de la maison d'arrêt de Nîmes. Organisé par la délégation régionale aux droits de la femme avec la collaboration des services pénitentiaires régionaux, il rassemble douze détenues volontaires, condamnées ou prévenues en attente de leur procès, âgées de vingt-deux à soixante ans.

Le stage se déroule dans la prison même en deux temps : information et initiation pendant quatre semaines, et perfectionnement pendant vingt-quatre semaines, aboutissant au CAP de comptabilité informatique ou au BEP d'agent des services administratifs en informatique.

### AMIENS

#### AMIENS : fissures au palais

Les élus d'Amiens - le maire est M. René Lamps, communiste - appellent « désordres » plutôt que « moqueries » les fissures apparues dans le Palais des congrès, tout juste âgé d'un an. Ils ont saisi le tribunal administratif afin qu'une expertise soit réalisée. Les murs et les piliers porteurs sont bons. C'est au niveau des portes, des cloisons, des sols que sont apparus des jours inquiétants. Le concubinage et son épouse ont même été blessés le 17 mars par la chute d'une grille du parc.

Le terrain sur lequel il est construit, dans la vallée de la Selle, à l'ouest de l'agglomération, est marécageux. Des pieux ont été coulés dans la tourbe afin d'atteindre la couche solide de craie. Cela suffira-t-il à assurer l'édifice ?

Le Palais des congrès d'Amiens a longtemps été et est encore un sujet de discorde entre la majorité de gauche et l'opposition. Il a coûté 120 millions et sa rentabilité est loin d'être assurée.

### PICARDIE

#### GRENOBLE : une télécabine sous-marin

En installant, en 1967, près de Marseille, le Télécabine - une télécabine sous-marin - Denis Creissel, l'ingénieur grenoblois spécialisé dans les remontées mécaniques, et l'ancien champion de ski James Couette réalisèrent une première mondiale qui n'eut pas, toutefois, le succès escompté. Mais, demain, ce procédé pourrait fort bien être repris.

Le transport des nodules polymétalliques pourrait fort bien se faire dans quelques dizaines d'années, estime Denis Creissel, par des télécabines sous-marines : le câble, qui est incompressible, est en mesure d'atteindre les très grandes profondeurs. « Le câble, rappelle Denis Creissel, peut, à partir d'un moteur et avec quelques pylônes, aller n'importe où. »

### RHONE-ALPES

#### CHAMPAGNE-ARDENNE

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Dominique Antoni, Roger Berriand, Georges Chatain, Pierre Chervin, Didier Cornille, Michel Curie, Claude Francillon, Jean-Marc Gilly, Régis Guyotat, Bernard Lederer, Gabriel Simon, Christian Tual.

## Paris ne vit pas aux dépens de la province

Quinze milliards de francs pour les grands chantiers du président, encore un milliard et les JO sont organisés à Paris en 1992, l'Etat verse un véritable pactole sur Paris. La capitale, dont les équipements culturels et les transports en commun sont partiellement financés par le budget de la nation, vit-elle, comme beaucoup le pensent, aux dépens de l'Hexagone ? A la demande de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, la DATAR, les chercheurs de l'Institut d'urbanisme de Paris ont tenté d'éclaircir cette question si controversée (1).

Première constatation : dans la distribution des fonds, l'équilibre est à peu près respecté. En 1976 (dernière année pour laquelle les comptes de l'Etat étaient connus lorsque l'enquête a démarré), la puissance publique a dépensé, selon les départements, entre 8 700 et 6 300 francs par habitant. Cette année-là, les Corréziens, les Savoyards venant en queue. Entre les plus favorisés et les moins bien servis, l'écart ne dépassait pas 2 400 francs.

Mais, deuxième observation, un gouffre sépare les différentes portions fiscales. Chaque Corse était taxée pour 5 800 francs, chaque Lozérien pour 5 950, alors que le

citoyen des Hauts-de-Seine était mis à contribution pour 9 800 francs et le Parisien pour 15 880 francs. En 1976, chaque citoyen de la capitale a donné à l'Etat 7 700 francs de plus qu'il n'en a reçu.

Les chercheurs de l'Institut d'urbanisme pensent que, à quelques variations près, cette situation est quasi permanente. Dans la balance entre les recettes et les dépenses budgétaires, quinze à vingt départements sont régulièrement « perdants » : ceux de l'Île-de-France, de l'Alsace et de Rhône-Alpes, auxquels s'ajoutent la Loire, les Alpes-Maritimes et la Loire-Atlantique. Ce sont les régions les plus peuplées et les plus actives, celles aussi où la tertiarisation est particulièrement développée. Sur l'autre pile, on trouve en gros soixante-quinze départements qui, par tête d'habitant, reçoivent généralement plus qu'ils ne donnent : les trois quarts du pays en somme.

Ne crions pas à l'injustice ! Il en va des collectivités territoriales comme des contribuables. Elles nourrissent le budget de la nation au prorata de leurs revenus. A condition que le système fiscal soit à peu près équitable, payer des impôts est un signe de prospérité. Chaque département consacre en effet 28 % de ses ressources à alimenter le ministère des finances. Une seule excep-

tion à cette moyenne : Paris, où sont concentrées les plus grandes fortunes du pays et qui y consacre 43 % de ses revenus.

A l'instar du budget, la Sécurité sociale est, elle aussi, une gigantesque machine à redistribuer des fonds. Ses prestations sont à peu près partout de même importance. On n'est pas plus malade en province qu'à Paris. Il n'en va pas de même des cotisations, qui, elles, sont liées aux revenus. Ainsi, en 1976, les habitants de l'Île-de-France versaient 7 650 francs à la sécurité sociale, alors que ceux du Languedoc ne payaient que 3 750 francs. Tout compte fait, la région capitale a déboursé 75,5 milliards de francs et n'a récupéré que 55,3 milliards. Les cotisants de l'Île-de-France ont donc fait cadeau à leurs concitoyens de plus de 19 milliards de francs cette année-là.

Au total, par le budget et par la sécurité sociale, les transferts financiers des régions économiquement musclées vers les zones moins développées dépassaient déjà 50 milliards de francs il y a dix ans.

Certains services publics participent à cette redistribution de richesses. Si le timbre est au même prix pour tout le monde, il revient infiniment moins cher de distribuer

le courrier dans Paris, Lyon ou Marseille qu'en milieu rural. En achetant leur billet SNCF au même tarif que dans le reste de l'Hexagone, les habitants des grandes métropoles qui fréquentent les lignes les plus rentables financent sans la savoir les lignes secondaires lourdement déficitaires.

Ces observations mériteraient d'être contrôlées, approfondies, affinées. La régionalisation ouvra là une vaste zone de recherche encore mal explorée. Mais on peut dire que, en gros, c'est la France située à l'est d'une diagonale Cherbourg-Montpellier qui aide la France de l'Ouest, les grandes villes qui soutiennent la campagne, et la plaine qui nourrit le montagne.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) « Les départements qui paient pour les autres ». Essai sur la répartition spatiale des fonds budgétaires, par Laurent Davezies, Corinne Larrat et Remy Prud'homme, juin 1983. « Does Paris subsidize the rest of France ? », par Remy Prud'homme. « I transfère l'interventionnisme indoté dalle politique tarifaire del grandi enti pubblici in Francia », par Remy Prud'homme, mai 1984. Publications disponibles à l'Institut d'urbanisme de Paris, avenue du Général-de-Gaule, 94010 Créteil Cedex.



(Plantu)



# Economie

## REPÈRES

### Commerce extérieur : aggravation du déficit aux Etats-Unis...

Le déficit commercial américain a atteint 11,9 milliards de dollars en avril contre 11 milliards en mars, à la suite d'une baisse de 3,6 % des exportations (17,8 milliards) et d'une progression de 0,5 % des importations (29,7 milliards). Pour les quatre premiers mois de l'année, le solde négatif des échanges représente 44,6 milliards, soit 5,8 % de plus que pour la même période de 1984. Il devrait s'élever à quelque 140 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année, contre 123 milliards en 1984.

### ...Augmentation de l'excédent au Japon

La balance commerciale japonaise a enregistré, en avril, un excédent de 4,1 milliards de dollars, en hausse de 6,1 % par rapport au même mois de 1984. Les exportations se sont élevées à 14,7 milliards de dollars, en augmentation de 3,1 % par rapport à avril 1984, grâce aux ventes d'automobiles aux Etats-Unis et à une forte hausse des ventes de produits sidérurgiques et de télévisions à la Chine. Les importations ont progressé de 2,1 % pour atteindre 10,8 milliards de dollars. Cette augmentation, la première depuis trois mois, est en lieu malgré une baisse de 3,9 % des achats de pétrole.

### Pneumatiques : l'allemand Conti prend le contrôle de Semperit

La société allemande Continental Gummi Werke (Conti) prend le contrôle à 75 % de toute la division pneumatiques du fabricant autrichien Semperit (la Monde du 24 mai). L'accord vient d'être signé. Conty paiera 47 millions de DM (143 millions de francs). Les 25 % restants demeureront la propriété du Creditanstalt Bankverein de Vienne, dont l'Etat autrichien détient la majorité. En procédant à cette opération, Conty vise à prendre une dimension internationale. En plus de son usine autrichienne de Treiskirchen située près de Vienne, Semperit possède une unité à Dublin (Irlande) et une participation dans la capitale de la société yougoslave Sava. En outre, le groupe viennois travaille beaucoup à l'exportation (70 % de son chiffre d'affaires, d'un montant global de 4,3 milliards de francs environ), le marché allemand constituant son principal débouché. Grâce à Semperit, Conty augmentera son propre chiffre d'affaires de 29,3 %, qui devrait ainsi passer de 10,8 milliards de francs à près de 14 milliards. Surtout, l'entreprise allemande comptera augmentant de façon significative sa part de marché en Europe en la portant de 13 % aux environs de 17 %. Si tel était le cas, Conty deviendrait le deuxième fournisseur de pneus du Vieux Continent derrière Michelin.

## LES MESURES POUR L'EMPLOI

### Le gouvernement revalorise de 50 % les allocations de solidarité et étend les TUC aux moins de vingt-cinq ans

Promises par M. Laurent Fabius pour la fin du mois de juin, les mesures gouvernementales en faveur des chômeurs en fin de droits sont désormais arrêtées. Les derniers arbitrages étant intervenus depuis deux jours, et les partenaires sociaux en ayant été informés, les décisions pourront être annoncées à l'issue du prochain conseil des ministres du 5 juin.

Pour résumer le chômage des jeunes, il aurait été prévu d'étendre le dispositif des TUC (travaux d'utilité collective) à tous les demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans si, toutefois, ils sont inscrits au chômage depuis un an et plus. Jusqu'ici limités aux jeunes de moins de vingt et un ans, les TUC seraient ainsi accessibles à 150 000 chômeurs de plus qui, estime-t-on, remplissent cette condition. Aucun objectif ne serait cependant fixé pour ces nouveaux TUC car l'on a constaté que, depuis la mise en place du système dans sa formule originale, en septembre dernier, les résultats ont toujours dépassé les espérances. Annoncés pour 100 000, ils devraient atteindre les 200 000 d'ici à la fin 1985, selon M. Fabius, et les 300 000, selon le président de la République, alors que l'on comptabilisait déjà, au 1<sup>er</sup> mai, 205 000 contrats de TUC, dont 90 000 environ en activité.

Plus spécifiquement destinée aux chômeurs de fin de droits, la deuxième série de mesures, qui devrait être adoptée par le conseil des ministres, consisterait en une revalorisation de 50 % des allocations versées sur des fonds de l'Etat au titre de la solidarité. Ainsi un chômeur ayant épuisé ses droits à l'indemnisation par le système d'assurance-chômage, géré par l'UNEDIC, verrait son allocation de

solidarité passer respectivement à 64,50 F par jour (contre 43 F depuis le 1<sup>er</sup> avril 1985), 96,75 F et 129 F selon les catégories. Pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-sept ans et demi, un minimum de rémunération serait fixé à 2 500 F par mois, environ, de façon à aligner le montant de l'allocation sur le minimum de l'allocation vieillesse.

Contrairement à ce qui avait été envisagé (le Monde du 4 avril 1985), le gouvernement n'aurait pas l'intention de modifier les règles d'attribution de ces indemnités. Cette solution, qui avait de nombreux partisans au sein du ministère du travail, aurait permis l'élargissement du champ d'application de l'allocation de solidarité. Elle aurait eu pour résultat de diminuer le nombre de chômeurs non indemnisés.

Après réflexion, on a finalement considéré que les causes d'exclusion du régime de la solidarité d'actifs pas contraignantes (cinq ans d'activité salariée au cours des dix dernières années, le service militaire, les interruptions pour maladie et les stages étant assimilés à une période d'activité salariée). On a ensuite observé que la plupart des chômeurs non indemnisés appartenaient à la classe d'âge des moins de vingt-cinq ans, pour qui on envisage une extension des TUC. Par conséquent, on a pensé qu'il était préférable de mieux indemniser, dans un premier temps, qu'à prendre d'autres dispositions à l'automne.

A. L.

### Le goût pour les négociations gigognes

Entre la manifestation des chômeurs, la 30 mai, et le rendez-vous fixé au 3 juin par les partenaires sociaux pour poursuivre la négociation sur les contrats de formation-recherche d'emploi (CFR) — qui lui tiennent tellement à cœur — le gouvernement envoie donc sa position et décide de la revalorisation des indemnités versées aux chômeurs en fin de droits. Il y a là plus qu'une coïncidence. On peut aussi y voir une habile manœuvre qui oblige les syndicats et le patronat, gestionnaires de l'UNEDIC à prendre leurs responsabilités.

Depuis l'automne dernier, le nombre des chômeurs non indemnisés et le montant des allocations pour les chômeurs en fin de droits étaient au centre de polémiques et de revendications, très liées à l'urgence de ce qu'on a appelé la nouvelle pauvreté. On concevait mal que des centaines de milliers de personnes au chômage, plus d'un million selon certains, soient privées de ressources, même si les calculs exagèrent le phénomène (le Monde du 10 novembre 1984). Etait-il tolérable que des chômeurs soient condamnés à survivre avec 40 F par jour (1 200 F par mois) ?

#### Tel est pris...

Le paradoxe a voulu que ceux qui se sont émus et ont demandé à l'Etat d'intervenir, à juste titre d'ailleurs, soient pour partie responsables de la situation qu'ils critiquaient. M. Yvon Gattaz, président du CNPF, M. Paul Marchetti, président de la CGC, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, mais aussi président de l'UNEDIC, ont en effet signé les CFR formant l'objet d'un accord entre les partenaires sociaux. M. Fabius s'était engagé, pour pousser à une acceptation rapide, à ce qu'une partie du coût soit supportée par l'Etat. Dans ces conditions, les finances de l'UNEDIC pourraient se trouver soulagées d'autant et les sommes décaissées pourraient être consacrées à la revalorisation des indemnités des « fin de droits ».

Outra les chômeurs non indemnisés, qui sont de fait rejoints par l'un et l'autre en fonction de règles précises, les deux systèmes rémunérant donc actuellement au même taux (40 F par jour et 43 F depuis le 1<sup>er</sup> avril) des chômeurs en allocation en fin de droits pour l'UNEDIC, des chômeurs en allocation

de solidarité pour l'Etat. En bonne logique, ils devraient ensemble, et au même moment, corriger des erreurs qui leur sont communes. Pourtant cette solution ne sera pas retenue. Si l'Etat peut envisager de relancer l'indemnisation des 105 858 chômeurs en allocation de solidarité que l'on comptait à la fin avril, qui peut faire l'UNEDIC qui recensait 277 961 chômeurs en allocation de fin de droits ? Toute décision du gouvernement « pour ce qui le concerne », entraîne soit un alignement de l'UNEDIC, à nouveau préoccupé par le retour du déficit, soit la mise en évidence de son incapacité à répondre aux besoins des chômeurs injustement pénalisés.

Tel est pris qui croyait prendre, a dû penser M. André Bergeron, à qui on avait souvent fait observer, sans qu'il y prête telle attention, que les deux tiers des « fin de droits » se trouvaient sous sa juridiction. Voyant le risque, et ayant pris connaissance de la décision imminente, le gouvernement a profité de l'ouverture du congrès des cadres FO le 29 mai, pour proposer à ses partenaires, syndicats et patronats, l'ouverture rapide de négociations pour permettre à l'UNEDIC de faire face à ces nouvelles échéances : « Je suis arrivé à la conclusion, a-t-il déclaré, qu'il faudrait très vite augmenter la cotisation versée aux ASSÉDIC par les entreprises et par les salariés. »

Si les choses restent en l'état, l'UNEDIC ne pourrait pas emboîter le pas au gouvernement. Il ne paraît guère possible que les partenaires sociaux puissent attendre l'automne, comme cela avait été prévu, pour réviser la convention de l'UNEDIC prévue pour deux ans.

En agissant de la sorte, le gouvernement paraît avoir une arrière-pensée. Dans l'hypothèse où les CFR fonderaient l'objet d'un accord entre les partenaires sociaux, M. Fabius s'était engagé, pour pousser à une acceptation rapide, à ce qu'une partie du coût soit supportée par l'Etat. Dans ces conditions, les finances de l'UNEDIC pourraient se trouver soulagées d'autant et les sommes décaissées pourraient être consacrées à la revalorisation des indemnités des « fin de droits ». Le tout pourrait même se discuter au cours de l'été, l'opinion ne comprenant pas que les partenaires sociaux ne puissent faire aussi bien que le gouvernement... Le goût pour les négociations gigognes n'a pas disparu !

ALAIN LEBEAUDÉ.

#### GRANDE-BRETAGNE

• Nouvelle dégradation de l'emploi. — Le nombre de chômeurs britanniques officiellement recensés a diminué de 31 618 personnes, soit près de 1 % en mai ; mais, sans des incidences saisonnières favorables, il aurait encore augmenté d'environ 3 400, sa treizième hausse mensuelle consécutive. Le chômage brut est

retombé à 3 240 947, soit 13,4 % de la main-d'œuvre ; mais, corrigé des variations saisonnières, il a établi un nouveau record absolu à 3 179 600. Le total des chômeurs, qui en un an a augmenté de 156 490 (+ 5 %), ne comprend pas quelque 445 000 personnes temporairement employées dans le cadre de programmes financés par l'Etat. — (AFP.)

### Les socialistes demandent l'institution d'un revenu minimum garanti

Trouver une solution pour les chômeurs en fin de droits, c'est bien. Mais le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, lors de sa réunion hebdomadaire du mardi 28 mai, s'est estimé que cela ne résoudra pas tous les problèmes de pauvreté. Les députés socialistes ont donc demandé que soit étudiée sérieusement la création d'un « minimum social garanti » qui assurerait à chacun un seul minimum de ressources.

Estimant que la multiplication des aides ponctuelles ne permet pas de répondre à toutes les situations, les socialistes souhaitent que la réflexion sur ce sujet se fasse assez vite, de façon que le Parlement puisse en être saisi lors de sa session d'automne.

Pour autant, le premier tour de table auquel ils se sont livrés prouve la difficulté de la tâche : l'aide doit-elle aller à la personne ou à la famille ? Quel doit être le revenu minimum que la collectivité s'engage à assurer à chacun (des chiffres de 1 000 F par personne ou de 2 500 F par famille ont été avancés, et, surtout, comment financer une telle allocation ? Pour certains députés, il faudra peut-être choisir entre ce nouvel objectif et la baisse des prélèvements obligatoires, chère au président de la République. Toutefois, nombre d'entre eux pensent que le financement ne devrait pas venir que de l'Etat mais aussi, par « solidarité », des régimes de protection sociale.

#### Pression

A l'approche des élections, la pression va se faire forte sur le gouvernement, alors qu'il a déjà du mal à boucler le projet de budget pour 1986. Pourtant, la création d'une telle allocation ne doit pas être impossible puisque des systèmes analogues ont été mis en place dans des villes comme Nantes, dirigée par un maire d'opposition, et comme Beaupré-la-Rivière, où le maire est socialiste. Mais aussi à Saverne.

Fort de son expérience, M. Adrien Zeller, maire de cette cité et député, appartenant à l'UDF de Bas-Rhin, vient de déposer une proposition de loi envisageant la création d'un revenu minimum d'existence. Il propose que celui-ci soit différencié selon les conditions d'existence de la famille. D'abord une allocation d'existence allant de 33 % du SMIC pour une personne seule au SMIC pour un foyer de trois enfants ; ensuite, des allocations d'aide au logement et d'aide au chauffage qui tiendraient compte des charges effectives de ceux-ci.

M. Zeller propose que ce soit l'aide sociale, gérée par les départements, qui ait la responsabilité de cette assistance en contrepartie de laquelle les bénéficiaires pourraient être assujettis à certains travaux d'utilité collective. Il estime son coût à 3 à 4 milliards de francs (soit 0,3 % du budget social de la nation), et suggère qu'elle soit financée à la fois par les départements et par l'Etat. Pour celui-ci, il pense que des économies sont possibles, dans d'autres secteurs, et en attendant il suggère une légère augmentation de la TVA, à l'exclusion de celle sur les biens de première nécessité.

Th. B.

• Grève avec occupation chez Alsthom-Atlantique à Vitry-sur-Seine. — Les ouvriers de l'Agence Alsthom-Atlantique de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont déclenché le 29 mai une grève avec occupation de l'entreprise. La grève s'est décidée à la suite d'un refus de la direction d'accorder une augmentation de salaire de 4,5 % pour tout le personnel en 1985.

• Sécurité sociale : la CFDT craint la suppression de deux mille emplois. — La fédération CFDT des personnels du secteur de la protection sociale s'inquiète des perspectives budgétaires pour 1986, qui, selon elle, pourraient signifier la disparition de deux mille emplois. La CFDT demande qu'une négociation sur les salaires s'ouvre, et annonce qu'elle consulte ses syndicats pour déterminer « les modalités d'une action adaptée à la situation ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This announcement appears as a matter of record only



### European Coal and Steel Community

FRENCH FRANC 300,000,000

11 1/4% 1985-1992 Bonds

Date of Issue: May 14, 1985

Issue Price: 100%

Banque Nationale de Paris

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Credit Commercial de France

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Algemeene Bank Nederland N.V.

Banca Commerciale Italiana

Banca Mazzanti & Co.

Banque Indosuez

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Banque Paribas Capital Markets

Caisse des Dépôts et Consignations

Credit Lyonnais

Credit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Aktiengesellschaft

Industriebank von Japan (Deutschland) AG

Lazard Frères et Cie, Paris

Shearson Lehman Brothers International

Morgan Guaranty Ltd.

Société Générale

Swiss Bank Corporation International Limited

S.G. Warburg & Co. Ltd.



UN ENTRETIEN AVEC M. GÉRARD GAUMÉ, MEMBRE (PS) DU BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA CGT

« La CGT n'a pas besoin de mentor pour mener les luttes »

A quelques jours de la réunion d'une commission exécutive de la CGT qui doit débiter, le 5 juin, du « programme d'action » de la centrale, M. Gérard Gaumé, secrétaire de la CGT, explique ses positions. Membre du comité directeur du PS, il s'exprime sur la stratégie de la CGT six mois avant son 42<sup>e</sup> congrès confédéral.

« Dans le document d'orientation du 42<sup>e</sup> congrès, la CGT dresse un bilan globalement négatif de l'action du gouvernement depuis 1981 en jugeant les réformes limitées et moins importantes que les reculs sociaux. Partagez-vous cette appréciation ? »

« Ce n'est pas une lecture. Cette partie a fait l'objet d'un débat à la commission exécutive et rebondira forcément dans le débat préparatoire du congrès. Pour moi, on ne fera pas croire que quatre ans de gauche au pouvoir représentent un bilan négatif pour les salariés. Des réformes de très grande portée ont été faites. Personne n'a jamais dit, quoi qu'il ait pu arriver ensuite, que le front populaire n'a pas été bénéfique pour les salariés. »

« Le tableau est contrasté avec bien des points noirs. Il montre aussi la nécessité d'une forte action syndicale pour corriger les effets, pour accroître le rapport des forces, clé de toute société capitaliste. »

« Je partage donc toute l'activité de la CGT pour développer les luttes revendicatives : c'est nécessaire et salutaire pour les salariés. »

« N'êtes-vous pas vous-même en contradiction en risquant d'approuver, comme membre du comité directeur du PS, une politique que vous désavouez comme membre du bureau confédéral de la CGT ? »

« Il y a une différence évidente de nature : sinon pourquoi deux organisations ? Je vis pleinement et je suis donc engagé dans mon engagement politique. Mon parti n'a jamais donné aucune consigne à aucun de ses membres pour lui dicter son comportement à l'extérieur. La CGT non plus. »

ter son comportement à l'extérieur. La CGT non plus.

« Le syndicat a un rôle indispensable en toutes circonstances. L'histoire, passée et présente, est là pour le démontrer. Il y a une différence et même contradiction avec le rôle d'un parti. C'est naturel et même fructueux. Son rôle est donc d'utiliser ou de critiquer et même de combattre certaines décisions du gouvernement... Autre chose est une opposition globale, qui ne peut pas recevoir mon accord, car ce n'est ni l'état d'esprit ni l'intérêt des travailleurs. La force de l'action conduit à la conception au maximum constructive. C'est ma démarche personnelle dans mes engagements. Entre Jaurès et Guesde, je choisis sans hésiter Jaurès. »

« En se déterminant indépendamment des programmes et des alliances des partis, la CGT fait-elle son deuil de l'union de la gauche ? »

« L'union de la gauche ne s'est pas faite avec des ailes, ne se fera pas à telle ou telle forme. C'est l'expression politique d'une réalité sociale et d'une volonté profonde. C'est vrai qu'elle se vit aussi au sein de la CGT. Il y a deux échelles. Le syndicat n'a pas à s'en remettre à une « politique d'abord » le plaçant dans un rôle second ou le plaçant par crainte de faire le jeu de la droite. Il n'a pas non plus à se lancer dans un nouveau projet anarcho-syndicaliste pouvant d'ailleurs couvrir une démarche d'opposition. La gauche et la droite, cela existe : ce n'est pas pareil pour l'action syndicale. Celle-ci doit être une action revendicative de masse pour obtenir des résultats concrets, faire avancer les choses, servir ainsi les intérêts des salariés. C'est aussi la meilleure façon d'empêcher le retour néfaste de la droite. »

« Comment appréciez-vous la mise en cause de la stratégie de la CGT par le dernier comité central du PCF ? »

« La seule réponse, c'est l'attitude maintenant de la CGT. Elle n'a pas besoin de mentor pour mener et développer les luttes. Aux yeux de l'opinion publique, c'est un moment où pour sa capacité de mobilisation et d'attraction. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU RPR

Dix priorités

Devant le congrès extraordinaire du RPR, qui s'est ouvert ce samedi 1<sup>er</sup> juin au Parc Floral de Vincennes, et avant que M. Jacques Chirac ne prononce le discours de clôture dans l'après-midi, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré : « Six mois après les assises nationales de Grenoble du 18 novembre 1984, nous sommes en ordre de bataille. » Après avoir dressé le bilan de la gauche au pouvoir — « Les socialistes et M. Mitterrand aux affaires, c'est vraiment le grand bond en arrière », — le secrétaire général du RPR a évoqué la préparation des élections législatives. Il a indiqué : « Nous appliquerons la tactique électorale qui apparaîtra la plus efficace dans chaque département. Union ne veut pas dire forcément liste unique. » Il a précisé qu'une commission des investitures proposera les choix du RPR à un comité central du mouvement, mais que les têtes de liste seront pressenties par M. Chirac, avant le 14 juillet. Selon M. Toubon, chaque candidat devra souscrire l'engagement formel d'adhérer au groupe RPR s'il est élu, de ne soutenir aucun gouvernement qui n'aurait pas la confiance du RPR, et de faire campagne pour l'élection présidentielle en faveur du candidat que le mouvement aura décidé de soutenir.

M. Toubon a décrit ensuite le « pacte pour la France » élaboré par le RPR et dit sa volonté d'« agir vite et fort » en cas d'alternance en 1986 (le Monde du 1<sup>er</sup> juin).

M. Alain Juppé, adjoint au maire de Paris et secrétaire national chargé du redressement économique et social, a présenté devant le congrès extraordinaire du RPR, samedi matin 1<sup>er</sup> juin, au Parc Floral de Vincennes, le « pacte pour la France », qui comporte « dans le champ du souhaitable, les priorités du possible, et dont le choix est celui du renouvellement ». Ce pacte se présente sous la forme d'une synthèse de vingt-cinq pages qui contient dix priorités, qualifiées de « mesures audacieuses à prendre dès 1986 pour créer le choc de la confiance ».

Ce sont notamment le rétablissement de la liberté des prix par l'abrogation de l'ordonnance de 1945 ; l'abrogation de l'autorisation administrative de l'inspection du travail avant licenciement, remplacée par l'intervention des conventions collectives dans ce domaine ; la levée du contrôle des changes ; la suppression, pendant cinq ans, des seuils sociaux de dix, onze et cinquante salariés dans les entreprises ; la privatisation de toutes les activités industrielles et commerciales du secteur concurrentiel, en commençant par les groupes industriels nationalisés en 1982, les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés du secteur de la communication.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

Baisse des impôts

M. Juppé ajoute : « Le nouveau gouvernement invitera les organisations professionnelles et syndicales à se rencontrer pour négocier l'élaboration des rigidités qui pénalisent l'emploi. L'objectif sera d'assouplir les règles qui régissent le contrat de travail à durée déterminée, d'encourager le travail à temps partiel et le travail temporaire, de diversifier les modes de rémunération, de sorte que le salaire tienne mieux compte de l'effort de chacun. »

M. Juppé indique aussi qu'une action « vigoureuse » en faveur de la participation sera lancée par un

unique. » Il a précisé qu'une commission des investitures proposera les choix du RPR à un comité central du mouvement, mais que les têtes de liste seront pressenties par M. Chirac, avant le 14 juillet. Selon M. Toubon, chaque candidat devra souscrire l'engagement formel d'adhérer au groupe RPR s'il est élu, de ne soutenir aucun gouvernement qui n'aurait pas la confiance du RPR, et de faire campagne pour l'élection présidentielle en faveur du candidat que le mouvement aura décidé de soutenir.

M. Toubon a décrit ensuite le « pacte pour la France » élaboré par le RPR et dit sa volonté d'« agir vite et fort » en cas d'alternance en 1986 (le Monde du 1<sup>er</sup> juin).

Le « reaganisme » de M. Chirac

(Suite de la première page.)

Quant à prôner l'expression directe des salariés, c'est oublier que les « lois Auroux » sont passées par là.

Toujours dans l'air du temps, le parti de M. Chirac joue à fond le libéralisme, et même le reaganisme façon 1985. Il s'engage à mettre en route un train d'économies budgétaires de 40 milliards de francs en 1987. Promesse courageuse, diront certains : tout à fait incohérente, pensent ceux qui, observant la situation actuelle, savent qu'on a pratiquement épuisé les possibilités de resserrement de la fiscalité. Or M. Juppé veut profiter de ces économies budgétaires — qui ne représentent pas moins d'un point du produit intérieur brut — pour décréter à due proportion des allègements fiscaux. D'abord sur la taxe professionnelle, première étape vers la suppression de cette taxe, et sur les personnes par un abaissement des taux du barème de l'impôt sur le revenu, de sorte que la tranche maximum soit ramenée à 50 %. C'est le taux actuel qui prévaut aux États-Unis, mais M. Reagan veut le ramener à 35 %. Ira-t-on jusqu'à la suite ? Tant valent les promesses électorales...

Dans sa dernière interview à l'Express, M. Raymond Barre mettait en garde ceux qui seraient enclins à penser qu'un « changement de majorité et de gouvernement suffirait à ouvrir de riantes perspectives ». Il affirmait que l'opposition avait le devoir de ne pas faire croire que le régime des ordonnances, la baisse des impôts (...), réglerait dans des délais rapides les problèmes économiques et sociaux du pays. Avait-il déjà pris connaissance des propositions de M. Juppé ?

Il n'y a pas de solution miracle. Tout choix comporte un coût qu'il faut savoir calculer. Pour avoir ignoré ce principe, les socialistes ont dû revenir sur quelques fortes promesses — comme la réduction de la durée du travail... et la suppression de cet « impôt imbécile », selon le mot de M. Mitterrand, qu'est la taxe professionnelle. On ne rase pas plus gratis demain qu'aujourd'hui, avec ou sans M. Juppé.

A. P. FRANÇOIS SIMON.

L'AFFAIRE BOUSSAC

Le plaidoyer de Claude Colombani

« La décision d'augmenter de 400 millions de francs le capital de la SFFAW (Société foncière et financière Agache Wilkott), pivot du groupe Boussac, prise au cours de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 24 mai à cet effet (le Monde des 26-27 mai) est entachée de nullité. »

L'homme qui parle ainsi est M. Claude Colombani, septuagénaire, deux ans, conseiller juridique depuis quarante et un ans. Il avait été interpellé, mercredi 22 mai, et gardé à vue quarante-huit heures dans le cadre d'une information ouverte par le parquet « pour tentative d'extorsion de fonds et de signature » à la suite d'une plainte déposée par les dirigeants du groupe Boussac.

M. Colombani est catégorique : « L'assemblée ne pouvait valablement délibérer sur une augmentation de capital sans rétrocession préalable au droit de préférence. » En clair, cela signifie qu'une autre assemblée générale aurait dû être convoquée avant pour consulter et faire voter les petits actionnaires — ceux-ci représentant environ un cinquième du précédent capital — après leur avoir présenté les rapports du directeur et des commissaires aux comptes, obtenus d'un ou éventuel dissidente en faveur des nouveaux apporteurs de capitaux, à savoir les compagnies pétrolières Elf et Total, le groupe Worms, Lazard frères, Ferrat-Savinel, le holding libano-syrien Finel et le groupe financier britannique Charterhouse.

Or, c'est cette démarche, remarque M. Colombani, n'a pas été suivie. Ce n'est pas la seule irrégularité que le conseiller juridique observe. « En plus, nous a-t-il déclaré, le loi stipule que toute participation ne peut pas prendre part au vote sur une augmentation de capital. » Selon M. Colombani, le droit de jouissance provi-

soire accordé par les frères Wilkott à M. Bernard Arnault, PDG de Boussac, sur les actions dont ils conservent la propriété (loi de 1904 sur les prêts de consommation) entre dans le cadre de cet avantage particulier.

Mais M. Colombani va plus loin encore : « La seule façon de voter avec des actions qui ont été transférées dans le seul but de créer une augmentation de capital est illégale. »

M. Colombani connaît à fond le dossier Boussac. Il s'explique : « J'ai commencé à m'intéresser à l'affaire en 1983. J'ai téléphoné à M. J.-P. Wilkott, le fils aîné de M. Chassagnon (l'administrateur provisoire) et M. G. Plescoff », à qui les pouvoirs publics avaient confié la mission de mettre sur pied un plan de sauvetage. Et d'ajouter : « J'ai été chargé par les frères Wilkott de négocier avec MM. Chassagnon et Plescoff. » A l'époque, M. Colombani avait rédigé une étude exhaustive sur l'affaire Boussac. Par la suite, à la demande encore des frères Wilkott, il avait pris contact avec M. Bernard Tapie — une vieille connaissance — pour bûcher des projets d'accord. Enfin, en décembre 1984, M. J.-P. Wilkott lui avait demandé de venir l'aider à boucler le dossier.

Zorro ou Lucky Luke ?

M. Colombani avait proposé aux dirigeants de Boussac, en janvier 1985, de jouer le rôle de « consultant général » mais, n'étant pas philanthrope, il avait chiffré le prix de son intervention : 1,5 million de francs, soit « 750 000 F pour le travail fait à ce jour et celui à faire jusqu'en 1986, 500 000 F pour la BSF et 250 000 F pour la CBSF ». Le 17 mai dernier, M. Lestéry, directeur général de Boussac, lui avait téléphoné : « Trop cher ! » La

communication avait été enregistrée par les dirigeants de Boussac. Puis, M. Colombani avait écrit à ces dirigeants et leur avait fait savoir qu'il se mettait à leur disposition « pour faire en sorte que l'augmentation de capital soit réalisée dans le respect de la loi. »

On connaît le suite. La direction de Boussac aurait-elle craint que la présence de M. Colombani à l'assemblée du 24 mai n'en perturbe le déroulement ? M. Colombani est formel : « L'objectif était que je n'assiste pas à cette assemblée. » Les petits actionnaires ? « J'ai tenté actions. Je ne représenterai personne. Je leur ai seulement conseillé de participer à l'augmentation de capital, à condition que le vote se passe dans la légalité, et de s'adresser à la COB. »

A propos de son arrestation, M. Colombani résume l'accusation lancée contre lui et assure qu'il y a eu une grave méprise. « Je soutiens que M. Lestéry commettait son erreur et m'adressait des excuses. Faute de quoi, j'en tirais les conséquences judiciaires par une dénonciation judiciaire. »

Mais M. Colombani craint que l'accumulation des erreurs, notamment la rédaction d'un seul concordat au lieu de deux (un par société) « la thèse de la confusion du patrimoine » comporte le danger d'être attaquée par un ou des créanciers. « En affectant une action de redressement que je considère positive de la part des pouvoirs publics. »

Zorro ou Lucky Luke, comme il dit ? M. Colombani se défend d'être l'un ou l'autre de ces héros de BD, seulement « un personnage historique du mouvement ouvrier » (1).

ANDRÉ DESSOT.

(1) Membre du PSU jusqu'en 1981, du PS ensuite.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur

Ministère de la Recherche et de la Technologie

TECHNOLOGIE ET STRATÉGIES INDUSTRIELLES

4 JUIN 1985

Amphithéâtre Poissacré - 1, rue Descartes, Paris (5<sup>e</sup>)

COLLOQUE

organisé par le CPE (Centre de Prospective et d'Évaluation) et par l'OSI (Observatoire des Stratégies Industrielles)

L'accentuation de la concurrence et la nécessaire adaptation aux mutations technologiques conduisent les groupes industriels à reconsidérer leurs critères de décision stratégique. Le colloque a pour but de débattre avec un large public d'industriels des nouvelles stratégies possibles à partir de la valorisation des capacités technologiques.

Séance plénière le matin sur le thème des stratégies de valorisation technologique

ANIMATION par diverses PERSONNALITÉS du monde de l'INDUSTRIE

Travaux en commission l'après-midi

- Stratégie d'entreprise, choix technologique et gestion de la R & D.
- Ruptures technologiques : opportunités ou menaces pour l'entreprise.
- Savoir-faire technologique et ressources humaines.
- Quelles stratégies technologiques pour l'Europe ?

Clôture par M<sup>me</sup> CRESSON, ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur

Participation : 1 150 F TTC incluant documents, repas et cocktail

Inscription auprès d'EUROCONSULT - 86, rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS - Tél. : 633-02-48



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

IL avait encore été parmi nous, Sacha Guitry n'aurait sans doute pas manqué d'écrire le scénario, de faire la mise en scène et de diriger le tournage d'un troisième film sur le thème « Si la Bourse de Paris n'était coulée ».

La rue Vivienne avait bien mérité cet hommage. Après l'explosion de 1983 (+ 55 % de hausse), l'excellente consolidation de 1984 (+ 16,5 %), l'année en cours s'annonce fastueuse. Quand, vendredi dernier, les portes du palais Brongniart se refermèrent sur la dernière séance du mois de mai, pour les cinq premiers mois, la progression des cours, mesurée à l'indice CAC, atteignait 30 %. Aucune place financière au monde ne peut se vanter d'avoir fait aussi bien. Suront ces derniers temps. Depuis le 2 mai dernier, le marché n'a pratiquement pas relâché son effort, avec seize séances consécutives de hausse à son actif, si l'on excepte la toute petite bavure du 20 mai (- 0,1 % de baisse). Sous les lambris, personne ne se souvenait d'avoir jamais vu cela. Inutile de le préciser : la semaine écoulée a été à la hauteur des précédentes. A cause de la Pentecôte, elle n'a comporté que quatre journées, mais quatre très belles séances, ponctuées par un nouveau gain de 3 % au total.

Le grand bal des valeurs françaises allait s'ouvrir dès mardi à la réouverture de la Bourse, après un week-end de trois jours. L'évolution des « danses » de la cote se fit d'abord lente, mais sur un rythme qui, imperceptiblement, allait s'accroître. A la clôture, l'indicateur instantané donnait la mesure du tempo : 0,92 %. La journée de mercredi se déroula sur un mode identique avec, toutefois, un bilan final un peu moins brillant : + 0,6 %. Mais le tir était corrigé dès le lendemain. Sur une cadence devenue endiablée, le marché monta de 1,11 %.

Vendredi, quand même, sous l'effet d'assez grosses prises de bénéfices, la fatigue commença à se faire sentir, l'avance se limitant à 0,2 %. Mais quelle résistance ! Le résultat de cette journée témoigne du très bon ménage fait

## Crise de « papier »

entre la hausse et la consolidation. Ici la cotation n'est pas un vain mot. Et ce n'est pas tout. « Vous allez voir, ce que vous allez voir », assuraient les nouveaux venus de la corbeille : « Le cru 1985 sera d'une bonne qualité que celui de 1983 ». Attendons le mardi 31 décembre prochain pour juger l'état de la récolte. Pour l'instant bornons-nous à faire le constat provisoire : sous 30 % de hausse depuis le 2 janvier, cinq liquidités gagnantes, une séance qui s'annonce déjà prometteuse (+ 4,8 %), tous les indices à leurs plus hauts niveaux historiques et, avec, comme dernière vedette à l'affiche de la semaine écoulée, Schneider (+ 22,9 %). Mais ce titre n'est pas seul à avoir occupé le devant de la scène. Orléans (+ 18 %) l'a accompagné dans son exhibition.

Les affaires du groupe ne vont pourtant pas très fort et l'exercice 1985 sera encore déficitaire. Mais, une fois de plus, des rumeurs d'OPA, y compris pour compte étranger (on a parlé à un moment du groupe General Foods), se remises à circuler rue Vivienne sur ce titre hissé vendredi à 248 F. A ce niveau, l'action Orléans est encore loin de ses sommets de 1984 (elle avait dépassé les 300 F) mais elle ne semble pas prête à retomber soudainement à ses plus bas de l'année précédente (150 F).

## Peugeot : à la Chrysler ?

En hausse, mais de façon beaucoup plus discrète (+ 9 % environ en quatre séances), Peugeot se situe cependant à son plus haut niveau depuis 1979, à quelques jours de son assemblée annuelle. Prévue pour le 4 juin prochain, celle-ci ne devrait pas déboucher sur l'opération financière (via une augmentation de capital) escomptée par certains.

Semaine du 23 au 31 mai

Mais les perspectives de redressement du groupe automobile apparaissent de plus en plus évidentes aux analystes et certains d'entre eux n'hésitent pas à pronostiquer un bénéfice par action de 45 F environ pour 1985 et pratiquement doublé l'année suivante. Au moment où paraît la version française du redressement de Chrysler tel qu'il est cité par son Zorro de patron, Les Isacques (le Monde du 31 mai), nombre de spécialistes du secteur commencent déjà à tressailler de joie pour nos homologues français, Jacques Calvé.

Peugeot, DMC, Printemps, Lafarge-Coppée, Penarroya... autant de titres archi demandés qui contribuent à ce qu'ils ont trouvé des vendeurs - à gonfler un volume d'affaires, lequel a avoisiné les 800 millions de francs par séance cette semaine, en moyenne. « Les types qui vendent se font arracher le papier des mains », confie un fondé de pouvoir, ajoutant qu'il ne voit pas ce qui pourrait freiner le mouvement, sinon le rythme des « appels au peuple », notamment les augmentations de capital à venir. Le fait est que les liquidités continuent d'affluer (10 milliards de francs de plus pour les seules Suez court terme au mois de mai), alors que la position de place reflète une situation jugée saine. En hausse de plus de 20 % sur le mois précédent, la position « acheteur » atteignait 1,22 milliard de francs fin mai (soit l'équivalent de trois séances de Bourse...). Les « vendeurs » représentant péniblement 381 millions de francs (+ 15 % d'un mois sur l'autre).

Enfin, et c'est là un élément important, aux traditionnels achats pour compte britannique et américain sont venus s'ajouter, depuis deux à trois jours, des demandes émanant d'Allemagne fédérale. Décidément, quand nos monnaies ne parviennent pas à s'entendre (on l'a bien vu le 28 mai lors de la rencontre Kohl-Mitterrand), c'est toujours le petit peuple qui prend les initiatives de la réconciliation.

A. D. et S. M.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Un nouveau sommet

Malgré les nouvelles peu encourageantes en provenance du front économique, Wall Street a très bien résisté cette semaine, parvenant même, à l'issue de chaque séance, à progresser un peu et à se maintenir au-dessus de la barre psychologique des 1 300 points. A la veille du week-end, une assez forte reprise s'est produite (+ 9,64 points), qui devait pousser l'indice des industrielles à 1 315,41 (contre 1 301,96 le 24 mai), son plus haut niveau de tous les temps.

Les opérateurs n'ont eu cependant aucun motif particulier de satisfaction. La réforme fiscale proposée par le président Reagan n'a pas été très bien accueillie dans la mesure où, d'après l'analyse de la « Big Board », elle défavoriserait l'industrie lourde. D'autre part, le département du commerce a confirmé le ralentissement de l'expansion (- 0,2 % en avril). Toutefois, la mauvaise impression produite a été un peu tempérée par la publication de l'indicateur-clé définitif pour mars (+ 0,1 % au lieu de - 0,2 %).

En fait, le marché a surtout réagi à la nouvelle baisse des taux d'intérêt des banques, qui, de l'avis des analystes, pourrait inciter le FED à assouplir les conditions de crédit, également à la bonne tenue d'IBM, « star » de la cote, en droit des prévisions faites par le géant de l'informatique sur une baisse de ses résultats pour le second trimestre.

|                    | Cours 24 mai | Cours 31 mai |
|--------------------|--------------|--------------|
| Alcoa              | 31 1/2       | 32 1/4       |
| AT&T               | 23 3/8       | 23 1/4       |
| Bell               | 63 5/8       | 66 1/2       |
| Chase Man. Bank    | 58 3/4       | 58 3/4       |
| Du Pont de Nemours | 39 7/8       | 40 3/4       |
| Eastman Kodak      | 44 3/8       | 44 3/4       |
| Exxon              | 53 3/4       | 54 1/8       |
| Ford               | 42 3/4       | 43 1/2       |
| General Electric   | 60 5/8       | 60 5/8       |
| General Foods      | 46 1/4       | 46 1/4       |
| General Motors     | 70 1/8       | 71 5/8       |
| Goodyear           | 29 1/4       | 29 5/8       |
| IBM                | 131          | 128 7/8      |
| ITT                | 32 3/8       | 32 1/8       |
| Mobil Oil          | 31 3/8       | 31 1/8       |
| Pfizer             | 49 1/8       | 50           |
| Schlumberger       | 39 1/4       | 38           |
| Tecoco             | 37           | 36 3/4       |
| UAI                | 49           | 48           |
| Union Carbide      | 39 5/8       | 40 1/4       |
| US Steel           | 29 3/8       | 29 3/4       |
| Westinghouse       | 34 5/8       | 34 1/2       |
| Xerox Corp         | 49 1/2       | 50           |

### LONDRES

Résistant

Contrairement aux autres places, le marché de Londres n'a pas, cette semaine, fait d'émulations. D'une façon générale, les affaires ont été calmes. Les cours, après avoir d'abord un peu progressé, se sont de nouveau orientés à la baisse.

Indices « FT » du 31 mai : industrielles, 1002,5 (contre 1001,6) ; mines d'or, 451 (contre 477,3) ; fonds d'Etat, 81,36 (contre 80,80).

|                     | Cours 24 mai | Cours 31 mai |
|---------------------|--------------|--------------|
| Beecham             | 355          | 380          |
| Bovril              | 273          | 268          |
| Brit. Petroleum     | 539          | 528          |
| Chas. & Co.         | 191          | 188          |
| Comptrols           | 145          | 146          |
| De Beers (*)        | 542          | 540          |
| Dunlop              | 66           | 66           |
| Free State Gold (*) | 111 1/2      | 111 1/2      |
| Glaxo               | 12 1/2       | 12 45/64     |
| Gr. Univ. Stores    | 752          | 774          |
| Imp. Chemical       | 763          | 763          |
| Shell               | 763          | 763          |
| Unilever            | 111 1/2      | 111 1/2      |
| Vickers             | 332          | 330          |
| War Loan            | 33 7/8       | 34           |

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

Irégulier

Encouragé par la bonne tenue de Wall Street, mais également grâce à de gros achats étrangers, le marché allemand a, cette semaine, pluriété tous ses records.

A la veille du week-end, l'indice de la Commerzbank s'établissait à 1 347,7 (contre 1 301,8 le 24 mai), son plus haut niveau de tous les temps.

|              | Cours 24 mai | Cours 31 mai |
|--------------|--------------|--------------|
| AEI          | 124,70       | 123,70       |
| BAF          | 214,20       | 216,50       |
| Bayer        | 224,80       | 229          |
| Commerzbank  | 187,50       | 199          |
| Deutschebank | 495,50       | 556,50       |
| Hoechst      | 228,40       | 255,70       |
| Karstadt     | 231,50       | 238          |
| Mannesmann   | 156,90       | 172,10       |
| Siemens      | 554,50       | 564,50       |
| Volkswagen   | 242,20       | 249          |

### TOKYO

Un record « coiffe »

Après avoir battu jusqu'à milieu de la semaine tous ses précédents records de hausse, le Kabuto-Cho a fleuri sous l'avalanche des prises de bénéfices et repéré le plus grand profit du terrain gagné.

Indices de 1<sup>er</sup> juin : 12 689,47 (après un record à 12 750,27 le 30 mai) contre 12 593,76 ; indice général, 995,97 (après 1 000,07) contre 986,32.

|                     | Cours 24 mai | Cours 31 mai |
|---------------------|--------------|--------------|
| Akai                | 419          | 400          |
| Brigance            | 516          | 535          |
| Canon               | 1 210        | 1 190        |
| Fuji Bank           | 1 540        | 1 570        |
| Honda Motors        | 1 340        | 1 320        |
| Matsushita Electric | 1 440        | 1 410        |
| Mitsubishi Heavy    | 285          | 289          |
| Sony Corp.          | 4 060        | 4 220        |
| Toyota Motors       | 1 270        | 1 230        |

## LE « HIGH-TECH » A LA COTE

### Cap Gemini Sogéti

Cap-la-Bourse : voilà qui est nouveau pour la société grenobloise autrefois si volontairement discrète et aujourd'hui sous les projecteurs des analystes du palais Brongniart. Cap-la-croissance, le président Serge Kampf prévoit un rythme de développement de son affaire de plus de 20 % par an pour les cinq prochaines années. Voilà qui n'est pas nouveau. Ce fut le cas depuis la création, il y a dix ans.

Cap Gemini Sogéti, dit encore « Cap » dans la profession, va mettre à la disposition du public, au second marché de la Bourse de Paris, le 7 juin, 326 250 actions au prix minimal de 850 francs, soit 10 % de son capital, après la réorganisation de ce dernier (le Monde daté des 14 et 15 avril).

Avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, des effectifs de 4 500 personnes dont 2 500 ingénieurs, le groupe Cap Gemini Sogéti est le premier européen des « prestations intellectuelles », c'est-à-dire des logiciels, conseil et services informatiques (aide au client pour la résolution de ses problèmes), métier qui s'oppose aux « prestations machines » pour lesquelles

des entreprises comme CISI ou GSI louent directement du temps d'ordinateur (résolution du problème pour le client).

Cap Gemini Sogéti doit profiter sur ce créneau d'une « triple évolution favorable » selon son président : la croissance continue des dépenses totales d'informatisation dans nos économies, la part accrue dans ce total des prestations intellectuelles et la tendance des entreprises clientes à recourir de plus en plus à l'externe pour ces services plutôt qu'à leur département informatique interne. Cap Gemini Sogéti réalise 43 % de son chiffre d'affaires en France (ce qui représente 10 à 12 % du marché national) 30 % en Europe et 27 % aux Etats-Unis.

En 1985, le chiffre d'affaires devrait atteindre 2,2 milliards de francs (+ 22 %) et le résultat net 120 millions de francs (+ 25 %) selon M. Kampf. Ce chiffre devrait autoriser un bénéfice par action de 36,8 F et un rapport cours-bénéfice (à 650 F) de 17,7 contre 22,1 en 1984. Le dividende versé cette année serait de 12 F (plus l'avoir fiscal).

E.L.B.

### INGENICO

Créée en 1980 par trois personnes (dont les deux fondateurs, MM. Jean-Jacques Pourcel, président et Michel Mailhot, directeur technique, principaux actionnaires de cette affaire), la société d'ingénierie électronique et d'informatique Ingenico fera son entrée le 11 juin prochain sur le second marché de la Bourse de Paris, sous la conduite de la Banque Paribas et de la charge d'agents de change Le Guay Messiaud. A cette occasion, au moins cinquante mille actions, représentant 10 % du capital de l'entreprise seront proposées au public au prix de 300 F par titre, selon la procédure de mise en vente.

L'intérêt de cette opération est qu'elle concerne le vaste marché des modes de paiement électroniques et de la monétique, qui englobe, outre le système bancaire, le vaste secteur de la distribution et quantité d'autres applications. Ingenico, qui a commencé sa carrière avec pour seul client la chaîne hôtelière Cims de France (grâce au système de portier électronique Syst-Hôtel) et rapidement étendu son activité dans deux directions :

● Les systèmes de paiement : terminaux de transfert de fonds et automatiques de paiement utilisant des cartes de crédit magnétiques classiques ou à mémoire (plus de la moitié du parc de terminaux du groupe Cartes bancaires (CB) est constituée de matériels conçus et développés par cette société, laquelle a reçu commande de 1 725 terminaux supplémentaires venant d'ajouter aux 2 000 appareils commandés en 1983), ou encore des concentrateurs (qui regroupent et prétraitent les flux de plusieurs terminaux).

● Les systèmes d'accès mis en place dans l'hôtellerie, les parkings, grâce à l'utilisation des cartes, et qui vont s'étendre progressivement aux stations-service (une version spécialisée de terminaux a été conçue pour le groupe Total afin d'équiper ses 2 000 stations). En attendant, sans doute, diverses utilisations dans les cinémas, les théâtres, les musées, voire les sociétés de distribution d'eau (soit aux consommateurs) et les pharmacies (pour l'application du tiers payant, un marché de plus de 200 millions de francs). Dans cet esprit, Ingenico a reçu une commande expérimentale de la SNCF qui pourrait déboucher sur un équipement généralisé de l'ensemble des gares (un marché de 50 millions de francs).

Bureau d'études mais également constructeur à part entière sous sa marque ou grâce à des accords de sous-traitance conclus avec de grands groupes (Crouzet, Signaux, Bull, Thomson-CSF, Sagem, Jeumont-Schneider), cette société qui emploie actuellement une vingtaine de personnes entend continuer à jouer sur les deux tableaux. Ingenico, dont le capital de 5 millions de francs sera toujours détenu par les familles fondatrices à l'issue de l'admission à la cote, devrait atteindre cette année un bénéfice net de 13,80 millions de francs, contre 11,2 millions en 1984, sur un chiffre d'affaires passé de 34,8 à 47 millions de francs dans l'intervalle. Au vu du résultat par action pour 1984, le prix d'offre proposé (300 F) correspond à un multiple de 13,4, jugé normal pour ce type d'activité.

S. M.

## Matériel électrique services publics

|                    | 31-5-85 | Diff.  |
|--------------------|---------|--------|
| Alstom-Atlantique  | 328     | + 17   |
| CTI-Alcatel        | 1 350   | + 60   |
| Crozet             | 306     | + 1    |
| Général des Eaux   | 686     | + 4    |
| Internelec         | 2 390   | + 120  |
| Legrand            | 2 349   | + 55   |
| Lysnord des Eaux   | 251     | + 12   |
| Matra              | 1 800   | + 70   |
| Merlin-Gérin       | 2 440   | + 260  |
| Motors Leroy-Somer | 628     | + 29   |
| Moulinex (1)       | 95,50   | + 3,10 |
| PM Labinal         | 578     | + 2    |
| Radiotechnique     | 288     | + 3    |
| SEB                | 416     | + 2    |
| Signaux            | 596     | + 47   |
| Télécom            | 2 670   | + 240  |
| Thomson-CSF        | 561     | + 5    |
| IRM                | 1 288   | + 37   |
| ITI                | 320     | + 2    |
| Schlaumberger      | 379     | + 11   |
| Siemens            | 1 843   | + 38   |

(1) Compte tenu d'un droit de 5,40 F.

## Banques, assurances

|                          | 31-5-85 | Diff.   |
|--------------------------|---------|---------|
| Bail Equipement          | 369     | + 27    |
| Basilex (Cie)            | 640     | + 14    |
| Cetecum                  | 725     | + 34    |
| Chargé SA                | 644     | + 67    |
| CFI                      | 912     | + 22    |
| CFI                      | 948     | + 28    |
| Enx                      | 1 441   | + 26    |
| Hélias (La)              | 520     | + 51    |
| Imm. Pl.-Monceau         | 455     | + 3     |
| Locafin                  | 466     | + 24    |
| Locidus                  | 520     | + 17    |
| Midis                    | 2 700   | + 50    |
| Midland Bank             | 256     | + 17,90 |
| O.P.F. (Omn. Fin. Paris) | 1 195   | + 10    |
| Parisienn. de réass.     | 1 150   | + 62    |
| Prêtahil                 | 1 214   | + 16    |
| Schneider                | 231     | + 43    |
| UCB                      | 344     | + 6     |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

|                            | Cours 24 mai | Cours 31 mai |
|----------------------------|--------------|--------------|
| Or fin (Bleu en barre)     | 96 500       | 96 000       |
| Or fin (Bleu en lingot)    | 96 500       | 96 000       |
| Pièces françaises (20 fr.) | 583          | 583          |
| Pièces françaises (10 fr.) | 380          | 380          |
| Pièces belges (20 fr.)     | 580          | 580          |
| Pièces belges (10 fr.)     | 580          | 580          |
| Pièces suisses (20 fr.)    | 580          | 580          |
| Pièces suisses (10 fr.)    | 580          | 580          |
| Souverain Elizabeth II     | 682          | 682          |
| Souverain Elizabeth II     | 682          | 682          |
| Souverain Elizabeth II     | 682          | 682          |
| Pièces de 20 dollars       | 3 840        | 3 800        |
| 10 dollars                 | 2 082        | 2 058        |
| 5 dollars                  | 1 405        | 1 380        |
| 50 pesos                   | 3 585        | 3 525        |
| 20 marcs                   | 685          | 691          |
| 10 florins                 | 571          | 574          |
| 5 roubles                  | 400          | 410          |

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

|            | 27 mai | 28 mai    | 29 mai    | 30 mai    | 31 mai    |
|------------|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| RM         | -      | 569 295   | 1 001 082 | 698 878   | 1 075 815 |
| Comptant   | -      | 3 166 104 | 2 520 426 | 2 424 726 | 2 759 655 |
| R. et obl. | -      | 59 849    | 126 983   | 102 077   | 115 674   |
| Total      | -      | 3 795 248 | 3 648 491 | 3 225 681 | 3 951 144 |

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

|          |       |       |       |
|----------|-------|-------|-------|
| Franc    | 123,9 | 124,3 | 125,6 |
| Etranger | 108,3 | 107,8 | 107,5 |

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

|          |       |       |       |       |
|----------|-------|-------|-------|-------|
| Tendance | 127,7 | 128,6 | 130,1 | 130,4 |
|----------|-------|-------|-------|-------|

## (base 100, 31 décembre 1981)

|             |       |       |       |       |
|-------------|-------|-------|-------|-------|
| Indice gén. | 228,8 | 230,2 | 232,6 | 233,1 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|

## SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

|        | 31 mai | 24 mai | Variat. % | Plus haut | Plus bas |
|--------|--------|--------|-----------|-----------|----------|
| Indice | 116    | 115,8  | + 0,2     | 116,2     | 99,7     |

## Alimentation

|                   | 31-5-85 | Diff.   |
|-------------------|---------|---------|
| Béglin-Say        | 275     | - 6     |
| Bongrain          | 2 085   | + 85    |
| BSN G.-Danois     | 2 565   | + 35    |
| Carrefour (1)     | 2 310   | + 28,50 |
| Casino            | 1 045   | + 75    |
| Cédis             | 800     | - 1     |
| Euro-marché       | 995     | + 5     |
| Euro-marché       | 335     | + 2     |
| Ouyem et Gasco    | 678     | + 7     |
| Leclerc           | 1 800   | + 39    |
| Molt-Hennsey      | 2 038   | + 75    |
| Nestlé            | 25 200  | - 60    |
| Occidentale (Gie) | 741     | - 17    |
| Obida-Caby        | 241     | + 31    |
| Pernod-Ricard     | 759     | + 28    |
| Premud            | 1 533   | + 32    |
| Source Perrier    | 548     | + 33    |
| St-Louis-Bouchon  | 340     | - 8     |
| C.S. Saupiquet    | 527     | + 17    |
| Vente Cléopâtre   | 2 568   | + 10    |
| Vingtrix          | 960     | + 10    |

(1) Compte tenu d'un coupon de 61,50 F.

## Valeurs à revenu fixe

|                    | 31-5-85 | Diff.  |
|--------------------|---------|--------|
| 4 1/2 % 1973       | 1 611   | - 19   |
| 7 % 1973           | 8 314   | + 84   |
| 10 3/8 % 1975      | 96,70   | + 1,80 |
| PMSE 10 1/8 % 1976 | 96,70   | + 1,80 |
| 10 1/8 % 1976      | 96,70   | + 1,80 |
| 9 3/8 % 1978       | 97,95   | + 1,65 |
| 8 3/8 % 1978       | 97,95   | + 1,65 |
| 9 3/8 % 1979       | 99,45   | + 0,17 |
| 10 3/8 % 1979      | 100     | + 0,20 |
| 12 % 1980          | 100,92  | + 0,09 |
| 13 3/8 % 1980      | 106,59  | + 0,15 |
| 16 3/8 % 1981      | 112,45  | + 0,10 |
| 16 3/8 % 1982      | 112,45  | + 0,10 |
| 16 3/8 % 1982      | 112,45  | + 0,10 |
| 15 7/8 % 1982      | 115,87  | + 0,13 |
| CNE 3 %            | 4 310   | - 48   |
| CNE 5 000 F        | 102,90  | + 0,10 |
| CNE 5 000 F        | 102,90  | + 0,10 |
| CNE 5 000 F        | 102,90  | + 0,10 |
| CNE 5 000 F        | 102,90  | + 0,10 |

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (\*)

|                    | Nbre de titres | Val. en cap. (F) |
|--------------------|----------------|------------------|
| Carrefour (3) ...  | 33 355         | 78 885 710       |
| Cedils (1) ...     | 511 380        | 427 274 544      |
| CNE 2 % 1973 (1)   | 62 366         | 261 994 870      |
| Eurofrance (3) ... | 41 140         | 67 228 625       |
| Immu. Monceau      | 255 569        | 115 775 774      |
| Lafarge (3) ...    | 133 737        | 74 710 829       |
| Mérian Gérin (3)   | 65 292         | 148 823 405      |
| Nicheline          | 44 179         | 45 884 897       |
| Mot (3) ...        | 63 324         | 624 266          |
| Midi (3) ...       | 31 781         | 83 992 774       |
| Perrin (3) ...     | 86 950         | 47 196 667       |
| Pengopt (3) ...    | 141 925        | 49 209 178       |
| Remanet part       | 71 045         | 76 675 437       |
| Sodech (3) ...     | 25 522         | 60 349 930       |



BOURSES  
ÉTRANGÈRES

# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Les bons effets de la détente des taux d'intérêt

Sous l'influence apaisante d'une détente des taux d'intérêt, l'ensemble du marché international des capitaux se porte extrêmement bien, que ce soit en dollars, en deutschemarks, en florins, en ECU ou en toute autre monnaie. Un climat aussi propice provoque une baisse des coupons sur les transactions nouvelles. Ce mouvement accélère à son tour la demande tant des professionnels que des investisseurs pressés de profiter de rendements qui, demain, seront encore plus bas. Dans le secteur libellé dans la devise américaine, la baisse des taux d'intérêt favorise naturellement la sortie d'émissions à taux fixes aux dépens de celles à taux variables. La Banque européenne d'investissement (BEI) en a profité pour lancer à des conditions agressives un euro-emprunt de 200 millions de dollars sur cinq ans. Doté d'un coupon annuel de 10 %, il sera émis à un prix de 100,375. L'offre de la BEI n'en a pas moins été bien accueillie, pas seulement parce que le marché est porteur mais parce que les euro-obligations sont libellées en deux temps : à hauteur de 25 % de trois à six mois et, pour le solde, en décembre prochain. L'attrait pour les émissions à paiements différés s'accroît considérablement lorsque les taux d'intérêt paraissent sur la pente descendante. En fin de semaine, l'émission se traitait sur le marché gris à l'intérieur de la commission bancaire de 1,875 %.

Quant à la compagnie nationale aérienne australienne, s'est taillé un succès encore plus grand en offrant 140 millions de dollars sur dix ans à partir d'un prix de 100,25 et d'un coupon annuel de 10,375 %. Le produit de l'opération est destiné à financer l'achat de deux Boeing 767-200. Les euro-investisseurs, qui s'intéressent toujours à l'appréciation des financements de projets spécifiques. Cela venant, dans le cas présent, d'un débiteur de toute première qualité dont la nationalité est l'une des préférées du marché, l'emprunt s'est placé aisément, bien que le jour de son lancement son rendement n'était que de deux points au-dessus de la base supérieure à celui des obligations du Trésor américain de même durée.

L'Export-Import Bank of Japan était, au début de semaine, allée encore plus loin avec une proposition de 100 millions de dollars dont le rendement était, le jour de sa sortie, inférieur de 20 points de base au papier du gouvernement des États-Unis. D'une durée de dix ans, l'opération japonaise avait été offerte mardi matin avec un coupon de 10,875 % sur un prix de 100,375. Fort heureusement, le marché américain des capitaux enregistrait le même jour une très vive reprise qui permettait au débiteur nippon de se retrouver en bonne posture.

Parmi les autres transactions qui ont vu le jour cette semaine, il faut souligner celle de 125 millions de dollars lancée par l'Olympia & York Credit Corporation. Elle est garantie par le dépôt d'un montant équivalent de titres de la société d'assurance américaine Acta Casualty & Surety Co. Cela a permis à l'émission d'obtenir le prestigieux « AAA » de la part des deux grandes agences spécialisées américaines. Les euro-obligations d'une durée de 5 ans seront émises au pair et porteront un intérêt annuel de 10,125 %. Au moment du lancement, cela représentait un rendement de 44 points de base supérieur à celui du papier du Trésor américain à 5 ans. L'emprunteur est la filiale du groupe canadien Olympia & York Development Ltd, la plus grande société immobilière canadienne. A New York, elle a édifié le World Finance Center, qui sur Manhattan dépasse plus de 800 000 mètres carrés habitables. L'objectif des trois faiblessement riches frères Reichmann, qui contrôlent Olympia & York a été entièrement atteint : au travers de la présente émission, ils ont si bien imposé le nom de leur groupe sur le marché international des capitaux qu'on est certain de les voir revenir prochainement.

Deux banques françaises, la BNP et le CCF, sont, pour leur part, venues chercher des fonds dans des domaines fort différents.

Jeu de la BNP a été le troisième emprunteur à solliciter le

marché à taux d'intérêt variable libellé dans la devise allemande qui s'est converti y a seulement un mois. L'émission de la banque française, qui s'élève à 250 millions de deutschemarks, a vu le jour avec les conditions les plus basses jamais encore offertes dans ce nouveau secteur. Sa durée sera de 7 ans. Elle portera un intérêt semestriel qui sera l'ajout d'une marge de 0,0625 % au taux du Libor à 6 mois. Le tout est assorti d'une commission bancaire de 0,20 %. Jusqu'ici il n'y a rien que de très normal et, disons-le tout de suite, l'euro-emprunt a d'emblée été extrêmement bien reçu.

Mais la BNP devra en outre acquiescer aux banques allemandes membres du syndicat dirigeant son émission une commission de 0,10 %, soit 250 000 deutschemarks, pour régler les frais de l'introduction ultérieure de ses titres à la Bourse de Francfort. Or la BNP, pas plus que tout autre débiteur étranger empruntant en deutschemarks, ne désire voir ses euro-obligations cotées à Francfort, où les emprunts à taux variable n'ont guère de chances de se traiter. La Bourse de Luxembourg, qui est bien plus spécialisée que la matière, et dont les honoraires sont beaucoup moins élevés, est la place normalement cotée la majorité des euro-emissions obligataires. Mais, les autorités allemandes imposent la cotation à Francfort, et les banques germaniques chargées de l'introduction en profitent pour extirper des droits régaliers. En fin de compte, l'emprunt BNP sera coté tout à la fois à Francfort et à Luxembourg.

#### Succès pour IBM France

Le CCF a choisi de mettre sur pied une ligne de crédit « Standby » pour mobiliser, sur sept ans, jusqu'à 200 millions de dollars. Cette ligne, dotée d'une commission d'engagement de 0,15 % par an, servira de caution à l'émission ultérieure de certificats de dépôt ou à l'obtention d'avances bancaires à court terme. Ce faisant, la banque des Champs-Élysées pourra remplacer à un coût moins onéreux les lignes de crédit dont elle dispose actuellement auprès de banques amies.

Le Comité du marché de l'euro-franc français, qui s'est réuni mardi sous la présidence de Samuel Léjonnès, directeur au Trésor, a décidé que les deux emprunteurs autorisés à solliciter ce secteur durant le mois de juin seront IBM-France et le Royaume de Suède.

Dès vendredi, IBM-France a donc lancé une euro-emission dont le montant initial de 500 millions de francs français a pu, à la suite d'une demande extrêmement forte, être rapidement porté à 700 millions de francs. Sa durée sera de cinq ans. Elle sera accompagnée d'un coupon annuel de 11,125 % et sera émise à un prix de 99,75 %. L'emprunteur s'est engagé à ne pas rembourser par anticipation l'emprunt

dont la commission bancaire totalise 1,875 %. Aussitôt annoncée, la transaction a suscité un si vif intérêt qu'elle s'est de suite traitée avec une prime de 0,125 - 0,375 % sur le marché gris. Non seulement les Allemands se sont une fois de plus montrés des plus pressés vis-à-vis d'un papier offrant un rendement de 4 % supérieur à ce que procurent les emprunts libellés en deutschemarks, mais les Américains se sont aussi portés massivement acquéreurs. Les uns et les autres ont reconnu la spécificité européenne d'IBM-France dont, par suite du présent euro-emprunt, la capacité de production va pouvoir doubler au cours des trois prochaines années. Cette image européenne lui confère une qualité équivalente à sa maison mère américaine.

L'émission IBM-France est dirigée par la BNP. En revanche, on ne sait pas encore qui aura l'honneur et l'avantage de diriger l'euro-emprunt suédois. Les emprunteurs souverains ne sont, en effet, pas obligés de passer par une banque française pour inscrire au calendrier des émissions futures que tient le Trésor.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Un dollar « plat »

Le dollar est-il entré dans une zone de résistance comprise entre 3,05 DM et 3,10 DM (9,30 F et 9,48 F), sorte de palier à partir duquel il pourrait reprendre sa progression ? Certains le pensent. Depuis trois semaines, ce effet, le « billet vert » évolue dans cette zone, insensible aux mauvaises nouvelles en provenance de l'économie américaine. Pendant la période sous revue il ne s'est pas départi de ce comportement. Ainsi, l'annonce d'une baisse de 0,2 % de l'indice des Indicateurs économiques avancés pour le mois d'avril, de même que la diminution de 11,9 % des ventes de maisons individuelles pour le même mois n'ont pas fait varier le dollar. La baisse de l'indice avait été prévue, et certains la voyaient même plus importante ; ils ont donc été plutôt agréablement surpris.

Par ailleurs, la poursuite de la détente des taux aux États-Unis - l'eurodollar à six mois est tombé au-dessous de 8 % contre 13 % il y a un an - a, paradoxalement, joué en faveur du « billet vert » dans la mesure où elle pourrait faciliter le redémarrage de l'économie. A l'heure actuelle, les milieux financiers internationaux sont plus attirés par la bonne santé d'une économie que par des niveaux élevés de taux d'intérêt. C'est pourquoi tout ce qui est bon pour l'expansion américaine est bien accueilli.

Ainsi, les observateurs attachent-ils une grande importance aux déclarations des dirigeants de la Réserve fédérale des États-Unis. Parmi eux,

M. Henry Wallich a admis récemment que la politique de la Fed avait été trop restrictive, tandis que M. Preston Martin, vice-président de cet organisme, mettait l'accent, cette semaine, sur les inconvénients de la désinflation.

Le même Henry Wallich a pronostiqué un taux annuel de croissance de 3 % au second semestre 1985 et de 2,5 % au quatrième trimestre, contre 0,7 % au premier trimestre de cette année. Le pronostic se recoupe avec ceux de M. Henry Kaufman, « gourou » de Wall Street, et ceux de l'OCDE, qui prévoit une augmentation du PNB américain de 3,2 % en 1985 et de 2,7 % en 1986.

C'est pourquoi de nombreux analystes, ne voyant pas d'alternative aux investissements libellés en dollars, s'attendent à une reprise de la hausse du billet vert. C'est le cas de 75 % des responsables du service des changes dans les grandes entreprises d'outre-Atlantique consultées par Bank America International. Leurs pronostics vont de 3,24 deutschemarks (pour 30 % d'entre eux), de 3,25 deutschemarks à 3,30 deutschemarks pour 40 % et de 3,30 deutschemarks à 3,60 deutschemarks pour le reste.

Vendredi soir, toutefois, à New York, l'annonce d'un vif recul des commandes de biens durables et la baisse de l'eurodollar à six mois au-dessous de 8 % ont fait vaciller un peu le billet vert qui est tombé, un moment, au-dessous de 3,05 DM et est revenu à 9,30 F.

A Paris, le franc s'est montré très ferme à nouveau vis-à-vis du mark, qui est retombé au-dessous de 3,05 F, cotant 3,048 à la veille du week-end. La Banque de France a dû soutenir derechef la monnaie allemande, achetant entre autres 500 millions à 700 millions de marks mardi. Questionné sur le phénomène et sur le paradoxe constitué par le maintien d'un déficit commercial important entre la France et l'Allemagne, M. Pierre Bérégovoy a répondu que ce déficit était « structurel et non pas conjoncturel » et que, dans ce cas, la dévaluation n'était pas un remède : « Ceux qui envisagent cette solution ont tout à fait tort », a-t-il ajouté, promettant une étude prochaine sur les structures de ce déséquilibre.

Le ministre a pourtant concédé que l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne restait élevé, 4 % sur les douze derniers mois. En dépit de ce phénomène, faut-il le souligner, le franc continue de se réévaluer lentement par rapport au mark qui, en valeur réelle, se retrouve en dessous de son cours plancher fixé le 21 mars 1984, soit un peu moins de 3 francs.

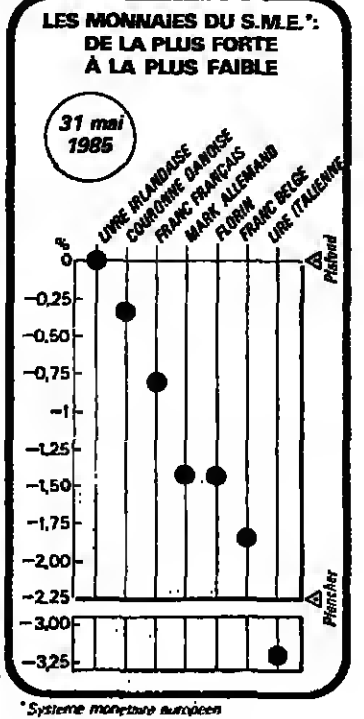
F.R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 MAI AU 31 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE     | Libra   | \$ E.U. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Franc italien | Yen japonais |
|-----------|---------|---------|----------------|--------------|---------|-------------|---------------|--------------|
| Londres   | 1,2900  | —       | —              | —            | —       | —           | —             | —            |
| New York  | 1,2400  | —       | 10,7521        | 36,9844      | 32,7849 | 1,6297      | 29,8657       | 8,2514       |
| Paris     | 1,1978  | 9,3000  | —              | 362,57       | 304,91  | 15,1466     | 270,51        | 4,7840       |
| Zurich    | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |
| Bâle      | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |
| Frankfurt | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |
| Bruxelles | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |
| Amsterdam | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |
| Milan     | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |
| Tokyo     | 1,18692 | 9,2000  | —              | 362,86       | 304,95  | 15,1568     | 270,15        | 4,7817       |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 31 mai, 3,6978 F, contre 3,7529 F la semaine précédente.



## Les matières premières

### Une large majorité de baisses

Au cours de la semaine écoulée, par le week-end de Pentecôte, les affaires ont été lentes à reprendre sur l'ensemble des marchés commerciaux et la note d'ensemble a été indécise à faible pour une grande majorité de matières premières. Les écarts de change ont représenté comme à l'accoutumée leur poids dans les fluctuations quotidiennes ajoutant à l'indécision des opérateurs. Toutefois, si les métaux précieux y ont été particulièrement sensibles, les autres matières premières utilisées à des fins industrielles ont été surtout affectées par les nouvelles indications statistiques faisant état du ralentissement de la croissance économique américaine.

**MÉTAUX.** - A l'exception de l'or et de l'argent, qui, d'abord faibles, se sont ensuite redressés sur des rachats de découvert, les métaux, et tout particulièrement les non ferreux dont l'usage industriel est plus évident, ont fléchi au cours de cette semaine. D'abord soutenus en raison de craintes sur les disponibilités immédiates, le CUIVRE et l'ÉTAIN ont ensuite cédé du terrain. L'étain a pu conserver une prime du comptant sur les trois mois à Londres.

A long terme, les perspectives pourraient être meilleures pour ces deux métaux ; selon le Conseil international de l'étain, la consommation, cette année dans le monde occidental, pourrait être supérieure à l'approvisionnement de 14 500 tonnes. Quant au cuivre, une étude d'experts londoniens prétend que les stocks mondiaux de 1,7 million de tonnes à fin mars pourraient chuter de 300 000 tonnes cette année

et de 100 000 tonnes l'an prochain, la demande étant supérieure à l'offre. Une production excédentaire ne se retrouverait pas avant fin 1986.

En ce qui concerne le ZINC, les cours à Londres sont revenus aux niveaux d'octobre 1984 malgré les grèves en Australie et la baisse des stocks au London Metal Exchange.

DENRÉES. - Le Conseil international du blé a publié une estimation pour la production mondiale de 322 millions de tonnes en

1985/86 (soit 2 millions de tonnes de plus que la campagne précédente), niveau record qui va laisser un nouvel et notable excédent. En outre, l'organisme prévoit une amélioration de la production soviétique.

**Tendance lourde sur le cacao** dans la perspective d'une récolte record cette année alors que le café a été irrégulier. Sucre sans espoir, compte-tenu de l'excédent mondial contre lequel rien ne semble possible.

#### LES COURS DU 31 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

**MÉTAUX.** - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 149 (1 185) ; à trois mois, 1 154 (1 189) ; étain comptant, 9 542 (9 593) ; à trois mois, 9 510 (9 558) ; plomb, 29 30 (29 50) ; zinc, 601,50 (633) ; aluminium, 826,50 (878) ; nickel, 4 402 (4 455) ; argent (en once par once troy), 501 (486,50). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,57 (63,85) ; argent (en dollars par once), 6,165 (6,13) ; platine (en dollars par once), 264,10 (269). - Pérou : étain (en ringgit par kilo), 29,30 (29,80).

**TEXTILES.** - New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 61,33 (64,62) ; octobre, 60,72 (63,53). - Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 533 (535). - Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, 55,40 (55,10).

**CAOUTCHOUC.** - Londres (en livres par tonne) : RSS, comptant, 645 (715).

**DENRÉES.** - New-York (en cents par lb) : café, août, 20,01 (20,79) ; cacao, juillet, 2 061 (2 079) ;

septembre, 2 046 (2 048) ; sucre, juillet, 3,08 (3,07) ; septembre, 3,20 (3,22) ; café, juillet, 144,60 (146,62) ; septembre, 146,23 (147,13). - Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 95,20 (97,80) ; octobre, 99,10 (100,40) ; café, juillet, 2 047 (2 110) ; septembre, 2 096 (2 150) ; cacao, juillet, 1 742 (1 785) ; septembre, 1 732 (1 775). - Paris (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 035 (2 120) ; décembre, 2 014 (2 071) ; café, septembre, 2 487 (2 480) ; novembre, 2 530 (2 520) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 294 (1 274) ; octobre, 1 307 (1 295). Tournesols de soja : Chicago (en dollars par tonne), juillet, 119,30 (121,40) ; août, 122,40 (124,40). - Londres (en livres par tonne), juin, 113 (118,30) ; août, 110 (115,80).

**CÉRÉALES.** - Chicago (en cents par bushel) : blé, juillet, 316,30 (319,50) ; septembre, 318,30 (321,75) ; maïs, juillet, 279,75 (275,50) ; septembre, 258,75 (262). - New-York (en cents par bushel) : blé, juillet, 316,30 (319,50) ; septembre, 318,30 (321,75) ; maïs, juillet, 279,75 (275,50) ; septembre, 258,75 (262). - New-York (en cents par bushel) : blé, juillet, 316,30 (319,50) ; septembre, 318,30 (321,75) ; maïs, juillet, 279,75 (275,50) ; septembre, 258,75 (262).

## Marché monétaire et obligataire

### La bataille des réseaux

Si les coups de téléphone pouvaient tuer, il y aurait eu des morts cette semaine sur la place de Paris.

La guerre des commissions de placement, évoquée la semaine dernière, débouche, en fait, sur une véritable bataille des réseaux. Elle oppose le Crédit agricole aux grands établissements du secteur commercial : le « géant vert » contre les « vaches grasses ». Une belle empoignée ! On se souvient qu'à la veille du week-end dernier, après une journée fertile en rebondissements et au terme d'un troisième tour de piste, le Crédit agricole avait emporté l'adjudication de l'emprunt de 4 milliards de francs du Crédit foncier, abaissant sa commission de 1,48 % à 1,30 %, contre 1,48 % pour les grandes banques commerciales (BNP, Crédit lyonnais, Société générale, Paribas, Indosuez).

On se souvient, également, de la fureur de M. Pierre Bérégovoy, déchaîné : « Je ne suis pas pour la baisse à tout prix, mais, ce qui m'a surpris, c'est de voir tous les plis fermés à 1,48 %. J'appelle cela une procédure d'entente. » En ce qui concerne la « baisse à tout prix », le ministre n'est peut-être pas totalement sincère. On connaît son désir ardent de voir fléchir les taux d'intérêt. Dans le cas du Crédit foncier, revenu de 1,48 % de commission à 1,30 % représentatif, pour le Crédit foncier, près de 80 millions de francs d'économie, et la possibilité de réduire de 0,10 % environ le taux des prêts qu'il accorde sur les ressources ainsi levées. Mais, sincère, il l'est totalement sur sa volonté d'assurer la concurrence entre réseaux bancaires.

A cet égard, certains tentent de « maladresses » leur cartel des « 1,48 % » dans la mesure où il a incité le Crédit agricole à se précipiter dans la brèche et à occuper davantage un terrain où il s'estimait moins compétent. Il a traité par rapport à ses capacités de placement et son caractère de placement et sur les intermédiaires retiennent ces critères pour déterminer la part que chaque établissement devrait avoir dans le syndicat de placement, l'esprit étant de supprimer les « rentes de situation » dont pourraient, historiquement,

bénéficier des établissements dont les capacités ne seraient plus ce qu'elles étaient.

Le Crédit agricole se plaint, précisément, de se voir attribuer une part insuffisante, en général 10 %, et de devoir se procurer sur les « marchés gris », hors syndicat, des quantités supplémentaires d'emprunts (un tiers environ), en reversant une part de sa commission (entre 0,10 % et 0,80 %). A 1,30 %, la « banque verte » a donc estimé qu'elle ne faisait aucun sacrifice par rapport au 1,75 % précédemment pratiqué, ceci du fait des versements effectués. En outre, elle saisis l'occasion de pénétrer davantage chez les grands investisseurs (compagnies d'assurance et caisses de retraite) près desquels elle a placé une bonne part de l'emprunt Crédit foncier, très demandé au demeurant, en conservant le tiers environ de son propre réseau.

Les banques commerciales ont contre-attaqué furieusement en avançant qu'elles étaient liées par le 1,48 % de commission accordé la semaine précédente à EDF pour les 4 milliards de francs de la Caisse nationale de l'énergie, et qu'en cas de rabais supplémentaire elles auraient remboursé la différence à l'adit EDF. De plus, ajoutent-elles, il est plus avantageux de laisser jouer les autres modalités de l'émission Crédit foncier, à savoir le taux d'intérêt nominal qui, selon elles, aurait pu être ramené en dessous des 11,60 % retenus, ce qui aurait procuré à l'émetteur un avantage plus important qu'un rabais de commission. Mais il fallait tenir compte, sans doute, de la proximité de l'emprunt d'État et de la vigilance du Trésor. En Allemagne et en Angleterre, c'est la Banque centrale qui domine la tendance sur les taux et non le Trésor. Vaste problème.

La deuxième étape de l'année est donc enfin arrivée : 15 milliards de francs en deux tranches, sur quinze ans. La première tranche, à taux fixe de 10 %, est émise à 95 % du montant nominal, ce qui lui confère un rendement actuariel de 10,75 %, en diminution de 0,25 % sur la tranche à taux fixe du premier emprunt de l'année, lancé à 11 % en février dernier. La

seconde est à taux variable, prédéterminé, égal au taux moyen des emprunts d'État à plus de sept ans (TME), le premier coupon étant de 10 %. Cette émission, baptisée Obligations assimilables du Trésor (OAT) constitue une nouveauté dans la mesure où le Trésor pourra ultérieurement lui raccrocher d'autres tranches, aux conditions régnant alors sur le marché, à l'initiative des emprunts « TAP » (robnet) du Trésor britannique. Les effets de file, choisis par l'émetteur, sont indonnes, la Caisse des dépôts, et la Caisse nationale de crédit agricole, ainsi récompensés pour son action d'éclat de la semaine dernière.

Fait piquant, la commission de placement a été haussée, passant de 0,70 % précédemment à 80 % (le syndicat avait demandé 0,90 %), conformément aux conclusions du rapport Tricot, qui préconisait un relèvement du taux de 0,70 %, inférieur au prix de revient.

Signaux, pour terminer, que les statistiques de TGF (Techniques de gestion financière) montrent, pour le mois de mai, un nouveau bond de 10,7 milliards de francs pour les souscriptions nettes aux SICAV de trésorerie, supérieur à celui de 8,8 milliards de francs enregistré en avril, ce qui porte leur encours à 183,7 milliards de francs. Au train où vont les choses, on sera à 200 milliards cet été et, avec l'apport des fonds communs en tant que tel (70 milliards de francs actuellement), les 300 milliards pourraient être atteints à la fin de l'année. Parmi les réseaux collecteurs, la BNP vient en tête avec 1,3 milliard de francs en mai, devant le Crédit lyonnais (1,3 milliard) et le Crédit agricole (1,3 milliard également). La « banque verte » gardant la tête du classement en en-cours avec 24,9 milliards de francs et 13,6 % du total. Viennent, ensuite, les Banques populaires (1 milliard), la Société générale (0,9 milliard), la Caisse des dépôts (0,7 milliard) et le CCF (0,3 milliard). Quel torrent de liquidités s'engouffrent dans ces SICAV court terme, et quelle masse liquide ou semi-liquide !

FRANÇOIS RENARO.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

#### 3. PROCHE-ORIENT

- La fin du voyage du roi Hussein à Washington.
- La « guerre des camps » palestiniens.

#### 3. AFRIQUE

- ÉTHIOPIE : l'« ardeur révolutionnaire » pèche de la persistance de la guerre et de la famine.

### FRANCE

- 7. Le colloque de Paris sur les droits de l'homme.
- 8. Un entretien avec M. Jacques Fournier, le secrétaire général du gouvernement.
- 8. SPORTS : les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

### SOCIÉTÉ

- 9. Après la tragédie du Hysel.

### CULTURE

- 15. THÉÂTRE : *Edipe roi*, à l'Odéon.

### ÉCONOMIE

- 20. Les mesures pour l'emploi.

- 21. Un entretien avec M. Gourné, membre du bureau confédéral de la CGT.

- Les suites de l'affaire Boussac.

### RADIO-TÉLÉVISION (18)

- Carnet (18) : Mots croisés

- (17) : Programmes des spectacles (16-17) ; Revue des valeurs, changes et grands marchés (22-23).

## M. MITTERRAND A SEMUR-EN-AUXOIS

### « La vérité du peuple français »

Semur-en-Auxois. — Des cavaliers, quatorze au plus, font la course ici chaque 31 mai depuis 1639. Le maire est maire depuis quarante-huit ans : voilà une ville où l'on n'aime guère le changement. On y a pourtant très amicalement accueilli M. Mitterrand. Entre l'inauguration du Salon aéronautique du Bourget et une visite à l'Ecole de l'air, le président de la République, après avoir déjeuné dans un bon restaurant des environs, est arrivé à l'heure dite ou presque sur le mail où il était attendu.

Invité par le maire, M. Robert Morlevat, un vieil ami, à présider la course traditionnelle et à remettre au vainqueur sa récompense — une bague en or aux armes de la ville, — M. Mitterrand a d'abord salué ses hôtes officiels et simples habitants de Semur. Puis les chevaux, de beaux pur-sang fins et légers montés par de jeunes jockeys, ont couru sur la distance, elle aussi fixée par la tradition de 2 052 mètres. La tradition toujours veut que se forme alors un cortège qui traverse, jusqu'à l'hôtel de ville, la foire dont cette fête est l'occasion.

Derrière l'harmonie municipale — c'était bien le moins, — des majorettes — pions, — et les pompiers — pourquoi pas ? — des jeunes garçons à chapeaux emplumés et des filles un peu godaillères en robes à vertugadin rappelaient que, sans le dix-septième siècle, tout cela ne serait

#### De notre envoyé spécial

pas arrivé. Suivaient M. Mitterrand et son ami le maire, avec M. Maurice Faure. On était en Bourgogne, pas dans le Quercy, mais peut-être la présence du maire de Cahors était-elle aussi nécessaire à la visite de la France rurale que celle de M. Marcel Dassault à la traversée des stands du Bourget. Moins surprenant, M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique... ancien député de la Côte-d'Or, MM. Roger Patriat et Hervé Vuillelot, députés, socialistes, mais aussi MM. Gilbert Mathieu, député, et Michel Sordel, sénateur, tous deux UDF, marchaient à côté du président.

Tout le long du trajet jusqu'à l'hôtel de ville, le public a salué M. Mitterrand. Pour ce qui est des sentiments, cela allait de *« Vas-y Fanfan, t'en fais pas, on les aura encore une fois »* (en aparté) : « C'est bien qu'il soit venu, mais il faut bien dire qu'il ne fait pas grand-chose pour améliorer la vie ».

Radical de gauche, M. Morlevat a rappelé dans son discours que M. Valéry Giscard d'Estaing, veon en Bourgogne, s'était « arrêté dans plusieurs communes voisines », mais avait « oublié Semur ». Le voyage de l'ancien président de la

République dans la région date du début de 1978, mais à Semur on a de la mémoire. « Bourgeoisgnon d'élection, je ne suis retourné un peu chez moi », a dit l'ancien président du conseil général de la Nièvre, avant de répondre que « pour qui aime la Bourgogne, Semur est une halte nécessaire ».

Plus que nécessaire quand on sait que M. Mitterrand y perçoit « la vérité du peuple français ». « Il y a là, a-t-il dit, d'où qu'il vient, des femmes, des hommes, qui travaillent, qui produisent, qui connaissent et qui niment leur métier, qui servent leur pays, préférant rechercher les moyens de la concorde, de l'entente, plutôt que le contraire ».

« Cette France n'a aucune raison de douter d'elle-même, a dit le chef de l'Etat, dès lors qu'elle sait quelle doit être la part de l'effort » et de la « discipline », et qu'elle préserve la « capacité de dialogue ». M. Mitterrand a dit encore un mot de ce « peuple » pour évoquer « les peines dont il souffre, les épreuves qu'il doit supporter », celles-là s'appliquent « surtout » à « certains ».

Telle est la « vérité » des Français selon M. Mitterrand, vérité que lui a rappelé Semur-en-Auxois, où, a-t-il dit, « je me sens à l'aise ». Tel on pu le sentir ceux qui l'ont vu ou aperçu pendant cette promenade d'une heure et demie.

PATRICK JARREAU.

## Appels des familles et des amis de Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat enlevés depuis une semaine à Beyrouth

Les familles et les amis des deux Français enlevés à Beyrouth mercredi 22 mai, le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le chercheur Michel Seurat, ont lancé vendredi à Paris un appel à toutes les personnes qui pourraient aider à leur libération.

Dans un communiqué envoyé à l'AFP, les amis de Jean-Paul Kauffmann et de Michel Seurat déclarent : « Notre ami Jean-Paul, journaliste en mission, a été enlevé et est retenu contre sa volonté dans un lieu où pour une raison inconnue, nous demandons à toute personne de bonne volonté en mesure de savoir en quel lieu il se trouve et pourquoi il est retenu de prendre contact avec nous pour nous aider à lui faire retrouver sa liberté qu'il a toujours contribué à défendre et à faire respecter ».

Le communiqué, qui est signé notamment par son épouse, Joëlle Brunerie, gynécologue, par le directeur de son journal, l'« Evénement du jeudi », Jean-François Kahn, par les écrivains Denis Tillinac et Jean Vautrin, par le navigateur Jean-Yves Tassin et par le général Paris de la Bollardière, précise que tout contact peut être pris, 5, rue de Savoie, 75006 Paris. (Tél. : 326-05-05).

De leur côté, les parents, les professeurs et les amis de Michel Seurat se déclarent, dans un autre communiqué envoyé à l'AFP, « profondément unis pour déplorer l'enlèvement dont il a été victime à Beyrouth, en une

ville et un pays qu'il aime tant et où il a fondé sa propre famille ». « Michel Seurat, poursuit le communiqué, incarne sur place depuis quinze ans les valeurs de la science universelle, et surtout méditerranéenne, placées au service d'une meilleure connaissance du Moyen-Orient dans le monde ».

« Ensemble, ajoute le communiqué, ils sont convaincus que cette vérité sera rapidement reconnue et que Michel Seurat retrouvera la liberté ».

La direction générale du CNRS invité pour sa part l'ensemble de la communauté scientifique internationale à s'associer aux démarches qu'elle a déjà entreprises et à se mobiliser pour que tous les moyens dont elle dispose soient mis en œuvre pour retrouver Michel Seurat.

« A l'inquiétude éprouvée à l'égard du sort du chercheur, s'ajoute celle de voir se détériorer ce formidable mode de communication qu'est la coopération scientifique internationale, élément indispensable de compréhension entre les peuples », souligne la direction générale du CNRS.

Enfin l'association française des arabistes, dont l'administrateur général est M. André Michel, voit en M. Seurat un « chercheur de grande qualité et souhaite qu'il soit rendu, le plus vite possible à sa famille, ses collègues et ses nombreux amis ».

## LE FESTIVAL FM DE LA ROCHELLE

### La création et la concurrence

De notre envoyée spéciale

La Rochelle. — Il y aura dimanche plus de radios à La Rochelle que de bateaux dans le port... Les plus anciennes sont venues par fiabilité à l'idée de fête de radio, que veulent maintenant les organisateurs du festival : d'autres sont ce qu'on appelle des radios de la définition des « formats » et la révolution du marché publicitaire, la définition des « formats » et la révolution des matériels. D'autres enfin attendent la soirée du palmier, samedi 1<sup>er</sup> juin, en espérant voir décrocher un prix à l'un ou à l'autre de leurs programmes en compétition.

« Parler de création radiophonique, c'est me gonfler », déclarait, lors d'un forum sur ce thème, un jeune animateur de Radio-Vercors, qui s'y emploie justement. Pourtant, le débat connaît quelques moments magiques, hors de quelques éternels gazouillis sur l'« art du son » : Pierre Schaeffer, le vieux maître, le pionnier, l'inventeur, après plusieurs phrases assassines sur la loi « sélectrice », « hypocrisie », autorisant les radios libres en leur savant le chemin, plaçait les radios de ne pas être li-

bres, fautes de ressources — « Nous au moins étions abrités par la monopole » — et, entrepris, de sa voix rocaillieuse, de leur proposer quelques conseils : « fraternels », lire de beaux textes à l'antenne, aller chercher la musique dans les conservatoires, teindre le micro dans des lieux publics.

Merci bien, dit quelque'un. Mais la mise en application de ces « recettes-miracles » ferait, dans la situation de concurrence dans laquelle nous vivons, les choux gras des stations rivales... Eternel problème. La création pèche-t-elle en termes d'audience ? Radio-Nova nous disait non. Et France-Culture également. Mais était-ce une surprise ? « La création, dit Pierre Schaeffer, a toujours dû se faire en marge des studios et organisations. » Et Claude Villiers d'ajouter : « Qu'on ne croie pas pour autant qu'on ne peut plus inventer. La radio ne doit pas rester figée. Tout comme la musique, avec pourtant les sept mêmes petites notes ».

ANNICK COJEAN.

## MORT DE ROBERT BOTHEREAU UN DES FONDATEURS DE FORCE OUVRIÈRE

Robert Botherreau, quatre-vingt-quatre ans, est décédé vendredi 31 mai. Il était l'un des fondateurs de FO (Force ouvrière) et occupa de 1947 à novembre 1963 les responsabilités de secrétaire général de la confédération.

[Né le 22 février 1901 à Beule (Lot-et-Garonne), Robert Botherreau était entré jeune en apprentissage. Mécanicien-ajusteur dans l'automobile, syndiqué dès 1919, il est appelé, en décembre 1932, au bureau de la CGT par Léon Jouhaux dont il devient le bras droit. Nommé secrétaire de la CGT rénovée à la Libération, il le demeure jusqu'à la scission de 1947, qui donne naissance à la CGT-Force ouvrière, dont il est secrétaire général de décembre 1947 à novembre 1963.]

« M. Dumas en Afrique. — M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, entreprend, ce samedi 1<sup>er</sup> juin, un voyage dans trois pays d'Afrique francophone : le Sénégal, la Guinée et le Niger. Cette visite est la troisième qu'il effectue officiellement en Afrique depuis son arrivée au Quai d'Orsay. M. Dumas doit regagner Paris mardi.

## A MARSEILLE

### Des gangsters attaquent au lance-roquettes un transport de fonds

Les trois convoyeurs ont été tués

Les gangsters ont innové, vendredi 31 mai, à Marseille. Pour venir à bout d'un camion blindé de la société Proteval, qui transportait des fonds, ils ont utilisé les grands moyens : une charge explosive propulsée par un lance-roquettes, et tirée d'une voiture à bord de laquelle se trouvaient les malfaiteurs.

Il était 14 h 15 environ. Le fourgon circulait sur une voie express dans le quartier du Merlan, au nord de Marseille, suivi par deux voitures et une moto. Soudain, l'un des occupants d'une voiture tire. Le fourgon explose littéralement. Des débris de tôles, de plastique et des pièces de monnaie, que l'on retrouvera fondues, sont projetés à l'extérieur.

Les trois convoyeurs sont décapités : deux mourront sur le coup, le troisième quelques heures plus tard. Leurs corps ont été atrocement mutilés. L'un d'eux était pratiquement décapité. Des restes calcinés ont été dispersés par l'explosion.

Tous trois étaient mariés et pères de famille. Il s'agit d'Alain Desai, trente-cinq ans, père de deux enfants, de Guy Ciochi, quarante ans, père de deux enfants, et d'Alain Merle, quarante-sept ans, père de quatre enfants.

Les transporteurs de fonds de l'agence de Saint-Laurent-du-Var, de la société Proteval, qui inter-

vient dans tout le département des Alpes-Maritimes, se sont mis en grève pour réclamer des primes de risque. Les risques augmentent, en effet, en ces fins de mois où les fonds transportés sont beaucoup plus importants.

Quelques heures après le drame de Marseille, un autre véhicule de la même société était attaqué devant la Caisse centrale départementale de la caisse d'épargne d'Avignon. Les trois convoyeurs ont été blessés, les malfaiteurs ont pris la fuite à bord du fourgon, qu'ils ont abandonné 12 kilomètres plus loin, où deux voitures les attendaient.

La veille, le jeudi 30, des gangsters, équipés d'armes classiques mais de gros calibre, avaient attaqué un fourgon blindé de la SPS, rue Riquet, à Paris-18<sup>e</sup>. Deux policiers et un convoyeur avaient été tués (le Monde du 1<sup>er</sup> juin). Les malfaiteurs avaient emporté quelque 40 millions de francs en billets de banque, l'un des plus gros butins depuis le « casse des égoûtiers », le 18 juillet 1976, à Nice, lorsque Albert Spaggiari et son équipe avaient dérobé 46 millions de francs dans des coffres de la Société gé-

A B C D E F G

## EN DÉPIT DES BOMBARDEMENTS IRAKIENS

### Téhéran prépare une manifestation pour la poursuite de la guerre

L'Irak a affirmé, dans la nuit du vendredi 30 mai-samedi 1<sup>er</sup> juin, avoir bombardé l'aéroport international de Téhéran-Mehrabad.

Remplacé au secrétariat général  
du Quai d'Orsay par M. Ross

M. FRANCIS GUTMANN  
EST NOMME AMBASSADEUR

A MADRID

Le Quai d'Orsay a confirmé officiellement, vendredi 31 mai (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> juin), que M. Francis Gutmann, qui avait été élevé, en avril dernier, à la dignité d'ambassadeur de France, était remplacé dans ses fonctions de secrétaire général du Quai d'Orsay par M. André Ross, ambassadeur à Tokyo. M. Gutmann est nommé ambassadeur à Madrid, en remplacement de M. Pierre Guindon.

[Né en 1930 à Paris, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de droit romain, M. Gutmann a été chargé de missions au Quai d'Orsay, de 1951 à 1957. Il a appartenu, à ce titre, à la délégation française au Conseil économique et social des Nations unies, et à celle qui négocia le traité de Rome. Après avoir quitté l'administration, en 1957, il est entré au groupe Pochiney, où il devient secrétaire général de la société du même nom, puis de la FRUA (qui exploite la bauxite de Guinée), président d'Alucam, directeur de la branche chimie de PUK, et, parmi d'autres fonctions, chargé des affaires sociales au comité directeur du groupe. Effectuant de nombreux voyages, notamment en Afrique, M. Gutmann se trouve en contact avec M. Cheysson, alors commissaire à Bruxelles, chargé du tiers-monde. Candidat « joberiste », mais sans succès, aux législatives de 1978 dans la Seine-Maritime, il est, en avril 1980, nommé directeur général de la Croix-Rouge française. En octobre 1981, M. Cheysson, devenu ministre des relations extérieures, l'appelle auprès de lui au Quai d'Orsay comme secrétaire général.]

(Le Monde a publié dans ses éditions du 19 avril la notice biographique de M. André Ross.)

L'aviation irakienne avait déjà bombardé Téhéran, vendredi après-midi, deux heures après que les autorités iraniennes eurent annoncé, pour le 14 juin, une journée de manifestations populaires en faveur de la poursuite de la guerre.

Selon un premier bilan de l'agence officielle irakienne, trois personnes ont été « légèrement blessées » par les bombes lancées par un seul avion irakien.

Il s'agit du dixième raid sur Téhéran depuis la reprise de la « guerre des villes » samedi dernier. Jusqu'ici, ces raids ont fait vingt-neuf tués et soixante-deux blessés, selon des bilans officiels partiels. Le bombardement de vendredi est le premier intervenant de jour, au cours de cette phase de la « guerre des villes ».

Les habitants de Téhéran ont accueilli dans un calme absolu le bombardement de vendredi après-midi. Dès que l'alerte a été déclenchée à la radio et à la télévision, beaucoup sont sortis dans la rue ou dans les jardins pour essayer de voir quelque chose, tandis que la circulation, assez dense en ce jour de repos hebdomadaire, continuait normalement dans le fracas de la DCA.

« M. Gorbatchev propose un moratoire nucléaire et spatial. — A l'occasion de la visite au Kremlin de M. Husak, chef du parti et de l'Etat tchécoslovaques, M. Gorbatchev a réitéré, vendredi 31 mai, sa proposition tendant à adopter « un moratoire immédiat sur les armements nucléaires et spatiaux » lors des négociations américano-soviétiques de Genève. Washington avait déjà rejeté une telle proposition, qui, selon les Etats-Unis, reviendrait à entériner la différence actuelle de niveau entre les arsenaux des deux super-grands. Les pourparlers de Genève avaient repris la veille sans progrès notable. — (AFP, AP.)

Le numéro du « Monde »  
daté 1<sup>er</sup> juin 1985  
a été tiré à 448 349 exemplaires

PRIX SPECIAL  
FETE DES MERES  
SUR  
LES PLUS BELLES  
PERLES DE CULTURE  
DU  
JAPON  
importation directe  
**SEIKO CENTER**  
60, Champs-Élysées - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 359.40.85

POUR  
PAPA  
SEIKO  
A  
DECROCHE  
LA  
LUNE  
  
**SEIKO CENTER**  
60, Champs-Élysées - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 359.40.85



# TEMPS ET CLIMATS

**J**ournée ensoleillée sur l'an mil.  
L'homme-centigrade (page III).

La vigne et son juge de paix.  
Facture d'un hiver froid (page IV).

Cinquante-quatre départements sinistrés.  
Fragile Côte d'Azur (page V).

Météorologistes en URSS.  
Les nouveaux flibustiers du vent (page VI).

Stars-météo à la télévision.  
L'avion, le ciel  
et les bonnes routes (page VII).

Jacques Le Goff, un historien  
dans le climat de la nuit (page VIII).



## LES PREMIERS JOURS DE L'ANNÉE DE L'INDE

Un an de fête aux couleurs de l'Inde dans toute la France. L'idée était lancée en 1982 à New-Delhi par Indira Gandhi et François Mitterrand. Elle a fait son chemin, avec pour objectif de mieux faire connaître une immense culture et encourager une collaboration plus étroite entre les deux pays. Deux cents artistes donneront les 7 et 8 juin à Paris le coup d'envoi de cette Année de l'Inde. Des collines du Trocadéro à la tour Eiffel, vingt scènes éparées, des éléphants, des dromadaires, des jongleurs et des marchands ambulants. Partout, les chants et les danses de tout un pays qui, le temps de la fête, oublie ses clivages sociaux et religieux (page X).



PHOTO MARC GARAND



## LA COHABITATION IMPOSSIBLE

Aux dires des politiciens de tout bord, l'année 1986, après le victoire probable de la droite aux législatives, devrait plonger la V<sup>e</sup> République dans une crise politique majeure pour son histoire.

La cohabitation sera-t-elle possible entre une Assemblée de droite et un président de gauche ? Le pays, alors plus déchiré que jamais, sera-t-il encore gouvernable ?

La majorité des Français se posent aujourd'hui la question et doivent se dire qu'avec le chômage qui sévit et le pouvoir d'achat qui ne cesse de se dégrader, ils n'ont pas besoin de ça.

En fait, si l'on se garde de tomber dans un excès de pessimisme qui règne sur la vie sociale et politique, et cela largement entretenu par la classe politique et les médias, cette situation paradoxale pour notre Constitution devrait être riche d'enseignements et permettre enfin au peuple français de connaître la valeur de tous ces hommes qui lui « veulent du bien » et qui veulent tous « redresser la France » (de ce point de vue ils sont tous d'accord).

Cette situation unique et qui ne devrait pas se reproduire de sitôt nous montrera dans quelle mesure les hommes politiques seront capables de sortir des clivages partisans dans lesquels ils se sont confortablement installés et si certains seront réellement capables de risquer leur carrière et donc leurs intérêts personnels pour offrir au monde l'image d'une nation responsable et modérée.

Nous avons un bon président, un homme qui a su faire face à l'URSS avec l'affaire Sakharov et qui sut

aussi ne pas céder sur le principe des droits des peuples d'Amérique centrale. Il a courageusement défendu l'union de l'Europe et a fait du dialogue Nord-Sud une priorité internationale. Nous avons aussi des hommes de droite qui ont fait leurs preuves, d'excellents économistes très au fait des affaires du pays. Quand on veut faire une bonne équipe nationale de football, on choisit les meilleurs joueurs et on les fait évoluer ensemble sans se soucier de savoir s'ils appartiennent à tel ou tel club. Une équipe politique, c'est presque aussi simple que cela ; l'essentiel reste avant tout le courage et le désir de vaincre.

Tous les sondages montrent que les Français sont des gens modérés et que dans leur majorité ils ne souhaitent ni un extrémisme de droite ni un extrémisme de gauche. On se rend bien compte que l'on pourrait assez facilement créer un gouvernement de compromis accepté par un grand nombre. Il n'est pas évident de penser qu'il existe un grand écart d'idées entre une majorité de gens dits de gauche et de gens dits de droite.

Meis, en fait, les hommes politiques le souhaitent-ils ? Vont-ils être capables de ne plus se battre comme des coqs et ne plus faire autant de chahut à l'Assemblée.

1986 sera ce qu'elle sera, mais elle devrait être l'occasion unique pour les Français de savoir si les politiques d'aujourd'hui méritent la confiance qu'ils leur accordent.

DANIEL CROUZET  
(Rouquilliers,  
Alpes-Maritimes).

## ANTISEXISTE

La loi antisexiste votée en première lecture par l'Assemblée nationale le 23 mai dernier est, une fois de plus, une loi essentiellement dirigée contre les hommes, mais paradoxalement elle vient les propulser au faite de leur supériorité sur la reste du monde.

Désormais les femmes, assimilées aux homosexuels, vont aller rejoindre dans le temple de la faiblesse ceux qui se sentent obligés de se réfugier derrière un rideau de

lois pour se protéger des hommes de race blanche (les vrais), se protéger de quoi ? Tout le monde l'ignore... Face à cet éventail de frustrations souvent mélangées, l'homme blanc n'aura plus que ses mains nues, symbole de son courage et de sa force, pour se défendre de la bassesse, il n'en sera que plus fier et plus digne.

GEORGES CHENAVARD.  
(Boulogne.)



Boîte aux lettres finlandaise.

## JALOUSIE

Je suppose que vous n'avez pas publié la lettre de M. Guéron pour le ridicule — ça ne serait pas très charitable. C'est pourtant le but et le but.

M. Guéron, architecte, doit un peu connaître l'histoire de l'art. Pourquoi ignore-t-il que le talent n'a pas de nationalité ?

La jalousie des architectes français est pitoyable. Les sculpteurs exigent-ils que l'on rende la Vénus de Milo aux Grecs, et les peintres la Joconde aux Italiens ?

On les remplacerait par les résultats du « bon concours local » (je cite M. Guéron : extraordinaire, non ?).

Qu'entendons-nous si M. Pai était arabe ? Si vous le voulez bien, terminons par la dernière phrase de la lettre de M. Guéron.

Sait-il pourquoi les musées américains, entre autres, sont si riches

en tableaux impressionnistes ? Parce que les M. Guéron de l'époque, incapables de les apprécier, les ont vendus à la sauvette ou, pis, n'achetaient pas leurs tableaux. Tout cela est raconté dans le catalogue de la récente exposition, M. Guéron pourra s'y rapporter.

En conclusion, je pense que vous devriez cesser de publier toujours les mêmes lettres « contre les étrangers qui viennent défigurer notre Louvre ». Si on veut les lire, les journaux de droite bête ne manquent pas. Et vous ne devriez pas insister sur la qualité d'architecte de certains de leurs auteurs, on a suffisamment l'occasion, dans nos belles banlieues, d'apprécier leur talent.

D. WALLACH  
(Paris).

## GROS MAGASIN

Les débats contradictoires sur la pyramide du Louvre n'en finissent pas et tournent au belin autour du secret du Sphinx. L'ombre de ce malheureux monument virtuel s'étend-elle à tout le quartier ? C'est ce qu'il me semble du moins, car aucun des protagonistes n'a songé à une méformaison architecturale de la rive droite autrement plus scandaleuse : la Samaritaine.

Cette bâtisse aux tentacules multiples exporte de façon irrémédiable le bazar de la rue de Rivoli en plein cœur de Paris le plus noble : les quais, la perspective du Pont-Neuf et de l'Île de la Cité.

L'idéal à mon sens serait de rayer de la carte cet empire du mal esthétique, d'enfoncer sous terre ce magasin, cartes nécessaires, dont les fenêtres sont de

toute façon d'ores et déjà closes.

J'admets facilement que la réalisation de ce projet salutaire n'ait pas sans quelque difficulté.

Mais qu'au moins le cénacle des sages influents qui discutent au pied de la pyramide fasse qu'on nous épargne la vision affligeante des cohortes de drapeaux jaunes de kermesse et de l'énorme panneau publicitaire de la façade, qui est comme un affront regrettable, et apparemment immuable, à la rive gauche et aux yeux de l'esthète mélancolique qui prendrait ce chemin pour aller examiner de plus près les avatars étonnants de la pyramide du Louvre.

J.-C. BILLIER,  
étudiant  
(Paris).

## LE LIBAN PARALYSÉ

A la lecture de tous les articles que publie le Monde sur le Liban, on peut être tenté de comparer la situation actuelle du Liban à celle qu'a connue la France dans la période féodale, c'est-à-dire du dixième au quatorzième siècle.

En effet, le fédéralisme désignait « tout contexte historique dans lequel le pouvoir politique est caractérisé par sa paralysie qu'engendrait l'essor d'institutions semi-privées annexant le pouvoir à leur profit », n'est-ce pas là la situation du Liban d'aujourd'hui ?

Car la fédéralité ne met pas en cause l'unité du territoire, mais le pouvoir qui s'exerce sur ce territoire : au départ centralisé (Charlemagne pour la France, 1870 pour la Liban), il glisse jusqu'à une entité homogène par son caractère ethnique, sociologique et culturel. Ainsi, les communautés chrétiennes, druzes, chiites et sunnites... ne seraient-elles pas les seigneuries banales et les principautés de Normandie, du Maine, du Poitou, d'Auvergne ou de Bretagne ?

De même que Louis V en 953, au lieu de régner sur l'Hexagone, ne

voyait pas son autorité dépasser Sens (d'où le nom d'Île-de-France), le président Gemayel voit-il son pouvoir limité à une partie de la capitale seulement (Île-du-Liban) ? La redoutable loi de Normandie, qui mit en péril la roi de France Philippe-Auguste et lui résista jusqu'au bout, n'est-elle pas à comparer avec la non moins puissante Walid Jumblatt, qui règne en maître absolu sur son « fief » druze ?

Mais alors, quand on sait les difficultés qu'ont rencontrées les successeurs d'Hugues Capet pour réunifier le royaume (et encore, la principauté de Monaco resta toujours à l'écart aujourd'hui) et que l'on compte la temps qu'il a fallu pour y parvenir plus de quatre siècles, alors ne songeons plus à pousser la comparaison trop loin, pour garder quelque espoir de voir la sanglante de couler du Liban.

L'histoire nous enseigne qu'il n'y avait pas cependant une comparaison à faire entre ces deux situations...

ANTOINETTE LEROY  
(Sceaux).

## Chronique

# LA COUPE DE SANG

VOUS avez bien dormi, vous, mercredi soir ? Quand l'écran de la télévision s'est éteint vers minuit, l'heure du crime, quand il a fallu passer du cauchemar réel au royaume des songes, l'horreur a continué. La boule au creux de l'estomac, le tête lourde des images encaissées, le score enflant du match (trente-huit morts et un but), la Coupe d'Europe, coupe de sang encore chaud : des millions d'Européens, sans doute, auront lutté contre l'insomnie et rares auront été ceux qui auront plongé benoîtement dans le sommeil du juste.

Nous étions tous, désormais, impliqués dans ce match humiliant où se jouait la lutte entre la bonne conscience de l'Europe et sa mauvaise conscience. Vite, l'exorcisme ! Il ne pouvait s'agir que des autres, de leur furie, de leur bêtise ou de leur incompétence. Pas des nôtres, bien sûr.

### Expliquer pour rassurer

La choc émotionnel, continental, il fallait l'endurer, le canaliser, l'atténuer. Trente-huit morts dans un stade, sous nos yeux qui étaient là pour se réjouir d'une fête sportive, si bien préparée, un sommet de l'année liturgique du football, comme Noël pour les chrétiens. Et puis, la tragédie en guise de réjouissance. L'inversion des dièses : on se préparait au plaisir, on eut envie de vomir, comme rarement. Malaise dans la civilisation européenne.

Régir contre l'angoisse, se prémunir contre le soupçon de complicité passive qui risquerait de naître, cela ne pouvait se faire qu'en trouvant au plus vite des coupables et de ces explications qui ont le mérite

d'établir entre le drame et nous la distance confortable, nécessaire à notre propre innocence.

C'était assez simple, en somme. Tous les éléments d'une causalité extérieure au sport — au sport que nous aimons et qui fait partie de notre identité culturelle — étaient là, prêts à l'usage. Les Anglais, d'abord. Une affaire d'Anglais. Des empêchements de jouer au ballon rond. Ils avaient fait eux-mêmes, et depuis des années, la preuve de leur aptitude à semer le trouble. C'est chez eux comme une seconde nature, l'histoire ne l'a-t-elle pas démontré depuis des siècles ? Ajoutez-y l'elcool (à forte dose), une once de sociologie de bazar (Liverpool, le chômage, les docks déserts). Des manigances et des malheurs. Des fous, mais pitoyables.

Et puis, Bruxelles, capitale de l'Europe, mais aussi de la Belgique. Une tragique histoire belge. Des policiers qui sont à l'extérieur du stade tandis qu'on se massacre dans les gradins. On les verra percher sur leurs cheveux, juchés là-haut comme pour mieux juger de l'effet de leur imprévoyance. Il ne manquait que les frites et les tambours !

Enfin les Italiens. Au premier rang, certes, de ce regrettable massacre footballistique, des victimes émuventes, bien sûr, mais ne sont-ils pas, eux aussi, d'ordinaire au premier rang de la sottise des supporters, ces « tifosi » passionnés, excessifs, chauvins ? N'ont-ils pas, depuis des lustres, donné à l'Europe — qui les méprise au fond — d'innombrables leçons de mauvaise foi sportive, de pertuisane hystérique ? Allez savoir s'ils n'ont pas tenté le diable...

Aussitôt vu, aussitôt baillé : impossible chez nous ! Une affaire atroce, mais triplement étrangère : des Anglais ivres, des « tifosi » italiens et des Belges belges. Nul, bien sûr, n'aurait proféré aussi brutalement pareille synthèse de la tragédie de Bruxelles, mais qui pourrait contester que, dans les réactions qui suivirent, il ne s'est pas glissé de ces préjugés qui font le racisme intereuropéen ?

C'est sans doute une des leçons de cet événement. L'Europe, mercredi, a eu honte d'une partie d'elle-même et tente de se rassurer en disant que ce n'était qu'une part infime de la réalité continentale, qu'il fallait juger notre ordinaire moins fou que cette extraordinaire folie, vécue tous ensemble. Et vécu devant les autres. En même temps que nous, des millions d'Africains ont assisté, en direct, aux mêmes événements. Comment eurent-ils réagi ? Qu'ont-ils pensé de cette dérive d'une civilisation que nous avons, pendant des dizaines d'années, tant de leur imposer, y compris à coups de violences officielles celles-là ? Plâtre image en effet pour le continent des droits de l'homme et de la démocratie, pour le cap évencé de la science et de la culture. Qu'étaient les « sauveges », ce soir-là ?

La recherche des responsabilités immédiates bat son plein. M<sup>me</sup> Thatcher brandit les foudres de la justice. Les dirigeants du football européen préparent des exclusions sans doute temporaires. Les Belges ne veulent plus de ces Anglais, « décidément pas exportables », comme l'a dit Juste Fontaine. Mesures bien nécessaires mais dont on voit qu'elles sont des

faux-semblants, des masques pour cacher une réalité qu'on ose à peine suggérer : et si, dans tout cela, il n'y avait une certaine fonction du sport dans nos sociétés ?

On a rappelé que des événements aussi dramatiques s'étaient déjà produits dans d'autres stades, dans d'autres sociétés, de Lima à la Turquie, de la Chine (oui, la Chine !) à l'Égypte, la liste est longue des matches qui tuèrent. Dira-t-on que le système social est seul en cause quand tant de sociétés diverses sont atteintes d'un même mal ?

### « Supporterisme »

Le football est devenu le sport le plus populaire du monde (sauf en Amérique du Nord). Ses règles sont simples et sa pratique aussi. C'est un sport d'équipe. Il permet aux supporters, au-delà de la projection dans des individualités brillantes, de s'investir dans une entité qui dépasse ces individus : la club ou l'équipe nationale. C'est un sport de compétition. On ne joue pas pour jouer. On joue pour gagner. On ne vient pas voir un beau match, on vient pour assister — non : pour participer — à la victoire (qui implique la défaite de l'autre camp).

Le « supporterisme » est un comportement social qui engage l'individu, y compris dans son corps : lui aussi, il « fait le déplacement ». Il y a onze bons joueurs (face à onze méchants) sur le terrain, mais ils sont aussi des milliers dans les tribunes. Le supporter fait plus qu'assister : il y a, dit Alain Giresse, une communion entre le public et nous. Commu-

nion, le mot est religieux et bien choisi.

Car le sport a toutes les apparences d'une parodie du religieux. Les fidèles pèlerins suivent les officiels professionnels. Tous concèdent, les uns en jouant, les autres en chantant des hymnes, une liturgie dont le but est bien la victoire sur le mal, identifié à l'équipe adverse. Il ne manque même pas le coupe brandie vers le ciel, offertoire profane qui met en transe l'assemblée des croyants. Un sociologue, M. Bernard, l'a écrit : « Le sport, avec ses rites et ses idéologies, est devenu dans l'ensemble de la culture contemporaine le substitut laïque des aspirations religieuses des masses, le mode le plus accessible, bien que le plus illusoire de la communion collective ».

Une religion qui parle à tous, jeunes et vieux, Occidentaux ou habitants du tiers-monde. Une foi simple qui se résume, comme le signalait Christian Bromberger : « Un rituel viril commun à tous les hommes de la planète ». Rares sont ceux qui échappent à sa magie. Il est un peu court de dire que le football est le sport des basses classes, du peuple. Qui ne voit qu'il mobilise, en vérité, toutes les couches de la société, même si c'est à des degrés divers ? Qui n'était pas devant son poste de télévision mercredi soir pour voir le match ? Quel Français n'espérait un but de Platini ? Pour cet opium-là, il y a peu d'agnostiques.

Difficile, il est vrai, d'y échapper. Chaque célébration qui d'annonce fait l'objet d'un matraquage par les médias dont aucun autre événement social ou culturel ne bénéficie

des mêmes proportions. Le cérémoniel est au point, les intérêts commerciaux y veillent. Car cette foi en enrichit plus d'un. Télévisions, annonceurs, sponsors, clubs, villes, nations, la foot est un fromage, une activité lucrative, un filon. Le résultat d'un match, c'est aussi une recette. A propos, elle était de combien, la recette à Bruxelles, et de combien les droits de retransmission pour la boucherie imprévue ?

Sans doute ne voulaient-ils pas tous, ces supporters anglais qui se sont lancés à l'assaut d'une tribune italienne, ils voulaient en débouder, bien sûr, sortir vainqueur de cette conquête du terrain, même grotesque de la conquête à venir du vrai terrain. Ils jouaient leur match. L'effet de foule a fait le reste. Mirabeau l'avait dit : « L'enthousiasme des hommes, comme l'antenne des pommes, produit la pourriture ». La foule produit la folie, la peur et l'agressivité se renforcent mutuellement. Nul ne peut maîtriser une foule, pas même la foule : elle est bête, elle est lâche.

Trois leçons à retenir de cet événement considérable de Bruxelles : le honte de l'Europe aura peut-être un effet positif, celui de lui avoir fait prendre conscience (dans la douleur) de son unité au moins émotionnelle ; pour la première fois peut-être dans notre histoire nous aurons tous ensemble, en Europe, vécu en direct un drame commun, concentré pitoyable de nos déchirements séculaires ; enfin, nous aurons peut-être entrevu que le surinvestissement collectif dans la compétition sportive porte en germe le poison commun à toutes les religions : le fanatisme.

BRUNO FRAPPAT.

EMPS  
T CLIMA

JOURNÉE ENSOL

HOMME-CENTIGRA

550 من الأمل



# TEMPS ET CLIMATS

**Le temps, celui qui nous chauffe ou nous mouille, n'a, pourrait-on dire, jamais été autant à la mode. Il est vrai qu'une civilisation où s'apprentent à régner les loisirs ne peut pas ne pas connaître, jour après jour, week-end après week-end, ce que le ciel lui réserve. Ce ciel toujours incertain, toujours en liberté dont on arrive avec le plus grand mal à cerner les exubérances et qui délivre parfois, même sous nos climats sans réelle brutalité, de très désobligeantes surprises. Ainsi, de cet hiver passé. Son lourd bilan s'affine et la facture se précise. Les cicatrices sont encore partout présentes et les dossiers s'entassent. Mais après l'hiver, le printemps et le 21 juin, soyons en sûrs, déjà l'été.**



## JOURNÉE ENSOLEILLÉE SUR L'AN MIL

Un entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie

**H**AUT spécialiste des coutumes et raisons de rester en vie des Hyperboréens, Jean Melaurie avait commencé ses farouches traversées des déserts en patrouillant dans le Hoggar. Du froid intense au chaud le moins acceptable, il était tenté de faire le pont et d'essayer de comprendre comment deux peuples, vivant sous des climats que le créateur n'avait sans doute pas imaginés comme pouvant abriter le produit le plus fin de ses œuvres, arrivaient à garder leur dignité.

Pour nous inacceptables, tragiques et barbares, ces conditions d'existence représentent le point le plus avancé du malheur et l'état le moins envieux de la fatalité. Nous les considérons comme des aberrations dont la brutalité nous dérange et ne les acceptons au fond que brossées sur les images peues des calendriers des postes. Quia

de qui se moque-t-on ? Des noms !

N'accablons pas nos oracles, leur science est jeune en regard des soubresauts climatologiques qui ont agité le ciel de nos ancêtres. C'est durant la première guerre mondiale que l'idée d'étudier les courants d'air d'en haut a germé dans la tête des stratèges. Non pour rassurer le bon peuple sur l'ensolaillement ou non du week-end, mais plus prosaïquement pour savoir dans quel sens le vent allait emporter le nouveau vacheur qu'on venait de mettre au point pour réduire les lignes avancées adverses : les gaz. Pas de blague, il ne s'agissait pas que du noroit soudain aille mettre à mal vos propres fantassins. Une préoccupation était née.

Cette préoccupation qui fait aujourd'hui partie des choses dues comme la Sécurité sociale, l'ANPE, le Loto sportif et les

La vie des champs dépendant directement du temps qu'il fait, il est très naturel qu'un historien de la société rurale s'intéresse à la météo. C'est ainsi qu'Emmanuel Le Roy Ladurie a accompagné sa thèse sur les Paysans du Languedoc d'une thèse complémentaire sur l'Histoire du climat depuis l'an mil. Ainsi pour la première fois le climat échappait aux météorologues (1) ou aux géographes et devenait un objet d'études pour l'historien...

« Pourriez-vous nous dire quel temps il faisait en l'an mil et quelle a été l'évolution du climat en un millénaire ? »

« L'an mil est évidemment une date symbolique. En réalité, le Moyen Âge est assez mal connu. Il semble que le onzième siècle, qui a été marqué par la colonisation du Groenland par les Vikings, ait été assez doux, puis qu'il y ait eu une petite avancée glaciale vers le douzième-treizième siècle. En revanche, les choses deviennent plus claires à partir de la fin du seizième siècle. L'historien suisse Pfister est arrivé à une périodisation très précise. Il y a un refroidissement de 1565 à 1629, une période plutôt sèche de 1630 à 1687, à nouveau une décennie vraiment froide de 1688 à 1701. En 1694 il y eut du reste une grande famine en France. Puis de la fraîcheur encore en 1731 et 1860. On peut dire que la période 1564-1860, qu'on a surnommé « le petit âge glaciaire », a été marquée par une occurrence de périodes fraîches. Ensuite, il y a eu une période de réchauffement, de 1860 jusqu'aux années 1950, avec à nouveau un petit rafraîchissement ultérieur. Mais il faut bien voir que ces variations portent sur des différences de moyenne d'à peine 1 degré en plus ou en moins. Elles sont donc minimes.

« Comment peut-on reconstituer de façon aussi précise le temps qu'il faisait à des époques si éloignées ? »

« Il y a un très bon indicateur, ce sont les glaciers. Les poussées glaciaires, quand elles sont répétées, sont des indices de périodes fraîches, comme ce fut le cas à la fin du seizième siècle et au début du dix-septième siècle. Grâce au carbone 14, on peut dater à cent ou cent cinquante ans près. Mais il y a aussi des textes. À partir de 1550-1600, les curés, les notaires ou les paysans ont déposé devant le juge pour signaler le jour où le glacier a renversé leur maison ou détruit leur village, comme le hameau de Chatelard, qui a été renversé en 1600. Au dix-septième et surtout au dix-huitième siècle, on commence à avoir des gravures qui permettent de situer très précisément la position des glaciers comme celui du Rhône ou ceux de Chamonix. Il y a aussi le cadastre (dès le dix-huitième siècle, grâce aux ducs de Savoie, le front du glacier du Mont Blanc est cadastré), les cartes, les documents littéraires.



Illustration des Géorgiques, Virgile, 1517.

Quand Victor Hugo parle de « la mer de Glace qui s'avance comme un bras qui se recourbe », c'est caractéristique (compte tenu de dizaines d'autres textes) de l'état du glacier à son époque. Du seizième siècle jusqu'en 1860, la mer de Glace a été visible depuis la vallée, alors qu'elle ne l'est plus maintenant.

« Un autre indicateur intéressant est la date des vendanges parce qu'elle dépend beaucoup de la chaleur de l'été. Or les gens les notaient avec précision, ce qui a permis de reconstituer des séries, notamment en Bourgogne, en Suisse et même à Paris. On voit par exemple que les années 1688-1701 sont des années de vendanges tardives. C'est une période très fraîche, marquée par la fameuse famine de 1694 provoquée notamment par l'automne pourri de 1692, qui a généré les labours. Des milliers de personnes sont mortes de faim, et bien davantage du fait des épidémies favorisées par la misère.

« Quel est le rôle du mauvais temps dans le déclenchement des famines ? »

« On voit, avec ce qui se passe actuellement en Afrique, dans les zones marginales de sécheresse, que si on combine un cycle sec avec l'expansion démographique et une agriculture inadaptée, les résultats peuvent être dramatiques. Mais sous nos latitudes, avec notre agriculture surchauffée par les engrais, le climat peut avoir son importance dans les pays de médiocre agriculture,

comme l'URSS ou éventuellement l'Inde, mais d'une façon générale le mauvais temps est l'excuse du mauvais agriculteur.

« Maintenant peut-être parce que les techniques agricoles ont fait d'immenses progrès. Mais dans le passé ? »

« Le problème tenait surtout au temps considérable que prenait la moisson. Il fallait réunir une armée de moissonneurs, couper le blé, dresser les gerbes, les laisser sécher, faire des meules... Dans les pays humides comme la Normandie, un été frais pouvait être désastreux. Les grandes famines ont souvent correspondu à des étés frais, comme celle de 1661 qui coïncide avec l'avènement de Louis XIV. Pendant qu'il y avait des fêtes à la cour, des centaines de milliers de personnes mouraient dans les campagnes.

« Mais les famines s'expliquent autant par le mauvais état de l'agriculture que par le mauvais temps. C'est le cas des famines qui ont assombri la fin du règne de Louis XIV et qu'a connues l'Ecosse alors que l'agriculture anglaise, qui était plus développée, résistait beaucoup mieux.

« De même on explique parfois la fin de la viticulture anglaise par le rafraîchissement du climat aux quatorzième-quinzième siècles. Mais je pense que ce déclin est plutôt dû à la concurrence du vin de Bordeaux. Songez qu'en 1300 Bordeaux exporte déjà 1 million d'hectolitres en Angleterre !

« Les famines avaient-elles des répercussions sensibles sur la démographie ? »

« Les famines anciennes peuvent en effet avoir eu des répercussions sur la démographie. Mais souvent elles sont suivies d'une folie de mariage et de natalité, ce qui fait qu'en quelques années les pertes sont réparées — et souvent au-delà... »

« Y a-t-il des événements historiques importants qui aient été la conséquence du mauvais temps ? »

« Il y a peu d'événements importants qui soient liés aux mauvaises saisons et aux famines. On peut toutefois retenir 1789. Il serait évidemment ridicule de dire que la Révolution a été provoquée par le mauvais temps, car il y a toujours dans un grand événement de cette nature une addition de causes. Mais enfin les choses auraient pu se passer moins mal pour Louis XVI s'il n'y avait eu la très mauvaise récolte de 1788 due à divers facteurs dont la très grande humidité de l'automne 1787. Les semences avaient pourri dans le sol. À partir du printemps 1789, il n'y a plus de réserves. Les gens stockent, font du marché noir et les prix augmentent. Une atmosphère de panique s'installe. À cela s'ajoute la « grande peur » due à la présence dans les forêts d'une population marginale de mendiants.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC GAUSSEN.  
(Lire la suite page IV.)

(1) Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'an mil*, Flammarion, 1967. Nouvelle édition revue et augmentée, deux volumes, « Champs », Flammarion, 1983.

## L'HOMME-CENTIGRADE

pense un Inuit du Kent en avril ou un Targi d'un après-midi de septembre en forêt de Fontainebleau ? Sans doute n'en ont-ils qu'une idée confuse... Mais ces gens-là, monsieur, voyagent peu et c'est aussi bien pour eux, car rien n'est plus regrettable que le changement trop brusque de température.

Sujet à d'assez peu remarquables variations de hauteur de mercure, le climat tempéré porte en lui ce que l'on pourrait appeler l'esprit de contrariété, l'esprit de récrimination. A moins ou à plus 40°C, il s'agit de survivre ; entre plus 12°C et plus 28°C, entre moins 2°C et plus 4°, il s'agit de ne pas attraper de rhume de cerveau. Que fondement on attrape, d'où la grogne permanente de ces nantis du centigrade qui ont fait de leur climat un ennemi très personnel et la tête de Turc de leurs tourments physiques et moraux quotidiens.

A quelques encablures de l'an 2000, nos frileux constatent avec consternation qu'aucune machinerie n'a été mise au point ni sérieusement imaginée qui puisse les prévenir imperméablement des lubies de ces fourms dieux et de leur foutu temps. Et voilà que le colère est extrême, car prévoir c'est prévenir et, dans la conscience populaire, prévenir c'est souvent abolir.

Le douillet scabreux dans lequel nous met l'avancement technologique ne peut que nous faire regretter le maigre pouvoir que nous continuons à avoir sur le ciel et ses fantasmagoriques mystères. « La mer est remplie d'eau », s'étonne Eric Satie, c'est à n'y rien comprendre. Mais là aussi c'est à n'y rien comprendre ! Beau temps demain... des haliebardes. Été ensoleillé... on gèle. Où sont les responsables,

Saint-Cyriens sous leur plumet du 14 juillet. Imagine-t-on une chaîne de radio sans la brève mais savoureuse prestation de l'homme ou de la femme-météo de la saison ? Certes non. Elevée au rang de farce ou de dramaturgie — c'est selon, — l'annonce des prévisions fait la fermeture des bulletins d'information sans que l'on sache très bien si elle les conforte ou les déstabilise. Les nouvelles du temps qui passe et qui agitent le monde sont-elles, elles-aussi, soumises aux à-peu-près et aux foudrues de ce champion à ne plus croire en rien qu'est l'anticyclone des Apocres ?

Toujours est-il que chacun veut savoir, ne serait-ce que pour faire porter haut ces récriminations et tenir entre ses mains nerveuses l'un des responsables du moment.

Comment se plaindre efficacement de la hausse des prix, des méfaits de la facture pétrolière ou de la course aux armements ? Difficile, mais le temps qu'il fait et la maladresse des fournisseurs qui en ont la charge, voilà de la victime expiatoire toute trouvée ; le frère totém où nous accrochons les ex-voto de nos malédictions.

Il n'est pas si sûr pourtant que, lorsque nous sera servi avec précision la carte rapprochée des fébrilités au milieu desquelles nous tentons de vivre, la déception ne soit grande de ne plus avoir à sa coller avec le plus subversif des provocateurs et, pour nous qui n'avons pas à faire face à ces plus meurtrières démonstrations, d'en perdre encore un peu plus le sens de l'ironie, du jeu et de la dérision.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.



## TEMPS ET CLIMATS

# LES SIGNES DU SEIGNEUR

par Jean-Yves Nau

**C'est toujours du ciel  
que vient l'inattendu.  
Malgré les progrès de la viticulture,  
le temps, soleil-divin ou orage-démon,  
reste le grand juge de paix.  
Pourtant, prenons garde à l'impérialisme  
du millésime : le bel été fait le bon vin,  
mais les autres ?**

LES eaux de Cana : le sang de la Cène ; le vinaigre de l'agonie. Depuis deux millénaires, le vin domine l'imaginaire chrétien. Vingt siècles méditerranéens n'ont cessé de rythmer la culture de la vigne et la fabrication de ce breuvage sanguin. Une alchimie puissante autant que divine, magnifiant la solitude terrestre et les miracles de l'au-delà. Deux mille ans de vigneron, donc deux mille vendanges, deux mille floraisons. Et cinq mille si l'on veut bien rendre à Bacchus ce qu'il nous a offert. Trop pour ne pas vider son verre avant de s'incliner, chapeau bas. Trop aussi pour ne pas tenter de déchiffrer cet alphabet subtil, cette sainte trinité faite du sol, de la vigne et du « temps qu'il fait ».

Plus que pour tout autre aliment, l'histoire du vin se résume à l'histoire d'une conquête, celle de la vigne sauvage ou *Vitis vinifera*. Appréhensée, il fallut lui trouver une pâture, marier l'espèce (le cépage) au sol. Un prodigieux tâtonnement géologique et gustatif qui atteint sa plénitude mondiale à la Romanée-Conti (côte de Nuits), sur le mamelon de l'Hermitage, ou encore dans l'ombre de Margaux, sur les bords de la Gironde.

Terre, plante, ciel : voilà donc le paysage. Et ceux qui, effrayés de tant d'histoire, craignent encore de s'aventurer sur les sentiers vénéreux de notre temps, peuvent aujourd'hui avancer toute bonte vue. Baissez la nuque, feuilletez la géologie, humez le sol, les argiles, les siliques ou les grèves. Notez les reliefs, les croupes et les coteaux. Apprenez à palpier, à inspecter la plante-reine, à faire la part entre un pinot, un merlot ou un cabernet franc. Photographiez les feuilles, les grappes et les vrilles, fixez les couleurs, les parfums. Là, vous aurez déjà fait une bonne part de ce chemin qui, ici plus qu'ailleurs, fait partie de la messe. Restera alors à ne pas baisser les yeux quand le calice s'élève : c'est du ciel que vient toujours l'aventure, le miracle. Gelées, millésimes, vins de garde ou de « délassement », c'est la météorologie qui règle l'inattendu, le soleil divin et l'orage

démon, le frimas assassin et l'automne prédompteur. Car c'est ainsi : le vin engrange et reflète les aléas climatiques auxquels est soumis le raisin. C'est ainsi que la France dispose de breuvages atlantiques, de vins d'océan ou des terres continentales. Des silhouettes sur lesquelles viennent se greffer les caractéristiques de chaque millésime.

En route donc pour l'année vigneronne. Nous y entrons au sortir de l'hiver. Mars, avril, bourgeons, c'est l'heure des « pleurs », du « débourement ». C'est aussi l'époque angoissante où le gel est toujours possible, qui ruinerait

toutes les espérances. De la mi-mars à la mi-avril, la vigne croît. Feuilles, vrilles, inflorescences, tout semble pousser de soi. La fleur, ce moment admirable autant que mal connu — qui n'a jamais senti la fragrance d'une fleur de vigne ? — tombe entre juin et juillet. Une gestation de cent jours, et le raisin sera mûr.

Une date, ici, est essentielle, le 21 juin ou solstice d'été, l'apogée des jours longs. Selon que la fleur est ou non faite, le vin n'aura pas la même silhouette. Dans un cas le raisin sera gorgé de lumière, dans l'autre non. « Des vins de soleil ou des vins de lune », pour reprendre l'image de Jacques Puisais, président de l'Union des œnologues, autant que poète épique. Objectif rêvé sinon toujours atteint : cueillir le plus de fruits le plus mûrs possible. Ce sera donc de mars à septembre la lutte chimique préventive et curative contre les herbes mais aussi contre les insectes, les bactéries et les champignons microscopiques. Une bataille d'autant plus rude que l'été sera plus humide. Été noir des orages à venir, aussi, contre lesquels on tente à grands frais de s'organiser avec les batteries de l'artillerie paragrêle.

A mesure que l'automne s'approche et s'installe, l'anxiété devient reine. Les cent jours

approchent de leur terme. S'écoulera l'été des grands millésimes ou le tocsin des petites années ? Là encore, c'est le temps qui commande. Septembre et octobre sont sur les terres à vigne des mois de paris et d'angoisses. On frôle l'hiver et on entend cueillir des fruits mûrs ! Un jour trop tard, et c'est la catastrophe de la pourriture. Un jour trop tôt, et c'est l'amertume de la prématurité.

Voilà pour la règle commune. Mais il y a des équilibres plus subtils entre le vin et le climat. C'est, par exemple, à Sauternes ou à Vouvray, la maîtrise de cette pourriture qu'on dit « noble », produite par ce somptueux parasite qu'est le *Botrytis cinerea*. C'est, dans le Bordelais, la maîtrise des maturités différentes de plusieurs cépages. C'est aussi, sur les marches du Jura, le trop rare « vin de paille » obtenu après surmaturaison, les grappes continuant à mûrir plusieurs mois après la coupe.

S'il fallait trouver une constante dans le dernier quart de siècle de la viticulture, ce serait celle de la recherche de la maturité contrôlée. En d'autres termes, maîtriser la météorologie. Non qu'on sache faire du soleil et de la pluie à volonté, mais parce qu'on a acquis une forme de contrôle sur

les processus de la fermentation alcoolique. Là est peut-être le danger : dans ce ballet imposé aux figures trop mal connues, les conditions climatiques, parce que aisément accessibles, ont l'apparence de l'essentiel.

On exagère, bien sûr, surtout à une époque où la culture œnologique n'a jamais été aussi largement diffusée. Reste pourtant, si l'on n'y prend garde, une vraie menace : celle de l'impérialisme du millésime. « Il a fait beau cet été ? Alors le vin sera bon. » Et l'on voit ainsi certains nouveaux riches n'acheter que les « bonnes années », dédaignant les « mauvaises » et méprisant du même coup un vin qu'ils jugent inférieur alors qu'il n'est que différent. A cet égard, 1984 sera une année modeste. Un millésime trop tôt entré alors qu'il impose le voyage, la dégustation et l'expérience. 1984 qui, en toute hypothèse, permettra de laisser dormir les 1982 et les 1983. En d'autres termes, le millésime doit guider le consommateur (quand boira-t-il vin de telle année et avec quoi ?), pas l'acheteur.

Au fond, le millésime n'est rien d'autre qu'un écho du temps jadis. Une remontée sordaine des étés du passé, des soleils oniblés et des grêles enfantines.

## MITRAILLE DE MAI

INCIDENT mineur ou véritable tragédie ? La grêle a frappé tôt cette année dans le Bordelais. Ce fut une onnée démo-niaque et assassine. Venue de l'Océan le soir de la Pentecôte, elle a traversé la Gironde à angle presque droit, entre le Médoc et les Graves, avant de s'enfoncer dans les terres. Dès le lundi, les bruits les plus divers circulaient entre Bordeaux et Saint-Émilion. « Des grands crus classés ont été touchés », « la grêle après les gelées de printemps : le Médoc en deuil ».

Le bilan est-il à ce point catastrophique ? Rien n'est moins sûr. « Comme toujours, explique aujourd'hui Jacques Blouin, chef du service vin à la chambre d'agriculture de Bordeaux, l'orage et la grêle ont frappé très différemment selon les endroits. Cette fois, ce sont les régions de Médoc et de Ludon dans le Médoc qui ont été touchées. Les Graves aussi, dans la région de Cadillac. La nuit d'orage a ensuite gagné l'Entre-Deux-Mers où quelques viticulteurs ont beaucoup souffert. Une petite commune comme celle de Rions ne récoltera pas cette année plus de 5 hectolitres à l'hectare. »

Les dégâts semblent toutefois mineurs chez les grands, où seuls les châteaux La Lagune (troisième cru classé) et Cantemerle (cinquième cru classé) sont atteints. Reste pourtant à faire les comptes pour l'avenir. Car, donnée souvent mal connue des consommateurs, la grêle n'abîme pas un maïs parfois deux millésimes. La destruction des bourgeons ou des grappes en formation bouleverse le cycle végétatif de la plante. De nouveaux bourgeons apparaissent alors, mal organisés et infertiles, qui compliquent notablement le travail des vignerons lors de la taille suivante.

J.-Y. N.



## FACTURE FROIDE

LA vague de froid exceptionnelle qui a touché la France au début du mois de janvier a coûté cher au commerce extérieur du pays. Du 1<sup>er</sup> au 17 janvier, les températures ont été inférieures de 9 degrés à la normale saisonnière depuis trente ans, ce qui a gonflé la consommation nationale d'énergie d'environ 8 %, soit 3 millions de tonnes d'équivalent pétrole.

Bien : une note exceptionnelle de 6 milliards de francs en devises à ajouter à la facture normale de chauffage du pays (61 milliards de francs). Le chauffage est en effet, même en temps normal, peu économe en devises : 45 % des besoins sont d'ordinaire assurés par le fuel (importé), 25 % par le gaz (importé également), 20 % par l'électricité et 10 % seulement par le charbon. Par très grand froid, il est encore moins : la consommation d'électricité, gonflée par la multiplication récente des radiateurs électriques

d'appoint, a été telle, au cours des deux premières semaines de janvier, qu'EDF a dû, pour satisfaire la demande, remettre en service toutes ses centrales thermiques, y compris celles fonctionnant au fuel ou au charbon, qui sont normalement peu ou pas utilisées, l'établissement donnant la priorité aux centrales hydroélectriques ou nucléaires, plus économes en devises.

Conséquence EDF a brûlé, au cours de la vague de froid, près de 100 000 tonnes de fuel et 500 000 tonnes de charbon par semaine, contre 0 à 10 000 tonnes de fuel et 350 000 tonnes de charbon en temps normal l'hiver. En outre, l'établissement, d'ordinaire exportateur net de courant, a dû, lors des jours de pointe — le 16 janvier notamment — importer de l'électricité des pays voisins pour faire face à ses besoins. Ces deux semaines difficiles ont eu un coût à EDF de 600 millions de francs de

dépenses supplémentaires, en dépit de ventes exceptionnelles. En revanche, Gaz de France, qui avait des stocks souterrains très importants — l'équivalent d'un quart de la consommation annuelle, — a pu sans problème faire face et a retiré de la vague de froid des recettes exceptionnelles de 1,5 milliard de francs, selon les pouvoirs publics.

Pour les ménages, la note a été également lourde : 6,4 milliard de francs de dépenses supplémentaires, à comparer à une facture de chauffage de 77 milliards de francs par an. Selon l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, le consommateur supplémentaire au cours de ces dix-sept jours s'est élevé en moyenne à 400 francs pour un appartement sans isolation thermique particulière et à 200 francs pour un appartement neuf, répondant aux dernières normes d'isolation thermique.

VÉRONIQUE MAURIS.

## L'AN MIL

(Suite de la page III.)

Présence réelle, ou imaginaire... Du coup, tout le monde s'est armé, ce qui a contribué à créer une atmosphère révolutionnaire.

Peu après le 14 juillet, le prix du blé retombait. Les stockeurs ont-ils eu peur ? On peut imaginer que si le prix du blé avait été bas en mai-juin 1789 les choses auraient été moins difficiles pour la monarchie.

Il y a aussi l'exemple des révolutions de 1848, qui ont fait suite, entre autres causes multiples, à une maladie de la pomme de terre (maladie qui est à l'origine de la famine irlandaise) et à de mauvaises récoltes qui, en 1846-1847, avaient fait naître un certain mécontentement.

Punir saint Médard

N'y avait-il pas des saints qu'on pouvait invoquer pour

arranger les choses lorsque le temps était trop mauvais ?

Pour la pluie, il y avait saint Médard. Saint-Simon raconte qu'il était mousquetaire dans le nord de la France durant l'été humide de 1692, qui gêna les moissons et surtout les semailles, ce qui conduisit à la mauvaise récolte de 1693 et à la famine de 1694. L'armée était pour ainsi dire inondée. Les soldats, furieux, ont pris des statues de saint Médard et les ont brisées parce qu'ils lui reprochaient de faire pleuvoir. C'est la vieille attitude médiévale : non seulement on supplie le saint, mais on le punit quand il ne fait pas son travail.

Que pouvait-on faire d'autre pour mettre un terme aux mauvais temps ?

A Paris, on sortait la chaise de sainte Geneviève et on la promenait dans les rues. On l'a fait

par exemple au moment des menaces de disette du dix-huitième siècle. Mais c'était très compliqué. Il y avait toutes sortes d'intérêts politiques et religieux en jeu. Il fallait que le Parlement de Paris s'en mêle et obtenir toutes sortes d'autorisations.

Il y avait aussi les pèlerinages pour la fin de la sécheresse (encore en 1976, des prêtres ont fait des prières pour la pluie à la demande de leurs paroissiens). Les processions de rogations servaient à la fois à marquer le territoire de la paroisse en faisant le tour et à demander, par des litanies aux saints, la bénédiction divine sur les fruits de la terre. Elles ont duré pratiquement jusqu'à Vatican II. J'en ai vu il y a encore quelques années.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC GAUSSEN.

DÉPARTEMENT

SUD FRAGILE

هكذا من الأصل



## TEMPS ET CLIMATS

# 54 DÉPARTEMENTS EN BERNE

par Roger Cans

**Calamité. Le mot est lâché.**  
**La commission nationale installée en France pour dresser le bilan des ravages du froid de cet hiver a rendu ses conclusions :**  
**54 départements ont été reconnus totalement ou partiellement sinistrés.**  
**Une chance pourtant pour l'agriculture : le printemps pluvieux.**

UN printemps pourri va-t-il racheter l'hiver sibérien ? Peut-être. Dans les milieux agricoles, on tout cas, on se réjouit de voir un mois de mai détrempé. « Le froid très vif, ça déshydrate complètement la végétation, explique un chercheur de l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Un printemps humide peut aider à compenser le déficit hydrique et faire repartir des plantes au bord du dépérissement. » Même réaction à l'Institut technique des céréales et fourrages (ITCF), où l'on constate avec soulagement que ce mai pluvieux et frais va permettre aux jeunes semis de croître lentement, régulièrement.

Est-ce à dire que le froid est déjà oublié et l'« ardoise » du gel effacée ? Loin de là ! Fin avril, la Commission nationale des calamités agricoles avait reconnu cinquante-quatre départements totalement ou partiellement sinistrés. De la Seine-Maritime aux Pyrénées-Atlantiques, du Finistère aux Alpes-Maritimes, en passant par les Pyrénées-Orientales et même la Corse, on ne compte plus les communes où les légumes ont gelé sur pied, les fleurs séchées comme paille et les plants de pépinière trépassés dans leurs modernes contenants en plastique. Maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes se souviendront longtemps des coups de froid de janvier 1985. Certains, producteurs d'azalées et de rhododendrons, ont pratiquement tout perdu.

Adieu les fraises du Vaucluse et les kiwis d'Ille-et-Vilaine, adieu les fèves d'Arrière et le cresson du Val-d'Oise, adieu choux-fleurs et artichauts bretons cueillis au petit matin par des températures de -9 à -24°. Les élevages, aussi, ont souffert. En Corse comme en Corrèze. En Haute-Vienne, les abeilles ont gelé dans leurs ruches. Les huîtres de Marennes et les moules des étangs de l'Aude ont été prises dans les glaces, tout comme les poissons du bassin de Thau. Il a fallu des

semaines pour se rendre compte des dégâts et mesurer l'ampleur du désastre.

Chez les céréaliers, on pleure moins. Le blé résiste bien au froid, en général, et l'on a toujours la ressource de ressemer du blé de printemps en cas de malheur. C'est ce qu'on a fait dans le Nord-Pas-de-Calais et en Champagne, où les sols calcaires ont été littéralement soulevés par le gel, provoquant des arrachements et des cisaillements de racines. Lorsque le cultivateur constate que son champ n'a plus un minimum de quatre-vingt plantes vivantes au mètre carré, il « retourne », c'est-à-dire qu'il laboure à nouveau pour ressemer. « Dans le Nord et en Champagne, il y a eu 5 % à 10 % de retournements », précise Jack Massé, ingénieur « plantes-climat » à l'ITCF.

En Champagne toujours, le froid a mis la vigne à rude épreuve. « On va vers une toute petite année », pronostique Olivier Brun, chargé de recherche au Gironpement champenois d'études viticoles. Bien que la vigne soit une plante robuste, certains vignobles ont beaucoup souffert. Des pieds devront être arrachés, d'autres mettront deux ans à redémarrer. Même les cépages apparemment intacts auront moins de fruits. Le comble, c'est qu'après le froid polaire de janvier, puis la récurrence de février, il y a eu une troisième vague de froid en avril. Or il n'est de pire gel que tardif.

Chez les pépiniéristes, c'est la consternation. Tous ceux, et ils sont nombreux aujourd'hui, qui ont adopté la culture « hors sol », c'est-à-dire dans des contenants que l'on peut déplacer et transporter à volonté, ont vu leurs plants geler. Surtout les contenants à « mélange léger », à base d'écorces broyées. On observe aussi que les arbustes persistants ont moins bien résisté que les arbustes caducs, qui avaient perdu leur feuillage avant les froids. « Contrairement à l'habi-

tude, note le président du syndicat des pépiniéristes, M. de Courcy, les plants de pleine terre ont gelé du bas vers le haut. Le froid a saisi le sol gorgé d'eau, qui s'est transformé en bloc de glace, puis la neige a emprisonné le froid. » Même les plants forestiers, toujours plus résistants, ont été décimés. Rien que dans le Loiret, en forêt d'Orléans, quelque 700 000 plants de pin Laricio de Corse auraient grillé — mais certains semblent devoir repartir. Quant aux jeunes chênes, normalement résistants au froid, ils ont aussi montré des signes de faiblesse, en particulier ceux issus de la dernière glandée. Dans les six départements de la région Centre,

les deux cent cinquante pépiniéristes auraient perdu entre 35 % et 42 % de leur chiffre d'affaires annuel, soit un total de 80 millions de francs.

Les arbres adultes, eux aussi, ont été sérieusement éprouvés, dans le Midi surtout. Sur la Côte d'Azur, les palmiers de Nice et de Cannes ont complètement grillé. Heureusement, une abondante couche de neige les a protégés du gel, de sorte qu'un petit bouquet vert renait de leur cœur. Avec le temps, ils devraient retrouver leurs palmes majestueuses. Les eucalyptus, desséchés par le froid hivernal, commencent à bourgeonner à ras de tronc. Très peu

sont morts, mais tous ont régressé. De belles ramures devront être coupées. De même pour certains oliviers du haut Var ou les mimosas : nombre de pieds sont intacts (il a fait moins froid qu'en 1956), mais beaucoup de branches ont péri. Entre Fréjus et Antibes, les mimosas dits quatre saisons — arbustes de jardin, moins résistants que les mimosas de fleuriste — sont souvent morts.

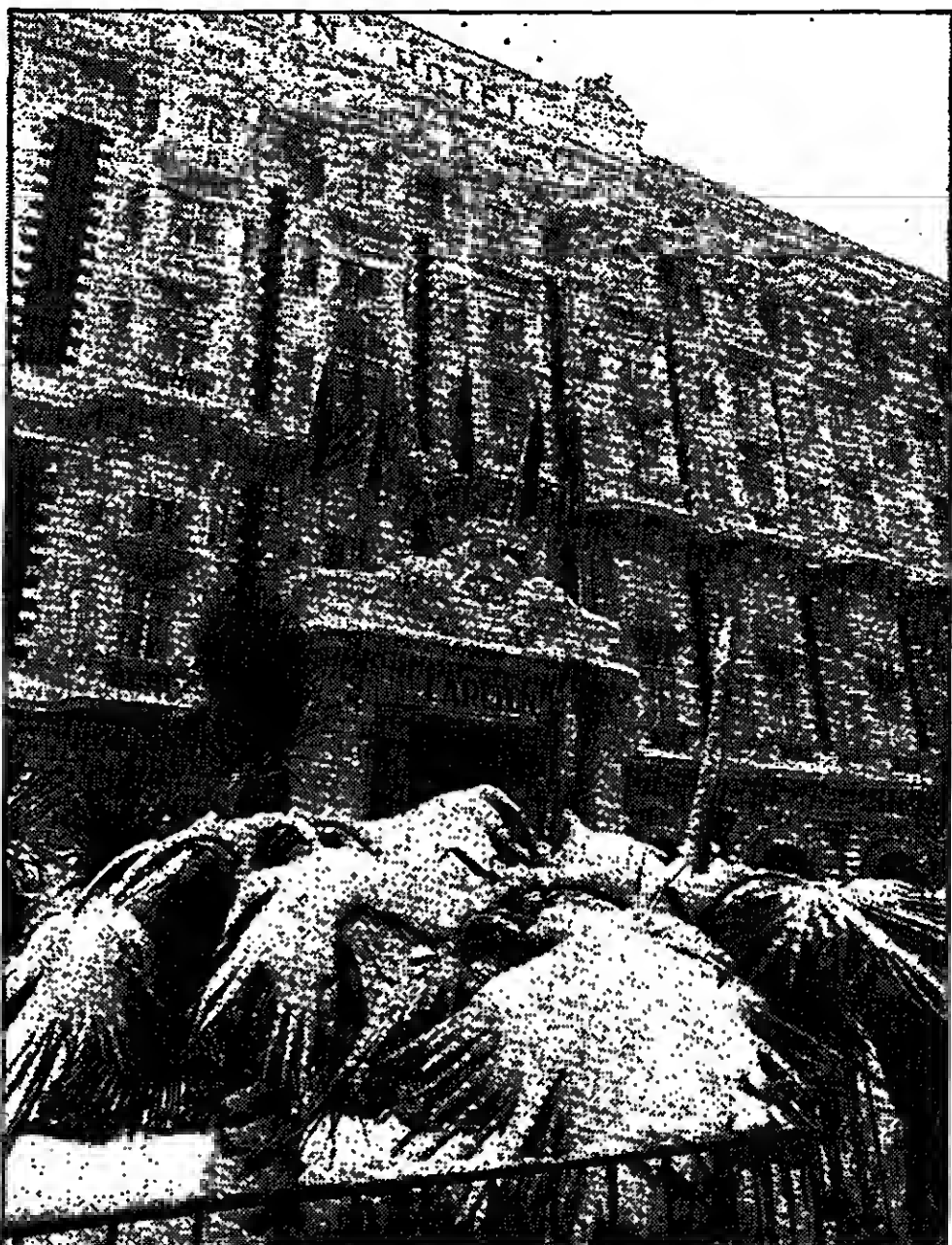
Le plus surprenant, dans le froid de janvier 1985, c'est la chute des températures dans le Sud-Ouest : -12° à Biarritz, -16° à Bordeaux, -17° à Dax et à Toulouse, -20° à Mont-de-Marsan ! Du coup, le pin des Landes — essence des plus rusti-

ques — a flanché à son tour. « C'est une catastrophe régionale », affirme Bruno Pourchet, chef du service régional de la forêt et du bois (SERFOB, ex-SRAF) de Bordeaux. Sur les 900 000 hectares du massif landais — à 90 % privés, — 70 000 seraient touchés, dont 30 000 « perdus », c'est-à-dire en cours de coupe. Or 30 000 hectares, selon M. Pourchet, c'est « plus d'une année de production de bois de trituration ». Autrement dit, les papeteries du Sud-Ouest vont croquer sous les grumes débitées à la hâte.

A l'Office national des forêts, on reconnaît que le gel du pin maritime est un fait nouveau, assez inattendu. Mais on note que les arbres les plus atteints sont les pins de souche portugaise, racetés dans les années 50 pour reboiser les parcelles brûlées après la dernière guerre. Or les pins portugais, qui supportaient déjà mal l'humidité des Landes, ne sont plus replantés aujourd'hui. Le SERFOB a même demandé aux propriétaires forestiers de ne plus récolter les graines sur les coupes de cette année. « Le froid aura eu au moins un mérite, reconnaît M. Pourchet, c'est d'accélérer la disparition du « portugais » qui n'avait pas de bons résultats chez nous. »

Autre victime du froid en Aquitaine : l'eucalyptus. Heureusement, cette essence récemment introduite n'est pas encore répandue ; guère plus de 1 000 hectares, plantés à coups de subventions pour alimenter une industrie papetière qui se nourrit surtout de hêtre. Jusqu'à -16°, les arbres ont résisté (mais ce sont de jeunes plants de trois à quatre ans). Au-dessous de -20°, ils ont péri. Entre les deux, leur lige a grillé mais ils devraient repartir du pied. « Dans une proportion de 60 à 80 % », estime Georges Touzet, directeur général de l'Association forêt-cellulose (AFOCEL). Pour lui, les vrais dégâts sont à relever dans les pinèdes (« ou moins 1,2 million de mètres cubes à couper prématurément »), dans les reboisements en cèdres, et même dans certaines peupleraies de la Garonne où le bois est balayé de gélivures.

Dans le Midi méditerranéen, le froid a provoqué la pénurie en tuzant les fleurs. Dans le Midi aquitain, il provoque une surproduction de bois, alors même que le marché est très mou. Une seule consolation, là encore : ce printemps humide et frais, qu'on dit propice à la reprise de la végétation. Mais attendons l'été...



## SUD FRAGILE

par Guy Porte

LA vague de froid qui s'est abattue sur la Côte d'Azur entre le 4 et le 17 janvier avait, selon le centre météorologique de Nice un caractère « argement continental ». Si certains spécialistes n'hésitent pas à remonter au seizième siècle pour retrouver un tel accident climatique, les seules observations fiables ne datent, elles, que de l'après-guerre. Depuis qu'existent du moins les relevés officiels, tous les records sont tombés. A commencer d'abord par celui des températures minimales sous abri : -7,2°C à Nice, et -12°C à Cannes, le 9 janvier. Lors des vagues de froid précédentes, la thermomètre n'était descendu qu'à -4,6°C à Nice et -8,6°C à Cannes, le 12 février 1956, et respectivement à -5°C et -9,9°C le 6 mars 1971. Le record des maxima négatifs a également été battu avec -2,3°C à Nice, de même que ceux du nombre des jours de gel pour un mois de janvier (neuf jours

à Nice et quinze jours à Cannes) et celui de la hauteur de neige (38 cm à Nice, 40 cm à Antibes). Les mêmes données météorologiques exceptionnelles ont été enregistrées sur le littoral varois (-11°C à Hyères, par exemple, le 8 janvier).

Les dégâts causés aux cultures ont pris des dimensions réellement catastrophiques. Les cultures florales et maraîchères de plein champ ont été presque entièrement détruites. Les dommages concernant les cultures permanentes (agrumes, mimosas, taillages, oliviers) ont également été très sévères, de même que ceux constatés dans les pépinières de plein air et sous abri non chauffé. Les pertes globales des récoltes ont été estimées à 70 millions de francs dans les Alpes-Maritimes (dont 34 millions de francs pour les cultures florales et 18,25 millions de francs pour les maraîchères), et à 140 mil-

lions de francs dans la Var (dont 90 millions de francs pour les fleurs et les légumes). Les pertes de plantation seraient au total de 95 millions de francs dans les Alpes-Maritimes, et de 40 millions de francs (sans la vigne et les oliviers) dans la Var.

Le plus lourd tribut du froid a été payé par les mimosés et les agrumiculteurs. Dans le secteur de Mandelieu, au nord-est du massif de l'Esterel, principal lieu de production du mimosa, 80 à 85 % des plantations sont à reconstruire. A 200 000 francs au minimum par hectare pour 140 hectares, la facture devrait avoisiner les 30 millions de francs. « Comme en 1956 et en 1971, nous sommes condamnés à repartir de zéro, se désespère un producteur, M. Maurice Müller. Si nous ne sommes pas rapidement aidés, il est probable que la nombre des exploitants va encore diminuer. Nous étions une centaine avant 1956 ; nous ne restons plus

aujourd'hui qu'une cinquantaine. » Parmi les agrumes, les clémentiniers, les orangers, et surtout les bigaradiers ont relativement bien résisté. Mais les citronniers ont été détruits à presque 100 %. Pour les remplacer les disponibilités en jeunes plants (provenant de Corse) apparaissent très insuffisantes. On estime d'autre part à vingt-cinq mille dans les Alpes-Maritimes le nombre d'oliviers qui devront être recépés, et à soixante-cinq mille les arbres qui devront subir une taille sévère. Dans le premier cas, aucune récolte ne peut être espérée avant cinq ans. Coût de cette remise en production : plus de 37 millions de francs.

« Depuis 1976, explique M. Francis Tujague, directeur adjoint de la chambre d'agriculture de Nice, nous avons mis en œuvre un important plan de rénovation et nous venons d'obtenir le label Olive de Nice. On se retrouve avec ça, label, et pas d'olives. »

Reste, dans la Var, la cas de la vigne. Selon les prévisions, entre 2 000 et 3 000 hectares auraient été touchés à plus de 25 %. Les calculs de la direction départementale de l'agriculture sont moins larges. Il semble que 500 hectares devraient être recépés ou arrachés, notamment dans les secteurs de Pierrefeu et de Saint-Maximin. Les dégâts du froid sur les arbres et arbustes d'ornement du littoral méditerranéen ont été très variables d'un site à l'autre. A Nice, le service municipal des espaces verts évalue à une centaine de sujets sur trois mille cinq cents le nombre de palmiers irrémédiablement perdus. Mais les attaques de champignons guettent les survivants, dont les palmes des couronnes extérieures ont brûlé. « La préjudice esthétique persistera pendant deux à trois ans », indique le responsable du service, M. Pierre Arnaudon.

Les destructions en primeauté sont plus importantes : deux cent cinquante à trois cents palmiers, par exemple, et la quasi-totalité du stock de caroubiers. La ville déplore enfin la disparition de quelques sujets rares ou ayant un développement exceptionnel, notamment celle de Ficus macrophylla ornant les jardins du Musée Masséna et de Pinus ponderosa que les Nîçois pouvaient admirer dans un square public. Conclusion de deux chercheurs, de l'INRA d'Antibes, M. Allemand, et de Fréjus, M. Berninger : « Le froid abîme ou tue périodiquement, tous les dix à quinze ans, certaines espèces exotiques appréciées et implantées sur notre littoral. C'est aux utilisateurs de faire leur choix et de prévoir que la périodicité du froid et des dégâts se poursuivra dans l'avenir. »



## TEMPS ET CLIMATS

# FOI DE SIBÉRIE

« Si vous nous aviez écouté... » A Moscou, le centre d'hydrométéorologie avait vu passer les vents froids qui devaient rendre sibériens notre hiver français. Parmi les plus habiles à établir les prévisions du temps, les Soviétiques ont mis en place un réseau de renseignements à la taille de leur territoire.

EN Unio soviétique, le moment le plus attendu du journal télévisé est celui du bulletin météo. Chaque soir, à 21 heures, à la fin des informations et tandis que défilent des images des grandes villes concernées, une voix féminine annonce le temps qu'il fera le lendemain dans chaque région de l'immense pays.

Au cours de ces trois minutes, Moscou — qui, comme on le sait, fait ici « la pluie et le beau temps » — se taille la part du lion. Le texte se veut un tantinet littéraire, parfois même poétique. Certains téléspectateurs le jugent avec sévérité. Ce qu'ils préfèrent, ce sont les bulletins du lundi et du vendredi.

Ces jours-là, des prévisionnistes — des vrais — apparaissent sur l'écran et commentent des cartes, comme chez nous. Ils sont deux, en alternance : Alexandre Chouvalov et Anatoly Yakoulev. Les deux A sont des vedettes. Le premier, moustachu, est, on ne sait trop pourquoi, considéré par le public comme plus sérieux. Mais Anatoly, un blondinet de trente ans, est certainement le plus populaire. « Même au sauna, on me reconnaît », avoue ce jeune célibataire en rougissant presque. Parfois c'est agréable, parfois non. Cela dépend de la personne, vous comprenez... »

Le sauna en Union soviétique est pourtant l'endroit où chacun, ayant laissé son personnage au vestiaire, plonge dans l'anonymat de la nudité. C'est le lieu des confidences, des livres propos entre gens qui feront mine de ne pas se reconnaître une fois sortis. Mais Anatoly, l'Alain Gillot-Péridé de la télé soviétique, est désormais trop connu.

Il est vrai que les informations sur le temps sont extrêmement prisées. Il y a un an, les *Izvestia*, le seul quotidien soviétique publiant des cartes météo, a voulu supprimer ces documents rébarbatifs pour « gagner de la place ». Des milliers de lettres indignées l'ont obligé à les rétablir trois fois par semaine.

Ces cartes sont extraites d'un bulletin quotidien qu'édite le Centre d'hydrométéorologie d'URSS, autrement dit l'Hydromet. Ce service, qui occupe plusieurs centaines de spécialistes, est installé à Moscou même, rue des Bolcheviques, dans un bel immeuble ouï d'un six étages. Il est dirigé par Alexandre Vassiliev, le troisième A de la météo soviétique. Cet homme aux cheveux gris, affable et compétent, est à la tête d'un immense réseau qui étend ses ramifications sur la planète entière. Il est si performant que Moscou a été choisi par l'OMM (l'Organisation météorologique mondiale) comme l'un des trois centres de surveillance météo du globe avec Washington, aux États-Unis, et Melbourne, en Australie.

On y est en relation permanente avec une douzaine de capitales, dont Paris. Vieille tradition puisque, dès 1856, la station de Saint-Petersbourg échangeait des informations avec les météorologistes de Napoléon III.

Hydromet reçoit des observations de près de dix mille points du globe : des stations fixes disséminées sur tout le territoire de l'URSS, bien sûr, mais aussi des milliers de navires et d'avions qui font route sur tous les océans. Deux satellites placés sur des orbites survolent le tout et photographient les ouages.



Au total, les hommes des télécommunications qui travaillent rue des Bolcheviques engrangent cinquante mille messages par jour. Ils nourrissent un puissant ordinateur, le BESM 6, qui digère cette moisson puis la traduit automatiquement sans jamais se lasser, en quatre-vingt-dix cartes journalières. Ainsi résumés, les pressions, les vents, les températures, les précipitations, la nébulosité, l'humidité, les orages régnant dans telle ou telle partie de l'URSS et du monde, deviennent lisibles, analysables.

Des fac-similés sont immédiatement transmis aux trente-cinq succursales de l'Hydromet qui sont installées dans chacune des régions oasielles de l'URSS. C'est là, sur place, que sont élaborées les prévisions locales. A Moscou même, les prévisionnistes — qui sont souvent des femmes — se mettent également au travail. Les onze millions d'habitants de l'agglomération attendent leurs pronostics avec impatience. Mais aussi l'ensemble des populations de la Russie d'Europe et les nombreuses administrations centrales

pour lesquelles le temps des jours suivants a quelque importance.

En Union soviétique, les variations climatiques ont une ampleur inconnue sous nos latitudes. Elles sont d'autant plus redoutées des autorités qu'elles introduisent dans la planification un énorme élément d'incertitude. Songez que Moscou, par exemple — dont le climat est pourtant considéré comme « modéré », — est enfouie sous la neige pendant la moitié de l'année. Le thermomètre y descend en hiver jusqu'à - 40°C et en juillet on le voit parfois afficher 38 degrés à l'ombre. Le soleil n'y brille que 130 jours par an contre près de 300 en Ile-de-France. On comprend que les Moscovites soient attentifs au moindre rayon annoncé par la météo. Et le plus souvent ils regardent vers l'Occident. « Nous respirons le même air que vous », dit Alexandre Vassiliev, le grand patron d'Hydromet, car les deux tiers de l'année les vents soufflent de l'ouest. Les paysans bénissent la pluie que vous nous envoyez, mais les citadins qui veulent partir dans leur datcha vous maudissent quand elle arrive au début d'un week-end. »

En réalité, les vents les plus redoutés sont ceux du Sud, qui poussent les orages dévastateurs de moissons, et ceux du Nord, qui soufflent le gel sur les pousses de printemps.

Mais le PC d'Hydromet ne sert pas que ses « clients » de Moscou. Il en a bien d'autres, tout aussi importants. Les prévisionnistes envoient deux fois par jour au ministère de l'aviation civile des plaques de vol pour les long-courriers de 35 lignes nationales et internationales. La météo marine, de son côté, établit quatre fois par jour des cartes de l'état de la mer dans l'Atlantique et dans le Pacifique. Elle les communique aux navires battant pavillon rouge et en déroute mille par an pour leur éviter des zones de tempête. L'économie ainsi réalisée atteint chaque année 1 million de roubles (10 millions de francs).

Comme son nom l'indique, Hydromet est responsable de tous les pronostics concernant les cours d'eau d'URSS. Il est tout à fait essentiel de prévoir à quelques

jours près la formation des glaces qui bloquent les transports fluviaux et la débâcle qui les libère. D'autres spécialistes régissent le régime des réservoirs qui alimentent Moscou en eau potable et celui des retenues hydroélectriques. Et il y a déjà des décennies que les prévisionnistes alertent les forestiers lorsque arrivent les périodes favorables à la propagation des incendies de forêt. D'autres encore parviennent à prévoir avec 90 % de réussite la date de germination des grains semés à l'automne et celle de la floraison des arbres fruitiers.

Ne doutant décidément de rien, les météorologistes russes prétendent faire des prévisions à long terme, sur un mois ou une saison. Après quinze ans d'expérimentation, les spécialistes français ont abandonné les prévisions mensuelles en 1974. Leurs homologues soviétiques s'acharnent, mais ils doivent avouer qu'ils se « plantent » encore quatre fois sur dix. En revanche, ils affirment que leurs pronostics saisonniers sont fiables à 67 %. Les prévisions sont établies deux fois en hiver, au printemps, deux fois en été et à l'automne. « Nous avons annoncé les froids exceptionnels de l'hiver dernier », dit Alexandre Vassiliev. Les vents sibériens sont passés au nord de Moscou et sont allés jusqu'à chez vous. Si vous nous aviez écoutés... »

Hydromet, qui fêtera le 21 juin prochain son soixante-quatrième anniversaire, est une institution qui a la cote en Union soviétique. Ses mérites sont tels qu'en 1967 le gouvernement lui a décerné la récompense suprême : le prix Lénine. « C'est la seule chose que nous n'avions pas prévue », disent les humoristes de la rue des Bolcheviques.

## LES NOUVEAUX FLIBUSTIERS DU VENT

UN ail sur les voiles et l'autre sur la carte météo. Pour les coureurs en haute mer, il ne sert à rien de mener le plus performant des multicoques si on n'a pas les moyens d'aller chercher à coup sûr le bon vent là où il souffle.

Et pas n'importe quel vent : ni trop fort ni trop mou et orienté juste comme le catamaran le désire. Jusqu'à ces dernières années, quand on courait sur les monocoques, relativement plus lents, le meilleur vent était une brise bien portante, la plus forte possible. Jusque-là, on subissait la météo plus qu'on ne l'utilisait. C'est-à-dire que le navigateur qui prenait le départ d'une transatlantique, par exemple, établissait sa route en fonction des statistiques de vent fournies par des documents baptisés pilot-charts. Ensuite, il s'attachait à suivre cette route en la modifiant occasionnellement pour éviter un coup de vent trop fort ou un calme, mais ces détours volontaires constituaient toujours l'exception.

Avec l'arrivée des catamarans océaniques, ultra-rapides, la règle du jeu s'est modifiée. Leurs performances les rendent capables de réagir instantanément à une évolution de la situation mé-

téorologique : il leur est facile de faire un crochet pour aller capter une brise idéale un peu en dehors de la route théorique ou de se détourner juste ce qu'il faut pour éviter un vent défavorable.

Pour un multicoque de haute mer, quel est donc le vent idéal ? Un catamaran montre des exigences assez originales : il n'a pas besoin de vent fort pour aller vite. Ainsi, par 10 nœuds de vent, il dépasse les 12 nœuds, alors qu'un monocoque classique serait bien en peine d'atteindre la vitesse du vent. Si la brise est forte, le catamaran atteint, en principe, des vitesses fabuleuses... Mais les vagues créées par le coup de vent vont bientôt constituer autant d'obstacles. Il faudra lever le pied : imaginerait-on une formule 1 sur une piste criblée de nids-de-poule ?

Quand on navigue sur un multicoque, on découvre qu'à un écart de cap minime correspond souvent une différence de vitesse considérable. Le navigateur en course va donc attendre des services de prévision météo une information très précise, tant en ce qui concerne la force exacte du vent que sa direction.

La technique de navigation devient très sophistiquée et se base sur un principe : la route la plus rapide n'est pas la route droite théorique, mais celle qui prend en compte la vitesse du voilier par rapport à son allure. En clair : le ligne droit est rarement le meilleur chemin. Par exemple, si le vent souffle exactement dans la direction de la route directe, le catamaran ira largement plus vite s'il effectue des zigzags pour recevoir le vent plus sur la travers. En permanence, l'équipage doit résoudre l'équation suivante : déterminer le cap pour aller trouver le vent juste assez fort pour aller vite sans pour autant croquer la mer, le vent qui correspond à la bonne allure du voilier. Ce choix doit prendre en considération les conditions de navigation du moment et celles des heures à venir, puisque le multicoque se déplace très vite.

Comment le skipper isolé en plein océan réunit-il les informations indispensables pour déterminer sa stratégie ? Chacun connaît les bulletins de la météo marine, mais ceux-ci ne concernent que les zones côtières. En très haute mer, le navigateur reçoit des messages codés qui lui permettent de dessiner une carte

météo. Mieux, depuis quelques années, on dispose de récepteurs imprimant automatiquement.

Avec un Nagrafax, on peut ainsi disposer d'une carte toutes les six heures, avec en prime une analyse de la situation et des prévisions concernant aussi bien le vent que l'état de la mer, les courants et les icebergs ! A l'origine de ces informations, on retrouve toujours la fantastique réseau de renseignements établi à l'échelle planétaire par les différents services météorologiques.

Une carte toutes les six heures

Il s'agit là de renseignements météo courants, mais il arrive aussi que les services de prévision travaillent de manière spécifique pour un navigateur, dans le cadre d'une traversée précise. C'est le fin du fin. Ainsi, lors de la dernière tentative de record de la traversée New-York - cap Lizard, Philippe Poupon s'était adjoint la collaboration d'une équipe de la Météorologie nationale : une quinzaine de personnes autour d'un ordinateur. A

ce dernier, on avait fourni les « polaires » du catamaran, c'est-à-dire ses performances habituelles en fonction de la force du vent et de l'allure suivie. Toutes les six heures, on y ajoutait les « chemps de vent prévus », c'est-à-dire les prévisions météorologiques pures. On obtenait ainsi de façon quasi automatique la possibilité de trouver à coup sûr le meilleur cap. Il suffisait pour cela que l'équipage du catamaran communique à l'équipe météo de l'équipe Rapp sa position. A partir de ce moment, les ingénieurs météo pouvaient tester diverses stratégies.

A ce niveau de l'opération, on dépasse largement le cadre de la météo classique : il ne s'agit plus seulement d'annoncer le temps qu'il va faire, mais d'indiquer aussi la meilleure route à suivre, ce qui est le travail du navigateur. De la sorte, il y a eu tout au long de la traversée un travail de concertation entre les navigateurs en chambre et ceux qui se faisaient diriger par les paquets de mer, les conversations se faisant par radio ou bien par télex.

On eût été porté à croire qu'une telle infrastructure permettrait désormais de battre le record à coup sûr, pour peu que

Dominique Le Brun

le voilier et son équipage soient à la hauteur. En réalité, non. La connaissance des phénomènes météo à l'échelle de l'Atlantique nord, par exemple, est loin d'être parfaite. Ainsi, la décision du jour et de l'heure d'appareillage peut-elle être prise avec certitude pour les quatre jours à venir. Mais une semaine plus tard (le record actuel détenu par Patrick Morvan est de huit jours, seize heures et trente-six minutes), aux approches des côtes irlandaises, quel vent le navigateur rencontrera-t-il ?

Si la météo peut parfois reconnaître à l'avance des situations typiques favorables à une bonne traversée, elle ne peut pas tracer très longtemps à l'avance un canevas météorologique. Elle n'y parviendra pas de sitôt tant la question est complexe. Pour l'heure, donc, les gens de la prévision et les gens de la mer s'accrochent à dire que la météo tient à 20 % du succès d'un bateau s'attaquant au record de l'Atlantique. Malgré l'information et les satellites de communication, le coureur au large restera toujours un homme qui regarde le ciel, la mer et les voiles.

MINUTE DE

MAITRE A BORD



## TEMPS ET CLIMATS

# LA MINUTE DE L'ORACLE

par Mathilde La Bardonnie

**Le matin, à midi, à 20 heures, on les attend, on les espère. Jeunes oracles de nos journées, ils ont fait de la météo une star, la météo a fait d'eux des stars. Gillot-Pétré, Vincenti, Brigitte Simonetta, ils s'égaient, de cumulo-nimbus en avis de tempête. Pourtant, tous ont leur truc pour vaincre une même peur : une minute, pas toujours pour rire.**

ILS sont tous gentils pas un brin bougons. Ils disent tous aimer leur métier. La plupart semblent en être arrivés à par hasard. Ils présentent la météo à la télévision. Depuis les années 70, où en place des représentants patentés de la Météorologie nationale on a vu débouler le sautillant Laurent Broomhead, c'est devenu quelque chose, ces histoires de temps qu'il fait et qu'il fera, en trente secondes, une minute ou parfois trois. Jugez : les présentateurs reçoivent un courrier de vedettes.

« Il faut rendre à César ce qui revient à Elkhabbach et Bertot », souligne la star des stars, Alain Gillot-Pétré, le maître officiant sur Antenne 2, où la météo relève du show quotidien. « On a mis le paquet, ouvert grand l'antenne. La météo, déconstruite, est devenue un phénomène de société. Sinon vous ne seriez pas là ! » Il ajoute : « J'ai été à Chicago et à Washington, voir un peu... »

Là-bas, aux États-Unis, des rigolos racontent les températures ambiantes et à venir en échantant, entre deux cabriolets loufoques. Le Gillot-Pétré américain a quatre ou cinq assistants, des télé tout autour, un salaire mirobolant. Taudis que les petits soleils magnétiques d'Antenne 2 perdent leurs pointes, et que les nuages rangés dans le casier à catastrophes doivent être nettoyés à l'alcool par les journalistes eux-mêmes, qui s'ils sont pigistes, ne récoltent guère plus de 400 francs forfaitaires pour plusieurs prestations quotidiennes, moins six piécettes à réussir qu'il n'y paraît.

Ils expliquent tous que leur affaire relève bien du journalisme. Selon Bertrand Renard, nouveau venu au long des matins d'Antenne 2, « la météo ne serait rien si elle n'était prise dans l'actualité ». « On arrive, dit-il, après des nouvelles extrêmement terribles, on va dans le ciel, les nuages, pendant deux minutes. Au moins, c'est vraiment irrationnel. Face à la pluie, il n'y a rien à faire. Et ce type d'impuissance n'est pas du même ordre que le sentiment des téléspectateurs face aux bombes, aux attentats ; les gens aiment savoir s'ils doivent prendre un parapluie, un chandail, s'ils risquent rhume ou insolation, s'ils vont bronzer au grillot. Ensuite, je donne par exemple des anniversaires de célébrités, des renseignements plus régionaux, etc. »

Selon eux, la météo constitue le dessert du journal, le créneau sûr. Première règle : éviter le catastrophisme, plaiser au besoin s'il faut. « Pas besoin d'être lugubre pour avoir l'air intelligent ; ne surtout jamais montrer une gueule d'enterrement. » Éviter le faux optimisme. Ils énumèrent ces impératifs comme d'autres des listes de commandements, jusqu'à Laurent Bousié, le plus sérieux de la bande, ancien pilote venu au journalisme pour raisons de mauvaise vue. Ça donne encore dans le style : « Ne pas se mélanger les pineaux dans les anticyclones, rire si la carte ne vient pas, se récupérer sur les Alpes si l'on bafouille. »

Surtout : respecter le fond d'exactitude scientifique. Le secret étant de se « renouveler avec un matériel semblable ». Le matériel ? Celui que leur confient les ingénieurs de la Météorologie nationale, Denis Vincenti, Isabelle Perilhon, Muriel Hess pour TF1, Alain Gillot-Pétré, Laurent Bousié, Bertrand Renard, donc, pour Antenne 2, plus Brigitte Simonetta, ne livrent pas autre chose que les informations en provenance de l'avenue Rapp.

Ils en reçoivent des téléx à heures régulières, ils interrogent directement les prévisionnistes, vont chercher sur place des cartes, le matin à 11 heures, et l'après-midi à 16 heures : cartes de surface, plus nébuleuses relatives au temps du lendemain que chacun à sa façon annoté à gros traits, avant de concocter la carte qui apparaîtra à l'écran. « Les petits triangles veulent dire front froid, les petits ronds front chaud ; à l'intérieur des ces lignes, vous êtes sûr que le temps sera pourri », dit Muriel Hess, qui a fait un stage à l'école de météo de Toulouse. « Ensuite, la sauce est question de style. Récemment, j'ai dit : « Désolée, c'est tout ce que j'ai en magasin », ça a plu. »

S'ils recourent à ces petits jeux de mots, introductions ou conclusions du genre « bon appétit si vous êtes à table », ou « on ne se refuse rien », aucun ne se permettrait d'extrapoler, d'interpréter. « Je ne suis pas un prévisionniste, seulement un haut-parleur », affirme Gillot-Pétré. Parfois, il émet des avis, mais au conditionnel ou avec les adverbess de rigueur.

On peut quand même avoir son idée ? Il continue : « Un météorologue, c'est quelqu'un qui lève les yeux au ciel pour savoir le temps qu'il fait. Vous pouvez pas savoir le nombre de réverbères que je tamponne ! Pas né pour rien dans la mer des Caraïbes. Gillot, trente-cinq ans : « Oui, je suis, je fais plus, mais je n'avais pas attendu pour connaître la différence entre un cumulo-nimbus et Yvette Roudy. »

Avec la tête que vous lui connaissez, petit anneau à l'oreille gauche, bague plate à chaque annulaire, et sa fossette au menton, il loue les vertus de l'imperfection, et cette liberté « effarante, incroyable » qui est la sienne d'écrire dans *Libération* sur l'air du temps, sous prétexte de temps tout court.

« J'ai fait 2 500 fois la météo. Qu'est-ce qu'il en reste ? Mo guele ? Du travail envolé. » S'il se défend de désirer devenir une institution, s'il a envie de faire autre chose, l'ancien chroniqueur littéraire a eu un plaisir fou en ouvrant le numéro de l'Express consacré aux enfants où il figurait au premier rang d'un sondage...

Il leur plaît aux huit-quatorze ans, à 56 %, ce comédien soucieux de la concordance des temps et ne reculant devant aucun subjonctif à la première personne. « Bien sûr je ne parle pas d'élevage d'adabisme des particules d'air, mais enfin j'emploie un vocabulaire assez haut du panier ; le snobisme consistant à faire popu en ne respectant pas la langue m'agace. » S'il prépare ses textes ? Non. Il sait ce qu'il va dire, mais il ne sait pas comment. En gros, ce sont les femmes qui potassent leur topo à l'avance. Plus consciencieuses ? Ça ne nuit pas en tout cas à leur naturel. Imparable, non, le sourire Simonetta ? Délicieuse, la voix de Perilhou, qui, par ailleurs, chante (elle vient de publier un disque chez RCA).

Tous modulent selon l'heure où ils se montrent. 13 heures édit le créneau de la décontraction : « On s'éclate plus », dit Denis Vincenti, vingt-trois ans, le plus jeune de la rédaction ; très fier de son cheveu sur la langue, de ses systématiques nœuds papillons, jamais les mêmes, ainsi que d'avoir osé se présenter en robe de chambre ou déguisé en marchand de glaces. Deux ans et demi qu'il élude son look de faux grand Duduche de bonne famille, bon fond « bonne éducation. Bien des mères aimeraient l'avoir pour gendre.

Avant, il distribuait des dépêches. Aujourd'hui, il signe dans

*Paris-Match* des prévisions à cinq jours. Ou comment on devient une star : « La météo est une science comme une autre, sauf qu'elle est inexacte, résume-t-il. C'est nous qui payons les pots cassés. Les gens de la météo sont planqués eux ! » Il note qu'il y a des cycles : l'été venu, surviennent des situations connues. Pour lui comme pour tous, le beau fixe est un hantise. « Très beau temps partout pendant une semaine, l'angoisse. Il faut broder, imaginer. On sort du zoo de Vincennes, on célèbre les manumens de Paris en l'honneur de l'anticlone des Açores, cette superstar de la météo. »

Dans le bureau où Vincenti travaille sous la boulette de Michel Chevalet, responsable de la rubrique scientifique, un écran vidéo montre en permanence et en direct l'image tremblée envoyée par Météosat. Cette « photosatellite » à domicile est la première des supériorités techniques de TF1 sur sa concurrente. Les prévisionnistes d'A2, privés de ce gad-

get, vont chercher eux-mêmes une fois par jour un exemplaire donné et tiré à la Météo nationale. Autre richesse de TF1, l'ordinateur qui permet d'animer nuages, soleils, averses, brises, ouragans, verglas, congères et avalanches, sans plus avoir besoin de montrer du doigt.

Pas forcément plus clair ou plus lisible, la météo est électronique le soir seulement. A midi, carte coconcrète au mur. Sur Antenne 2, l'Hexagone illustré, commenté, n'est pas sous les doigts des grands prêtres, qui, eux, n'y voient que du bleu — ils font leurs gestes dans le vide, face à un fond en effet bleu, avec pour garde-fou un écran de contrôle leur permettant de ne pas mettre à côté. Voilà pourquoi peut-être ces mains aux allures d'oiseaux un peu tournoyants. « Un coup à prendre ; au début, c'est la galère », dit Gillot-Pétré, avouant que ces jours derniers, où les décors ont été changés, il a un peu flippé. « Mois, assure-t-il, le jour où je n'aurai plus le trac, j'arrêterai. »

## CLARTÉ

LE climat — ou plutôt les climats — conditionne la vie de l'homme sur l'ensemble de la planète. Tout le monde le sait, bien qu'on n'y porte attention que lorsque les caprices de la météorologie quotidienne ou saisonnière contraignent les activités humaines ou menacent la survie de populations entières. En revanche, peu de gens se rendent compte que le climat et ses aléas sont la résultante de mécanismes et d'interactions extraordinairement complexes qui se produisent dans l'atmosphère ou l'océan terrestres ou sur les continents, et sont modifiés par la position relative du Soleil et de la Terre.

A ces innombrables facteurs naturels, il faut maintenant ajouter le facteur humain : les activités de l'homme (utilisation de combustibles fossiles, déforestation, mise en culture inconsiderée de vastes surfaces...) injectent dans l'atmosphère des

quantités de gaz carboniques (CO<sub>2</sub>) ou d'aérosols suffisamment importantes pour modifier les capacités physiques et chimiques de l'atmosphère.

La météo de Jacques Labeyrie est d'avoir réussi à expliquer clairement les principaux mécanismes régissant le climat. La tâche n'était pas facile, étant donnée la complexité de la « machine » atmosphère-océan-Soleil-terre. Mais Jacques Labeyrie a un don extraordinaire de clarification. Son étonnante curiosité d'esprit lui a fait aborder au cours de sa carrière de chercheur des sujets innombrables et variés dont il sait dresser la synthèse. Et il détruit, au passage, quelques idées usuelles mais dépourvues de fondement scientifique.

YVONNE REBEYROL.

« L'Homme et le Climat », de Jacques Labeyrie. Donzé. Nombreux schémas, graphiques et cartes, 281 p., 98 F.

# MAITRE A BORD APRÈS LA MÉTÉO

par Alain Faujas

DANS l'univers sur-contrôlé de l'aviation, c'est encore la météorologie qui apporte le plus d'impondérables. Ce sont les pressions, les vents et les températures qui rendent à l'appareil sa vocation de grand volier et au pilote sa fonction de veilleur. Dans les cockpits, on se soucie beaucoup du temps, qui conditionne, à chaque phase du vol, la sécurité, la consommation de carburant et le confort.

Avant le décollage, le commandant de bord s'assure de la visibilité minimale (200 mètres pour un 747, 150 mètres pour un Airbus) sur l'aéroport. Il porte une attention soutenue aux températures, notamment afin de vérifier la masse de l'avion. En effet, une atmosphère très chaude réduit la poussée des réacteurs et oblige parfois à limiter la charge marchande pour atteindre la vitesse de sustentation. Ainsi les compagnies s'efforcent-elles de décoller de nuit, aux heures les moins chaudes, sur les aéroports du golfe Persique pour emporter plus de fret.

Il est aussi vital de connaître les variations de force et d'orientation des vents sur la piste pour éviter la répétition de la mésaventure, heureusement bénigne, d'une Caravelle plaquée au sol, à Marseille-Marseille, parce qu'un vent arrière avait succédé à un

vent debout au moment du décollage. Les seules de vent de 15 nœuds et de 30° sont signalées par le tour de contrôle et peuvent interdire l'envol de certains types d'appareils.

Lorsqu'il a quitté le sol, l'avion n'est pas tiré d'affaire. « Au cours de notre montée, nous traversons des rotations de vents et des zones d'inversion de température, notamment dans la première centaine de pieds (40 mètres), explique M. Bernard Gougeon, commandant de bord de 747 d'Air France. La vitesse peut s'en trouver réduite de 5 à 10 nœuds. Dans ce cas, nous réduisons la pente de notre trajectoire pour conserver la vitesse requise. »

Les jets modernes souffrent peu en vol des « pépins » météorologiques. Ils sont quelquefois contraints de traverser des orages dans le golfe du Mexique ou sur les Andes. « Notre radar nous permet de changer de route, mais lorsque nous sommes dedans, les risques sont minimes. La foudre provoque dans le cockpit, et parfois en cabine, un bruit assez fort, mais l'électricité s'écoule le long du fuselage et se dissipe à l'arrière de l'avion sans dommages. La pluie peut étreindre un réacteur, nous branchons les rampeurs et le dégivrage lorsque le gel alourdit les ailes. »



En règle générale, les avions à réaction volent trop haut (9 000-11 000 mètres) pour subir les orages. En revanche, ils rencontrent des « turbulences en ciel clair » qui sont provoquées par des jet streams, forts vents pouvant atteindre à ces altitudes 275 km/heure.

### Jouer avec les vents

Les avions ayant été secourus par un jet stream préviennent les autres de l'existence de ces turbulences qui obligent les passagers à boucler leur ceinture.

Informé en permanence de la météo prévalant sur l'aérodrome

d'arrivée, l'équipage peut à tout moment se détourner vers une autre piste-forme si la visibilité y est trop faible, le piste trop ennuagée, ou l'avion trop lourd pour le longeur de la piste. « Lorsqu'il a plu à Chicago, nous refusons de nous poser sur la piste 22 qui est trop juste pour un 747 cargo. » Attention aussi aux cisaillements de vent en cas d'orage : ils ont provoqué, en 1975, la mort de cent douze personnes dans la chute du Boeing-727 d'Eastern Airlines qui se préparait à atterrir sur l'aéroport Kennedy de New York. Chaque aérodrome représente un cas à part avec des courants spécifiques selon l'heure et

le météo. Aux commandants de bord à jouer avec les vents, car le pilote automatique ne sert plus à rien dans des circonstances complexes à Funchal (Madère) ou à Rhodes.

Pour aider l'équipage dans ses innombrables calculs météorologiques, les organismes internationaux, en premier rang desquels l'Organisation météorologique mondiale, mettent à la disposition des compagnies aériennes des cartes et des messages en vol. Certaines cartes communiquent toutes les dix heures les niveaux isobariques, la force et la direction du vent sur la route suivie par l'avion. D'autres, dites « de temps significatif », renseignent sur les turbulences et la nébulosité. Sur celles-ci, apparaissent aussi les jet streams et l'altitude de la tropopause (la zone où la température cesse de baisser). La tropopause se situe à 9 km aux pôles avec une température de -45° alors qu'elle est à 17 km à l'équateur avec une température de -80°. On y rencontre les jet streams.

« La température est un paramètre essentiel pour la consommation de carburant des avions, déclare M. Michel Reddan, responsable de la météorologie à Air France. Plus l'atmosphère est froide, moins il consomme. En revanche, plus l'atmosphère est

chaude, plus la vitesse s'accroît. La navigant a donc besoin d'une information très fine pour choisir la meilleure route. Aux commandements de l'aviation commerciale, les avions suivent les routes maritimes. Ensuite, ils ont emprunté la route orthodromique, la plus courte. Puis, la route à temps minimum, un peu plus longue mais où les vents sont favorables. Aujourd'hui, nous calculons la route à consommation minimum grâce aux informations météorologiques contenues dans les cartes mais aussi dans les messages diffusés en vol par des balises ou par des contrôleurs de la navigation aérienne. »

Air France a dépensé, en 1984, 30 millions de francs pour fournir à ses équipages les outils nécessaires pour « prévoir le temps ». Cette enveloppe météo est appelée à s'alourdir, car la sophistication du plus en plus grande des informations réclamées par les compagnies implique des faits croissants en matière d'équipement (ordinateurs, satellites, balises) et un matériel de recherche. Car il coûte très cher d'analyser, comme le font des chercheurs américains, l'épaisseur d'un jet stream et sa vitesse pour pouvoir, un jour, en finir avec les trous d'air...

Dominique Le Brun



## TEMPS ET CLIMATS

# LA NUIT DU MÉDIÉVISTE

par Guitta Pessis-Pasternak

*Chaque créateur a son climat,  
ses ombres, ses soleils, ses tempêtes.  
L'historien Jacques Le Goff  
donne sa préférence  
au calme  
et au mystère de la nuit,  
cette « saison sans saison ».*

« Depuis l'Antiquité, on guette la météo ; car, si la pluie est vitale à la survie, le soleil est propice aux fêtes, aux voyages, bref à la joie ; dès lors, n'est-ce pas paradoxal que certains créateurs semblent plutôt inspirés par un ciel de plomb, de sombres nuages ou une mer houleuse ?

— De façon générale — il n'y a qu'à regarder la peinture — on est davantage inspiré par l'Enfer que par le Paradis ! Dans le noir, il se passe des choses, alors que sous le soleil tout est fade. Il me paraît donc naturel que le créateur cherche la nuit, cette pénombre propice au bouillonnement d'idées. D'ailleurs, par mes racines méridionales, je suis un homme de l'ombre, car, comme vous le savez, pour nous, le soleil est l'ennemi. L'historien que je suis ne fait pas qu'apprendre, noter, s'informer, mais, par l'écriture, il a, lui aussi, l'illusion de créer ou de recréer un monde ; et l'inspiration ne me vient guère avant dix heures du soir. J'ai besoin de la nuit pour me sentir attaché au passé ; elle me permet cette fuite du présent nécessaire pour écrire ; il faut aussi que je sois devant une fenêtre pour que je sente l'espace.

— Parce qu'ainsi vous êtes davantage lié à la nature ?

— Pour moi, mis à part la mer, pour laquelle j'ai une passion, la nature est presque insupportable ; par conséquent, ce n'est pas sa proximité, fût-elle imaginaire, qui peut m'inspirer. J'ai plutôt besoin d'être avec moi-même, et la nuit favorise cette solitude. Médiévisiste, je vis dans une époque où, quel que fût son charivari, ce qui comptait réellement était de pénétrer le monde ; j'essaie donc de m'intérioriser. Tout ce que je demande à la nature, c'est de ne point me troubler dans ce travail et de me laisser plonger vers les racines, vers l'imagination. A cela, la nuit se prête le mieux : la nuit sans distractions.

— En quelque sorte, vous profitez de la nuit physique pour ressusciter la « nuit » du Moyen Age ?

— Cette « nuit » s'illumine intérieurement, et le Moyen Age, qui avait tellement peur de la nuit, s'éclaire au sein de la nuit.

— Ne seriez-vous pas justement un peu affecté par cette « peur » médiévale en cherchant à « revivre », grâce au mystère de la nuit, une certaine fantasmagorie ?

— En effet, la nuit est complice du réveil de mes fantômes,



de mes fantasmes, qu'ils soient personnels ou historiques. C'est peut-être là que je me suis lié d'intimité avec le Diable, personnage beaucoup plus intéressant que Dieu. Pour le moment, c'est ce monde noir et diabolique que je sens le mieux.

— De récentes études ont montré que le climat influence même l'élan vital, donc la créativité ; avez-vous déjà ressenti ces effets climatiques ?

— Sûrement. Mais une des conséquences de la nuit, dans nos régions, c'est précisément d'annuler les influences climatiques extérieures. Ou bien je suis dans la chaleur nocturne de la maison en hiver, ou bien dans la fraîcheur de l'été. A cet égard, la nuit est une saison sans saison, un temps artificiel : la nature me paraît être une non-valeur. Cela convient aussi à une certaine « éternité » dont le Moyen Age et le créateur ont besoin. En revanche, je ne suis absolument pas l'homme des tempêtes, des orages... Ni les éblouissements solaires ni les batailles nocturnes ne sont mon fait.

— An fond, vous écrivez la nuit pour pouvoir faire abstraction du temps et de l'espace et vous retrouver face à face avec vous-même.

— Disons que ce que je saisis la nuit, c'est le temps ralenti, qui est aussi celui auquel je m'intéresse en histoire. Pour ce qui est de l'espace, j'aime celui que l'on sent de l'autre côté de la fenêtre ouverte sur l'ombre : on éprouve davantage le sentiment de l'espace infini la nuit que le jour. « Clair de lune » et « clair de soleil » nous révèlent plutôt le caractère limité de notre perception, alors que la

nuit noire nous libère en nous plongeant dans un espace infini et un temps immobile.

— Sous quelles latitudes préférez-vous être créateur ?

— Je suis un homme de climats tempérés. Mon angoisse suprême serait de vivre dans un pays tropical ou équatorial. C'est quelque chose qui dépasse l'éblouissement du soleil ; car ces climats engendrent une torpeur insupportable peuplée de ce monde obscur de la forêt, de la végétation exubérante et surtout de cette présence cauchemardesque des insectes. Je me sens davantage attiré par le pôle et le froid. J'aime tous ces saints celtiques et islandais qui ont vécu dans le froid et rencontré des baleines. Je crois que, sous ces climats, j'éprouverais des joies très profondes ; rien que de survoler le pôle m'a plongé dans le ravissement...

— ...Qui était d'ordre physique ou mental ?

— Les deux. Je suis enchanté par tout ce qu'il y a de contrasté dans ces paysages : ce blanc parsemé de taches noires, cette opposition tout à fait fantastique, donne une impression mallarmienne ; ce sont des paysages qui m'ont toujours attiré et non plus ce mélange dévorant de l'exubérante forêt vierge qui représente le mal absolu. Quand je vois la nature à l'assaut de l'histoire, à l'assaut des temples aztèques ou bouddhistes, j'ai l'impression que cette force bête et biologique, dépourvue justement de toute intellectualité est en train de manger l'effort de l'homme. La météo, le temps, le climat représentent, pour moi, la lutte entre ce qui permet à l'homme de vivre, d'agir, de créer, et ce qui, au contraire, le handicape au maximum.

— Serait-ce pour échapper à ces vicissitudes que, pour vous, la créativité nécessite un monde inversé : dormir le jour et vivre la nuit... ?

— Il est certain qu'une période où la vie commencerait à l'heure vespérale et se terminerait avec le chant des oiseaux et le lever du soleil serait à peu près idéale pour moi. Mon activité, qui n'est pas celle de l'écrivain de pure imagination, consiste à travailler sur une matière contraignante qui se prête mieux à mon écriture dans

une nature dépourvue de tentations à l'extrême.

— Seriez-vous comme Rimbaud, qui, détestant le soleil, se réfugiait dans un grenier ombragé ?

— Avec la perversité de savoir que cette fournaise, cette lumière vive sont là tout près, peut-être pour mieux savourer l'ombre et la fraîcheur. Mais le plus terrible serait un monde dans lequel on ne serait éclairé que par la lune ! Vous savez, elle était considérée comme très maléfique au Moyen Age, et ils avaient parfaitement raison.

— A cause de ses éons romantiques ?

— Personnellement, je ne les ressens point. Mais il y a à quel-que chose de bêtement imitateur : la lune paraît un petit soleil impuissant.

— Alors, si vous aviez vécu dans des pays nordiques — où pendant une partie de l'année seul le jour existe — vous auriez été « muet » ?

— Il est vraisemblable que je n'aurais rien écrit à Leningrad, ni près du cercle polaire.

— Une certaine neutralité de la nature serait-elle nécessaire à votre créativité ?

— Sans même parler des héros ou des génies, les créateurs sont plutôt des gens qui savent recréer l'extraordinaire même dans un climat mortel. J'ai beaucoup d'admiration pour ceux qui écrivent justement dans des conditions qui me réduiraient à l'impuissance. Etre l'homme des climats modérés et des climats tempérés, ce n'est peut-être pas très excitant. Mais dans mon monde de la nuit, du calme, de l'harmonie, dans cette ambiance où le temps conle à peine, où la profondeur de l'espace n'est sensible qu'à l'œil intérieur, on ressent des joies aussi extraordinaires que celles que l'on éprouve au contact de milieux plus extrêmes et en apparence plus excitants. Peut-être même que cet environnement de l'ombre nous demande d'apporter davantage. C'est peut-être tout simplement une marque d'orgueil que de ne pas devoir trop à la nature, et de se placer dans des conditions qui vous donnent l'impression d'être le modeste démiurge de votre œuvre. Au fond, ce que je demande à la nature, c'est : laissez-moi tranquille, laissez-moi écrire, laissez-moi, à mon modeste niveau, créer.

## COUP DE TABAC SOUS LE COUVERCLE

QUAND le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle sur l'esprit languissant en proie aux longs ennuis... je ferme mes volets, mes fenêtres, mes rideaux, mes doubles rideaux. Bien à l'abri dans ma tanière, j'ouvre une autre croisée, en mai, qui donne sur un autre monde, assez semblable au premier en ceci du moins qu'il n'obéit pas plus à mes désirs. Il y pleut aussi bien qu'ici. Que dis-je ? Mieux qu'ici, souvent ! Il peut y tomber assez de hallebardes pour armer tous les bataillons de Charles Quint. Pour s'y promener ces jours-là, il faut avoir la tête et le cœur cuirassés... Le fond de l'air effraie !

Temps de chien, temps de chat, temps d'oiseau-mouche, c'est selon ; j'ai l'espace et le temps du dedans changeants : les saints de glace au milieu de l'été indien et la Saint-Martin en plein brumaire. Mais s'il fait beau, oh ! s'il fait beau, rien qu'une heure, mais si longue et si tiède ! Est-ce là, dans les voluptés calmes, au milieu de l'azur, des vagues, des splendeurs, qu'avait d'abord vécu le grand météorologue des âmes ?

L'écrivain, là-dedans ? Terreneux de l'intime, Capitaine courageux de lui-même, il sort par tous ses temps. Et le ciel du dehors, et le ciel du dedans, il faut qu'il les affronte. Il ne craint que le calme plat, la mer d'huile, la panne, les sournaises Sargasses où s'embourberait son stylo. Mais aujourd'hui, c'est l'ouragan : tout ce qu'il aime !

Pour le faire chavirer, la tourmente privée s'allie aux rafales publiques. Tantôt se relayant pour

déchaîner tour à tour leur furie, tantôt conjuguant leurs efforts, elles sont prêtes à briser, d'éparpiller sa coquille de noix. L'abîme s'ouvre, découvrant des dents pointues et noires. Les foudres béent, oh, rongées, horribles, sinistrement enguirlandées d'algues brunâtres et de lambeaux de voiles, s'envolent les épaves des journées perdues...

Mais non, il passe ; son ciré d'idéal ruisselant d'eau salée et de larmes amères, exalté, héroïque, il dérobe une fois encore aux flots sa provende phosphorée !

Il rentre au port juste à temps pour les informations télévisées, sa cale pleine de mots, ces mots frétillements et luisants, arrachés du ventre de la mer, qu'il vendra (qu'il s'efforcera de vendre, en tout cas) aux bons bourgeois et aux rieuses ménagères. Nom de Dieu, quel type !

Il s'ébroue. Il se lave à l'eau douce du sel qui incruste sa peau et blanchit ses moustaches. Sa femme est là, qui rentre trempée du bureau et s'inquiète de sa journée. Tout essoufflé encore, mais laconique, en homme qui sait ce que les mots lui coûtent, il répond : « Sacré coup de tabac sur les bancs, mais la pêche n'est pas mauvaise. » Il compte sur ses doigts. Trois, non, quatre pages... Enfin, trois et demi !

Sur l'écran de télévision, M. Météo reconnaît qu'il a fait un temps de cochon et qu'on n'est pas près d'en voir la fin. L'écrivain hausse les épaules. Petite bière, tout ça, menus typhons, intempéries bénignes... Il fallait voir ce que c'était, là-bas !

G.-O. CHATEAUREYNAUD.

JACQUES RÉDA

BEAUTÉ  
suburbaine

PIERRE FANLAC

## LE CONFLIT ENTRE LA PRESSE ET LA MÉTÉO

La presse écrite et audiovisuelle a largement contribué au cours des vingt dernières années à intéresser le public aux prévisions météorologiques. Le Monde, comme d'autres journaux, faisait appel pour cette rubrique jusqu'à une date récente à l'Amicale des prévisionnistes de la Météorologie nationale qui fournissait chaque jour, contre une rémunération forfaitaire, les éléments textuels et cartographiques.

Au début du mois d'avril 1985, la direction de la Météorologie, qui dépend du ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports, annonçait son intention de mettre fin à cette pratique et de reprendre directement sous sa responsabilité la fourniture d'informations à la presse ; elle proposait aux journaux de signer une convention qui aboutissait, en ce qui concerne le Monde, à un triplement des coûts. Devant le refus de la presse d'accepter les nouvelles conditions qui lui étaient brutalement imposées, la direction de la Météorologie, par une note de service comminatoire, interdisait à ses collaborateurs de fournir toute information aux journaux à compter du 9 mai. Ainsi, depuis plus de trois semaines, les lecteurs du Monde, comme ceux d'autres quotidiens parisiens, sont privés des informations et cartes météorologiques habituelles.

Les négociations engagées entre la presse et M. Jean La-

brousse, directeur de la Météorologie nationale, échouant sur une question de principe : les éditeurs de journaux estiment qu'en tant que service public financé par le budget de l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables, la Météorologie se doit de leur fournir gratuitement une prestation standard : bulletin de prévision détaillé et cartes, les journaux qui, comme le Monde, souhaitent disposer d'informations plus élaborées et personnalisées étant tout disposés à les payer, même à un prix plus élevé que par le passé. La Météorologie veut limiter à un bulletin de quelques lignes son service gratuit, toutes ses autres prestations étant désormais payantes. Accepter une telle évolution nous paraît particulièrement dangereuse : demain n'importe quelle administration publique peut être tentée au nom d'impératifs budgétaires de faire payer les informations d'intérêt général qu'elle dispense. Etrange façon d'alléger le budget de l'Etat qui aboutirait à faire financer deux fois un service public par les Français, comme contribuable et comme client.

Nous continuerons néanmoins à rechercher avec les pouvoirs publics une solution qui permette de rétablir dans les meilleurs délais une information météorologique de qualité à laquelle beaucoup de nos lecteurs — ils nous l'ont écrit — sont très attachés.

Marcel Amadi  
Félix Houphouët  
et la Côte-d'Ivoire  
KARTHALA  
Collection Les Ateliers  
22 bd Arago, 75013 Paris

Michèle S. Kohn  
L'archer basané  
Grand Prix Littéraire  
de l'Académie de France  
KARTHALA  
22 bd Arago, 75013 Paris

هكذا من الأصل



NOUVELLE

CRIME DE CONSCIENCE

par Nadine Gordimer

APPAREMMENT, c'était au même instant que chacun avait remarqué la présence de l'autre, alors qu'ils descendaient les marches de la Cour suprême, le troisième jour du procès. A ce moment-là, de simples spectateurs, venus pour les accusés - afin de voir par eux-mêmes des gens qui prenaient le risque qu'on infirmer leurs corps derrière les murs d'une prison, à cause d'idées qu'ils avaient dans la tête, - auraient satisfait leur curiosité; seuls ceux qui y portaient un intérêt particulier suivaient le procès jour après jour. C'en était trop pour un journaliste; on l'adjoignait à un des représentants d'une puissance occidentale qui, en tant qu'observateurs, assistaient aux procès dans les pays dont la politique étrangère posait des problèmes et qui, de retour en Europe ou en Amérique, étaient soumis aux pressions des groupes de défense des droits de l'homme. Il portait un costume de velours d'une coupe inhabituelle. Mais quand il parla, il devint évident que, comme elle, il était d'ici - l'accent et des tournures de phrases familières et courantes: «Quelle séance! Je suis pas... après deux heures de ça... j'ai l'impression d'être pris dans un roukou de papier attrapé-moïches... C'est pas vrai...»

Quant à elle, il n'y avait pas à s'y tromper. C'était une jeune femme dont les vêtements modestes et l'apparente bonne éducation dans le contexte où il l'avait abordée, n'évoquaient pas un centre de méditation transcendental, un groupe-écologique ou un atelier de décorateur; mais étaient plutôt le signe d'une identification avec l'humanité de ceux qui n'avaient rien et qui prenaient tous les risques. Sa seule fantaisie, c'était un collier fait de petits disques taillés dans une coquille d'œuf d'autruche, serré sur sa gorge, et qui bougeait quand elle sourit et dit: «Les avocats travaillent comme ça... je l'ai remarqué. Pendant les premiers temps, tout le monde essaie d'embrouiller la partie adverse...»

Quelques jours plus tard, dans la semaine, ils prirent un café ensemble, pendant la suspension de séance au déjeuner. Il donna naïvement ses impressions sur le procès, mais c'était comme s'il avait été absolument convaincu de sa duplicité. Pourquoi est-ce que le ministère public appelle des témoins qui viennent dire que le régime les opprimait et qu'il contrecarrait leurs ambitions? Il était évident que ce genre de témoignages avantagait la défense, alors que le fond du problème était un crime de conscience. Elle se leva, se pencha vers lui et dit: «Attendez. Attendez. C'est pour la crédibilité. Pour prouver qu'ils ont partie liée avec les accusés, qu'ils savent ce que les accusés ont dit et fait, pour inculper les accusés avec ce que la défense s'apprête à nier. Vous comprenez?»

«J'étais maintenant...» Il sourit intérieurement. «Avant, je ne m'intéressais pas beaucoup à la politique... aux activistes, comme vous dites. C'est seulement depuis que je suis rentré de l'étranger...»

Et lui posa naturellement la question attendue: pendant combien de temps était-il parti?

Près de cinq ans. Dans la publicité, ensuite dans les ordinateurs... La phrase laissée en suspens sous-entendait que ces carrières avaient été abandonnées par manque d'intérêt. «Il y a dix ans, j'ai eu envie de revenir. J'étais incapable de me trouver une bonne raison. J'ai fait le même genre de travail ici - en fait cette année, je suis des cours de droit commercial à l'université - et je commence à comprendre

pourquoi je le voulais. Revenir. Ce n'est pas sans rapport avec des choses comme ça...»

Son expression montrait clairement qu'elle le suivait avec attention; le calme de ses sourcils et de sa bouche indiquait qu'elle comprenait.

«Tout cela ne doit pas vous sembler intéressant, je ne pense pas que vous soyez quelqu'un qui reste sur la touche...»

Ses petites mains, fines et noueuses, étaient posées sur la table de Formica du café comme des ongles. Dans un moment d'absence, elles jouèrent machinalement avec les sachets de sucre, et elle répondit:

«Qu'est-ce que vous fait penser ça?»

«Vous avez l'air de vous y connaître. Comme si vous étiez

c'est aussi mystérieux que de déterminer le sexe des poussins. Mais si ce qu'on recherche est bien là, l'agent recruteur le reconnaîtra, même si le candidat potentiel se le cache profondément à lui-même.

On ne l'employa pas à infiltrer les cercles de réfugiés qui complotaient à l'étranger. On décida qu'il rentrerait «propre», et qu'il commencerait à travailler dans le milieu politique d'une ville côtière, sur un campus universitaire. Puis on l'envoya au nord, dans le centre minier et industriel du pays, et on lui dit de se trouver un travail ordinaire sans relation avec l'université et de rechercher des contacts là où pourrait filtrer l'information que voulaient ceux qui l'employaient - les rassemblements culturels de gauche, les manifestations où l'on portait des

nature subversive comme le disait l'accusation.

Felteman força littéralement son amitié, et lui apporta une lourde caisse de livres et un gril portatif. Il lui avait demandé si elle voulait aller au théâtre avec lui le samedi soir. Hélas! elle déménageait; n'aurait-il pas plutôt envie de l'aider? Elle avait ajouté cela en se moquant de sa propre audace. Il était là à l'heure. Ses amis, qu'on lui présentait par les diminutifs de leurs prénoms, fournirent à la fois un vieux break qui n'avait plus de suspension, de la nourriture à emporter et une énergie affectueuse pour accomplir le déménagement, d'un appartement dans une maison minuscule, avec un vieux palmier qui emplissait un petit carré de jardin et dont les feuilles desséchées crissaient dans

ni rancœur ni vanité, qu'elle venait de passer une année toute seule - elle en avait ressenti la nécessité après avoir vécu pendant trois ans avec un homme qui, finalement, était retourné auprès de sa femme. Récemment, elle avait eu une ou deux petites aventures. «Quelquefois, tu ne trouves pas, un vieil ami devient tout d'un coup autre chose... Pendant un court moment seulement, comme si on le voyait sous un autre angle?... Et le lendemain, il est redevenu le même qu'avant. Rien n'a changé.

«C'est important les amis pour toi, n'est-ce pas? Je veux dire que tout le monde a des amis, mais toi... tu ferais vraiment tout. Pour les amis. Non?»

Sa réaction plus que ses paroles sembla faire référence aux trois mois passés en prison. Elle

conscience de ce qu'elle faisait et sans leur donner un nom aussi pompeux.

Il était impossible de la persuader d'aller dans une discothèque, mais un des contacts les plus précieux qu'il eut avec le groupe d'amis de différentes races et de différentes couleurs fut la promesse qu'il l'accompagnerait à leurs soirées, où elle le surpassa, car les Noirs lui avaient appris à se servir de son corps en dansant. De là où il buvait et où il l'observait avec ses camarades, elle avait l'air sauvage et presque belle ainsi transformée. A tout moment, elle venait vers lui et semblait s'offrir avec la nourriture et la boisson qu'elle apportait. Au fur et à mesure que les mois passaient, il commençait à distinguer certaines différences dans ses amitiés: elles s'étendaient au-delà de sa vie avec lui, dans des endroits défendus, parmi des gens avec lesquels la loi interdisait d'entrer en contact, comme la femme pour qui elle était allée en prison. Petit à petit, elle eut suffisamment confiance pour l'initier au risque, sans jamais en parler, mais manifestement en essayant toujours d'évaluer intuitivement jusqu'à où il voulait savoir si «la raison pour laquelle il était revenu» avait quelque chose à voir avec des «choses comme ça».

C'était de plus en plus difficile de la quitter, même pour une nuit, de s'en aller tard, seul sous l'agitation sèche et frissonnante du vieux palmier qui bruissait comme un dossier qu'on feuilletait. Mais il avait beau savoir qu'on lui avait fait une place dans la petite maison pour qu'il y vive avec elle, il devait retourner dans son appartement, qui maintenant n'était plus guère qu'un bureau inoccupé, avec la chaise et la table poussiéreuse devant laquelle il s'asseyait pour rédiger ses rapports; il pouvait difficilement le faire dans la maison qu'il partageait avec elle.

Elle parlait souvent de son séjour en prison. C'est elle qui trouvait le moyen d'aborder le sujet. Mais même alors, allongée, dans les bras l'un de l'autre, hors d'attente, impossibles à découvrir même en cas de recherches minutieuses, elle ne semblait pas capable de dire ce qui restait en elle de son expérience et qui devait être dit: pourquoi avait-elle pris des risques, pour qui, et pour quoi l'avait-on envoyée en prison. Elle semblait attendre passionnément que quelqu'un lui donne les mots, la clef. Qu'il les lui donne.

C'était un mot de passe qu'il n'avait pas. C'était un code qu'on ne lui avait pas fourni.

Et une nuit, il trouva; il découvrit un code personnel: cette nuit-là, il fallut qu'il parle. «Je t'espionne depuis le début.»

Pendant un moment, son visage se concentra, comme dans le monde animal où une créature menacée peut se transformer en boule de piquants ou prendre un aspect effrayant de muscles gonflés et de défenses voyantes.

Puis son visage redevint naturel aussi rapidement. Il s'en était détourné, comme un homme qui a un pistolet dans le dos.

Elle traversa le lit en rampant, sur ses genoux pliés, lui prit la tête dans les mains et la serra contre elle.

(Traduit de l'anglais par  
JEAN GUILLOINEAU.)

• Née en 1923 près de Johannesburg, Nadine Gordimer, qui vit en Afrique du Sud, a écrit huit romans et sept recueils de nouvelles. Trois romans ont été traduits en français, aux éditions Albin Michel: *Un monde d'étrangers* (1979), *Fille de Burger* (1982) et *Ceux de July* (1983). Cette nouvelle fait partie d'un recueil *Quelque chose, là-bas*, à paraître chez le même éditeur.



LA MOULÈRE-DUBREY

passée par-là... Vous êtes peut-être étudiante en droit?

«Moi? Mon Dieu, non...» Elle but une ou deux gorgées de café, et répondit d'un ton amical: «Je travaille dans une école par correspondance.»

«Enseignante...»

Elle sourit de nouveau. «J'enseigne à des gens que je ne vois jamais.

«Ça ne vous ressemble pas. Vous avez l'air de quelqu'un de plus engagé...»

Pour la première fois, l'intérêt poli se transforma, se fit plus chaleureux.

«C'est ce qui vous manquait à Londres? De ne pas être engagé?»

C'est au cours de cette rencontre qu'il lui donna un nom, et elle lui dit le sien.

Le nom était Derek Felteman. C'était son vrai nom. Il avait passé cinq ans à Londres; il avait travaillé dans une maison de publicité, avait étudié l'informatique dans un bon établissement, et c'est à Londres qu'il avait été recruté par quelqu'un de l'ambassade qui n'était pas un diplomate, mais un représentant des services de sécurité intérieure. Personne ne savait comment la police secrète reconnaît les candidats possibles;

banderoles, et la partie réservée au public dans les procès politiques. Ses employeurs avaient confiance en lui et pensaient qu'il saurait se faire accepter; ils lui avaient imaginé cette qualité, un peu comme une femme aurait pu lui prêter à son insu certaines caractéristiques - à la façon dont ses lèvres se soulevaient quand il souriait ou à l'éclat de ses yeux bruns.

Lui, de son côté, l'avait rapidement identifiée comme un cas intéressant, et, le troisième jour, en sortant du tribunal après avoir cherché des renseignements sur elle dans les dossiers de la police, il savait que c'était la jeune fille qui avait rendu visite secrètement à une amie en résidence surveillée, et qui, par la suite, avait purgé une peine de trois mois de prison, car elle avait refusé de témoigner lors du procès intenté à l'amie en question, accusée de ne pas avoir respecté l'isolement auquel elle était astreinte. Elle avait dit qu'elle s'appelait Aly, Alison Jane Ross. Apparemment, il n'y avait aucun lien entre l'intérêt que Alison Jane Ross portait au procès en cours et ceux qu'on jugeait; mais pour lui, d'un point de vue professionnel, cela n'excluait pas qu'elle fût en relation avec une organisation importante ou un groupe de soutien, engagés dans des actions de

le vent avec le bruit d'un insecte géant qui se frotte les pattes.

C'est bercés par le chant nocturne de cette créature qu'ils firent l'amour pour la première fois, les mois plus tard. Tous les Jojo, les Bet, les Lil, ainsi que les Bob, les Jimbo et les Riek l'embrassèrent et la prenaient dans leurs bras, mais pourtant elle ne semblait pas avoir d'amant. Sur le sentier délicat et particulier de leur relation où elle l'entraînait ou qu'il traçait devant elle, il n'y avait plus de place que pour eux deux. Au début de leur intimité, avant qu'ils fussent amants, elle en était venue seule à évoquer l'expérience de la prison, mais elle ne parlait que de choses banales et superficielles - les couvertures qui sentaient le désinfectant ou le chat de la chef gardienne qui accompagnait toujours sa maîtresse dans sa ronde d'inspection. Elle ne lui posait aucune question sur les autres femmes qu'il avait connues, mais parfois cependant, dans ces mouvements involontaires de tendresse qui montaient en lui, accompagnant cette autre marée - celle du plaisir partagé, - il était amené, au détour d'une anecdote, à lui parler d'anciennes aventures, de femmes qui avaient existé. Quand elle en éprouva naturellement le besoin, elle lui raconta sans honte,

redressa une boucle de cheveux sur son front et ses taches de rousseur disparurent, car elle rougit: «Et eux aussi pour moi.

«Ce n'est pas seulement une question d'amitié... oui, oui, je comprends. Des camarades, un groupe de frères...»

Elle le vit comme un enfant qui, par la fenêtre, en regarde d'autres qui jouent. Elle se pencha et lui prit la main, puis elle l'embrassa sur chaque paupière avec cette sorte de caresse qu'ils n'avaient encore jamais échangée.

Cependant, les amis étaient un peu négligés à son profit. Il aurait aimé qu'on l'introduise dans le groupe, mais il est normal que deux personnes qui vivent une histoire d'amour s'éloignent un peu des autres pendant quelque temps. Il aurait pu sembler bizarre qu'il insiste pour qu'ils se comportent autrement. Il était aussi entendu entre eux que Felteman n'avait que de vagues relations à sacrifier, car il avait passé cinq années à l'étranger et deux dans la ville côtière. Il fit renaitre pour elle des plaisirs qu'ils avaient abandonnés depuis l'école: le ski nautique et l'escalade. Ils assistèrent ensemble à des représentations de théâtre indigène, cela faisait partie des cours de politique culturelle qu'elle lui donnait, pas par correspondance, sans avoir



## RENCONTRE

# L'INDE EST EN FRANCE

par Françoise Séloron

**L'Inde des castes et de la pauvreté restera en Inde. L'Inde de la fête, celle qui met à bas les barrières sociales, les différences religieuses, est en France. Plusieurs centaines d'artistes, venus de toutes les régions de l'immense République, se rassembleront à Paris le 7 juin pour un méla, coup d'envoi d'une année entière de découverte.**

L'IDÉE d'une année de l'Inde en France est née en 1982, lors d'une rencontre entre Indira Gandhi et François Mitterrand, alors en voyage officiel en Inde. Comment mieux se connaître pour mieux collaborer ? L'idée, lancée au plus haut niveau, d'Etat à Etat, a fait son chemin, a pris corps, est devenue réalité : une entreprise de grande ampleur, qui a opéré par contagion et mobilisé beaucoup d'énergie de part et d'autre.

Comment parvenir à « faire sentir un pays » aux dimensions énormes, aux cultures multiples ? Comment faire passer ce flux profond qui unifie l'Inde malgré ses contradictions, le pays des traditions millénaires et de la haute technologie, celui des castes et de la démocratie, celui des troubadours errants et des centrales nucléaires, celui de la non-violence et du tumulte ?

Plutôt que de mettre bout à bout quelques expositions ou quelques concerts de plus, il s'est agi de prendre le mot Festival très au sérieux, comme on le fait en Inde, avec le sens de la continuité et du mouvement.

De juin 1985 à juin 1986, donc, la France va être immergée. Car c'est l'Inde tout entière (ou presque) qui défile, s'offre en cadeau et va acoster au bord de la Seine les 7 et 8 juin prochains. Deux jours de fête en plein air, ouverte à tous, valent mieux qu'une inauguration officielle pour happy few en chambre. Le ton est donné : c'est l'Inde en scène, l'Inde sur Seine, ou Paris sur Gange, si vous préférez.

Pourquoi la fête ? Parce qu'elle ponctue la vie quotidienne de l'Inde. « Parce que, profondément, c'est ce qui constitue chaque Indien. C'est à partir de là qu'on peut tenter de nous comprendre », confie Krishna Riboud (1). Depuis notre plus tendre enfance, la vie est rythmée par les fêtes. A Calcutta, par exemple, il y avait celle de la mousson, celle où l'on ocheait les plantes, celles des oiseaux, celle des musulmans, celle des hindous. Tout le monde y participait sur un pied d'égalité. C'est le moment de la communication, du rassemblement, qui abolit les distances, les hiérarchies, les barrières sociales. C'est le temps de l'unité, de la célébration de la vie. Le méla mêle riches et pauvres, hindous et musulmans. Les fêtes sont religieuses, rituelles, saisonnières, commémoratives, nationales ou régionales. Il y en a 365 jours par an, sur des durées plus ou moins longues.

### Eléphants et dromadaires

On fête les grands dieux, Shiva, Rama, Krishna, mais aussi la déesse Durga ou Ganesh, le dieu à tête d'éléphant. Elles portent toutes un nom : « Hol », la fête de la couleur, célèbre le printemps et Krishna. « Onam », honore l'abondance et la moisson, « Pooram » la mousson et Shiva, « Teej » la saison des pluies, « Diwali » glorifie Lakshmi et toutes les lumières. On commémore le premier jour de l'année solaire hindoue et la fin du Ramadan, la République indienne et le

Noël des chrétiens. Puskar, en plein désert du Rajasthan, réunit une fois l'an une grande foire aux chameaux et aux chevaux, à la fois commerciale et rituelle.

Le grand méla de Paris empruntera à ces différentes traditions et sera un mélange de fêtes de plusieurs régions, Kérala, Bengale, Rajasthan, Manipur, Madhya Pradesh, entre autres. Une découverte pour les Indiens eux-mêmes, qui n'ont pas l'occasion de se rencontrer et de se connaître.

Des collines du Trocadéro à la tour Eiffel, l'espace sera investi par quelque 200 artistes disséminés sur une vingtaine de scènes éparpillées, mais aussi par un défilé d'éléphants et de dromadaires, des jongleurs et marchands ambulants mêlés à la foule. Des arcs de triomphe de bambou, d'herbe sèche et de tissu brodé enjambreront le pont d'Iéna, des échoppes et restaurants sous des tentes colorées seront reliés par des kilomètres de guirlandes et de fleurs. Et la Seine sera à l'honneur, inondée de fleurs, puisque tout méla se passe à proximité de l'eau et que le fleuve est une déesse. Cette implantation kaléidoscopique constitue un chantier gigantesque et mobilise depuis un an, dans toutes les régions de l'Inde, mille personnes qui construisent, tissent, dessinent, fabriquent, mourent, taillent, découpent, peignent.

Un énorme démenagement en perspective. Seuls les animaux seront recrutés sur place, dans des cirques français. Une fête des cinq sens, où il y aura à voir et à entendre, à toucher et à sentir, à boire et à manger, et où l'on pourra acheter également de petits objets artisanaux. Un décor entièrement réalisé à la main et livré « clés en main » à la Seine et aux Parisiens. Ce geste inaugural et spectaculaire, cette « conspiration pour le merveilleux », selon Catherine Clément (2), symbolise et concrétise à la fois ce que veut être cette année de présence culturelle en France : une plongée dans l'Inde vivante, à travers des formes authentiques, au-delà des clichés et des contrefaçons ; formes, pour la très grande majorité d'entre elles, pour la première fois hors de leur lieu d'origine.

Les spectacles traditionnels et populaires présentés en juin et qui vont émailler toute l'année de l'Inde sont le fait de communautés souvent tribales ou nomades, et appartiennent à l'Inde des villages, qui représente 90 % de la population. Ces formes et leurs interprètes expriment aujourd'hui ce que sont la vie, la religion et la culture mêlées. « Car il n'y a pas dichotomie en Inde entre la tradition et le contemporain », explique Chérif Khaznadar (3), pas plus qu'il n'y a de frontière entre le sacré et le profane. Ce sont tout de pratiques vivantes, héritées depuis des siècles par voie orale et par l'intermédiaire de maîtres, les « gurus », qui ont évolué tout naturellement jusqu'à aujourd'hui, et qui ne sont ni d'un musée ni d'un conservatoire.

Les troupes, formées de paysans du village, bien entraînées pendant toute l'année, peuvent devenir semi-professionnelles et révéler de vrais artistes. Elles se produisent au moment des fêtes,



publiques ou privées, animent le parvis d'un temple, un champ de foire ou une cour de maison. Le guru est à la fois le technicien qui détiend le savoir de la danse, de la musique, des pratiques instrumentales et vocales et un maître spirituel. Ce sont les maîtres eux-mêmes, artistes et solistes de haut niveau, qui présenteront au Festival d'automne les formes dites classiques, théorisées et codées, qui ont évolué dans les cours et sont devenues essentiellement citadines.

### La femme troubadour

Les spectacles populaires, eux, sont restés aussi différents et multiformes que les particularismes régionaux d'où ils proviennent : Tee Jan Bai, par exemple, a été découverte dans un village du Madhya-Pradesh, qu'elle n'a jamais quitté. C'est l'une des rares femmes à raconter le Panda-

vani, forme de narration du Mahabharata, généralement dévolue aux hommes. Comédienne exceptionnelle, elle tient tous les rôles de l'épopée, accompagnée de quatre musiciens. Elle fait partie de cette catégorie de troubadours souvent errants, comme les Manganyars du Rajasthan et les Bauls du Bengale, qui se louent de famille en famille, de fête en fête, pour une naissance, un mariage, un rituel saisonnier ou un rassemblement religieux. Mémoire vivante des textes ancestraux, mais aussi chroniqueurs du quotidien, ils sont complètement imbriqués dans la vie sociale. La danse sert présente dans tous ses états : celles de deux tribus du Nagaland, au nord-est de l'Inde, qui, il y a trente ans, étaient encore « coupeurs de tête » ; les danses sophistiquées de Goa, inspirées des menusets de cour ; les danses masquées Chhau, très pro-

ches des arts martiaux ; et le Rasli, danse sacrée exécutée par des enfants.

Il y a également des chants épiques et des chants du désert, des chants de louange à Krishna ou au prophète Mahomet, rythmés de percussions.

Dans ce pays multiculturel, c'est l'hindouisme qui sert de trait d'union en dépit de la diversité de ses polythéismes régionaux, de ses coutumes de castes, en dépit de l'existence d'autres communautés religieuses, et notamment l'islam. Il existe un fond culturel commun où l'Inde puise, jour après jour, son art de vivre et sa morale, son inspiration esthétique et ses contes pour enfants : ce sont deux grandes épopées sacrées, le Mahabharata et le Ramayana. « C'est notre nourriture commune, notre enseignement oral », raconte Nandini Mehta (4). Tous les enfants indiens ont été bercés d'histoires tirées de ces longs poèmes, racontés par les mères et les grands-mères. Ces histoires qui circulent ont été intériorisées, font partie de l'inconscient collectif. Le Mahabharata, qui est le plus long poème jamais écrit (plus de 100 000 stances) il y a trois mille ans, est un grand fleuve nourricier qui inspire encore conteurs et chanteurs. Les variantes changent d'un Etat à l'autre, d'une génération à l'autre. Ce qui est millénaire continue ainsi à vivre et à s'inventer. La démarche de Peter Brook, s'emparant du Mahabharata et le racontant, à sa manière, en trois cycles de trois heures cet été en Avignon, participe de cette continuité vivante. A la base du Mahabharata, il y a un conflit gigantesque qui met en jeu le sort de l'univers tout entier, puisque les personnages possèdent des armes divines capables de détruire le monde. Un conflit dramatique, à la fois très lointain et très proche, où le devoir, l'amour et la mort s'affrontent autour d'une notion fondamentale et intraduisible, le « dharma », qui est à la fois l'ordre du monde et la loi que chaque individu doit suivre par rap-

port à lui-même. La fidélité de chacun à son « dharma » personnel est un garant de l'ordre du monde.

C'est encore ce qui fonde aujourd'hui la morale indienne : rythmer sa vie en accord avec le bon ordre du monde, vivre sous le regard de l'autre, dans la promiscuité et la tolérance. Une tolérance fondée sur le sens de la hiérarchie, de l'appartenance au groupe, et qui institutionnalise aussi la marginalité, celle des intouchables, pauvres, hors castes et celles des sadhous, ces millions d'individus errant de ville en ville. Il n'est pas étonnant que l'Inde moderne et démocratique, à la recherche d'une nouvelle identité, hors des notions de castes, se heurte à des résistances profondes et à des affrontements violents entre communautés.

Les nouvelles lois, ainsi que l'émergence actuelle d'une classe moyenne, défont le poids des traditions selon lesquelles un intouchable n'ira jamais puiser au puits d'un brahmane, ou ne pourra pas accéder à la propriété, encore moins à l'université.

Il est difficile de faire brager les mentalités lorsque le sacré fait partie du quotidien et que toute action devient un rite : se nourrir, se laver, faire l'amour. « Il y a à Delhi, poursuit Nandini Mehta, le temple de Hanuman, dieu singe très populaire qu'on retrouve dans le Ramayana. Chaque mardi, on y célèbre Hanuman. On fait des prières dans une ambiance de méla, avec des petits spectacles, des magiciens, des marchands. Tout est mêlé. On joue, on achète des jouets, on mange, on prie. »

Il ne faudrait pouvoir garder que le meilleur des traditions. C'est ce que tentera de faire l'année de l'Inde : montrer la richesse et la diversité des expressions culturelles régionales et appréhender l'unité profonde du pays, qui passe par une certaine vision du monde, une esthétique, un art de vivre, qu'on reconnaît à des signes minuscules, un geste, une odeur, un rythme, une musique. En dehors des spectacles vivants, qui marquent l'ouverture et serviront de fil conducteur à ce grand festival, d'autres aspects importants de la culture indienne seront mis en valeur en cours d'année : la littérature, le cinéma, l'architecture, le patrimoine artistique et artisanal, la peinture contemporaine, les sciences et les nouvelles technologies. L'année de l'Inde croquera les grands festivals, celui d'Avignon, le Festival d'automne, et sera présent dans certaines villes de France dès le mois de juin.

C'est la première fois qu'un pays, qui n'a pourtant pas une forte communauté indienne, comme aux Etats-Unis ou en Angleterre, envisage la culture indienne avec cette ouverture et cette ampleur. Dans ce formidable rassemblement, qui sera, par la vertu de la durée et de la confrontation des formes, une découverte pour l'Inde presque autant que pour la France, devrait passer le « rasa », encore si mot générique difficile à traduire qui appartient à la philosophie, au quotidien de l'Inde : c'est l'état de plénitude, d'émotion, de sursurplémentaire qu'apporte la connaissance esthétique des choses, l'essence même des choses. Nous avons un an pour apprendre à goûter à l'essentiel.

(1) Membre du Comité indien. Jon Riboud, son mari, est président du Comité français de l'Année de l'Inde.  
(2) Sous-directrice des échanges artistiques au ministère des relations extérieures et secrétaire générale du Comité français de l'Année de l'Inde.  
(3) Directeur de la Maison des cultures du monde, chargé de la programmation des spectacles traditionnels.  
(4) Attachée de presse à l'ambassade de l'Inde pour l'Année de l'Inde.

## PREMIER CALENDRIER

PARIS 7 ET 8 JUIN

### Grand méla d'inauguration

Trocadéro-Pont d'Iéna

- Vendredi 7, de 18 heures à 24 heures :

A 20 heures : ouverture officielle par le président de la République française et par le premier ministre indien, avec une parade d'éléphants et de dromadaires, et la garde républicaine à cheval.

- Samedi 8, de 15 heures à 24 heures :

Pendant ces deux jours, cent cinquante artistes dont jongleurs, acrobates, dresseurs d'animaux (arts de la rue), chanteurs, conteurs, danseurs, musiciens, percussionnistes du Rajasthan, Manipur, Kérala, Tamil Nadu, Bengale, Orissa, Gujarat, Andhra Pradesh, Karnataka, Haryana.

APRÈS LE MÉLA, EN JUIN :

Tournée en France des spec-

tacles de percussions à Albi, Avignon, Bar-le-Duc, Brive, Grenoble, La Rochelle, Lyon, Marseille, Montpellier, Narbonne, Nice, Rims, Rennes, Saint-Brieuc, Saintes, Strasbourg, Tours.

A la Maison des cultures du monde :

9, 10 juin : Percussions classiques et populaires avec le Sankhama du Manipur, chants Kanyali (Islam indien), Thayambaka et Penchevedhyam (Kérala), Tértatoli (Rajasthan).

Du 11 au 20 juin : Pandavani : Tee Jan Bai, comédienne, musicienne, chanteuse, danseuse, mime, conte le Mahabharata dans sa version populaire.

Du 21 au 25 juin : l'art de la calligraphie et de la parure par Veena Schroff (atelier de démonstration et exposition).

هكذا من الأصل



## HISTOIRE

# LE « GROUPE MANOUCHIAN » SACRIFIÉ OU TRAHI ?

par Stéphane Courtois

**Les téléspectateurs ne verront pas le film de Mosco, Des « terroristes » à la retraite, qu'Antenne 2 avait programmé pour le dimanche 2 juin. Ainsi en ont décidé cinq personnalités de la Résistance. Pourquoi et pour qui l'histoire des combattants immigrés de la Résistance parisienne, connus comme le « groupe Manouchian », est-elle, quarante ans après, gênante ?**

Le 19 février 1944 s'ouvre à Paris devant une cour martiale allemande, et à grands renforts de publicité, le procès de vingt-trois militants communistes, plus connus sous le nom de groupe Manouchian, et que dénonce dans toute la France une immense affiche rouge intitulée « L'Armée du crime ». Ce procès n'est que l'épilogue d'une histoire longue et tragique : celle de la lutte que le PCF a menée, à Paris, les armes à la main contre l'occupant.

C'est l'attaque de Hitler contre l'URSS, le 22 juin 1941, qui a poussé le PCF à se lancer, dès juillet 1941, dans cette lutte ouverte : sabotages, déraillements, attaques de locaux et, très rapidement, exécutions de militaires. Immédiatement, les autorités allemandes et collaboratrices s'inquiètent au plus haut point et concentrent les forces de répression, contre les communistes ; à Paris, ces forces sont principalement les tristement célèbres Brigades spéciales (BS1 et BS2) des Renseignements généraux.

Dès l'été 1941, le PCF réussit à organiser quelques dizaines de militants dans des groupes de combat recrutés soit dans la Jeunesse communiste, soit parmi les membres du service d'ordre du parti (FOS, l'Organisation spéciale), soit enfin parmi des militants immigrés, souvent anciens des Brigades internationales. Mais une première vague d'arrestations détruit ces groupes fin 1941-début 1942 et aboutit à un premier procès public, qui, en avril 1942, envoie au poteau d'exécution vingt-cinq combattants.

La direction du PCF décide alors de regrouper ses forces armées au sein des FTP (Francs-tireurs et partisans) dont Charles Tillon est le chef. Durant l'été et l'automne 1942, les FTP disposent de trois groupes sur Paris. Le premier, celui de Le Berre sera détruit en août 1942. Le deuxième, le groupe Valmy chargé aussi de l'exécution des « traîtres » au parti, tombe en novembre-décembre 1942. Reste le troisième groupe, celui des FTP-MOI, qui nous mène tout droit à « l'affaire Manouchian ».

### Les FTP-MOI parisiens

La MOI Main-d'œuvre immigrée est une structure qui, dès avant la guerre, place sous l'autorité du PCF tous les groupes de communistes étrangers qui se trouvent sur le sol français. Elle dispose de sa propre direction, qui est en contact direct avec Jacques Duclos, le chef du PC clandestin. En mars 1942, la MOI, qui en a reçu l'ordre, organise quatre détachements FTP-MOI sur Paris : le premier, composé de Roumains et de Hongrois (presque tous juifs) ; le deuxième, entièrement juif et reconnu comme tel, le troisième, italien ; le quatrième comprenant des Espagnols et des Arméniens.

Bien sûr, le deuxième détachement va se signaler par son activité exceptionnelle ; en effet, le 16 juillet 1942, la police française lance contre les juifs parisiens la rafle du Vél d'Hiv. Immédiatement, de nombreux jeunes qui ont pu échapper à la rafle affluent dans les organisations communistes juives. Leurs sentiments seront bientôt au diapason de ceux des dirigeants de la section juive de la MOI : tous sont

convaincus d'être désormais des condamnés à mort en sursis. Ayant brutalement perdu tout ou partie de leur famille, contraints à la clandestinité, le dos au mur, ils brûlent de venger leurs parents et amis et de combattre la cause de leurs malheurs : le nazisme.

La fin de 1942 et le début de 1943 sont marqués par la multiplication des attentats, qui deviennent de plus en plus audacieux. Mais, déjà, dans l'ombre, la Gestapo et les BS préparent la riposte. Mises en échec par le cloisonnement rigoureux de l'organisation clandestine, les BS pratiquent une technique de filature qui leur permet, après des mois d'un travail de fourmi, de repérer les militants, de « loger » leurs planques, de reconstituer l'organisation. En mars 1943, les BS frappent une première fois : en une seule nuit, plus de quatre-vingts arrestations ; les Jeunes communistes juifs sont démantelés : Henri Krasnicki, leur chef, est arrêté.

La direction de la section juive s'inquiète, comme le rappelle son dirigeant, Adam Rayski, seul responsable qui accepte aujourd'hui de livrer ses souvenirs sans réticences (1).

« Mars 1943 a été pour nous une saignée terrible. A ce moment, la question était vraiment « être ou ne pas être ». Sur le plan du recrutement, nous étions au bout du rouleau parce que les rafles, la déportation, détruisaient la population juive, qui quittait massivement la capitale pour se réfugier et se disperser en zone sud. Mais surtout nous constatons un décalage entre la lenteur avec laquelle avançaient les armées alliées et la vitesse à laquelle les Allemands mettaient en œuvre l'extermination des juifs de France et d'ailleurs. Nous pensions avec angoisse : le jour de la Libération, il n'y aura plus de juifs. Notre souci principal devenait de protéger ce qui restait de la population juive et de la mobiliser pour lutter contre le massacre ».

Le 2 mai 1943, la direction de la section juive s'est réunie et a demandé deux choses à la direction. D'abord, que l'organisation, qui se sentait encerclée par la police, se replie afin de couper les filatures, de sauver nos cadres et donc de préserver l'avenir du combat. Ensuite, d'envisager le transfert progressif en zone sud des organisations juives, politiques et militaires, afin que nos combattants retrouvent un soutien auprès des juifs de zone sud. La réponse de la direction fut très nette : on nous répondit que « les cadres communistes ne sont pas faits pour rester en conserve » et l'on nous reprocha notre attitude « capitulaire ». En communistes disciplinés, nous nous sommes inclinés ».

Les résultats ne se firent pas attendre : en juin et juillet 1943, presque toute la direction de la section juive tombe aux mains de la police, ainsi qu'environ cent cinquante militants ; sur près de cinq cent cinquante militants actifs au début de 1943 il en restait moins d'une centaine.

La vague d'arrestations de juin 1943 marque un tournant dans la guerre cruelle que se livrent combattants de la MOI et BS. Si les résistants conservent l'initiative « militaire », la police, en ayant désormais une idée assez précise

des structures et du fonctionnement de l'organisation, a renversé à terme le rapport des forces. S'ouvre une période atroce où chaque combattant sent, pressenti, saisi parfois qu'il est filé, surveillé, encerclé par les BS, qu'il peut disparaître à chaque instant sans laisser de traces.

La direction FTP-MOI décide en juillet une réorganisation : les quatre détachements initiaux sont dissous et remplacés par un groupe de dérailleurs — dirigé par le juif roumain Bocsov — et une

ensemble des FTP de la région parisienne, Joseph Epstein. Le 27, Bocsov tombe à son tour. C'est la fin des FTP-MOI parisiens. L'affaire Manouchian commence.

### La catastrophe de novembre 1943

Comment comprendre et expliquer aujourd'hui la fio dramatique du groupe Manouchian ? Certains ont avancé ou continué d'avancer l'hypothèse que le groupe aurait été trahi par la

lier à régler avec les nazis : les uns luttaient pour la libération de leur patrie occupée ou soumise au fascisme ; nous, les juifs, nous luttions contre notre destruction. Et ce combat spécifique s'inscrivait dans le cadre du combat général de la Résistance. Mais, quand, en mai 1943, la direction refusa notre repli, il est alors clairement apparu qu'elle considérait le rôle du deuxième détachement non pas en fonction des besoins particuliers de la population juive mais en fonction des intérêts immédiats du PCF.

« La direction n'a pas compris — ou a refusé de comprendre — que si nous combattions pour la France, pour le parti, contre le fascisme, nous juifs, nous souhaitons avant tout protéger nos congénères d'un holocauste irrémédiable et mieux préserver nos cadres. Il en était de même pour Manouchian que j'ai rencontré en juillet 1943 et qui envisageait lui aussi le repli des cadres armés sur les communautés de Marseille et Grenoble ».

« Une divergence, devenant de plus en plus contradictoire, est apparue entre les objectifs de la section juive et ceux du PCF. En s'obstinant à poursuivre la guérilla dans Paris, en ne respectant pas les règles élémentaires de ce combat — harcèlement, repli, dispersion, décrochage, mobilité, — la direction du PCF a commis une grave erreur politique, et sa part de responsabilité dans les arrestations est indiscutable ».

Ce point de vue est involontairement confirmé par d'autres responsables. Louis Gronowski, grand patron de la MOI, déclare : « On ne pouvait pas capituler » sur la question de la lutte armée. Et Albert Ouzoulias, ancien membre de la direction nationale des FTP, complète cette réponse en écrivant dans l'Humanité du 5 mars 1984 : « Paris et la région parisienne étaient pour nous décisifs. Si la répression y était la plus terrible, c'est parce que nos coups y avaient une répercussion nationale et internationale ». Il apparaît alors clairement que la direction du PCF a envisagé la lutte armée et les exploits des FTP-MOI parisiens uniquement sous l'angle de leur impact politique et propagandiste. Impact international d'abord : il s'agissait de montrer à Staline qu'à son modeste niveau le PCF ne le cédait en rien à l'armée rouge sur le plan des sacrifices et de l'héroïsme. Impact national ensuite : c'est de septembre à novembre 1943 que le dispositif politique de la Libération s'est préparé, avec, en septembre, le remplacement de Jean Moulin à la tête du CNR, en octobre la création du Comité parisien de libération et en novembre, les négociations pour l'entrée (ratée provisoirement) des communistes au gouvernement du général de Gaulle à Alger ; dans cette période cruciale, le PCF a utilisé à fond son image de parti le plus résistant, le plus dynamique, le plus héroïque, le plus exigeant dans son patriotisme. Et c'est en partie sur l'héroïsme, mais aussi le désespoir, des FTP-MOI que le PCF a construit sa position de force au sein de la Résistance française, face à de Gaulle.

Certes, la lutte politique a ses impératifs, et le PCF ne disposait en 1943 d'aucun autre groupe armé d'envergure sur Paris, comme le montrent les chiffres : l'Humanité clandestine et France d'abord, qui se font l'écho régulier des attentats, en relèvent près de quarante pour les six mois qui précèdent novembre 1943 et presque aucun pour les six mois qui suivent. Mais était-ce une raison pour sacrifier les FTP-MOI, au mépris du coût humain et de leurs aspirations les plus légitimes ? Et, là aussi, le sacrifice s'inscrit dans les chiffres : sur quatre-vingts combattants actifs de juin à novembre 1943, huit seulement ont pu traverser toute la période ;

tous les autres ont été arrêtés ou sont tombés au combat.

Fatalisme ? Cynisme ? Réalisme ? Louis Gronowski admet : « Dans toute guerre il y a des sacrifices ». Le problème avec les FTP-MOI, c'est que leur mémoire aussi a été sacrifiée par le PCF, et ce dès avant la Libération. Le 1<sup>er</sup> mars 1944, sans doute pour ne pas donner prise à la propagande allemande autour du procès des 23, l'Humanité ne consacrait que quinze courtes lignes à leur exécution, sans même citer le nom de l'un d'eux. Mais, dès le 3 mars, le journal communiste lançait le slogan devenu fameux : « Le PCF, le parti des fusillés », qui allait devenir jusqu'à la boursoffure l'image du parti de la Libération. La vague de patriotisme qui submerge alors le PCF emporte comme fétu de paille le souvenir des FTP-MOI. De mars 1944 à février 1951, l'Humanité n'aura pas un mot pour les 23.

### La mémoire occultée

Pourtant, dès 1946, Charles Tillon, qui symbolisait la « mouvance résistante » au sein du PCF, avait tenté de leur rendre hommage : il publiait aux éditions des FTP des Lettres de fusillés où figuraient plusieurs membres du groupe Manouchian (2). En février 1951, il revient à la charge en postface du livre Pages de gloire des 23. Mal lui en prend de déifier Staline ouvertement, Staline qui, au même moment, dans les démocraties populaires, jette au cachot ou envoie à la potence grand nombre de ces anciens de la MOI, en particulier les juifs ; les éditions en langues étrangères de Moscou publient en français un opuscule intitulé Lettres de communistes fusillés : tous les membres des FTP-MOI en ont disparu ; par une préface, Aragon a signé ce forfait qu'il voudra effacer par quelques vers pathétiques en 1955. Quant à Tillon, il sera déchu moins d'un an plus tard de toutes ses fonctions au sein du PCF. Staline n'avait pas pardonné à ceux du « groupe Manouchian », et plus généralement aux résistants de l'intérieur, d'avoir été plus que des hommes du parti, des fils de leurs peuples. Mais, Staline disparu, le PCF, s'il laisse ses organisations juives commémorer leurs combattants, ne fit rien pour réhabiliter à sa juste mesure la mémoire des 23 et de l'ensemble des FTP-MOI. En 1958, préfacant sa version des Lettres de fusillés, Jacques Duclos accepta de réintégrer Manouchian dans la liste. Et il faudra attendre 1985 pour voir, dans une nouvelle édition, apparaître Spartaco Fontana, Celestino Alfonso et Joseph Epstein. Maigre consolation, surtout quand, au même moment, l'UJRE (3) (Union des juifs pour la Résistance et l'entraide) présidée par Charles Lederman, réédite le livre de David Diamant : Héros juifs de la Résistance française, qui, en 1962, avait rappelé la lutte de ces immigrés juifs. Là encore, surprise : le titre s'est transformé en Combattants, héros et martyrs de la Résistance ! Les juifs ont disparu.

Comme dit le proverbe : « On se gratte toujours là où ça démange ». L'interdiction du film de Mosco, Des terroristes à la retraite, semble indiquer que « ça démange toujours ». En attendant, la mémoire des FTP-MOI est une fois de plus occultée.

■ Stéphane Courtois est chercheur au CNRS (CEVIPOF) et directeur de la revue Communisme (PUF).

(1) Voir A. Rayski, « Les Immigrés dans la Résistance », in Les Nouveaux Cahiers, 1974. Et plus récemment son beau livre, Nos illusions perdues, Baland 1985.

(2) Voir, sur l'occultation de la mémoire communiste, Stéphane Courtois, Luites politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la deuxième guerre mondiale in Communisme, n° 4, 1983.

(3) Créée en avril 1943 sous la direction d'A. Rayski, l'UJRE regroupait l'ensemble des organisations de résistance et de solidarité juives placées dans la mouvance communiste.



La fameuse « Affiche rouge » sur laquelle reposait une vaste campagne de propagande lancée par les Allemands, en février 1944, contre la Résistance.

équipe spéciale (un groupe de choc) avec à sa tête Manouchian et Marcel Rayman. Les attentats reprenaient de plus belle : soixante-dix de juin à octobre. Leur niveau ne cesse de s'élever : déraillements de trains de troupes, attaques de détachements allemands en déplacement dans Paris. L'équipe spéciale va marquer la période avec deux opérations particulièrement audacieuses : le 28 juillet 1943, elle attaque la bombe la voiture du général von Schanburg, commandant du Grand Paris ; le 28 septembre, elle exécute le Dr Julius von Ritter, chargé de superviser le départ forcé en Allemagne de milliers de jeunes Français dans le cadre du STO.

Mais, en dépit, ou à cause, de cette boulimie d'action, on sent que la mécanique est au bout du rouleau. L'état de la police se referme inexorablement. Fin octobre, la BS s'empare de Joseph Davidovitch, commissaire politique des FTP-MOI de la région parisienne, dont Manouchian est désormais le commissaire militaire. Et Davidovitch parle : la BS décide de simuler une évasion pour que Davidovitch, désormais manipulé, pénètre à nouveau dans l'organisation communiste ; mais les responsables de la MOI ont senti le piège : ils attirent le traître, lui font avouer sa trahison et le liquident. Voyant disparaître son dernier espoir de remonter jusqu'à la direction du PCF, les BS passent à l'offensive générale à partir du 13 novembre 1943 : au total, 108 arrestations, dont 58 juifs de diverses nationalités, 29 étrangers et 21 Français aryens. (sic). Le 15 novembre, Marcel Rayman est arrêté, le 16, Manouchian l'est à son tour en même temps que le chef de

direction du PCF elle-même ; disons d'emblée que rien, en l'état actuel de l'information, ne permet d'étayer cette affirmation.

En réalité, la catastrophe de novembre 1943 résulte d'un ensemble de facteurs convergents : le poids toujours croissant de la répression, la trahison de Davidovitch, et ne craignons pas d'y ajouter les « imprudences » — le non respect des règles de sécurité — des combattants. A leur décharge — s'il en était besoin ! — rappelons que ces hommes combattaient dans des conditions terribles, les nerfs à vif, l'attention constamment en éveil, avec l'obsession permanente de l'arrestation, des tortures, de la mort. Ils étaient isolés comme résistants et clandestins, doublement isolés par les règles de cloisonnement communistes, et triplement isolés comme étrangers et plus encore comme juifs.

Cependant, la répression, la trahison, les « imprudences », qui sont le lot quotidien de la Résistance, ne permettent pas de répandre à une question première : pourquoi la direction du PCF a-t-elle refusé de retirer provisoirement du combat ou de muter en zone sud les FTP-MOI parisiens qui se savaient cernés par la police ? Pourquoi la direction a-t-elle voulu à tout prix et coûte que coûte maintenir au combat ces FTP a priori repérés ?

Adam Rayski apporte une première réponse : « Nous étions tous des combattants volontaires, et la force de notre engagement était encore accrue par la fierté que nous avions de combattre sur le pavé de Paris, la prestigieuse capitale révolutionnaire. Par ailleurs, chaque groupe de la MOI avait un « contentieux » particu-



PORTRAIT

# HARTUNG, L'ABSTRACTEUR LYRIQUE

par Jacques Michel



**Passage dans la capitale de Hans Hartung, venu à l'inauguration de l'exposition qui lui est consacrée à l'Hôtel de Ville de Paris, où sont présentées ses œuvres des années 1971-1984. Nous avons rencontré celui qui ne met jamais de rouge — « couleur indécente » — dans ses toiles.**

Cela faisait cinq ans que Hartung n'avait pas mis les pieds dans son atelier parisien. C'est définitivement qu'il a quitté Paris pour le soleil du Midi, à Antibes, avec Anne-Eva Bergman, son épouse, peintre aussi. Cet Allemand de Leipzig, où il est né en 1904, dans une famille de médecins, de musiciens, de juristes, a vécu déchiré entre son amour lyrique pour la musique — « ce qui me reste de mon Allemagne » — et son amour pour le Sud.

Hartung l'Allemand a gardé une invincible ambiguïté dans ses tableaux, animés de rumeurs venues des profondeurs de la forêt, d'images wagnériennes qui alternent avec une grande sérénité de l'après-midi. Et ce goût de clarté que toujours il croyait, à tort ou à raison, déceler dans la peinture française. Mais jamais de matin calme de l'est lointain. Hartung a regardé la peinture occidentale. Il n'a pas rêvé sur les espaces vides qu'occupent les rares traits des graphistes chinois ou japonais, comme ce fut le cas de bien d'autres de ses confrères en peinture abstraite lyrique : les Mathieu, les Wols ou d'autres. Comme beaucoup de gens du Nord, il a suivi l'itinéraire vers le sud. Le Midi, l'Espagne, qu'il avait naguère épousée en Roberta Gonzalez. Celle-ci lui a vécu un temps, ayant quitté Dresde, à Minorque, parce qu'à l'époque l'entre-deux-guerres un peintre pauvre pouvait vivre à son compte avec les quelques marks qu'il recevait de sa famille.

Lorsqu'il s'est fixé dans le Midi français, plus huppé, d'Antibes, il y construisit sa maison. Une maison de peintre. C'est-à-dire un cube avec un mur de verre au nord. L'architecte Breuer, maître rationaliste du Bauhaus et ama-

teur du gruit sombre des Carpathes de son enfance, lui a dit qu'il aimerait bien habiter une telle maison toute blanche, partagée en deux bâtiments autour d'un patio, comme ces maisons de pêcheurs de l'Ampurdan catalan.

Le peintre pauvre de l'avant-guerre, qui ne savait pas exactement où il allait et presque pas d'où il venait, est aujourd'hui un personnage cossu. Son œuvre est abondante, sa maison, pleine de tableaux retournés contre le mur. Et dehors, sa piscine l'accueille tous les jours de l'année, que le temps soit au bleu ou au gris. Elle est chauffée et, lorsque l'air est frais, l'eau fume. C'est par nécessité qu'il s'astreint au plongeon quotidien. Pour se maintenir en forme.

## Le temps des derniers songes

Hartung a perdu une jambe du fait d'un obus allemand pendant la dernière guerre, du côté français, autour de Belfort, où il fut affecté dans un service de brancardiers. Cette jambe manquante s'ajoute, si l'on peut dire, à l'âge. Quatre-vingt-un ans, c'est le temps des derniers songes. Pour un peintre, il y a toujours un sentiment panique. Panique de manquer. Manquer de temps pour dire encore et encore. Contrairement à d'autres qui, en entrant dans la zone de la sérénité, peignent en douceur, en profondeur, la main étrangement ailée à mesure que s'avance l'âge, comme Matisse, Renoir, Chagall ou, plus loin de nous, comme le Titien, Hartung, pour sa part, peint toujours en force. Il n'a jamais trouvé la manière calme des derniers soirs.

Au contraire, sa peinture est prise d'une rage grandissante. Il parle de la « sauvagerie » nouvelle qui s'y trouve. Ses récents tableaux, qu'on expose à l'Hôtel de Ville de Paris et qu'on avait pu voir en partie dernièrement à Venise, sont traversés de fureurs. Ce sont des ciels, des ciels métaphoriques, bien sûr. Car on n'y trouvera ni les gentils nuages pommelés de Boudin, ni l'azur rhapsodique de l'âge baroque. L'orage est toujours là, avec la foudre qui s'abat. Une foudre noire qui se disperse en une galaxie crispée, à travers le vide.

Ici le peintre est un Jupiter régnant sur une tourmente céleste, un tohu-bohu dont il invente les conditions, met en place le décor. Il y règne d'autant plus que l'orage ne dérape jamais vraiment, encore moins dans ses œuvres récentes, où la main semble plus sûre, guidée par les muscles d'acier du violoniste qui fait chanter les cordes.

Cela est d'autant plus remarquable que, depuis qu'il a perdu sa jambe, Hartung ne peut plus peindre seul, s'occuper de ses affaires, préparer ses pots de couleurs, ses instruments. Comme tous les peintres de l'abstraction lyrique (Soulagues, Mathieu, Schneider, Zao Wou-ki...), il en possède un clavier étendu et varié. Des pinceaux larges et des étroits, des touffus et des ténués, des instruments aratoires... Il laboure ses toiles, laboure ses ciels, exécute des pas de danse acrobatiques où chaque geste délivre d'un coup, avec justesse, la charge émotionnelle qui doit nécessairement le précéder, pour en inscrire les traces sur le tableau. Tout n'est que signe suspendu dans le vide où se fixe à jamais la vibrante intensité d'une trajectoire.

## L'invention des moments de transe

Un tel travail demande de la concentration, de la solitude, la liberté d'agir à l'abri des regards, car Hartung peint sans esquisses préalable. Il improvise directement sur ses toiles. Et l'invention, la trouvaille, vient toujours dans un moment de transe. C'est même

cette transe qu'il faut prestement cueillir comme une fleur délicate et cependant rester assez lucide pour la transformer en peinture. Bien des acteurs de l'abstraction lyrique, d'Amérique ou d'Europe, cherchent à provoquer cette transe par la drogue.

Hartung, lui, a ses trucs. La musique. Et Bach plutôt que Beethoven, pour l'alcool de sa mesure, architecturale, qui grise légèrement sans jamais enivrer. Il la pousse au maximum, comme pour remplir l'espace de l'atelier où se tiennent les assistants. Un bon verre de rouge aide aussi à prendre son envol pour les cimes où séjournent les dieux de la peinture.

Dans l'action, il lui faut être absent et en même temps rester en contact avec la réalité afin de bien se faire obéir par les servants qui lui préparent telle couleur, tel pinceau au moment voulu, afin de ne pas interrompre le cours de ce qu'on appelle l'inspiration et qui est cet instant où, sans chercher, l'artiste trouve. Ils comprennent à demi-mot, ses assistants. « Une sorte de télépathie qui s'établit à partir d'un certain temps de collaboration fait qu'au moment précis ils servent sans à-coup. » On peut supposer que même lorsqu'il y a des à-coups le peintre fait avec, emporté par la boue de la peinture. Et, comme le disait Picasso, « lorsque je n'ai plus de rouge, je mets du bleu ».

## Tachisme de l'infiniment petit

A cette différence près que Hartung ne met jamais de rouge, « couleur indécente ». « Je suis un homme de nuit, dit-il. J'aime le noir. Un noir absolu, profond, intense. » Il l'emploie sur des fonds très clairs, faits de couleurs froides — le bleu, le vert turquoise, très fluide, — qui permettent des contrastes forts du trait, de la ligne, des formes. Plus les couleurs sont froides, plus elles lui semblent pures ; elles invitent à mieux respirer. « Mais je n'aime ni le vert gazon ni le rouge taupe. » Il a avec ses couleurs des connivences, des habitudes. Certaines lui viennent comme une seconde nature. Depuis les années 70, Hartung s'est mis à

changer cette nature, à utiliser du rouge, mais du rouge minium, de l'orange, du jaune pur, des nuances très claires, très froides. Il y a puisé un sentiment de renouveau qui l'a incité à faire des tableaux plus vastes pour y loger ses ciels.

Comment s'y prend Hartung pour suggérer nuages et tensions cosmiques ? En pulvérisant de la couleur au pistolet. Il a ainsi réactualisé la technique des glacis chère aux anciens (Van Eyck, le Greco, Dürer...) en couvrant le fond de ses toiles de légères buées. Les signes qu'il y inscrit prennent des nuances complexes, une couleur à travers l'autre, par transparence, sans se mélanger. Lorsque Hartung expérimente cette manière, ses tableaux ne comportent aucun graphisme. On n'y voyait que des nuages, des espaces atmosphériques de commencement du monde. Des tableaux où les couleurs ayant perdu leur assise s'envolent en myriades de points aléatoires. Le tachisme de l'infiniment petit ! Et voici, dans ses allégories de ciels à peine menaçants, qu'éclatent des tempêtes de signes, de noires griffures orchestrées avec une rage contrôlée. L'œuvre de Hartung s'est nourrie aux sources de l'expressionnisme allemand, mais elle est aussi animée par la volonté d'une plus grande beauté plastique, très esthétisante, qui tient à la pureté d'une couleur, d'une ligne juste, forte.

Il cite volontiers Matisse et la savante simplicité de son trait, sa couleur claire et claironnante, accordée à la joie de vivre. Mais il garde dans son jardin secret ses anciennes amours pour Kokoschka et Corinth, pour ces expressionnistes en quête de l'intensité des choses au prix de la déformation et de l'horrible. Et, par dessus tout, pour « Van Gogh dont la peinture met en évidence les forces vitales de la nature. Il fait vivre la forêt qu'il peint. Ses arbres ont presque forme humaine. Alors qu'avec les impressionnistes la forêt ne se vit pas. On ne la vit pas en la regardant. On n'en a qu'une impression optique... »

La famille, de Rembrandt, découverte dans sa jeunesse à la Gemäldegalerie de Dresde, lui

avait révélé son destin de peintre tachiste. « J'en restai cloué. » C'est dans les plis de la robe de la mère qu'il aurait découvert la valeur picturale de la tache. Valeur autonome, indépendante de la figuration, par la vertu de son seul rythme, de son seul caractère. En vérité, c'est après coup que le peintre conceptualise une aventure accomplie dans l'incertitude. Après coup que, produisant, une peinture venue confusément, telle des graffiti automatiques, il décide de faire de la perfection plastique des formes le contenu même de ses tableaux. Une perfection qui pourtant ne renie pas la fraîcheur d'exécution, ses accidents imprévus qu'il intègre dans son jeu au lieu de les rectifier. Hartung fait du processus d'invention une donnée esthétique.

Ce maître de la peinture tachiste a connu, connaît encore, une traversée du désert. Il a beau avoir été l'un des premiers à explorer la peinture abstraite lyrique, et ce non pas depuis les alentours de 1948, comme ce fut le cas pour ses plus jeunes confrères, des deux côtés de l'Atlantique.

C'est depuis les années 30 qu'il a tenté d'introduire dans cette manière froide, sans contenu explicite, des facteurs psychiques et émotionnels qui ont changé la peinture abstraite. Hartung a pratiqué le style, mais le concept, le « fait sur la toile » qu'il avait confié au critique Charles Estienne (et devenu peu après l'Action painting avec Harold Rosenberg à New York), ne fut formulé qu'après.

En peinture comme en d'autres domaines de la création, les modes se chassent les uns les autres, la nouvelle bénéficiant toujours d'un irrésistible effet dynamique. De même que naguère l'abstraction lyrique avait, pour un temps, pris tout le devant de la scène — où sont les Soulagues, où sont les Mathieu, et les autres ? — aujourd'hui celle-ci est occupée par les acteurs de la nouvelle figuration libre, plus tonique, moins mystique, moins grave. Mais on sait que chaque courant ne laisse dans l'histoire que rares alluvions.

• Hôtel de Ville de Paris. Salle Saint-Jean. 28 mai-19 août.

هكذا من الأمل